JUN 24 1937

ODICAL ROOM
RAL LIBRARY
V. OF MICH.

REVUE DE PARIS

15 JUIN 1937

★★★	*Que vaut l'Axe Rome-Berlin ?*	721
ROGER VERCEL	*Rebelles*	734
M. H. SZÉKELY-LULOFS	*Coolie.* — I	770
MARCEL ÉMERIT	*L'Égérie de Napoléon III.* — II	794
DENIS DE ROUGEMONT	*Paysans de l'Ouest*	826
DAISY FELLOWES	*La Princesse Elisabeth*	852
MARCEL THIÉBAUT	*En lisant M. Léon Blum.* — Fin	860
MICHEL CALMANN	*La Chine à l'Orangerie*	909
GÉRARD BAUËR	*M. de Pesquidoux à l'Académie*	914
CONSTANTIN PHOTIADÈS	*Ballets de Monte-Carlo*	921
HENRY BIDOU	*Le Mouvement littéraire*	933
ALBERT FLAMENT	*Tableaux de l'Exposition*	943

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr. 50

44e ANNÉE NUMÉRO 12

La REVUE DE PARIS il y a cent ans

(Première REVUE DE PARIS)

La livraison de la REVUE DE PARIS *de juin* 1837 *réunissait des études de Jules Janin, Xavier Marmier, Charles Nodier, Léon Gozlan, du bibliophile Jacob. Du bulletin de cette Revue nous extrayons quelques passages évoquant un terrible accident qui venait de se produire au Champ-de-Mars, la veille du jour où le roi Louis-Philippe devait être reçu à l'Hôtel de Ville.*

« La veille de ce jour, la fête commençait déjà. Toute la grande cité était conviée aux Champs-Élysées, dans le Champ-de-Mars, dans les murs éclairés par cent mille illuminations resplendissantes ; partout le bruit, partout le mouvement, partout la fête ! De très bonne heure le Champ-de-Mars était rempli, et les curieux contemplaient de loin ce fort d'Anvers bâti au milieu. Les soldats du génie avaient copié cette citadelle avec leurs souvenirs d'hier. Dieu merci ! ils l'avaient vu d'assez près pour ne pas oublier une seule tourelle. — Cette citadelle d'Anvers, qui a fourni au prince royal l'occasion de faire ses premières armes, devait être prise le soir même. Le peuple de Paris avait été attiré de bonne heure par cette admirable odeur de poudre à canon qui l'enivre mieux que ne fait le punch enflammé...

« ...Peu à peu, le jour s'en va, la lune se lève au milieu de transparents nuages ; par un sentiment incroyable, ce Champ-de-Mars, tout à l'heure si rempli, se resserre ; on fait place autour des canons ; bientôt, ce peuple debout s'asseoit sur les tertres, sur le gazon, et il attend déjà avec moins d'impatience. Celui qui écrit ces lignes peut parler de ce moment solennel, car il y était, et il a vu de très près toute cette fête qui devait se terminer d'une façon si lamentable. En ce moment, on était à l'aise au Champ-de-Mars, quelle que fût la foule, le Champ-de-Mars pouvait contenir encore cent mille personnes.

» Tout à coup, cependant, le bruit commence. Le feu s'illumine, le canon mugit, élève la voix. — *J'entends tousser le brutal* ! — s'écrie le peuple dans son langage énergique. Et, en effet, le canon gronde, la fusillade lui répond ; des deux côtés du fort l'artifice joue le rôle des obus et des boulets rouges.

» ...Cette joie immense a duré trois quarts d'heure ; alors la foule reprit le mouvement, et se porta vers les issues du Champ-de-Mars. Comme je l'ai dit, nous étions au milieu du Champ-de-Mars, tout en face de la citadelle, et nos oreilles étaient encore toutes étourdies de cet immense bruit, et nos yeux tout éblouis de ce vif éclat ; nous voulûmes regagner le faubourg Saint-Germain par la grille qui touche à la caserne, et, lentement nous suivions la foule qui marchait lentement et d'un pas très calme. On allait, on marchait sans effort, et rien ne paraissait plus facile que de sortir du Champ-de-Mars, quand tout à coup, sans qu'un seul cri se fît entendre, la foule s'arrête, elle recule ; on dit autour de nous que la porte est fermée et qu'on ne passe pas. — A cette porte étaient tous les morts !

» Comment ce malheur est arrivé à vingt pas de nous, sans que nous ayons entendu un seul cri d'effroi, sans qu'aucun mouvement nous vînt avertir que la mort était là-bas ? Comment, tout d'un coup et sans savoir pourquoi, toute la foule qui avait à sortir par cette porte fatale, s'en est éloignée, aimant mieux traverser tout le Champ-de-Mars que de s'obstiner plus longtemps à cette horrible issue ? Comment les uns sont morts et pourquoi les autres ont été sauvés ? Ce qui poussait ceux-ci à leur perte, ce qui a arrêté ceux-ci, il est impossible de le dire ; il est même impossible d'imaginer que tant d'hommes puissent être étouffés ainsi, sans plus de bruit qu'une vingtaine de pigeons dans un colombier.

QUE VAUT

L'AXE ROME-BERLIN ?

Flamboyante comme au temps du discours de Bologne, où Mussolini offrait au monde la paix à la pointe de ses baïonnettes, ou modérée suivant la formule choisie par le comte Ciano dans son récent exposé à la Chambre, la politique extérieure de l'Italie demeure aujourd'hui comme hier, comme avant-hier, fidèle à la ligne tracée entre Rome et Berlin. Au risque d'étonner ses auditeurs les plus impartiaux, le jeune ministre des Affaires étrangères a pu affirmer que l'Italie répugne aux « tours de valse », et le plus curieux de cette affirmation, c'est qu'elle répondait à la vérité.

S'appuyer successivement, comme c'est le cas depuis quinze ans, sur Londres contre Paris, puis sur Paris contre Londres ou sur Londres et Paris contre Berlin, enfin sur Berlin contre Londres et Paris est un jeu qui peut-être, sur le moment, assure des succès à la diplomatie romaine, mais qui contribue à entretenir cette demi-méfiance que trop de capitales sont portées à éprouver à l'égard de Rome. C'est, malgré l'appareil dont elle s'entoure, une politique de faiblesse. Et l'Italie ne l'ignore pas. Cette souplesse, celle de Cavour, s'imposait à une nation jeune, tard venue dans la famille européenne, encore à la recherche de sa place définitive sur l'échiquier continental comme elle était à la recherche de sa propre unité, et qui risquait, en liant son sort à celui de tel ou tel voisin, d'être réduite au rôle de satellite. Mais, à mesure que le pays prenait conscience de sa force —

proclamée avant d'être intimement ressentie — il était naturel qu'il voulût renoncer à ces hésitations d'adolescent, ne fût-ce que pour s'affirmer au rang de grande puissance. Si l'on regardait de près l'évolution doctrinaire du fascisme, on y verrait de même des fluctuations, des hésitations nombreuses, puis, peu à peu, un effort vers la simplification, vers la stabilité. Au dehors comme au dedans, la tendance est la même.

*
* *

Les circonstances — n'est-ce pas le hasard qui parfois décide des vocations? — ont amené l'Italie à prendre, au delà de ses frontières, son point d'appui fixe à Berlin. Les sanctions auxquelles avaient participé tous les grands États, sauf l'Allemagne, ne laissaient guère le choix. Rome hésita longtemps, ne s'engagea qu'avec prudence sur la seule voie qui demeurait ouverte, mais elle s'y engagea.

Elle y retrouvait, d'ailleurs, la trace de ses propres pas. N'avait-elle pas, pendant plus de dix ans, jusqu'en 1934, pour secouer la résistance française, prêté main-forte à l'Allemagne? L'Allemand fut aimable, adroit, il se garda d'effaroucher, sut faire les compliments qui portent, louer la loyauté italienne, le courage italien et l'aventure se termina par un mariage, le 25 octobre de l'année dernière.

Mariage de dépit, d'amour ou de raison? Un peu des trois. Mais pas un mariage d'argent.

Aucun contrat ne fut signé. Si l'on en croit les affirmations officielles — et pourquoi ne les croirait-on pas? — il n'y eut, à Berchtesgaden, entre le chancelier Hitler et le comte Ciano, aucun échange de documents. Mais si le dynamisme national-socialiste et le dynamisme fasciste considèrent volontiers comme démodés les traités, orgueil des chancelleries, ils ont innové une sorte d'entente continue, de collaboration sans cesse renouvelée, qui n'est pas une alliance au vieux sens du mot, mais qui en a hérité l'esprit et qui en continue la pratique. On étudia donc les différents aspects du complexe européen, on définit les buts à atteindre.

Cet accord non écrit impliquait, comme tout accord, des concessions de chacune des parties au point de vue de l'autre. Il comportait une série de chapitres qu'on pourrait appeler actifs — ce sont ceux qui traitent de la Russie soviétique, de l'Espagne, de l'Extrême-Orient, de l'Angleterre, de la France, secteurs dans lesquels Allemagne et Italie vont avoir, en principe, des initiatives et des réactions communes. L'accord comprenait, d'autre part, un chapitre négatif, celui qui concerne l'Europe centrale, balkanique et danubienne, là où les intérêts allemands et les intérêts italiens semblaient opposés. La collaboration dans le reste du monde n'était possible que si l'on écartait cette pomme de discorde. Il suffisait, dans ce domaine, que Rome et Berlin s'engageassent à ne pas se gêner l'une l'autre. Il était inutile, peut-être impossible, peut-être maladroit qu'elles unifiassent leur action. Il leur fallait seulement se répartir les zones d'expansion, chacune demeurant libre d'exploiter comme elle l'entendait sa chasse gardée.

Or les faits ont montré depuis que c'est précisément là, dans ce carrefour redoutable de l'Europe, où les sceptiques attendaient les heurts jugés inévitables entre les nouveaux associés, que l'entente a fonctionné avec le maximum de perfection. Et ce n'est pas l'aspect le moins original de cette politique fertile en sujets d'étonnement.

***

A l'égard de la Russie soviétique, l'Italie avait jusque-là montré plus de prudence que d'hostilité. Elle n'avait point donné dans la croisade dont rêvait contre le communisme le génie messianique d'Hitler. Mais le comte Ciano est à peine revenu de Berlin que les trompettes de la propagande italienne sonnent l'alarme, puis l'assaut. La main de Moscou est partout signalée : une grève éclate-t-elle aux États-Unis, c'est Moscou ; Chang-Kai-Shek est-il arrêté par Chang-Su-Liang, c'est Moscou. Et l'ardeur est si puissante qu'elle entraîne peut-être les nouveaux convertis au delà des premiers apôtres. On assure que M. von Neurath, quand il vint à Rome, il y a un mois, avança l'idée d'un revirement dans la tactique

suivie jusqu'alors, c'est-à-dire d'une réconciliation possible avec la Russie soviétique et que c'est son interlocuteur italien qui le rappela au respect des principes.

Le processus est le même à l'égard des affaires d'Espagne. Sans doute est-il prouvé maintenant que, dès le début du mouvement Franco, l'Italie et l'Allemagne avaient des attitudes parallèles, mais les entretiens de Berlin allaient être l'origine d'une action singulièrement plus énergique. Le même jour, le 18 novembre, Rome et Berlin apportent au gouvernement nationaliste leur reconnaissance officielle. Presque en même temps, les engagements de volontaires se font — quasi ouvertement — dans toute l'Italie. Des camps de concentration et d'entraînement sont constitués un peu partout, dans la montagne, et, vers la fin de décembre, encadrés et équipés, ceux qui vont former les unités de « Flèches Noires » s'embarquent pour Cadix. La prise de Malaga est saluée à l'égal d'une victoire nationale. Mais voici que l'Allemagne se lasse. Son appui militaire au général Franco se fait plus prudent, son effort se ralentit, alors que l'Italie, encouragée d'abord par le succès, puis poussée à effacer par de nouvelles victoires un revers momentané, poursuit droit son chemin. Quand, en mai, l'idée d'une trêve, en vue de faciliter le retrait des volontaires étrangers, fut avancée par l'Angleterre, le projet ne suscita pas tout d'abord à Berlin de réactions hostiles, bien au contraire, tandis qu'à Rome, le silence habituel du premier jour ne fut rompu que par des critiques. C'est Berlin qui, au nom de la solidarité politique, dut rectifier sa position et se mettre au diapason de Rome. Mais il y eut, un moment, dissonance.

En Extrême-Orient, la collaboration italo-allemande esquissée devait avorter. Un accord germano-japonais fut signé le 25 novembre. Il devait être complété par un accord italo-japonais. Celui-ci fut négocié en effet et presque annoncé : il avait pour base la reconnaissance de l'Empire par le Japon et celle du Mandchoukouo par l'Italie, mais au dernier moment le silence fut jugé plus prudent. On fit connaître que le gouvernement de Tokio envoyait un consul à Addis-Abeba. On ne rendit jamais public le départ du représentant de l'Italie auprès du gouvernement mandchou.

Mais c'est à l'égard des « grandes démocraties », de l'Angleterre, de la France et aussi des États-Unis, que le fonctionnement du système italo-allemand mérite d'être étudié. On se défend d'aucune animosité doctrinaire, d'aucune volonté de prosélytisme, d'aucune atteinte au respect des formes nationales de gouvernement. Mais la presse n'offre à ses lecteurs qu'une image invraisemblablement déformée des pays encore attachés à quelque idéal de libéralisme. Du couronnement du roi d'Angleterre, on ne retient que les accidents de rue, un homme arrêté, une femme étouffée. De la revue de Portsmouth, de la cérémonie de Westminster, pas une ligne, pas un mot. Le centenaire de l'Arc de Triomphe à Paris mérite un paragraphe. Par contre, la grève des autobus de Londres ou celle des dockers de Marseille sont l'objet de chroniques interminables. Tout se passe comme si les « démocraties », tant méprisées, exerçaient encore sur les masses des pays totalitaires une telle attraction qu'il fallût les présenter à la lumière de projecteurs rouges, pour créer entre elles et la Russie soviétique une véritable confusion, pour faire naître dans l'opinion le même discrédit à leur égard que celui où l'on tient généralement le régime de Staline. Mais que cette manœuvre ne trompe pas : elle n'est que temporaire.

Dès maintenant, et malgré l'unité d'attitude que les gouvernements autoritaires gardent envers les « démocraties », le ton a varié suivant chacune d'elles, et suivant le moment. Si, à l'égard de la France, l'atmosphère ne connaît pas de sautes brusques, à l'égard des États-Unis l'espoir d'une aide morale et matérielle, déçu, transforme les premiers ménagements en critiques. Mais c'est l'Angleterre surtout qui retient l'attention. Quand le comte Ciano se rend à Berlin, en octobre de l'année dernière, les affaires d'Espagne ont déjà montré qu'un conflit européen n'est pas impossible. L'Italie sait que si elle envoie au général Franco des renforts massifs et en pleine lumière, elle risque de provoquer ce conflit, qu'elle ne souhaite pas, dont elle ne veut à aucun prix. D'où la nécessité d'une entente avec l'Angleterre. La détente avec Londres qui se manifeste à la fin de 1936 et le gentlemen's agreement qui doit la couronner ont exactement, dans la politique ita-

lienne, la même fonction que l'accord avec la France de janvier 1935. L'accord Mussolini-Laval avait pour objet d'immobiliser la France pendant l'affaire éthiopienne. De même, au moment où l'Italie s'apprête à prendre en Espagne, c'est-à-dire en Méditerranée, la tête d'une offensive militaire énergique, il lui est indispensable de neutraliser l'hostilité anglaise, d'immobiliser l'Angleterre. Ce sera la raison d'être de l'accord du 2 janvier, par lequel l'Italie déclare solennellement qu'elle n'a aucune visée sur l'Espagne, sur ses colonies, sur Majorque et que la Grande-Bretagne n'a rien à craindre dans le bassin méditerranéen. Or le mois de janvier est celui où les « volontaires » italiens s'engagent et partent en foule, où les états-majors préparent la grande percée au nord de Madrid. Celle-ci ayant échoué et la presse britannique ayant souligné le fait sans pitié, les maîtres tout-puissants de l'opinion italienne n'eurent aucune raison d'apaiser la réaction populaire devant l'ironie sévère, souvent injuste d'ailleurs, des commentaires anglais. Le gentlemen's agreement avait fait son temps.

Il avait, plus ou moins bien, répondu à ce qu'on attendait de lui. L'Angleterre, indécise, ne s'était pas opposée de front à l'intervention italienne, mais elle ne prenait pas le parti de l'Italie, de même que la France, du temps de la campagne d'Afrique orientale, avait freiné l'ardeur de la Société des Nations, mais n'avait pas fait cause commune avec l'État sanctionné. L'accord de janvier 37, comme celui de janvier 35, ont permis à l'Italie de faire les opérations militaires qu'elle désirait sans danger de guerre générale. Ils n'ont pas modifié le sens de la politique italienne. Leur vertu fut momentanée. Une fois atteint le but précis pour lequel ils avaient, du point de vue italien, été conclus, on les relégua l'un et l'autre au rang des vieilles lunes.

Entre l'Allemagne et l'Angleterre les rapports n'ont pas suivi, malgré une certaine harmonie de presse, la même courbe qu'entre Rome et Londres. Jamais l'Allemagne n'a trouvé intérêt à prendre à l'égard de la Grande-Bretagne une attitude aussi catégorique que l'Italie. Elle l'a toujours ménagée davantage, et quand les correspondants des journaux italiens furent rappelés de Londres — comme de simples ambassa-

deurs — Rome s'attendait à voir la propagande allemande prendre la même mesure. Non seulement il n'en fut rien, mais on se montra, à Berlin, plein de respect pour la pompe dont s'entourait le sacre du nouveau roi d'Angleterre, empereur des Indes, et le maréchal von Blomberg, qui représentait le Reich aux fêtes de Londres, y resta peut-être un peu plus que ne l'aurait souhaité l'observateur italien.

On peut donc conclure que sur les points essentiels : U. R. S. S., Espagne, Angleterre, l'entente italo-allemande fonctionne, mais qu'elle a besoin d'un réglage fréquent. La rectitude de l'axe Rome-Berlin est le résultat d'un redressement constant. Cette surveillance de tous les instants est d'ailleurs parfaitement normale et il serait dangereux d'en déduire que le système est, pour cette raison, sans avenir. Par contre, il est permis de dire que, né surtout des circonstances, il est entretenu par volonté. Laissées à elles seules, les deux politiques ne prennent pas, fatalement, le même cours.

*
* *

Si l'on examine maintenant le secteur qui, historiquement, géographiquement, logiquement sépare l'Italie de l'Allemagne, le secteur danubien, alors les traces mêmes du léger coup de pouce, ailleurs indispensable, disparaissent : entrechats, jetés et battus se succèdent à point dans ce ballet diplomatique bien réglé. L'Italie, en particulier, ne laisse pas passer une mesure. Elle trouve dans cette région des conditions à la fois défavorables et favorables, mais partout différentes de ce qu'elles avaient été jusque-là.

La Petite-Entente qui, pratiquement, constituait une grande nation dans ce morcellement de pays qu'est l'Europe centro-balkanique, était regardée à juste titre par l'Italie comme inabsorbable. D'autre part, son essence antirévisionniste l'opposait à une Italie qui faisait de son insatisfaction un des ressorts de sa politique. Enfin, les liens qui la rattachaient à la France ne pouvaient que renforcer la suspicion — pour ne pas dire davantage — qu'elle inspirait à Rome. L'Italie fasciste, après avoir édifié sans succès durable un triangle d'amitié avec la Grèce et la Turquie, après avoir fait des

avances à une Bulgarie qui y répondait sans enthousiasme, avait, par les protocoles de Rome, constitué un groupement à part avec l'Autriche et la Hongrie. Cette formation avait une double justification : renforcer l'indépendance autrichienne contre toute ambition allemande et, en même temps, écarter la tentation que cette même Autriche pouvait avoir de s'entendre avec la Petite-Entente, si cette possibilité seule lui était laissée de se défendre contre l'Allemagne. Car ce que l'Italie craignait par-dessus tout, ce qu'elle redoute encore, ce serait un rapprochement de tous les pays nés du démembrement de l'Empire autrichien en dehors d'elle, ou — pis encore — sous l'influence d'une tierce puissance. De tous les Alliés de la Grande Guerre, l'Italie est la seule à avoir vu disparaître son adversaire historique. On ne conçoit pas de politique italienne qui chercherait à en réunir les membres épars.

Or, au lendemain de la campagne d'Éthiopie, la position italienne en Autriche qui, quelques mois auparavant, était excellente, se trouve affaiblie, résultat de la rupture du front de Stresa. L'Italie reste la seule garante effective de l'Autriche et, de plus, elle est occupée à des travaux de conquête fort loin de là ; enfin, l'Allemagne sait fort bien que l'Italie ne s'engagerait pas à fond contre elle, puisque, non sanctionniste, elle est son unique associée. Elle le fera d'autant moins qu'elle trouve ailleurs, précisément là où l'atmosphère lui avait toujours été peu propice, une compensation possible, inattendue. La faible réaction de la France, le 7 mars 1936, au moment de l'occupation par les troupes allemandes de la rive gauche du Rhin, a ébranlé, jusque dans ses assises, le système des amitiés françaises. Comment la France, qui avait une ligne de départ sans égale et qui a été directement atteinte par le geste allemand, déclarerait-elle la guerre pour défendre une lointaine puissance amie dont les Français ignorent jusqu'à la situation sur la carte et parfois jusqu'au nom de la capitale? L'imagination italienne perçoit clairement ce que l'on peut tirer de ce désarroi. L'Allemagne comme l'Italie, plus que l'Italie peut-être, souhaite le démembrement de la Petite-Entente. L'accord est possible entre Rome et Berlin.

Il ne saurait être question d'un abandon pur et simple

de l'Autriche à l'Allemagne ; pourtant non seulement les progrès que le nazisme a faits en Autriche seront reconnus et sanctionnés par l'Italie, mais encore chaque fois qu'un progrès nouveau se présentera comme inévitable, c'est l'Italie qui en hâtera la réalisation ; pour montrer avec éclat qu'elle ne redoute pas l'Allemagne, elle travaille pour elle. Stahremberg, l'homme du fascisme, est écarté du gouvernement autrichien en mai 1936, avec l'assentiment, sinon sur le conseil de Rome. L'accord austro-allemand du 11 juillet, c'est l'Italie qui, à tort ou à raison, en revendique la paternité et quand, à Venise, en avril de cette année, M. Mussolini rencontre le chancelier Schuschnigg, ce sont les louanges de l'Allemagne qu'entendent les oreilles autrichiennes. Ce que l'Italie abandonne en Autriche, elle doit le récupérer du côté de la Petite-Entente. L'accord de Belgrade est son premier succès dans cette direction. La préparation en remontait à fort longtemps. Dès le 6 octobre 1934, M. Mussolini, à Milan, s'exprimait à l'égard de la Yougoslavie en des termes qui traduisaient un désir d'apaisement. L'accord avec la France était alors dans l'air et la détente italo-yougoslave en devait être le complément. Quand le pacte de Belgrade est signé, plus de deux ans après, les relations entre Paris et Rome sont à nouveau devenues médiocres et l'accord des deux puissances adriatiques a un tout autre caractère que celui qu'il aurait eu alors.

A peine signé on laisse entendre qu'un second le complètera, cette fois, entre l'Italie et la Roumanie. Mais ici les difficultés reparaissent. Bucarest montre à l'égard de Rome les meilleures dispositions, mais à ses yeux un accord n'a de valeur que s'il garantit l'intégrité des frontières roumaines, c'est-à-dire si la Transylvanie est définitivement exclue des rêves révisionnistes de la Hongrie. Le voyage récent des souverains d'Italie à Budapest sert à étouffer, dans la clameur des protestations d'amitié, les revendications magyares et tend à obtenir que leur intransigeance traditionnelle soit diluée, diluée... Ce que la Hongrie demande maintenant, c'est la protection de ses minorités. Un des principaux obstacles à l'accord italo-roumain s'atténue, sans disparaître toutefois. Il faudrait savoir si cette modération hongroise est une véritable concession ou si, au contraire, en voulant obtenir un

véritable statut spécial pour ses minorités transylvaines, elle ne cherche pas à introduire dans l'unité politique de la Roumanie un élément de désagrégation, dont son révisionnisme endormi pourrait profiter plus tard, au moment du réveil? De toute façon une seconde question préalable reste à résoudre, celle de la Tchécoslovaquie. La réorganisation de l'Europe danubienne semble devoir se faire, d'après le plan italo-allemand, aux dépens de la Tchécoslovaquie. La politique italienne tend à l'isoler, soit en attirant dans l'orbite de Rome Belgrade et Bucarest seules, soit en indiquant la frontière tchèque comme unique débouché laissé à l'ambition territoriale de la Hongrie. On déconseille aux Autrichiens tout accord avec Prague. Cet isolement n'est-il pas destiné à livrer la Tchécoslovaquie au bon plaisir de l'Allemagne, qui trouverait là, le cas échéant, le passage qui lui manque si ses bataillons devaient marcher vers la Russie? La Roumanie peut-elle souscrire à cet isolement de la Tchécoslovaquie? Tout indique que non; les engagements qui sont à la base de la Petite-Entente, d'abord, mais surtout le fait que, dans sa négociation éventuelle avec l'Italie, c'est elle qui a les meilleures cartes en mains.

*
* *

Ainsi, le plan italo-allemand concernant l'Europe danubienne, qui s'est déroulé jusqu'à présent sans le moindre grincement, est loin d'être réalisé. L'Italie a joué son rôle avec brio, elle y a remporté des succès, mais elle doit en remporter encore, et rapidement, si ceux-ci doivent compenser largement les sacrifices qu'elle a acceptés par ailleurs.

*
* *

En effet, bon gré mal gré, l'Italie a renoncé à la place privilégiée qu'elle s'était acquise en Autriche. Elle l'a troquée contre une hypothèque sur l'héritage d'une partie de la Petite-Entente. Mais la Petite-Entente n'est pas morte. Ce que des gouvernements comme ceux de Belgrade et de Bucarest voient dans un rapprochement avec l'Italie, c'est la possibilité

d'assurer leur propre défense contre la pénétration allemande ; ce n'est pas pour eux un moyen de s'éloigner de la France. D'autre part, le réarmement silencieux de l'Angleterre exerce sur eux une impression puissante. Ils ont le sentiment que, bientôt, les forces réelles seront de plus en plus du côté des États dont la politique se confond avec le respect de l'ordre établi. L'appui italien s'est présenté avec le maximum de valeur au moment où la Grande-Bretagne paraissait s'incliner devant l'humiliation qu'avait été pour elle la victoire d'Éthiopie, au moment aussi du renoncement français. Il a suffi d'un vote de crédits extraordinaires à la Chambre des Communes pour que l'inquiétude en Europe centrale s'apaisât. Il suffirait d'un retour à plus d'équilibre réel dans la politique intérieure de la France pour que la « reprise » gagnât les rives du Danube.

D'autres éléments interviennent pour engager Berlin et Rome à « faire vite ». Leur union, on le sait, n'était pas un mariage d'argent. Sans doute les économistes classiques sont-ils déroutés en voyant le plus pauvre des grands pays d'Europe trouver plus de douze milliards pour faire une campagne coloniale avec une encaisse métallique de quatre à cinq milliards, et les voyages du Dr Schacht les déconcertent-ils plus encore, quand ils voient cet illusionniste faire jaillir d'un chapeau haut de forme des jets de pétrole brut ou des balles de coton grège. Mais les illusionnistes eux-mêmes ne peuvent se flatter de faire éternellement illusion. M. Thaon di Revel, le ministre des Finances italiennes, parlant tout récemment à Montecitorio, disait que le pays avait mobilisé toutes ses ressources pour conquérir un Empire, ce qui est admirable, mais il ajoutait que l'effort ne devait pas, à l'avenir, se relâcher une minute, perspective glorieuse mais sévère. Le même ministre faisait briller les avantages de la politique commerciale actuellement suivie, montrant que le principe des échanges avec l'étranger est celui du donnant-donnant, que chaque traité prévoit pour l'Italie un solde actif à l'aide duquel elle se propose de régler ses créances arriérées et de reconstituer ses réserves. Mais la vérité statistique accuse pour les quatre premiers mois de l'année un déficit commercial d'environ un milliard ! L'histoire

d'après-guerre montre que les catastrophes financières sont passées de mode, que l'imagination créatrice comble les déficits à première vue les plus insondables et qu'en matière de trésorerie, Capus seul avait raison, puisqu'en fin de compte « tout s'arrange. » Encore quelques restrictions sont-elles conseillables. L'Italie, qui importe 50 p. 100 du fer que son industrie transforme, risque de s'essouffler bientôt dans la course aux armements. L'Empire d'Afrique orientale a besoin, pour être largement mis en valeur, de capitaux étrangers. On ne le nie pas et quand M. Suvich, l'ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, fut envoyé comme ambassadeur à Washington, la mission qu'il avait reçue était des plus précises. Pas un dollar de crédit n'a cependant été consenti par les Américains. L'idée d'une conférence économique mondiale, dont M. Van Zeeland fut chargé de préparer les voies, reçut tout d'abord en Italie un accueil ironique. L'autarchie n'est-elle pas maintenant la seule discipline? Mais quand M. Frère, envoyé par le premier ministre belge, vint à Rome sonder le gouvernement fasciste, il fut écouté avec la plus grande attention. On ne lui fit aucune objection politique. On n'écarta aucune possibilité. Enfin, l'appel que vient d'adresser au président Roosevelt, par l'intermédiaire de la presse américaine, le chef du gouvernement italien, est des plus symptomatiques, malgré les mises au point qui suivirent, peut-être même en raison de ces mises au point. Cette voix qui s'élève en faveur de la limitation des armements, cette voix pacifique qui cherche à rassurer l'Amérique réticente, c'est la même qui, depuis deux ans, exalte les légions et porte au paroxysme l'esprit des combats victorieux. Il y a quelque chose de changé.

Le départ de l'Italie et de l'Allemagne du Comité de non-intervention de Londres est une preuve spectaculaire de l'intimité persistante de Rome et de Berlin. Mais il a suffi d'une interview du Duce, médiocrement reproduite en Europe, et dont les conséquences immédiates semblent à peu près nulles pour qu'on se demande si l'unité italo-allemande ne cache pas des tendances profondément différentes, si Mussolini et Hitler, qui joignent leurs forces pour les rendre plus efficaces et pour obtenir rapidement un certain nombre de

résultats qu'ils souhaitent l'un et l'autre, n'ont pas du vieux continent et du monde des conceptions personnelles opposées. Le point sur lequel les deux hommes semblent sincèrement d'accord, c'est la nécessité de rompre le système que compose d'un côté la France et l'Angleterre, de l'autre, l'U. R. S. S. et la Petite-Entente. L'accord franco-soviétique est toujours, et sous toutes ses formes, dénoncé comme une menace pour l'Europe. Les systèmes de sécurité collective sont regardés comme des utopies dangereuses. La conception du Locarno numéro deux, à laquelle Berlin et Rome se rallient, exclut toute liaison avec la sécurité orientale. Quant à la Petite-Entente, on s'efforce de la désarticuler. Mais ce que l'Allemagne voit dans cette manœuvre, c'est l'espoir d'obtenir les mains libres vers l'Est. Ce qu'elle envisage c'est, pacifiquement ou non, la pénétration vers l'Orient. Et que deviendraient alors les faibles bastions que la persévérance italienne cimente en Europe balkanique?

Ce rêve germanique, l'Italie le partage-t-elle? Non. Ce qu'envisage le dictateur latin, c'est, après l'écroulement des dernières assises d'un édifice européen où il ne trouve pas ses aises, l'établissement de cette entente des grandes puissances dont il avait tracé le projet dans le pacte à quatre. Il s'agirait cette fois d'un pacte élargi, puisque la Pologne serait invitée à y collaborer, mais le principe serait le même. Il est vraisemblable que, dans la conception mussolinienne, l'axe Rome-Berlin subsisterait, qu'il serait l'élément moteur du groupe des grandes puissances dont la Russie serait exclue, mais l'Allemagne serait « fixée » par sa collaboration même avec les nations occidentales et l'Italie ne se trouverait plus seule à seule avec elle.

★ ★ ★

REBELLES

Je crois que l'homme avait marché longtemps derrière moi, m'avait épié, reconnu de dos, puis prudemment, de profil, qu'il avait aussi longuement hésité, avant de se porter ainsi à ma hauteur, au coude à coude et de me dire :

— Bonsoir, mon lieutenant.

Je sursautai : on ne m'avait pas appelé ainsi depuis 1919. C'était un ouvrier maigre, des traits que la pénombre du boulevard creusait encore. L'âge? Quarante à cinquante ans, sans qu'il fût possible de préciser davantage, car à cette période de la vie, la graisse seule permet de deviner juste...

— Bonsoir...

Il ne dit point, ainsi que je m'y attendais : « Vous ne me reconnaissez pas? », une des formules les plus superflues qui soient, mais il se nomma :

— Cartier... Votre condamné à mort de Gorna-Bana.

Il est permis de paraître stupide, après semblable présentation. J'abusai de la permission et m'écriai cordialement :

— Ah ! oui, oui, parfaitement... Alors, ça va maintenant?

S'il fut surpris, il eut le bon goût de ne le point montrer, et répondit tranquillement :

— Ça va, oui, merci, mon lieutenant... Quand vous vous êtes arrêté tout à l'heure à la devanture, je me suis dit : « Voilà une tête que je connais !... » Et puis : « Pas d'erreur, c'est le lieutenant ! » Vous n'avez pas changé.

— Un peu, si... Et vous, comment ça s'est-il passé?... Je savais bien que vous n'aviez pas été... Qu'on ne vous avait pas...

Ce fut lui qui acheva :

— Troué?... Oh ça, tout de même, non... De la prison à Sofia, à Salonique... Les gendarmes ne pensaient plus qu'à les mettre pour la France, ça fait que, sans le cafard, on aurait été pépère... Mais après ça, les bataillons, Biribi... Tous les bleds du sud... Six ans !... Là, alors, ça a changé !... Si je n'y ai pas claqué, ça n'a été ni de leur faute, ni de la mienne. Je l'ai cherché tant que j'ai pu, mais je n'y suis arrivé qu'à moitié... J'ai tout de même attrapé quelques mois d'hôpital. Et puis l'amnistie est arrivée... Je suis rentré, avec un petit peu de retard !...

— Et maintenant, vous avez du travail?

— Oh ! pour ça, oui. Je n'ai pas à me plaindre. Une bonne petite boîte. Le patron est revenu salement amoché des Éparges. Il sait ce que c'est. Il sait que j'en ai eu ma part. Alors, ça va...

Je n'eus pas à me contraindre pour affirmer :

— Eh bien ! j'en suis content pour vous, vous savez, Cartier... Parce que vous ne méritiez pas d'être sonné comme vous l'avez été.

Il hocha la tête :

— Oh ! je connais votre opinion, mon lieutenant, vous ne l'avez pas cachée. J'y ai assez repensé depuis. C'est pour ça que je vous ai reconnu, après seize ans !... Là-bas, je n'ai pas dû vous en dire long... Quand j'ai entendu : « Condamné à mort avec dégradation militaire », j'en avais trop gros sur la patate ! Mais depuis, combien de fois que je me suis dit : « Si je le retrouve un jour, je serai content de le remercier... » Parce que, y a pas ! tout ce que vous avez pu faire, vous l'avez essayé. Ça n'a pas collé, mais ça n'a pas été de votre faute ! Enfin...

Il se voûtait en parlant, il vieillissait à chaque pas, sa bouche vaincue tombait. Je le comparais à son image ancienne qui venait de surgir dans ma mémoire avec une netteté d'hallucination, avec le soldat, raidi, tragique que j'avais eu devant moi, trois heures durant, à ce conseil de guerre de Bessarabie. Je le sentais qui retournait, lui aussi, à l'audience... Et afin de nous en échapper tous deux, j'assurai :

— Allons, vous vous en êtes sorti, c'est l'essentiel !

J'avais parlé si haut que des passants se retournèrent. Il haussa les épaules :

— Voyons, mon lieutenant, ne dites pas de bêtises ! On ne s'en sort pas !... Ou, si vous voulez, ce n'est pas le même qui entre et qui sort !... Je suis de la classe 12. Alors, comptez : Deux ans de service... Presque cinq ans de guerre, puisque vous et moi on a fait du rab... Six ans de bataillons. Ça fait treize ! Entré à vingt ans, sorti à trente-trois !... et encore, trente-trois sur le livret. Mais dans la peau et dans le crâne, combien ?... On n'est même pas vieux, on n'a pas d'âge... Et puis, ce n'est pas fini parce qu'on en est sorti : ça ne vous quitte pas, ça vous suit partout !... Bien sûr, on mange à sa faim, on boit, on dort, mais pour rigoler, pas même, pour vivre, on ne sait plus !... Et le pire, c'est qu'on est toujours à penser à ce qui aurait pu être, si ça n'était pas arrivé... A quoi que ça sert ? Je vous le demande !... Si encore vous aviez fait un sale coup, vous payez : c'est régulier... Mais, pour une couillonnade, comme ça ! Y a des moments où vous avez envie...

Je me hâtai de l'interrompre :

— Ce n'est pas une raison, mon vieux, parce que vous avez fait une blague pour en faire d'autres ! Il s'agit au contraire de vous tenir peinard.

Il se mit à rire, en hochant la tête :

— Ah, pour ça, mon lieutenant, vous pouvez être tranquille ! Peinard, ah ! là là, si je le suis !... A en saluer les flics sur le trottoir ! Vous ne me feriez pas faire trois tours de pédale sur un vélo sans plaque !... Et je vais vous le dire, mon lieutenant, c'est ça qui me dégoûte par dessus tout, de ne plus être un homme, de dire toujours « amen » avant la messe ! Parce que je suis devenu comme ça... Avant, j'avais ma tête, comme tout le monde, mais j'ai tellement dégusté que ça m'a suffi. Je la boucle, et je fais tout ce qu'on veut, et je dis tout ce qu'on veut ! Toutes les bottes qu'on m'amènera, je les lécherai pour avoir la paix ! Ah ! ils m'ont dressé, les vaches !... Un petit boulot tranquille, mon coin de table chez le gargotier, jamais de bistro, jamais de potin, « bonjour, bonsoir » à la concierge, une belote le dimanche chez des cousins qui m'ont appelé longtemps « la honte de la famille », et qui me reçoivent

tout de même à bras ouverts, parce que j'ai des économies, que je les régale et que je paie à leurs gosses tout ce qu'ils demandent, voilà ! On s'y habitue !... Y avait des années que je n'avais parlé à personne comme à vous ce soir, mon lieutenant. Mais je vous embête, et pourtant, je voudrais encore vous demander quelque chose...

— Allez-y.

— Ce serait de me donner votre adresse. J'aime mieux vous dire tout de suite que j'espère bien n'avoir jamais à m'en servir. Mais tout de même, puisque j'ai eu la chance de vous retrouver, j'aimerais mieux... On ne peut pas savoir ce qui peut arriver... A supposer que l'un ou l'autre vous dise : « Mais dis donc, t'as fait une cure aux Bat' d'Af », je voudrais être à même de répondre : « Adresse-toi au lieutenant, il te dira ce qu'il en est. »

Il me mendiait cette assurance avec un sourire misérable, mais sans baisser les yeux. Il était visible qu'il tenait à sa référence et ne laisserait point échapper l'aubaine. Je pouvais défendre cette tranquillité qu'il s'applaudissait tout à l'heure d'avoir reconquise, et il voulait être à même de m'appeler au secours. Tant de prévoyance et de précautions me décevaient, car de plus en plus, ses traits anciens se reformaient en moi avec une telle vigueur qu'ils collaient comme un masque à ce visage peureux, inquiet, et l'effaçaient... Pourtant, je me rappelai à temps que je n'avais point, cette fois, qualité pour le juger, que ses souffrances, les chocs abominables qu'il avait subis excusaient assez ses appréhensions. Je lui tendis ma carte. Il la serra précieusement dans un vieux portefeuille d'où dépassaient des papiers rongés. Je le regardais, et je vis son visage envahi par une sorte de bien-être. Il pensait visiblement : « Je n'ai pas perdu ma soirée ! » Puis il conclut, sans même s'apercevoir de son impolitesse :

— J'espère bien ne jamais avoir besoin d'aller vous revoir, mon lieutenant. Je vous remercie, vous savez... Avec ça, je suis tranquille ! Au revoir, mon lieutenant, et merci encore pour la carte.

Il m'avait beaucoup moins remercié, un instant auparavant, d'avoir essayé jadis de lui sauver sa tête... Puis il leva si peu

la main que je fus obligé de baisser la mienne très bas pour la lui serrer. Aussitôt, il fit demi-tour et se perdit dans les groupes avec une promptitude qui m'étonna. Tout de suite, il me fut impossible de retrouver sa casquette parmi les chapeaux. Alors, brusquement je l'oubliai. Je supprimai l'être falot, le pleutre effaré qu'il était devenu, pour le retrouver, à seize ans de là, tel qu'il était, quand j'avais lu son nom, pour la première fois, avec cette indication : « Refus d'obéissance en présence de l'ennemi ». Cette nuit d'où il venait de surgir me rappelait une de celles où je pesai son crime, une de ces nuits de lutte, de doute et d'accablement que j'avais moins oubliées que les nuits de patrouille et d'attaque.

Sitôt rentré chez moi, je traînai du fond d'un cabinet de débarras jusqu'au milieu de mon bureau, ma vieille cantine du front. Il y avait des années que je ne l'avais ouverte. J'en tirai le casque, la boîte cannelée du masque à gaz, un télémètre bulgare, des chargeurs, une carapace de tortue assommée jadis au bord du Vardar, puis des liasses de papier jaune, brouillons de réquisitoires, notes d'interrogatoires et d'enquêtes, les vieux carnets de route, aussi, culottés par les poches grasses, où le crayon à encre s'effaçait. J'étalai ces paperasses sur une table et j'y cherchai Cartier. Quand je l'y eus trouvé, je m'en emparai, le poursuivis de page en page. Et, de même que tout à l'heure, le visage actuel de l'homme avait disparu sous son visage ancien, la nuit bulgare envahissait maintenant ma nuit avec une force qui m'épouvantait presque...

Deux heures du matin. Un matin d'avril 1919... Il fait très froid dans le chalet bulgare où l'on m'a logé. C'est bâti de briques et de plâtre ; on enfoncerait les cloisons d'un coup de coude, mais ça fait étalage d'un toit compliqué, prétentieux, imbécile comme ceux des Ker ceci, Ker cela de Bretagne et ça se nomme « Villa », ainsi que toutes les bicoques de ce Gorna Bana, bâties autour d'un trou d'eau chaude qui empeste le soufre.

Deux heures : dans une heure ce sera une lueur trouble au-dessus de la Vitocha, cette grosse montagne ronde, toute seule, là devant, comme une nuit plus épaisse et plus lourde... Ce sera la somnolence écœurante de l'aube, la plus mauvaise

heure de veille, qui vous emplit le crâne d'une ouate froide, vous loge dans les joues une raideur de cocaïne. Je serai encore obligé d'aller me coucher, comme hier. Ce n'est pas encore cette nuit que je finirai mon rapport !...

Et puis que je le finisse ou non, qu'est-ce que cela peut bien faire, puisque je le déchirerai après l'avoir relu ? C'est couru !... Machinalement, tout à l'heure, j'ai déjà préparé l'en-tête d'une autre feuille :

ARMÉE FRANÇAISE D'ORIENT

JUSTICE MILITAIRE

Rapport sur la mutinerie de la 1re compagnie de mitrailleuses du Ne régiment d'infanterie.

C'est même daté : 25 avril 1919.

25 avril... Il y a donc aujourd'hui six semaines que nous embarquions à Bucarest pour une destination inconnue. J'avais rempli un fourgon timbré J. M., de mes liasses de paperasses jaunes. Je me souviens d'un jour entier d'attente dans une gare de triage, au-dessous d'un grand pont de fer, où des Roumaines penchées faisaient des signes à mes camarades qui gardaient obstinément la tête levée. Des manquants étaient signalés dans toutes les compagnies. On me les ramènera un par un, quand on les aura découverts dans les placards de leurs maîtresses...

Après deux jours de voyage, les rails, subitement, avaient cessé. « Tout le monde descend ! » A cent mètres, une autre voie commençait, plus large : la Russie, tout son immense et inquiétant mystère...

Odessa... La réception m'y parut surprenante : de l'enthousiasme bruyant, démonstratif, à la surface d'un silence profond et méfiant. Dans les rues, quelques centaines de gens cossus qui criaient, offraient des fleurs, et derrière eux, immobile sur les larges trottoirs, une foule de pauvres, qui nous regardaient passer, les lèvres et le visage clos. Aux réceptions et aux bals qui avaient suivi notre arrivée, nos hôtes nous criaient sans relâche leur confiance exaspérée et impérieuse : notre seule présence, notre prestige allaient sauvegarder l'ordre, protéger, une fois de plus, la civilisation contre la barbarie. C'était flatteur et ce serait facile... Mais les femmes

dansaient avec une avidité infatigable et désespérée. Le cerne de leur regard, la fièvre de leur sourire forçaient les plus insouciants à deviner quelle tragique menace pesait sur leurs plaisirs, leur fortune et leur vie, à se rappeler que six de nos hommes, baïonnette au canon, les attendaient pour les accompagner chez elles.

Brusquement, on avait consigné les états-majors dans les docks du port, à l'abri des canons de l'escadre. La ville s'était aussitôt réduite à des quais, à un escalier qu'il était interdit de gravir. On attendait, désœuvré, en proie à toutes les rumeurs, à tous les bobards. Souvent, la nuit, l'électricité manquait, et c'était inquiétant.

Quelques-uns, j'en étais, avaient cherché à comprendre, si peu que ce fût, la situation, à mettre quelque chose de précis sous les noms de Denikine, de Petlioura, de Gregoriev, d'Ukrainiens, de Volontaires, de Cadets, de Zemstvos... Il avait fallu y renoncer ! On se sentait en plein chaos, et le désarroi de notre état-major, assiégé de délégations, tiraillé entre les partis et les haines locales, inquiétait en humiliant. On le voyait soutenir un chef qui s'écroulait le lendemain, donner l'investiture à tel aventurier qui nous bafouait !... Seul le canon ne permettait point d'équivoque ; de ce côté-là, au moins, c'était net ! Il se rapprochait chaque jour...

Nos hommes, eux, s'étaient fait, dans les petits cafés du port, où des « camarades » russes leur offraient à boire, dans les bras gratuits des belles filles de propagande, des convictions autrement solides ! On les envoyait rétablir de force le tzarisme, combattre le peuple russe, écraser une liberté naissante... Ils devaient s'en aller chez eux, et se reposer !...

Ce fut, en définitive, le parti où l'on se rangea.

Notre retraite avait défilé, hâtive, entre deux haies de déguenillés farouches et armés, que ligotaient pourtant les cinq cents canons de la flotte braqués sur les faubourgs ouvriers. Une marche épuisante nous avait conduits à la frontière roumaine, à travers les marais du Dniester, remplis de grands oiseaux et de tortues ridées... A Bender, on avait trouvé un chemin de fer étonnant, rafistolé avec du fil de fer et des débris de caisses, mais qui roulait encore parce qu'il n'avait tout de même fait que cela depuis cinquante ans... Il nous

avait amenés dans cette petite ville d'eaux bulgare, en plein massif de Luline.

Sans une petite jument noire indulgente au fantassin qui se hissait dessus chaque après-midi, j'y serais mort d'ennui !

Mais voilà qu'un jour, à la popote, le capitaine de gendarmerie est arrivé en retard, important, bourdonnant, affairé.

— Vous m'excuserez, messieurs, mais le service !... De l'ouvrage, pour vous, monsieur le Commissaire rapporteur, beaucoup d'ouvrage, trente-cinq préventionnaires ! Je cours depuis ce matin pour les loger...

Je l'interrompis :

— Mais ce n'est pas pour moi ; je n'ai pas reçu de plainte !

Il essuyait soigneusement, après chaque cuillerée de potage, ses grandes moustaches :

— Justement, le sergent qui les a convoyés vous cherchait partout pour vous remettre des papiers... Haut comme ça... Mutinerie. Toute une compagnie de mitrailleuses, au nord d'Odessa.

On lui demanda des détails, mais il ne savait rien de plus, sinon que c'était une très grosse affaire, et que ça s'annonçait mal pour ses nouveaux pensionnaires.

Très mal en effet !

Je bâclai la fin du dîner, je me mis à la recherche du sergent convoyeur, et sitôt en possession du rapport, je fus fixé. C'était la guerre qui recommençait... Ou plutôt, qui n'avait jamais désarmé, qui ne nous lâchait pas ! Je reconnus tout de suite son atmosphère dans les rapports, dans les interrogatoires d'officiers, dans l'enquête menée par le chef de corps. Pendant que nous étions à Odessa, entre quatre murs, nous les états-majors, les troupes de ligne se battaient ou plutôt reculaient sous la pression de Gregoriev. Ses bandes nous imposaient, à coups de canon et de mitrailleuses, une retraite lente, continue, sans combats. Car dans l'esprit des grands chefs français, nos fantassins n'étaient point là pour se battre, mais comme une poignée de ferments jetée dans le peuple russe afin de le soulever, de provoquer une croisade nationale. Personne n'avait bougé, et les nôtres reculaient, maussades.

La mutinerie s'était produite au passage d'une voie ferrée,

que l'on songea pendant vingt-quatre heures à défendre. L'ordre était arrivé à cette compagnie de mitrailleuses d'occuper des emplacements de combat préparés par le génie et d'y attendre l'ennemi. La compagnie avait refusé...

Et à lire le récit de ce refus, oui vraiment, j'avais l'impression accablante que ça continuait, que ça ne pouvait pas finir ! Il y en aura que ce cauchemar-là réveillera pendant des années ! « Secteur, combat, ennemi », ces mots que je croyais abolis s'étalaient dans ces pages : ils n'avaient point changé de sens, ils étaient gros des mêmes menaces. Et l'esprit de ces rapports, froids, tendus, laconiques, fermés à tout ce qui n'était pas l'ordre indiscutable de guerre !... Si une lecture pouvait être à ce point angoissante, qu'avaient-ils dû penser, sentir, eux alors, eux, qui avaient attendu quatre ans la minute de libération, qui l'avaient vécue, eux pour qui on réinventait une guerre, une guerre de rabiot qu'ils feraient tout seuls, quand ils se croyaient redevenus propriétaires de leur peau ?

Donc, ils avaient refusé...

Oh ! ça s'était passé bien simplement ! A huit heures du soir, ils devaient monter aux emplacements de combat : ils s'étaient couchés... Les sergents, puis un lieutenant étaient venus les sommer de se lever, de s'équiper... Ils n'avaient pas répondu, pas bougé... Le capitaine, à son tour, était entré dans le cantonnement, une lanterne-tempête à la main. Il avait conseillé, exhorté, menacé enfin. Alors, un soulier lancé avec force lui avait arraché sa lanterne, et dans la nuit du vaste hangar, ils lui avaient crié qu'ils n'étaient point en guerre avec la Russie, qu'ils ne marcheraient pas, qu'il n'avait qu'à aller se battre lui-même, s'il y tenait.

Il avait suivi leur conseil, réuni ses gradés dans la cour, et ils avaient décidé de monter en ligne, de mettre les mitrailleuses en batterie. Mais comme les caporaux et les sergents bâtaient les mulets, équilibraient les pièces et les caisses de cartouches, les hommes avaient envahi la cour, sous le clair de lune, et ils avaient saisi les bêtes à la bride... Il y avait eu un moment de grande confusion. Ceux qui étaient abrités dans l'obscurité criaient :

— Pas un mulet ne sortira. Pas un !... Allez-vous en !

C'était tout ce que les officiers avaient pu comprendre. D'autres hommes, muets, avaient repris les bêtes aux sergents qui n'avaient point osé les leur disputer...

Enfin un soldat s'était détaché d'un groupe, était venu au capitaine et lui avait dit :

— Partez si vous voulez : personne ne vous en empêchera, vous êtes libres. Mais vous n'emmènerez ni un mulet, ni une caisse de cartouches.

Celui-là s'appelait Cartier... Et les officiers étaient partis, et, le lendemain, un bataillon de Sénégalais avait encerclé les rebelles, sans qu'ils aient rien fait pour s'échapper. Sur les cent dix de la compagnie, on en avait trié trente-cinq. On me les avait envoyés.

Voici quinze jours qu'ils sont là... Quinze jours, quinze nuits surtout, abominables ! Que cela s'appelle rébellion, refus d'obéissance pour marcher contre l'ennemi ou révolte, la mort est au bout ! Pas pour tous, assurément, mais pour quelques-uns. Je le sais...

La mort pour avoir pris un mulet à la bride, pour avoir éteint une lanterne !... Eh oui !... C'est le sens de ces gestes qui importe, un sens grave. Mais ça m'entre mal dans le crâne !

Je connais pourtant aussi bien qu'un autre mon rudiment de morale militaire : « L'autorité qui donne les ordres en est seule responsable... Obéissance de tous les instants, sans hésitation, ni murmure. » ... Mais je sais aussi que ces trente-cinq malheureux pourraient, à l'audience, invoquer des excuses qui gêneraient singulièrement le tribunal.

On leur avait affirmé que la guerre était finie, partout... Ils étaient tranquilles... Ils s'attendaient, tous les jours, à rentrer chez eux, à retrouver leur femme, leurs gosses... Et puis, on leur a dit — car on le leur a dit ! — : « Avant de partir, une petite promenade, chez des amis... Un séjour de quelques semaines dans une grande ville alliée... Vous venez de passer sous les arcs de triomphe de Bucarest : on vous en dresse à Odessa. »

De fait, ce fut, pour commencer, des banquets, des représentations de gala aux théâtres, et des sourires, et des cigares ! La bonne vie continuait !... Puis, un beau jour : sac au dos, cartouches au complet, les tranchées, le barbelé, les petits

postes et un ennemi devant soi !... Alors, évidemment, stupeur, désespoir d'être voués à cela, de ne pouvoir pas s'en sortir, de rentrer dans l'enfer, eux tout seuls. Je les comprends !

C'est pour trop les comprendre que je passe une partie de mes nuits sur leurs dossiers, depuis quinze jours... Pendant d'autres nuits, jadis, en Champagne, j'ai étudié les plans directeurs lorsque j'étais chargé d'une patrouille dangereuse. J'y apportais une attention violente, presque agréable par son intensité... Mais je savais alors que je serais en tête de file, que je risquais le paquet comme les autres et que je paierais une erreur de ma vie. Cela me donnait un calme parfait...

Cette fois, c'est la fièvre, l'affolement ! J'en ai sangloté d'être tout seul en face de ces trente-cinq hommes à faire condamner ! Pas un conseil à espérer, pas même une possibilité de confidence ! Il n'y a pas un homme, ce 25 avril 1919, pas un qui ait à décider de la mort de trente-cinq autres ! ... J'ai peur de dormir ! ... Dès que je m'endors, c'est toujours le même affreux cauchemar : je suis d'une semaine plus vieux, je suis comme je serai dans huit jours... Je porte leur condamnation. Ils passent, l'un après l'autre ; ils sortent et me regardent... Ou bien j'entends la sentence tomber : « A mort ! » La résonance de ce mot dans le sommeil est effroyable. Je me réveille, le cœur cognant les côtes, comme un oiseau fou se cogne à la cage quand une main y entre...

Après cela, tout le jour, j'ai évidemment une migraine qui s'ajoute au cafard pour me faire une bonne tête de paludéen... Un camarade l'a remarqué, le vétérinaire de la D. I., un grand garçon à petite tête et à sourire fin, sensible, sympathique. Il pique les chevaux de l'escorte avec mélancolie, prend très mal les plaisanteries les plus innocentes et semble, à certains jours, si las d'attrister des bêtes malades !... Lui aussi porte son métier comme une croix !

Il m'a dit gentiment :

— Vous avez grand tort de vous tracasser. Après tout, vous n'êtes pas juge, vous n'avez point à condamner.

J'ai répondu :

— Non. Je ne les tue pas. Je les marque !...

Toutes les nuits, c'est la panique... C'est pire que quelqu'un

qui a tué par accident. Je sens que je grève ma vie tout entière, que ces noms, ces visages me poursuivront toujours... Eh bien, malgré cela, je me suis gardé comme d'un blasphème du regret d'avoir accepté le poste. Puisqu'il faut qu'il y en ait un, il vaut mieux que ce soit moi, moi qui suis capable d'en souffrir à ce point là ! Car ma détresse vaut la leur ! Il y en a, dans le tas, qui dorment mieux que moi ! Je les ai vus jouer aux cartes ! Ils confondent si facilement l'armistice avec l'amnistie !... Depuis un mois qu'ils sont en prévention, au corps ou ici, leur anxiété s'est usée ; tous les jours, leur faute leur paraît moins grave. Il leur arrive de n'y plus penser... Et puis, ils sont trente-cinq !... Moi, tout le jour, toute la nuit, je suis seul en face d'eux ; c'est mon travail de les accabler, de monter leur « crime », pièce par pièce. Pas une minute je ne puis m'en distraire ! Seul, un orgueil me soutient, m'attache à ma table, dans huit jours m'attachera à mon banc : celui d'avoir assez horreur de mon rôle pour être certain de le remplir mieux que personne, avec plus de vraie justice, plus d'humanité que personne ! Ça, j'en suis sûr !

L'instruction est close depuis avant-hier.

Ils n'ont découvert qu'une défense, celle des troupeaux sous l'orage : ils se serrent. « J'ai fait comme les autres », disent-ils.

— Vous avez crié ?

— Tout le monde criait.

— Vous avez arrêté les mulets ?

— On était tous autour des bêtes, toute la compagnie. Ceux qui ne sont pas ici en ont fait autant que nous...

J'ai interrogé leurs officiers, leurs sergents... Les officiers, je l'ai senti dès les premières questions, essaient d'isoler quelques boucs émissaires, de marquer le, les responsables. La mutinerie s'est accomplie avec ensemble, avec ordre. Cela suppose un chef. Ils ne sortent pas de là. Le calme de Cartier, en particulier, les a frappés. Celui qui a dit fermement : « Partez si vous voulez, vous êtes libres, mais vous n'emmènerez ni un mulet, ni une caisse de cartouches », celui-là était d'un absolu sang-froid. Or le sang-froid, pour eux, est une qualité de chef : Cartier est le chef.

Le capitaine de la C. M., lui, m'a dit couramment, dans sa déposition : « Au repos, en ligne... » Pour lui non plus la guerre n'est point finie. Ce fut là le malentendu. Pour les hommes, la guerre avait cessé tout d'un coup ; ils l'avaient rejetée comme un écrasant fardeau. Certains officiers, au contraire, ce capitaine, par exemple, à qui elle donna trois galons, sans oser encore la regretter ouvertement, souffraient de se sentir diminués par la paix. Certains avaient, je le sais, accueilli ce retour de flamme en Russie comme l'occasion d'une revanche personnelle. Ils y retrouvaient l'importance qu'ils se consolaient mal d'avoir perdue. Leur empressement à reprendre leur âme de guerre avait indigné leurs hommes, mais eux ne l'avaient même pas soupçonné et, devant moi, ils déclaraient encore ne rien comprendre à la désobéissance de leur troupe. Pour l'expliquer, de bonne foi, ils fabriquaient un complot, une hiérarchie révolutionnaire dressée contre eux. Cela rassurait leur amour-propre. Tous ceux qu'ils avaient reconnus dans la bagarre étaient promus meneurs, ainsi que ceux dont ils avaient retenu quelques paroles. Mais là, ils me trouvaient en travers !

Car j'étais convaincu qu'il s'agissait d'un mouvement spontané, anonyme. Il n'est pas besoin de chef pour rester couché ! Les mitrailleuses que les mutins avaient tenu à garder, par fétichisme, par cet instinct de cohérence d'une troupe qui veut rester troupe, et à défaut d'un chef, se groupe autour d'une arme, ils n'en avaient rien fait, ne voulaient rien en faire. Dès le lendemain, ils s'étaient laissé cerner, désarmer par les tirailleurs sénégalais, sans esquisser le moindre mouvement de défense ou de fuite. Non, rien dans leur aventure ne portait la marque d'une volonté, d'un dessein ! Tout était improvisé. Ceux dont on avait retenu les paroles, c'étaient les plus calmes. Les autres, ceux qui vociféraient, n'avaient été ni compris, ni inquiétés !

J'ai eu la sottise d'exposer ces idées aux officiers de la C. M. ; j'ai essayé de les rallier à ces excuses. Je n'ai réussi qu'à les étonner, à les inquiéter, et je me suis découvert stupidement.

Un matin, le chef d'état-major m'a fait appeler.

Je le connaissais mal ; je savais seulement qu'il était bon

pianiste et jouait du Beethoven à quatre mains avec le vétérinaire... Il m'a dit doucement :

— Je vous ai fait demander à propos de cette affaire de mutinerie... Le général tient à ce que l'exemple soit sévère. De l'avis de tous les officiers de la C. M., il y a eu complot. Un complot suppose un instigateur. C'est à vous à le trouver.

Sans aucun mérite, heureux d'être devenu un frein pour la machine que d'autres cherchaient à lancer à fond, j'ai répondu :

— J'en trouverais s'il y en avait, mon commandant. Je dois vous dire, toutefois, que je suis arrivé à la conviction que les responsabilités sont également partagées entre tous les préventionnaires, et même entre les cent cinquante hommes de la compagnie.

Il me regardait, il croyait à de la naïveté, au zèle indiscret d'un petit garçon qu'il suffirait d'avertir à demi-mot pour le ramener à un plus juste sentiment de sa fonction et, les yeux dans mes yeux, en pesant sur les mots :

— Le général est certain qu'il y a eu des meneurs ! Il tient absolument à ce que ces meneurs soient découverts et punis... Il compte sur vous pour traduire cette volonté dans votre rapport.

— Mon rapport est terminé, mon commandant. Mais il présente le refus d'obéissance comme un acte collectif et spontané ; je n'y concentre pas les responsabilités sur tel ou tel.

Il a cru que je n'avais pas encore compris, et haussant les épaules :

— Un rapport se modifie...

— Pas le mien, mon commandant.

Cette fois, c'était clair ! Il m'a regardé, étonné.

— Ainsi, d'après vous, un homme qui dit à ses officiers « Partez, mais vous n'emmènerez ni une pièce, ni une caisse de cartouches », celui-là ne fait pas figure de chef?

— Il fait figure de rebelle, mon commandant. Il a dit avec plus de sang-froid ce que les autres vociféraient. Il a traduit leurs cris. J'ai évidemment retenu à sa charge ces paroles inadmissibles...

— Vous les jugez inadmissibles? C'est encore heureux!...

— Mais qu'elles suffisent à faire de lui l'instigateur de la rébellion, je ne le crois pas et je me refuse à le suggérer au tribunal.

— Vous refusez?

— Absolument, mon commandant.

— Bien... Envoyez-moi votre rapport...

J'ai cru, pendant trois jours, qu'on allait me remplacer au pied levé, avant l'audience, mais ce n'était guère possible et ça se serait vu un peu trop. Alors, on a pris un moyen terme: le chef d'état-major a réuni les cinq juges devant le général. Il leur a démontré que je n'avais rien compris à l'affaire et qu'ils devraient combler les lacunes de mon rapport... Ont-ils compris, eux? Je le saurai à l'audience... Le sergent-juge, en tous cas, un de mes anciens de la 12e, ne m'a point caché que j'avais été fort abîmé dans leur esprit. Le général a même confié, paraît-il, à haute voix, au colonel-président, cette appréciation :

— J'ai pour rapporteur un gamin!... Ça n'a aucun sens des responsabilités, mais, avec les démobilisations, je n'avais pas le choix.

Je dois désigner l'avocat. Que ce soit justement l'accusateur qui choisisse le défenseur, c'est monstrueux ou sublime, selon le point d'où l'on regarde. Cela prouve, ou que la justice militaire se moque éperdument des droits de l'accusé, ou qu'elle se fait la plus haute idée de la conscience de ses commissaires...

J'ai pensé au capitaine Girard.

C'est un officier de spahis, dont le flottard émerveille tout Sofia. Une barbe rousse, drue, un colonial gouailleur, à l'œil malin derrière le lorgnon d'or, l'esprit large comme son pantalon et assez frondeur pour comprendre.

Je le découvris attablé au cercle, devant une absinthe limoneuse. Il m'expliqua que cette liqueur avait trouvé asile en Bulgarie :

— Tous nos laissés-pour-compte, vous êtes certain de les rencontrer par ici. Tenez, à Plevna, à la gare, il y a des voitures... Eh bien! ce sont les vieux coupés, les vieux landaux des châteaux de France... J'ai lu les devises sur les portières : « Espoir me conforte », « Oncques ne dévie »... C'est une pitié

de voir les petits chevaux buls se mettre à trois pour écarteler ça !... Pourtant, il faut beaucoup pardonner aux Bulgares : ils ont recueilli le pernod dont nous n'étions plus dignes !...

Quand j'en arrivai à l'objet de ma démarche :

— Je n'aime pas beaucoup ça, dit-il, parce que, quand des gars refusent de marcher, ce sont toujours les copains qui s'appuient leur besogne.

J'emportai pourtant son adhésion en lui apprenant que les officiers de la C. M. voulaient monter la pièce dans le grand style, avec complot et chef de complot.

— C'est idiot ! affirma-t-il. On dirait qu'ils n'ont jamais commandé ! Une troupe qui en a marre, ça laisse tomber, tous ensemble, comme les crosses à l'exercice... Ça m'est arrivé, dans le bled, dix grandes fois et une petite, à moi ! Eh bien, écoutez ce que je vais vous dire : que les hommes se couchent et refusent d'aller plus loin, ça c'est normal, vous entendez, normal, quand ils en sont arrivés à un certain degré de fatigue ou de cafard !... Un vrai chef doit toujours compter avec ça !... Contre de la fatigue, mais là de la vraie, de l'épuisement, rien à faire : comprendre et attendre... Bon Dieu ! Les chameaux, qui sont pourtant des sacrées courageuses bêtes, se couchent bien en travers des pistes, et vous les tueriez plutôt que de les faire bouger !... Contre le cafard, il y a la manière : on l'a, ou on ne l'a pas. Si on l'a, les types repartent. Si on ne l'a pas, ils ne repartent pas. Dans le cas, ils ne sont pas repartis : concluez !

J'étais enthousiasmé :

— Ah, mon capitaine, c'est épatant ! Vous leur direz ça et, venant de vous, ça portera, je vous le garantis !

— Je ne leur enverrai pas dire ce que je pense, mon petit, vous pouvez être tranquille !... J'irai vous voir demain, alors ? Vous me passerez vos paperasses...

Quand, dans la petite salle d'école, où avaient lieu les audiences, je me levai pour lire mon rapport, le colonel-président me lança un coup d'œil en dessous par-dessus ses verres de presbyte. Puis, aussitôt, nonchalamment, afin de bien prouver que je ne l'intéressais pas, il se mit à parcourir un dossier, à tourner des feuilles, puis il en prêta quelques-

unes au commandant, pour qu'il se livrât à la même distraction.

Ah ! vous ne m'écouterez pas ?

Je lisais un résumé des faits, un résumé des dépositions, mais quand j'arrivai aux conclusions, au passage où j'affirmais ne pas croire à une révolte préméditée, organisée, méthodiquement conduite par des chefs, mais à un geste désespéré de pauvres bougres coupables d'avoir trop cru aux armistices et de n'avoir point retrouvé, sur le champ, au fond d'eux-mêmes, tous les sentiments de la collection de guerre, ça changea de tournure !

Ce rapport, il l'avait lu, chez lui, le président, en haussant les épaules par ordre... Mais il n'imaginait pas ce que ça pouvait donner, lu comme je le lisais. Ah ! il leva vite la tête !... J'envoyais les mots avec une force que je ne maîtrisais plus ! Cette lecture prenait le ton d'un défi. Les trente-cinq accusés osèrent me regarder, tous ensemble, à ce moment, détournés vers ce secours inespéré qui leur arrivait. Je me rassis.

— Le tribunal appréciera !

Cette voix qui me répliquait, colère, sèche, menaçante... Je regardai les cinq juges. Le colonel, le menton tremblant, cherchait visiblement à rattraper du calme pour commencer l'interrogatoire. Il assurait nerveusement son lorgnon. Le commandant me fusillait du regard. Le capitaine, immobile, contemplait son sabre, mais je ne me trompai pas à sa bouche méprisante. Le lieutenant me considérait avec étonnement, comme un phénomène d'inconscience, et mon sergent paraissait sincèrement navré. La tête encore bourdonnante d'émotion, je compris du coup l'étendue de ma faute. Je venais d'irriter trois hommes au moins qu'il aurait fallu fléchir. Les trente-cinq malheureux qui étaient là seraient d'abord punis de ma défection. Les juges affirmeraient leur réprobation en sabrant ceux que j'avais si mal à propos, si grossièrement défendus ! Ah ! j'avais voulu poser à l'incorruptible, à l'impartial, à l'audacieux... Les pauvres gens ! Ils allaient payer ça... C'était forcé, c'était humain !...

Je n'entendis pas l'interrogatoire des premiers, tant j'étais atterré ! Mais, peu à peu, je compris qu'ils se défendaient bien, très bien... Ils ne s'étaient pas aperçus que j'avais stu-

pidement remonté leurs juges à cran, et mon rapport, qu'ils redoutaient, leur avait redonné du courage.

D'ailleurs, le colonel, énervé, n'avait plus tous ses moyens. Ses questions manquaient d'astuce. Tout de suite, le nom de Cartier y revenait : il s'employait avec obstination à l'isoler du groupe, à le placer en tête, mais sans aucune adresse :

— Cartier ne vous a pas dit?... Vous n'avez pas remarqué que Cartier...

— Non, mon colonel, pas plus qu'un autre...

Cartier, lui-même interrogé, parait adroitement. Il reconnut avoir prononcé, en s'adressant au capitaine, les paroles incriminées :

— Seulement, — dit-il, — les autres le criaient bien plus fort que moi.

L'avocat, le capitaine Girard, se leva :

— Retenez ceci, messieurs : les autres vociféraient, et sûrement des choses pires!... Mais chacun sait que les cris d'une foule ça s'entend, mais ça ne se comprend pas. Cartier, lui, a parlé poliment, — le mot n'est pas de moi, — il est d'un officier témoin. — Eh bien, il a eu tort; s'il avait crié des injures avec les autres, il ne serait pas ici. Il serait bien tranquille au cantonnement avec les cent vingt hommes qui n'ont pas été inquiétés.

L'argument était bon. Il gêna le colonel, qui n'osa plus pousser si ostensiblement Cartier en avant. Calmé, d'ailleurs, par la monotone tâche de faire réciter aux trente-cinq inculpés la même leçon, il posait les questions sans violence et de plus en plus rapidement.

Pour la vingt-cinquième fois il dit tout d'une haleine :

— Bontemps Léon, vous êtes accusé de refus d'obéissance pour marcher contre l'ennemi, pour le 12 mars 1919, avoir refusé d'obéir à un ordre vous enjoignant de vous lever et de vous équiper. Qu'avez-vous à dire sur les faits qui vous sont reprochés?

— Je me suis laissé entraîner, monsieur le président.

Ces mots firent se dresser les têtes. Le tribunal, l'assistance, brusquement attentifs, regardèrent l'homme : la trentaine passée, gras, rougeaud, courbé par la déférence, une manière de bistro servile. L'avocat qui avait senti le danger fit face :

— Par « entraîner », Bontemps veut dire que la propagande bolcheviste, les tracts de Sadoul avaient fortement agi sur lui... J'aurai l'occasion de m'expliquer là-dessus tout à l'heure.

Mais le colonel n'eut garde de prendre le change, ni de négliger l'aide inattendue qui s'offrait :

— Vous voulez dire aussi, sans doute, que vous n'avez fait que suivre les conseils, les ordres même de certains de vos camarades?... Si c'est cela, parlez sans crainte. Le tribunal vous tiendra compte de votre franchise.

— Oui, monsieur le président.

— Parmi ceux qui dirigeaient le mouvement, il y avait Cartier?

— Oui, monsieur le président.

— Y en avait-il d'autres?

— Je n'ai remarqué que lui, monsieur le président.

— Vous a-t-il donné personnellement des ordres?

— Il m'a dit : « Tu ne vas pas flancher ! Ça te coûterait cher, tu sais ! », parce que je disais, moi, mon colonel, que je ne voulais pas marcher... Et puis, il a crié : « Ils équipent les mulets. Faut pas qu'ils en emmènent un seul ! Tout le monde en bas ! »... Il a encore dit autre chose, d'aller ici ou là, de faire ceci ou ça, mais je m'en rappelle pas exactement, alors je ne peux pas en causer.

Le dégoûtant ! Il la faisait au scrupule !... Le colonel résuma :

— En somme, vous avez eu nettement l'impression que Cartier avait organisé et dirigé le mouvement?

— Sans lui, on ne serait pas ici, mon colonel !

Il dit bien ça !... Avec gravité, avec tristesse... Dix restaient à interroger : six se laissèrent dicter des aveux vagues et terribles. Les autres furent propres... Et ce fut à moi... Les feuillets du réquisitoire gisaient sur ma table, inutiles. Je ne pouvais désormais que parler comme Bontemps ou me taire, mais il fallait, tout au moins, les prévenir que je me tairais. J'avais crayonné hâtivement quelques lignes, je les lus :

— Messieurs, la faute collective est prouvée, avouée, et elle est, au regard de la justice militaire, assez lourde pour que je me refuse à l'aggraver d'une préméditation que j'ai

écartée dans mon rapport. Sans doute, le soldat Bontemps, qui, je dois le faire remarquer, n'a livré à l'instruction aucun de ces détails, vient d'apporter des charges graves contre un des inculpés. Je laisse au tribunal le soin d'apprécier la valeur et le désintéressement d'un tel témoignage. Je ne puis que m'en tenir aux conclusions de mon rapport et demander l'application de la loi, sans distinction de personne, aux trente-cinq inculpés présents. Je ne m'opposerai pas au bénéfice des circonstances atténuantes.

Je dois dire que le colonel m'avait écouté avec une extrême attention, le menton levé, les yeux sur moi. Je lui disais expressément : « Je continue à ne point accepter la besogne prescrite. Je vous la laisse tout entière » et cela le rendait grave.

Hélas ! mon capitaine-avocat se trompa lourdement... Au lieu de repousser du pied les accusations de Bontemps, de montrer que ça puait la peur et la combine, de crier au tribunal : « Vous n'oserez tout de même pas ramasser ça ! », il reprit les phrases incriminées et, pour les discuter, les présenta en faisceau : elles prenaient, ainsi groupées, un terrible relief... Déconcerté par l'attaque imprévue, il essaya de recoller des bouts de plaidoirie préparée à des improvisations hésitantes. Il fut long, diffus, ennuyeux... Puis on sortit dans la cour de l'école, cette école où les rebelles s'étaient assis sur les petits bancs, comme de grands élèves très sages...

Il fallait attendre au moins une demi-heure. J'avais préparé cent cinq questions, trois par homme, mais les juges, code militaire en main, en élaboraient d'autres... pour Cartier. Les poilus, venus en spectateurs, s'étaient rassemblés sous les fenêtres et parlaient bas ; les officiers témoins, ceux de la C. M., formaient aussi un groupe où l'on se taisait. Les trente-cinq accusés avaient été refoulés dans un coin et les gendarmes marchaient autour d'eux. Je remarquai, dans leur troupe, quelque chose d'atroce : Cartier, à l'écart, déjà ! et Bontemps entouré, qui parlait, parlait... Je ne pouvais, moi, me joindre à personne, et je me promenais, en fumant, le long des petits cabinets, l'esprit d'ailleurs absolument vide, maintenant que c'était joué. Parfois, une idée imbécile que mes yeux m'apportaient : en Bulgarie comme en France,

le sol, dans les cours d'école, était un sol écorché, caillouteux et dur... Je me demandai aussi s'il y avait, aux murs des cabinets, des inscriptions au crayon comme dans ceux du lycée. Il y en avait, en lettres russes qui ont l'air d'insectes. J'en fus obscurément satisfait... J'observai encore que les arbres étaient rachitiques, ainsi que dans toutes les cours scolaires. J'en cherchai la raison, et je supposai qu'ils poussaient mal, parce que les enfants piétinaient trop la terre sur leurs racines.

La rumeur de rentrée me surprit. Les accusés envahissaient la salle en ôtant leur calot. Je me hâtai d'aller me mettre debout derrière ma table. Les cinq juges avaient leur képi et rattachaient leur sabre. J'entendis murmurer sèchement : « Présentez armes ! » et les baïonnettes de la garde se dressèrent au-dessus des têtes...

C'est une terrible chose qu'une sentence collective : chacun doit attendre la marche lente de la justice qui, de lettre en lettre, vient à lui... Chacun voit ses camarades, un à un, méthodiquement frappés, puis, après le coup reçu, il faut demeurer correct, immobile, tandis que les suivants se font écraser à leur tour. A ce moment, on n'est plus en troupe : le châtiment isole. La faute était celle du groupe, mais la condamnation distingue chacun ; chacun se trouve seul au milieu de tous, seul, devant un avenir de honte, avec derrière soi une vie qui fut douce, et qui gît en morceaux à cause d'un chiffre prononcé par ce vieil officier qui lit...

Alphabétiquement, le colonel frappait :

— A la question : le soldat de 2e classe Aroux Eugène est-il coupable de refus d'obéissance pour marcher contre l'ennemi ?

» Oui, à l'unanimité.

» A la question : ce refus d'obéissance était-il prémédité ?

» Oui, à la majorité.

» A la question : y a-t-il des circonstances atténuantes ?

» Oui, à l'unanimité... »

Ils pouvaient bien en donner, des circonstances atténuantes ! N'avaient-ils pas changé la qualification du crime ?... Au lieu de « rébellion » que j'avais proposé, le colonel lisait « refus d'obéissance pour marcher contre l'ennemi », les travaux publics au lieu de la prison...

— A la question : le soldat de 2e classe Cartier Louis est-il coupable d'avoir fomenté un complot ayant pour but d'empêcher la compagnie de mitrailleuses de marcher contre l'ennemi ?

» Oui, à la majorité.

» Y a-t-il des circonstances atténuantes ?

» Non, à la majorité.

» En conséquence, le Conseil le condamne à mort avec dégradation militaire. »

— A la question : le soldat de 2e classe Faroux Albert...

Il enchaînait, le colonel, comme s'il avait eu peur de l'écho terrible des mots qu'il venait de prononcer. Mais personne ne l'écoutait plus, personne, sauf peut-être Faroux Albert... Personne n'écoutait, parce que tous regardaient Cartier, avidement, des regards où il n'y avait encore ni indignation ni pitié, rien qu'une curiosité féroce pour un visage pétrifié.

J'entends encore, après seize ans, retentir cet « à mort », tandis que je rassemble les feuillets cassés de mon réquisitoire, où je retrouve tout le goût de ce passé, jusqu'aux hachures rageuses dont je l'avais sabré, pour occuper mon impatience pendant le plaidoyer manqué du capitaine... Cartier, foudroyé, était resté debout et immobile jusqu'à la fin de la trente-cinquième sentence, et les hommes, en sortant de la salle d'école, murmuraient :

« Il n'a pas tiqué. Il en a ! »

Décidément, celui que j'ai rencontré cette nuit est si différent que je ne puis m'imaginer que ce soit le même, et je n'ai aucune peine, afin de garder intact mon souvenir du premier, à récuser cette ombre falote et maigre, à effacer ces yeux instables, qui, en me regardant, oscillaient à chaque pas, comme s'ils avaient été en eau et secoués par la marche. Mais comment celui-ci a-t-il pu sortir de l'autre ? Par usure, sans doute... Six ans de bagne, ça vous emporte du métal !... Allons nous coucher.

Eh bien, mon ami, tu n'es pas curieux !... Qu'un homme capable de ne pas ciller en s'entendant annoncer le poteau soit devenu l'effaré tatillon de tout à l'heure, cela mériterait peut-être de t'intéresser et de te retenir ! L'affaire Cartier qui finissait pour toi, jusqu'ici, avec la dernière ligne du juge-

ment, se prolonge désormais, et loin ! Puisque te voilà au point d'arrivée, après avoir été au point de départ, tu pourrais peut-être essayer de mesurer la route... Mais ça t'embête, hein ?... Il est cinq heures du matin, l'heure où, après une nuit blanche, pas un homme au monde n'est capable de se mentir, l'heure des poubelles ouvertes et des femmes démaquillées, l'heure où l'on arrive, en se penchant sur soi, à voir à peu près jusqu'au fond du trou... Avoue-le donc, va, que depuis minuit, c'est ta belle attitude de justicier perspicace et humain que tu défends ! Si le Cartier d'aujourd'hui t'irrite à ce point-là, si tu le chasses avec tant de constance de sa peau de 1919, c'est qu'il la salit, et comment ! la belle image bien retouchée que tu gardais de toi en commissaire-rapporteur... Va donc les savourer maintenant, tes tortures morales, tes grands scrupules, tes phrases intègres ! Essaie-le donc, avec cette loque que tu vas retrouver à tous les bouts de tes souvenirs ! Avoir eu un beau condamné à mort et ne retrouver qu'un mendigot, c'est vexant, pas vrai ?... Allons, un dernier effort de sincérité, et puis tu iras te coucher : si tu avais appris, hier soir, qu'il avait été fusillé, n'est-ce pas que cela aurait bien mieux achevé l'histoire ?... Tu te serais dit, avec un serrement de ton noble cœur : « Le pauvre ! J'avais pourtant bien fait tout ce que j'avais pu... » Et tu aurais gardé, pour en parler aux amis, une jolie mélancolie, en demi-teinte, facile à porter... Mais qu'il ait crevé en détail, six ans, sous la trique, qu'il y ait perdu gramme par gramme toute sa viande, coup de chicotte par coup de chicotte toute sa fierté, tu t'en fous ! Cabot, va !

En vérité, je me suis apostrophé tout haut, en marchant... Eh bien, non ! Non, tout de même !... J'ai été délivré, en le rencontrant tout à l'heure. Je m'étais trop souvent demandé : « Qu'est-ce qu'ils en ont fait ? »... Pourtant, j'ai été au-dessous de tout, sur le boulevard ! banal et odieux... Et je ne me suis même pas inquiété de savoir où le retrouver ?... S'il pouvait revenir, avoir besoin de revenir !...

Il est revenu.

Il est entré, hier, en remuant des épaules gênées dans son veston trop large, les bras raides, en tâtant, du regard, avant

de s'y engager, toute la pièce. Une seconde fois, il m'a déplu, agacé... Je n'y peux rien !

— Alors qu'est-ce qu'il y a ?

Je le savais très bien : il ne pouvait que venir chercher son certificat de bonne vie et mœurs, l'attestation que les cinq juges du Conseil de guerre y avaient été trop fort. Il voulait me faire déclarer que, tout condamné à mort qu'il était, il restait digne d'estime et avait gardé la mienne. Cela me semblait maintenant très difficile à dire ou à écrire...

— Eh bien, voilà, mon lieutenant...

Il s'était assis sur le bord de la chaise et regardait le bout de ses souliers.

— Vous avez des ennuis ?

Je le disais du ton glacé de celui qui a déjà pris son parti d'être tapé, et veut en finir le plus tôt possible.

Il secoua la tête :

— Non... Je pourrais presque dire « au contraire ». Ce n'est pas pour ça que je suis venu, mon lieutenant.

Cette fois, il m'étonna et je l'observai.

— Au fond, reprit-il en balançant la tête, je ne sais pas au juste ce qui m'a poussé à venir. Ce n'est pas un avis que je viens vous demander : je suis décidé ! Ce n'est pas non plus pour crâner, ce n'est pas mon genre. Ça serait plutôt pour que vous soyez au courant... Parce que, quand il arrivera quelque chose je ne veux pas que vous puissiez trop me blâmer. Là-dedans, du commencement à la fin, vous avez été trop chic, mon lieutenant, pour que j'aie l'air de me cacher de vous. Alors, voilà : je l'ai retrouvé.

— Qui ?

— Bontemps.

Le nom me frappa moins que le soudain rejet en arrière de la tête brusquement dressée, le regard droit, impérieux, tellement inattendu, qui me fixait. Le visage maigre était devenu un visage de combat, sabré de traits obliques comme de cicatrices, empreint, surtout, d'une expression de volonté froide que je ne lui avais jamais vue. Car ce n'était pas le visage immobile et stoïque qu'il avait eu là-bas pour s'entendre condamner à mort, cette face de pierre où rien n'avait remué. C'était un masque opiniâtre et froid, un visage de

chef. Ce visage-là, ses officiers avaient dû le lui voir, jadis, dans la cour du cantonnement, quand il leur parlait en maître, et c'était pour le lui avoir vu qu'ils avaient fait de lui l'instigateur de la rébellion. J'eus tout à coup la certitude de m'être trompé jadis quand je l'avais défendu, quand j'avais essayé, de bonne foi, de le faire rentrer dans le rang, d'obtenir qu'il fût confondu avec le troupeau de ses camarades... Immobile, il me tenait sous son regard fixe, et c'était moi qui perdais contenance. L'étrange homme, et que de métamorphoses ! Le bouc émissaire d'Odessa, cette espèce de martyr impassible, puis ce vagabond déchu, peureux, et maintenant ce chasseur à l'affût... Je demandai stupidement, comme si cela avait eu quelque importance :

— Où l'avez-vous retrouvé ?

— Dans un petit bistro de la rue de Flandre. Je désespérais pourtant de jamais remettre la main dessus... Vous pensez s'il y a longtemps que j'ai fait tous les Bontemps du Bottin et de l'Annuaire du téléphone !... Et pas seulement ici, mais dans le Midi, d'où il était. Je peux dire qu'il y a bien huit ans que je lui cours après, en douce... Je ne vous l'avais pas dit la première fois, mon lieutenant, mais j'ai fait presque mon tour de France pour le ravoir, et j'en ai usé des paires de grolles à aller de patelin en patelin, demander M. Bontemps... J'avais inventé un bobard pour me les faire montrer : je disais qu'il m'avait sauvé la vie, en ligne, et que je le cherchais pour le remercier. Vous vous rendez compte ! Eh bien, ça prenait tout le temps, même avec des types pas commodes. Il y en avait même qui étaient flattés, et qui s'excusaient presque de ne pas m'avoir emporté sur leurs épaules... Il y en a des Bontemps, mon lieutenant, et qui ne se ressemblent pas ! Il y a des Bontemps curés, des Bontemps notaires, des rupins et des miteux. Il y en a qui m'ont offert de l'argent, parce que mon histoire me rendait sympathique.

» Il y en a aussi qui m'ont engueulé. Je ne me rappelle d'ailleurs plus trop bien pourquoi. Parce que, dès que j'avais vu la tête du client, j'étais fixé : ce n'était pas encore le bon ! Et après ça, tout ce qu'il pouvait me raconter, vous pensez si je laissais tomber ! « Pardon, excuse. » Et je m'en allais. Au suivant ! Ils pouvaient toujours m'inviter à déjeuner

ou me dire de revenir !... Ou encore me retenir par un bouton pour m'apprendre que j'avais une belle âme, qu'eux étaient cocus sans l'avoir mérité, que leur gosse avait la scarlatine est-ce que je sais ! Ça va, ça va, à la prochaine !...

« Tout de même, il est venu un moment où j'ai abandonné ! A la longue, on se décourage ! Je suis revenu à Paris pour y rester, et j'avais tellement marre de tout que j'avais marre de ça comme du reste... Et puis, voilà que je vous ai rencontré, mon lieutenant. Figurez-vous que c'est ça qui m'a relancé. Je me suis dit : « Voilà la veine qui me revient. Si » j'essayais d'en profiter... Après avoir trouvé le lieutenant » sans le chercher, qui sait si je ne retrouverai pas l'autre « en le cherchant !... »

» J'ai donc repris les patrouilles. Et hier, je suis tombé dessus, mais ce qui s'appelle tomber ! Pensez qu'on était presque voisins ! Un bistro qui était sur ma route, quand je faisais un petit détour. J'y voyais, depuis trois semaines, des affiches rouges, collées sur la vitre, avec « *Changement de propriétaire* »... Hier, les peintres étaient dessus, et ils finissaient l'enseigne, noir sur rouge. Ça tirait tellement l'œil que j'ai regardé machinalement, de l'autre trottoir : « *Au bon temps, chez Bontemps* » Ça me l'a coupé ! Expliquez ça : j'ai tout de suite été sûr que cette fois, ça y était. Et je suis entré...

» Ah ! là là, pas d'erreur possible ! J'avais mis la main sur l'oiseau. Du ventre, et plus qu'une douzaine de tifs, mais à part ça, le même, sa gueule de faux témoin, et puis sa politesse, et puis sa croix de guerre à la boutonnière de son gilet ! C'est lui cent pour cent, ça ! Un tablier, les manches de chemise relevées, mais le ruban ! Vous n'avez qu'à remarquer, mon lieutenant, c'est toujours ceux-là qui s'en foutent partout... Il est venu à ma table avec son torchon me demander ce qu'il fallait me servir.

» Je ne sais pas ce que je lui ai dit, je ne sais pas ce que j'ai bu, et c'est bien la première fois que ça m'arrive ! Parce que... je le faisais causer... Il m'a dit qu'il était déjà dans la limonade, dans le Midi. Puis qu'il était venu à Paris, des histoires de succession d'oncle, qu'il m'a racontées tout au long. Un gros restaurant, paraît-il, mais ça le fatiguait, le

pauvre chien, parce qu'il a le cœur fragile. Alors il a pris un petit débit, pour s'occuper. Bien sûr, il pourrait se retirer des affaires, il a de quoi !... Seulement, voilà, il aime le mouvement, la compagnie... Et puis, il a un principe : tous les clients sont des amis, et on ne lâche pas les amis comme ça !...

» Ah ! je vous promets qu'il n'a pas changé, mon lieutenant ! Toujours aussi puant, aussi lécheur. Je croyais encore l'entendre : « Certainement, mon colonel... Vous avez raison, » mon colonel... Exactement, mon colonel... » Il causait, cassé sur moi, et j'avais tout son suif jaune sous le nez, ses petits yeux de cochon à moins de vingt centimètres des miens... Je peux dire que j'ai joui, mon lieutenant ! Au point que je ne pouvais pas y croire : buter dedans, comme ça, quand je n'espérais plus. J'avais pourtant cherché à Paris, mais, dans son restaurant, il avait gardé le nom de son oncle : c'est pour ça que j'ai passé à côté. Je n'ai rien dit. Il n'y a qu'en payant que je lui ai glissé, sans en avoir l'air : « J'ai connu » un Bontemps, en 1919, en Ukraine. » Rien que ça, mon lieutenant, mais si vous aviez vu l'effet ! Il s'est rejeté en arrière comme s'il avait reçu mon poing à travers la gueule, et il m'a regardé tout saisi, avec des yeux comme ses soucoupes. Et son menton qui se décrochait, et toute sa viande qui tournait... Quand je me suis levé, il a tout de même pu dire :

» — Ça se peut... Il y en a des Bontemps !...

» — Pour sûr, — que j'ai dit. — Mais celui-là, je m'en rappelle !

» Et puis, je suis parti... Figurez-vous, mon lieutenant, que, dès qu'il a fait nuit, j'ai bien repassé dix fois devant sa devanture, comme un gosse, quoi, qui aurait vu à un étalage de bazar quelque chose qui lui ferait envie. Oh ! oui, sûrement dix fois, comme si j'avais eu peur que tout soit fichu le camp, la boutique, le type, tout !... Je le voyais derrière le zinc, en train de rincer ses verres, ou de rendre la monnaie, et je ne m'en allais que quand on commençait à me regarder, arrêté comme ça sur le trottoir. Et puis, je revenais... Vous me direz que ce n'était pas très malin, que c'était me faire repérer à l'avance. Naturellement... Seulement, je n'aurais pas cédé ma place pour un million !... Il n'a fermé qu'à une heure

et demie du matin. Alors, j'ai lâché la faction et je suis rentré. Je n'ai pas fermé l'œil, mais c'est là que je me suis dit : « Je vais aller raconter ça au lieutenant... » Encore une fois, pas pour entendre ce que vous allez me dire. Je le sais d'avance : vous ne pouvez pas parler autrement... Pas non plus pour ce que vous pourrez dire après, pour vous avoir comme témoin à décharge. D'ailleurs, d'être venu vous prévenir, c'est de la préméditation, ou je ne m'y connais pas !... C'est pour que vous soyez au courant, parce que vous avez toujours été chic. Voilà... »

Il ponctua d'un petit hochement de tête décidé, puis il attendit en me regardant. Cette fois, pas de doute possible : le danger était grave et proche. Il fallait y faire face, y aller, à fond ! J'engageai mon regard avec le sien :

— Vous n'allez pas faire cette blague-là, hein !

Il hocha la tête, en me regardant, railleur :

— Allez-y, mon lieutenant, tout ce que vous pourrez me dire, je le sais par cœur... Seulement, vous pensez bien que ça ne changera rien à rien !...

Il me fixait avec cette moquerie tranquille qu'il avait dû avoir, dans le cantonnement, en écoutant les exhortations de son capitaine, les appels à la discipline, à l'obéissance militaire, et ce souvenir fut la cause que je changeai de ton, sur-le-champ. Il m'avait, pour ainsi dire, rejeté dans ma caste.

— Si vous attendez un sermon, ou des prières, vous vous êtes trompé de porte, mon vieux ! Je vous ai défendu, dans le temps, parce que je ne vous croyais pas plus coupable que les autres. Aujourd'hui, ce que je vais tout de suite vous dire, pour que la situation soit nette, c'est que je regrette d'avoir marché à fond pour vous. Pourquoi ?... Parce que j'ai peur de m'être trompé. Je ne suis plus sûr du tout que vous n'ayez pas entraîné vos camarades. C'est peut-être par votre faute qu'ils ont ramassé, à eux tous, cent soixante-douze ans de prison et de travaux publics. J'ai fait le compte, l'autre soir.

Il avait pâli, ouvert la bouche. Puis, sa figure se défit dans une déception poignante, et il répondit, la gorge serrée, toute l'audace de son regard subitement cassée et les yeux bas :

— Je n'aurais jamais cru entendre ça de vous, mon lieutenant !

Nous nous tûmes quelques instants, puis il me regarda de nouveau :

— Si je les avais entraînés, comme vous dites, je l'aurais dit ! Je n'aurais tout de même pas laissé les copains déguster pour moi ! C'est pas mon genre, ça, mon lieutenant !...

De nouveau, la colère et l'indignation lui serraient les mâchoires, projetaient ses yeux :

— Puisque vous êtes maintenant si renseigné, savez-vous celui qui nous faisait passer les tracts de Sadoul, les petits bouquins rouges qu'il ramassait chez les Russes ? Celui qui répétait à longueur de journée : « Est-on en guerre contre » la Russie, oui ou m... ? Si on n'y est pas, qu'est-ce qu'on » fout-là ? Ils n'ont pas le droit de nous obliger à marcher !... » Si on laisse tomber, on aura plus des trois quarts des » députés pour nous... » Savez-vous comment il s'appelait, celui qui avait toujours de l'argent plein ses poches pour nous saouler la gueule ? Celui qui, ce soir-là, m'avait fait boire, moi, comme il saoulait ses clients, les soirs d'élection ?... Alors, parce qu'il a su se débiner en douce derrière ceux qu'il avait poussés, il vous a eu, mon lieutenant, vous comme les autres !

Je vis comme des larmes chauffer dans ses yeux durs, et je désarmai, avec un haussement d'épaules :

— C'est entendu. C'est un salaud. Et après ?... Il n'en a pas amené la mode ! S'il fallait tous les descendre ! Et puis, il a payé pour son compte.

Il se croisa les bras :

— Deux ans de prison. Avec les quatre mois de prévention, reste à vingt mois... Sa classe n'a été démobilisée qu'en octobre : reste à quinze... Avec la remise de peine et l'amnistie, il n'a pas fait six mois de rab ! Moi, j'en ai fait sept ans...

— Plus vingt ans que vous voulez ramasser, ça fera vingt-sept.

Il chassa la menace d'un revers de main, avec une résolution farouche :

— Je vois ce que vous voulez dire. Mais je m'en fous ! Ils me raccourciront s'ils veulent : ça n'empêchera rien !... Enfin, mon lieutenant, vous avez tout de même bien compris que ma vie est finie ! Ce que j'ai pu regretter qu'ils m'aient

fait grâce du poteau ! Ce n'est pas une blague, ni pour la faire à la pose : on m'a repêché une fois dans la Seine, et une autre fois au charbon de bois... Alors qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse, vingt ans? Je n'en ferai pas encore deux avant de crever, mais au moins, je l'aurai eu, le type !

Et comme j'allais répliquer, il se leva :

— Non, mon lieutenant, tout ce que vous pourrez dire...

Je me levai à mon tour :

— D'accord pour ce que je pourrais dire. Seulement, vous oubliez ce que je peux faire, ce que je vais faire : prévenir Bontemps, le faire garder ou déménager. Il n'y a que les froussards pour bien se camoufler. Je vous garantis, mon vieux, que vous ne le retrouverez pas, ou que si vous allez vous promener par là, vous n'irez pas loin ! J'en fais mon affaire et ce que je fais, c'est plus pour vous que pour lui.

Il comprit tout de suite que j'étais décidé, en me voyant décrocher le téléphone. Et alors, il se passa quelque chose d'extraordinaire : j'eus soudain devant moi un homme en larmes qui me suppliait et qui, pour m'attendrir, me désarmer, me jetait, en mots hagards, toute sa vie en morceaux : ses nuits à Gorna Bana, après la condamnation, quand il attendait le peloton ; ses deux mille journées de bagne dans le feu du désert, dans le désespoir, la haine, et l'appétit vorace de la mort ; son retour, avec l'interdiction de retourner au pays, où son père avait juré de le tuer, où sa mère était morte en l'appelant. Et puis, quand il avait voulu se marier et que ça s'était su ! Et chaque fois que ce passé-là était revenu l'écraser, quand il cherchait des places, qu'il retrouvait partout la police à le guetter. Vivre comme ça, et sans avoir eu la veine d'être devenu une crapule !... N'être plus qu'une pauvre rosse sur qui une brute a longtemps cogné et qui s'effraie de tout, attend des coups de partout. Et alors qu'une seule chose lui donnait encore un peu de cœur pour durer : la haine du salaud qui l'avait amené là, il fallait maintenant le laisser aller, le laisser tranquillement compter ses gros sous !...

Mes doigts approchaient page à page du nom, dans l'annuaire. Une minute, pourtant, je m'arrêtai de chercher parce qu'il venait de dire un mot sur lequel on pouvait ergoter : « tran-

quillement »... Car si Bontemps avait quitté son Midi, s'il était venu à Paris, se perdre dans la foule, n'était-ce pas un peu pour fuir son passé, en brouiller la trace? On pouvait toujours faire semblant de le croire... Je répliquai donc, en gardant toujours l'écouteur à l'oreille :

— Vous venez de me raconter que lorsque vous lui avez parlé de l'Ukraine, il a perdu la tête. C'est cela que vous appelez être tranquille?... Je suis bien certain qu'il n'a pas oublié non plus, lui, et que ça l'empêche plus d'une fois de dormir.

Je n'en étais nullement sûr! Deux ans de prison pour un motif pareil, ça ne déshonore personne, et ça peut même servir de tremplin à une belle carrière politique. Je voyais très bien Bontemps en agent électoral d'extrême-gauche, avec sa condamnation épinglée sous l'églantine rouge... Je lui prêtais des remords, dans l'espoir, assez naïf, d'établir, entre les deux condamnés, comme une similitude de destin qui gênerait Cartier. Je m'attendais pourtant à le voir sauter, et je fus stupéfait quand il approuva. Il dit d'abord :

— Ça se pourrait...

Il semblait m'avoir tout à fait oublié. Il s'était rassis, et immobile, la joue sur son poing, le coude sur ma table, il réfléchissait, puis il se leva de nouveau :

— Il peut se faire que vous ayez raison, mon lieutenant. C'est à voir... Dans ce cas-là, il y aurait moyen de s'arranger autrement, sans que personne y perde...

Les yeux ailleurs, il démêlait en lui les lignes d'un plan. Je lui jetai un coup de tête, sans lâcher le téléphone :

— Alors?

— Alors, mon lieutenant, ce que je peux vous promettre, c'est de ne pas le toucher avant d'être venu vous en recauser. Ça va?

— J'ai confiance en vous, Cartier... Qu'est-ce que vous comptez faire?

— Ça dépendra, mon lieutenant. Mais en tous cas, rien sans que vous le sachiez. Ainsi, c'est pas la peine de vous en faire... Même...

Il me regarda d'un air étrange :

— Oui, même si vous voulez lui passer un coup de téléphone, ça ne me gêne pas...

— Du moment, — dis-je, — que j'ai votre parole...

— Pour sûr que vous l'avez, mon lieutenant.

Je raccrochai et il sortit.

Je fus tenté de le rappeler, de le rattraper dans l'escalier. Puis je m'arrêtai, en songeant que ce serait l'offenser que de lui faire répéter les assurances qu'il venait de me donner. Non, ce n'était pas un garçon que l'on faisait répéter ! Ce fut ce bizarre respect qui me retint... Mais pendant quelques jours, je ne songeai qu'à cela et n'ouvris le journal qu'avec appréhension. Puis, je décidai d'aller, moi aussi, dans ce petit bistro de la rue de Flandre. Naturellement, je ne reconnus point l'homme gras et jaune qui me servait. Mais je le savais menacé, et cela donne aux gens une sorte d'auréole sombre... Je me livrai même à ce jeu puéril de découvrir dans ses traits blêmes des stigmates de peur. Évidemment, j'en trouvai. Puis, brusquement, je m'avisai que mes craintes témoignaient d'un romanesque assez absurde. Ce gros bouffi derrière son comptoir, avec ses yeux vides de bœuf, ce petit café tranquille où des camionneurs trempaient leurs moustaches dans le vin blanc, tout cela était si loin d'un drame que j'eus honte d'être là à les intriguer avec mon complet de bourgeois, mon porto, et je m'en allai, en retenant un haussement d'épaules qui classait l'affaire. J'en avais trop vu de ces menaces qui avortent, de ces rancunes qui cassent au moment de frapper. S'il fallait que tous les menacés de mort fussent supprimés, un joli massacre !... Combien m'en avait-on amené, en 19, à mon tourniquet, qui avaient juré, avec d'affreux blasphèmes, à leurs sous-officiers, qu'ils leur feraient la peau. Cela s'appelait « Outrages par paroles, gestes ou menaces, envers un supérieur, pendant le service ou à l'occasion du service », et cela valait de cinq à dix ans de travaux publics... En réalité, dans la plupart des cas, cela valait un non-lieu et une bonne engueulade, parce qu'on savait bien que c'étaient là façons de parler en l'air, que ça n'empêchait pas les bons sentiments, ni l'homme d'être un brave homme... Sans doute, la rancune de Cartier semblait tenace, et il avait des raisons, le pauvre gars, de l'avoir conservée fraîche. Mais après avoir revu Bontemps, j'étais persuadé, justement, qu'elle s'amortirait dans sa graisse blême ! En celui-là, non plus, il ne restait

aucune trace de l'homme qu'il avait été, de celui qui avait vendu l'autre. J'étais certain que Cartier en avait été frappé comme moi. Il est impossible de tuer un homme après seize ans, quand il a engraissé, vieilli, au point d'être devenu méconnaissable.

Par acquit de conscience, je repassai pourtant, à quelques jours d'intervalle, devant le café. J'aperçus, à travers les vitres, Bontemps en buste, derrière son zinc, comme un bouddha suiffeux. Cartier avait dû réfléchir. Peut-être s'étaient-ils expliqués... Le gros avait, comme les gros savent le faire, juré, promis, supplié, et le maigre l'avait lâché.

Deux semaines passèrent, puis, un après-midi, en sortant de chez moi, je rencontrai Cartier dans l'escalier. Il me demanda de remonter cinq minutes, pas plus, parce qu'il avait un mot à me dire. Une fois la porte refermée sur nous, il affirma, avec un petit signe de tête, très sec :

— Ça y est, mon lieutenant...

Puis il ajouta ces mots qui, pendant une seconde, me figèrent de stupeur :

— Et c'est bien grâce à vous !

Nous étions restés dans le vestibule, mais d'instinct, à cause de la bonne, des choses terribles qu'il disait, je le poussai dans mon bureau. Il secoua la tête :

— Non, mon lieutenant. Ce n'est pas ce que vous pensez... Je vous avais donné ma parole de ne pas y toucher du bout du doigt, sans vous avoir prévenu. Alors, puisque vous ne m'avez pas vu revenir... Non, mais je l'ai eu autrement, et mieux !... Et ça, c'est vous qui m'en avez donné l'idée.

— Moi !

— Vous, mon lieutenant. Vous ne vous rappelez pas que vous m'avez dit comme ça que le copain était parfois réveillé par les vieilles histoires, qu'il avait des remords ?... Des remords, oh ! là là ! Des remords, un dégueulasse comme ça !... Vous m'avez fait rigoler, mon lieutenant, mais en même temps vous me donniez une riche idée : des remords, sûrement que non ! Mais la frousse, ça, oui ! Il l'avait assez dans le temps pour en avoir gardé de la graine, et sûr et certain qu'il ne devait pas m'avoir oublié ! Il devait sûrement s'être demandé plus d'une fois si le coup de grâce m'avait bien

curé l'oreille !... Là-dessus, vous me dites : « Rappelez-vous un » peu l'effet que ça lui fait quand on lui reparle de l'Ukraine. » Y avait là quelque chose à essayer... Quelque chose de bien simple : devenir le client de la maison, un bon client... Et puis, l'ouvrir une fois et la fermer après... Simplement.

» Alors, j'y suis allé un soir, à neuf heures juste. Il m'a reconnu et tout de suite. C'était déjà quelque chose ! Reconnu, je veux dire naturellement qu'il a reconnu le type qui lui avait parlé de là-bas. C'était tout de même bon signe...

» Il est venu à ma table... Faut vous dire, mon lieutenant, que je m'étais mis propre, en dimanche, quoi, parce que je savais qu'il y aurait des flics, là-dedans, à un moment ou à un autre, et qu'ils n'emballent pas un type proprement fringué, comme un miteux.

» Quand il m'a eu demandé : « Qu'est-ce qu'il faut vous » servir ? », moi, je lui ai dit comme ça en le regardant dans le blanc de l'œil :

» — Depuis le temps que je te cherche, je t'ai tout de même !...

» Il a bafouillé :

» — Vous devez faire erreur. Je ne vous connais pas.

» Alors je lui ai envoyé mon nom, tout doucement, en pleine gueule : « Cartier, le condamné à mort de Gorna Bana... »

» Ça lui a coupé net les genoux, mon lieutenant, comme quand on vous donne une poussée à la jointure. Il s'est trouvé assis sur un tabouret, parce qu'il y en avait un là, à l'aplomb de ses fesses, sans quoi, il descendait dans la sciure. Et puis, il a essayé de causer, mais il n'y arrivait pas. Moi, je lui ai dit là-dessus :

» — Maintenant, t'as compris pourquoi je suis là... Pour attendre l'anniversaire : dans trois semaines, ça fera juste seize ans, dans trois semaines, le 28. Et maintenant, fous ton camp.

» Il est reparti, mon lieutenant, derrière son zinc, en se tenant aux chaises. Et de toute la soirée, je n'ai pas décollé, je ne l'ai même pas regardé. Je suis resté devant un vichy-fraise, mais je n'y ai pas plus touché que si ç'avait été de l'arsenic. Et pourtant, je vous garantis que le temps ne m'a pas paru long, parce que je l'écoutais, je l'écoutais répondre

aux clients, s'arracher les mots de la gorge, tellement qu'il y en a qui lui ont demandé s'il était malade :

» — Oui, mon cœur qui me pince, — qu'il répondait.

» A une heure du matin, j'étais tout seul de client. Mais, lui, il avait déjà mis les bois. Je suis sûr qu'il s'était casematé chez lui, avec un revolver sorti de son tiroir... La boniche qui n'avait rien remarqué, sauf que mon verre était plein, et ça l'étonnait, est venue me dire : « On ferme ». Alors, je suis parti bien gentiment, en criant, pour s'il avait été derrière la porte :

» — A demain soir !

» Et je suis revenu le lendemain soir, encore à neuf heures tapant. Quand il m'a vu rentrer, il est devenu vert comme les feuilles. Moi, je suis allé tranquillement à ma place, j'ai commandé mon vichy-fraise et je suis reparti, sans potin, comme la veille, à la fermeture.

» Tous les soirs, j'ai remis ça. Mais vous pensez bien, mon lieutenant, que ça ne s'est pas passé tous les soirs pareil. Combien de fois qu'il est venu s'avachir à ma table, pour me causer, m'expliquer, me supplier ! Il le faisait tout bas, pour pas que les clients ou la boniche entendent, mais toujours de l'autre côté de la table... Comme s'il avait causé à ce mur, mon lieutenant ! Jamais un mot, jamais un coup d'œil. Il m'a offert de l'argent, des mille et des cent... Il m'a menacé de me faire foutre dedans... J'étais tranquille, vous pensez ! Un soir, j'ai bien vu qu'il y avait des mouches en bourgeois, à une table à côté. Ils ont attendu, comme moi, la fermeture, et ils m'ont rattrapé sur le trottoir :

» — Ça te serait égal, — que m'a dit l'un, — de changer de crémerie ?

» C'était trop facile de les avoir ! Est-ce que je ne payais pas mes consommations ? Est-ce que je faisais du scandale ? Est-ce que j'avais jamais dit un mot désagréable à personne ? Les papiers ? Les voilà. Rien dans les mains, rien dans les poches, pas même un canif !... Ils sont revenus encore deux ou trois soirs, et puis ils en ont eu marre.

» Avec tout ça, le 28 approchait. Ce n'était pas que de la frime si je lui avais fixé cette date-là. Si on y était arrivé ensemble, je ne sais pas ce qui se serait passé...

» Mais cinq jours avant, juste, il a renvoyé la boniche, il a enlevé lui-même le bec de cane du dehors pour qu'on soye tranquille, rien que tous les deux, et puis il s'est mis à gueuler :

» — Mais finis-en, Bon Dieu ! Tue-moi, tout de suite ! C'est plus une vie ! »

» Et puis il a fourré la main dans sa poche. Je m'y attendais, mon lieutenant. Ça n'a pas été difficile : un tour de clé au poignet et il a lâché sa pétoire. Un coup de pied pour envoyer le truc sous les tables, et puis je lui ai dit en rigolant :

» — Tu vas trop vite. T'as encore cinq jours.

» Rien que ça, mon lieutenant : il a ouvert la bouche et puis, tout d'un coup, il a glissé, il s'est comme aplati par terre, une poche de chiffons ! Je l'ai regardé sous la table. A ne pas le reconnaître ! Toute sa graisse en eau, et sa peau qui faisait des plis. Empoisonné de frousse, mon lieutenant, miné comme par les gaz... Il avait laissé le bec de cane de l'intérieur, je l'ai enjambé et je suis sorti.

» Je viens de l'enterrement. Il n'y avait que moi, la boniche et deux ou trois voisins. Je l'ai tout de même lâché avant le cimetière, et pourtant, ils m'avaient offert une place dans la voiture.

» Alors, vous voyez, mon lieutenant, ça s'est tout de même arrangé sans pétard, en douce, comme vous vouliez... »

ROGER VERCEL

« COOLIE »

PREMIÈRE PARTIE

Le volcan s'élevait derrière les herbages. Sa gracieuse silhouette bleutée se détachait sur l'azur plus pâle du ciel. Il semblait contempler la plaine avec bienveillance, la protéger et l'isoler du reste de la terre.

La plaine formait un monde séparé, recouvert d'herbes folles, de buissons et de toute une floraison de plantes sauvages. Elle était sillonnée de fossés, de talus et de nombreuses fourmilières, envahies par la végétation. Des buffles se baignaient dans les mares nombreuses, qui les protégeaient contre l'ardeur du soleil. Ils pataugeaient dans une boue grasse, infectée de moustiques et de sangsues. Leurs têtes seules émergeaient de la vase.

On découvrait dans la plaine les restes d'un cimetière indigène abandonné, avec ses tombes en forme de monticules allongés. Il était bondé de cailloux blancs, et l'armature d'un « pajong »[1] à moitié pourri par les pluies, s'y balançait tristement à côté d'un cyprès. Un « kampong »[2] s'élevait là jadis. Les habitants l'avaient abandonné, après avoir extrait du sol tout ce qu'il pouvait donner. Leurs maisons pourrissaient sous la pluie et la végétation, le cimetière et quelques arbres frui-

1. Parasol en papier.
2. Village indigène.

tiers étaient les derniers vestiges du petit village indigène. Plus loin, cachée par des buissons de bambous, la rivière sinueuse coulait dans la plaine, au pied du volcan, et le ciel incandescent servait de voûte à ce paysage.

Des troupeaux de buffles erraient dans la plaine. Ils allaient lentement, relevant leurs têtes aux cornes puissantes, pour contempler d'un œil rêveur l'horizon.

Roeki gardait les buffles. A califourchon sur l'un d'eux, il se laissait aller au gré de la bête, et ses grands yeux noirs poursuivaient un rêve mytérieux. Il portait pour tout vêtement une guenille en guise de culotte, maintenue autour des hanches par une courroie d'écorce. Sa chevelure noire retombait en broussaille sur son front. Le corps du buffle, tout souillé de boue séchée, dégageait une chaleur délicieuse, agréable au jeune corps de Roeki, qui s'offrait aux caresses ardentes du soleil. Des traînées de sueur sillonnaient son dos et entretenaient la souplesse et la santé de ses membres. La mère de Roeki était morte en lui donnant le jour, et son père s'était remarié peu après.

Sa nouvelle femme était jeune et forte et lui avait donné beaucoup d'enfants. Roeki était resté avec sa grand'mère, sa nenneh[1]. Elle était déjà vieille, mais, lorsqu'elle ne pourrait plus travailler, son petit-fils la nourrirait. N'est-ce pas dans ce but qu'Allah crée toujours une nouvelle génération, jeune et forte?

Mais l'adolescent ne se souciait guère de ces questions, et ne pensait à rien, assis nonchalamment sur son buffle.

Il était gavé de riz par sa nenneh, la journée était resplendissante, la plaine s'étendait à perte de vue devant lui, sous un ciel d'azur. La montagne, les bambous, la rivière, le kampong, les buffles, c'était toute la terre pour Roeki, et cette terre lui était douce.

Un grand calme régnait sur la plaine surchauffée. La journée était longue. Combien d'heures?... Roeki l'ignorait, mais quand le ciel rougeoyait autour du volcan, quand les abeilles disparaissaient et que les buffles se mettaient à mugir, quand les fantômes s'enveloppaient de nuages et venaient rôder dans la

1. Grand'mère.

campagne, Roeki et ses compagnons savaient qu'il était temps de rentrer pour se baigner et prier, puis manger et dormir, car la nuit sombre et sans lune est hostile aux hommes. Roeki se laissait alors glisser du dos de son buffle. L'animal se joignait au troupeau qui restait toute la nuit dans la plaine, et l'enfant s'en retournait au kampong, situé dans un bas-fond frais et humide.

Le village était abrité par des buissons de bambous, et la rivière, toute proche, y coulait dans son lit de lave. Roeki et ses amis se déshabillaient et sautaient dans l'eau. Alors seulement, ils paraissaient s'éveiller, couraient de pierre en pierre, en s'aspergeant; leurs rires frais accompagnaient le chant monotone de la prière du soir, que les aînés récitaient avec force génuflexions, tournés dévotement vers la Mecque.

Ils se rhabillaient dès qu'ils voyaient briller les petites lampes des huttes. Les uns s'enveloppaient d'un sarong, les plus pauvres remettaient leur guenille et s'en retournaient, calmes et sérieux, vers le kampong. Ils s'y mêlaient alors au cercle formé par les hommes, sur la place du village, et, comme eux, devisaient sérieusement en mâchonnant de petites cigarettes indigènes. C'était un « kampong » de la contrée montagneuse et fertile de Java. Tous les indigènes y possédaient un lopin de terre, un buffle et une hutte de bambous, recouverte de feuilles. Ils cultivaient le riz et célébraient par des festins les naissances et les morts. On les voyait rarement rire. Ils coulaient des jours heureux, inconscients de leur bonheur qui trouvait un écho dans leur langue douce et mélodieuse comme la brise des montagnes et la chaleur bienfaisante du soleil.

Le sol argileux de la petite place, durci par la sécheresse, s'était crevassé. Les cabanes, disposées pêle-mêle tout autour, y alternaient avec des tas de fumier, où des noyaux avaient germé à la hâte, et produit des arbres fruitiers. Le puits se trouvait derrière une clôture branlante. Des habitants allaient y puiser l'eau potable. Quand les pluies, nombreuses, avaient grossi la rivière, les femmes allaient y laver leur linge. Des foyers, alimentés par du gazon et des feuilles, se consumaient en répandant une âcre odeur, qui chassait les nuées de moustiques.

Un homme modulait un chant mélancolique.

Des chiens galeux et squelettiques fouillaient des tas d'immondices. L'atmosphère était imprégnée d'une forte odeur d'huile rancie, de poisson séché et de fumier.

La nuit tombait.

Une petite vieille apparut au haut de l'escalier d'une des maisonnettes :

— Ajo, rentre donc, avant que les vapeurs malfaisantes remontent de la rivière, et viens fendre la noix de coco.

Roeki se retourna, mais ne répondit pas. Il continuait à fumer en silence. Depuis longtemps déjà, il avait conscience de sa supériorité de mâle. Il bâilla, s'étira, fit craquer les jointures de ses doigts, puis se gratta voluptueusement le crâne, et alors seulement il se leva.

Il se détacha du groupe, et grimpa les quelques marches qui donnaient accès à l'entrée de sa hutte. Un plancher, supporté par sept piliers, des murs en bambou tressé et un toit de feuilles en composaient toute l'architecture. Il en sortit quelques instants plus tard, tenant une noix de coco et un parang; d'un coup bref de ce couteau aiguisé, il fit sauter la tête du fruit, le vida de son lait, puis le fendit en deux.

Nenneh faisait frire quelques poissons séchés dans un poêlon de fer. La petite lampe, qui éclairait la vieille, lui donnait la silhouette d'une sorcière. Le gloussement de la poule, qui recouvrait de son aile toute sa couvée, se confondait avec le grésillement de l'huile.

Roeki aida la vieille à râper la noix; elle en fit une pâte molle qui accompagnerait le riz, puis ils se mirent à manger. L'enfant formait avec ses doigts de petits tas de riz, qu'il lançait fort habilement dans sa bouche, déchiquetait et mangeait le poisson, et buvait la sauce, dans une tasse. Puis il se rinça les mains et la bouche et roula une cigarette. Bien repu, il s'assit alors sur sa natte.

Une lampe à pétrole projetait un cercle lumineux, tout en laissant les coins de la pièce dans la pénombre.

Une odeur de fumée, de mangeaille et de tabac indigène flottait dans l'air. La porte et le petit volet étaient hermétiquement clos pour empêcher les esprits malins et les brouillards de pénétrer dans la maisonnette.

Roeki regardait fixement la lumière; de temps en temps, il cueillait sur sa cuisse un moustique gorgé de sang qu'il écrasait avec volupté.

— Viens te coucher, il est tard, lui cria nenneh. Dans sept jours, la lune sera pleine, et tu pourras veiller.

Roeki se leva, s'enveloppa d'un vieux sarong, puis s'étendit à côté de nenneh sur le baleh-baleh[1]. Ils dormaient côte à côte, sur la même couche, et leur tête reposait chacune sur un petit oreiller graisseux, sous lequel nenneh cachait son argent. La maisonnette, le buffle, la poule et ses poussins étaient leur seul bien, mais il n'en fallait pas davantage pour qu'ils fussent parfaitement heureux.

Tout ce que Roeki savait, il l'avait appris de sa nenneh. Elle lui avait expliqué comment Allah crée les rapports entre l'homme et la femme. Tout cela était simple et naturel. Il n'y avait rien de honteux dans ce qu'Allah créait. Et les vieux n'avaient-ils pas pour devoir d'instruire les jeunes?

Mais, ce soir-là, une pensée, la première de la journée, traversa lentement le cerveau de Roeki. Il savait enfin quelque chose que nenneh ne lui avait pas appris. Le matin, il avait contemplé Soepinah qui se baignait. Elle était jeune comme lui, presque une enfant. Il avait vu son sarong mouillé accuser ses formes naissantes, il avait admiré ses longs cheveux noirs, qu'elle avait dénoués, et soudain il avait ressenti quelque chose que sa nenneh n'avait pu lui apprendre : la convoitise pour un corps de fillette.

Le riz mûrissait.

Les tiges étaient encore vertes, mais leurs lourds épis s'inclinaient déjà vers le sol. Roeki s'était construit un petit abri surmonté d'un toit de chiffons. Étendu sur le dos, il soufflait dans une tige creuse, qui ne produisait qu'une seule note, mais elle suffisait à bercer la paresse de l'enfant. Il soufflait en contemplant la rizière qui s'étendait devant lui. Un réseau de fils multiples, auquel étaient attachés de petits chiffons, recouvrait le champ et le protégeait contre les oiseaux chapardeurs. Quand Roeki en apercevait un, il agitait son pied droit, qu'il avait passé dans un des maillons du réseau. Ainsi, sans

1. Couche.

se déranger et soufflant dans son pipeau, il chassait les voleurs de riz et cela pendant des heures entières.

La chaleur vibrait entre le ciel et la terre, et dans le fond du paysage se dressait, tel un génie protecteur, le volcan bleu. Mais Roeki ne le voyait plus. Il avait toujours été là. Une fois seulement, une colonne de fumée s'en était échappée, mais, depuis, il semblait éteint.

Vers la fin de l'après-midi, Roeki allait couper du gazon pour son buffle. Nenneh avait fait construire une petite étable rudimentaire; la vieille rentrait son buffle la nuit, depuis que la bête du voisin avait été volée. C'était là l'unique changement survenu dans la vie de Roeki, depuis trois ans. Il avait dix-sept ans et épouserait Soepinah lorsque le riz serait coupé.

. . . . . .

*
* *

C'était un soir de pleine lune.

Il y avait grande agitation sur la place du kampong. Les hommes fumaient en devisant plus bruyamment que de coutume, et des ombres inquiètes se glissaient entre les silhouettes des maisons.

En arrivant au village, Roeki fut fort étonné de ne pas entendre la prière du soir et le son du « gamelan »[1].

Il se hâta... peut-être pour la première fois de sa vie et vint se mêler au cercle d'hommes qui entouraient un étranger.

Celui-ci racontait qu'il venait de Batavia. Il portait un sarong éclatant et une veste blanche empesée, comme seuls en ont les « tuan[2] contrôleurs ». Un couvre-chef de velours rouge lui servait de coiffure.

Roeki se fraya un chemin dans la foule pour mieux entendre les paroles de l'homme.

— Et il y a aussi des wagons de feu, en fer... et des maisons de pierre.

— Ts... Ts... Ts...

Les habitants du village poussaient des cris d'admiration.

1. Instrument de musique indigène.
2. Monsieur, pour désigner les blancs.

— Et ceux qui me suivront dans ce nouveau pays... à Deli... y gagneront beaucoup d'or... et auront beaucoup de jeunes et jolies femmes et ils pourront jouer toutes les nuits!...

— Waah!

Des cris se firent entendre de toutes parts. Ces Javanais étaient joueurs dans l'âme, mais le Gouvernement hollandais avait interdit le jeu à Java.

— La police vous laisse-t-elle jouer? demanda timidement un vieillard?

— Oui, assura l'étranger. Par Allah, on peut y jouer autant qu'on veut!

— Waah!

— Tous ceux qui y sont allés se sont enrichis au bout de peu de temps.

Les hommes se turent.

La convoitise animait les visages enfantins de ces êtres primitifs, et l'étranger, apercevant Roeki, posa sa main embaguée sur l'épaule du jeune homme en lui disant :

— Tu es un solide gaillard, mon garçon!

Roeki, plein d'orgueil, lui répondit :

— Je n'ai peur de rien, ni de personne!

*
* *

L'étranger revint encore les deux soirs suivants.

Les paysans le nourrissaient abondamment, et écoutaient ses paroles qui troublaient leurs rêves. Étendu sur son baleh-baleh, Roeki ne dormait pas. Il songeait aux belles promesses faites par l'étranger, l'or, les femmes, le jeu. Ses yeux fixaient la petite lampe à huile suspendue au-dessus de lui. Les bruits familiers de la hutte étaient amplifiés par le silence nocturne. Des insectes rongeaient les pieds de son baleh-baleh, un rat courait le long d'une poutrelle et des essaims de moustiques tournoyaient en rond... Richesse... femmes... jeu... Cela devenait une obsession... ou plutôt : une soif de l'inconnu, de l'aventure...

Il entendit soudain un léger grattement à la porte, mais n'y prit pas garde. Le bruit se renouvela bientôt. Alors seulement Roeki se leva avec précaution et entr'ouvrit l'huis. L'étranger

se tenait au bas du petit escalier escorté de Sidin et de Karimoen, deux jeunes gens du village.

— Nous partons, murmura-t-il. Viens-tu avec nous?

Roeki hésita et se retourna vers la petite chambre comme pour demander conseil aux objets qui lui étaient familiers.

— Nous partons, dit Karimoen, plein de fierté.

— Je pars aussi, dit Roeki. Attendez-moi.

Il disparut à l'intérieur de la chambre, retira avec précaution un sarong neuf de dessous l'oreiller de sa nenneh, qui dormait toujours, le revêtit, prit sur une planche un morceau de kweedodol[1] qu'il enveloppa dans une feuille de palmier, puis, sans se retourner, il se glissa au dehors et referma doucement la porte derrière lui.

Les quatre hommes marchaient silencieusement à la file. La lune éclairait encore malgré l'approche du jour. Sa lumière blafarde filtrait entre les feuilles des cocotiers, glissait le long des maisonnettes et éclairait la petite place qui formait une grande tache lumineuse. Le kampong dormait autour de cet oasis de clarté, et la rivière paisible coulait dans son lit.

Le cri d'un grillon vint rompre le silence, puis la première brise matinale agita la nature. Un coq chanta au loin... Un chien se mit à aboyer furieusement...

Ils prirent le chemin des prairies... Le volcan était caché par les nuages. Seul, son cratère se dessinait comme une esquisse hâtive, sur un ciel incolore. Un brouillard humide montait de la plaine et des ombres vagues, des troupeaux de buffles, se devinaient au loin.

Un vent frais fit frissonner les hommes. Roeki remonta son sarong sur les épaules. Le sentiment du froid éveilla en lui une vague mélancolie... Il pensait à son buffle... Qui lui donnerait désormais à manger?... Mais l'étranger lui offrit à ce moment une cigarette. Roeki riait. Jusqu'à présent, il n'avait fumé que des petites pailles, qu'il roulait lui-même. Un peu embarrassé, il tourna et retourna la cigarette entre ses doigts, tout en regardant Sidin et Karimoen. Ils fumaient déjà. Roeki leur demanda du feu et les imita.

— Comment trouves-tu cela? lui demanda l'étranger en se retournant, car ils marchaient toujours à la file.

— C'est bon, répondit Roeki, en dissimulant un léger malaise.

1. Fruit indigène.

Il n'était pas habitué à ce tabac.

— Vous verrez, poursuivit l'étranger, quand vous serez là-bas, vous serez étonnés! Vous mangerez de la viande et du poulet, vous porterez des sarongs de soie, et vous aurez trois, quatre jolies femmes si vous le voulez. Ah! vous verrez...

L'étranger cracha, et cette marque de dédain s'adressait sans doute à la vie misérable que ses compagnons avaient menée jusque là.

Le jour se levait; le soleil apparut là-bas à l'horizon, comme un disque flamboyant. Le brouillard se dissipa, et la lune disparut. Le volcan violet se découpa sur un ciel d'or rougi, puis, insensiblement, la montagne pâlit et ne fut plus qu'une masse bleutée dans un ciel d'azur. Une demi-heure plus tard, le paysage baignait dans une chaleur étouffante.

Les quatre hommes marchaient toujours. Ils longeaient les rizières. Le « paddy » mûrissant dégageait une chaleur intense. Roeki et ses amis ne connaissaient plus ce pays, mais le volcan se dressait toujours à l'horizon et semblait les suivre, les protéger. Roeki se retournait quelquefois. Il était heureux d'apercevoir la montagne familière, dont la vue calmait une vague anxiété qu'il n'osait avouer.

L'étranger quitta le sentier pour prendre un chemin de traverse qui aboutissait à la route gouvernementale, sillonnée de lourds chariots. Des soendanais la parcouraient, chargés de fruits et de légumes, qu'ils allaient porter au marché. L'étranger expliqua qu'on atteindrait la prochaine petite ville dans quelques heures, et qu'alors, on monterait dans des voitures de feu.

— J'ai faim, dit timidement Karimoen.

L'homme s'arrêta devant une petite échoppe qui barrait la route, et où une vieille femme vendait des victuailles, puis s'adressant aux jeunes gens :

— Asseyez-vous et choisissez ce que vous voulez manger, c'est moi qui paye.

Roeki et ses compagnons en profitèrent et mangèrent gloutonnement. Jamais ils n'avaient été à pareille fête. Cette collation leur rendait quelque gaîté. Le Batave paya. Il sortit de sa poche une poignée de ryksdaler et de florins. A la vue de tant de richesses, les Javanais ouvrirent des yeux pleins d'admiration et une expression de contentement se peignit sur leur

visage. Eux aussi deviendraient riches et puissants. Ils suivaient à présent une longue route bordée de kapok; les arbres au tronc épineux portaient de lourds fruits noirs, d'où le kapok s'envolait à la moindre brise.

Ils avaient d'abord parlé de leur kampong, des filles et du riz qui mûrissait, mais, à présent, ils étaient fatigués et trempés de sueur. Leur gorge et leur langue desséchées les rendaient aphones. Ils suivaient machinalement l'étranger vers un destin dont ils ne soupçonnaient pas la dureté.

Ils atteignirent enfin la « Kotta », la Ville.

— Est-ce là le nouveau pays? questionna Roeki.

Le Batave se mit à rire.

— Je t'ai dit que nous irions dans la voiture de feu.

Roeki l'avait oublié. Il se tut, gêné, et jeta de furtifs coups d'œil à gauche, à droite, vit les maisons de pierres dans leurs frais jardins, les magasins, les échoppes des Chinois, et quelques enfants blancs. Puis ce fut la gare. L'étranger leur donna à boire. Ils en ressentaient une satisfaction toute passagère. Mais Roeki avait une impression de grande solitude parmi tous ces étrangers. On lui demanda d'où il venait, et en nommant son kampong, il sentit toute l'étendue de sa détresse inavouée. Personne ne le connaissait. Sidin et Karimoen étaient encore là, mais eux aussi, dans ce monde nouveau, baissaient tristement la tête.

La « voiture de feu » arriva enfin.

Le fracas du train les tira brusquement de leur torpeur. Les voitures effleurèrent presque les trois jeunes gens, qui reculèrent effrayés, mais avant qu'ils n'aient eu le temps de se ressaisir, le Batave les poussa dans un wagon, et ils se retrouvèrent assis côte à côte dans un compartiment plein à craquer où flottait une odeur de tabac et de transpiration.

Ils eurent une nouvelle frayeur lorsque le train s'ébranla et contemplèrent, d'un œil peureux, le paysage qui se déroulait devant eux.

L'étranger leur avait dit qu'ils allaient à Batavia. Mais qu'était-ce pour eux, Batavia? Un son, un mot seulement. Et pendant de longues heures, les kampongs succédaient aux rizières et aux sawah.

La cadence du train les berçait. Ils n'étaient plus que des êtres sans volonté, ils regardaient sans voir.

Ils arrivèrent au crépuscule.

L'étranger les poussa vers la sortie. Ils suivaient machinalement la foule, aspirés par le flot humain, et se trouvèrent tout à coup dans l'encombrement d'une rue.

Plus désemparés que jamais, ils se serraient les uns contre les autres et cherchaient protection contre ce torrent d'agitation qui mugissait autour d'eux.

Leurs yeux étonnés virent de grandes voitures conduites par des blancs et tirées par des chevaux beaucoup plus grands que les poneys qui leur étaient familiers. Il y avait aussi des femmes blanches. Ils n'en avaient jamais vues. Lorsqu'ils voulurent traverser la rue, ils furent arrêtés par une autre voiture de feu : le tram à vapeur.

Ils suivaient désespérément leur conducteur, trop effrayés pour lui témoigner leur admiration. Mais lorsqu'ils atteignirent le quartier européen Karmoen ne put s'empêcher de dire à Roeki :

— Regarde, regarde, deux maisons l'une sur l'autre!

Et Roeki étonné s'arrêta à la vue de cette merveille : une maison avec un étage!

— Avance donc, lui commanda l'étranger.

Ils s'arrêtèrent encore une fois pour manger. Puis le Batave leur dit :

— Maintenant, écoutez-moi bien — et sa voix, dépouillée de toute bonhomie, était devenue menaçante. Je vais vous conduire chez un tuan, un tuan comme le contrôleur. Savez-vous ce que c'est qu'un tuan contrôleur ?

Ils firent oui de la tête. Le tuan contrôleur était le seul Européen qu'ils avaient vu. Quand un événement quelconque se passait dans leur kampong, on le voyait arriver. Il leur inspirait de la crainte, et aussi une certaine curiosité.

— Maintenant, vous direz oui à tout ce que le contrôleur vous demandera. Compris?

L'étranger les conduisit dans une petite construction en pierres. Il salua poliment le tuan qui y était installé.

Celui-ci s'exprimait en malais. Roeki et ses compagnons le comprenaient à peine.

— Eh bien Amat, la chasse a-t-elle été bonne?

Amat, l'étranger, souriait.

— Des garçons d'un kampong perdu. Ils sont bêtes, mais jeunes et vigoureux.

— Très bien, poursuivit le blanc, en feuilletant des papiers. Puis s'adressant aux trois jeunes gens :

— Vous voulez donc aller à Deli ?

Ils ne répondirent pas, car ils ne comprenaient pas ce qu'on leur disait.

— N'entendez-vous pas que le tuan besar[1] vous parle? hurla Amat.

— Oui, oui, tuan besar, bégayèrent-ils effrayés.

— Et vous y allez de plein gré, n'est-ce pas?

Leurs yeux baissés imploraient une aide. Ils comprenaient de moins en moins.

— Oui, répondirent-ils néanmoins.

— Vous êtes contents d'y aller, n'est-ce pas?

Nouveau silence suivi de :

— Oui, tuan besar!

— Bien.

Le tuan appela un commis indigène qui déposa un papier devant les Javanais et leur mit une plume entre les doigts. Le « krani » leur indiqua la place où ils devaient apposer une croix en guise de signature[2].

Après beaucoup d'hésitation, la chose fut réglée. Ils reçurent chacun vingt gulden et considérèrent, ébahis, la pièce blanche, ne sachant pas que celle-ci était un acompte, prélevé sur leur premier salaire.

Le tuan dit encore quelques mots qu'ils ne comprirent pas, tandis qu'Amat disparaissait. Deux agents indigènes du bureau de recrutement poussèrent Roeki et ses camarades vers la porte. Karimoen et Sidin suivirent l'un deux, tandis que l'autre s'occupa de Roeki.

Celui-ci resta un moment immobile, hésitant.

— Qu'attends-tu donc? grogna l'agent.

— Je veux retourner chez moi, répondit doucement Roeki.

L'agent rit ironiquement et le poussa devant lui.

1. Le chef principal.

2. Cette affreuse méthode de recrutement a aujourd'hui disparu. Comme on le verra par la suite, ce roman se situe au début du siècle. Depuis lors, la situation des indigènes a été grandement améliorée ; on ne les traite plus avec la cruauté qui apparaît dans ce dramatique récit.

— Naturellement, tu signes le contrat, tu empoches l'argent, puis tu veux retourner chez toi?

Roeki n'était pas habitué à tant de brutalité. Les hommes, en général, étaient bons dans son kampong. L'agent le poussa sous une sorte de hangar où hommes et femmes étaient parqués. Il regarda autour de lui, mais comme nul ne semblait s'inquiéter de sa personne, il s'assit comme les autres et resta dans une attitude figée.

— T'a-t-on aussi attrapé pour te conduire à Deli? lui demanda un homme âgé.

Roeki le contempla.

— Ils ne m'ont pas pris, dit-il.

— Non, naturellement, tu es venu ici de ton plein gré.

— Un étranger est venu dans notre kampong, et c'est lui qui m'a conduit ici.

— Et maintenant tu vas à Sumatra, tu as signé ton contrat?

— Oui, Pâ.

Roeki baissait la tête.

— L'or y est facile à gagner, Pâ.

L'autre cracha de mépris.

— Les chiens! — s'écria-t-il, — tu crois sans doute y trouver beaucoup de jeunes femmes et t'enrichir rapidement pour retourner dans ton kampong?

Roeki acquiesça.

— Détrompe-toi, mon fils. Tu devras y travailler jusqu'à ce que ton corps soit déformé, jusqu'à ce que tes muscles deviennent douloureux. Tu devras défricher et planter le caoutchouc et le tabac pour que les blancs s'enrichissent. Tu seras battu et maltraité, tu resteras pauvre. Amaigri et sans argent, tu auras honte de retourner dans ton kampong et tu ne le reverras jamais! Moi je vais à Sumatra, pour tâcher de soulager la misère des coolies, pour leur dire de ne pas se laisser battre, c'est pourquoi je me suis engagé comme coolie!

— Je ne veux pas travailler, dit Roeki, je veux retourner à la maison, je dois couper du gazon pour notre buffle!

Il se leva soudain et s'élança vers la sortie où un agent de recrutement lui barra la route, et le repoussa à l'intérieur du hangar.

— Je veux retourner chez moi, répéta Roeki.

Et sa voix se fit impérieuse.

— Pas de cris ici, menaça l'autre.

— Mais je veux partir, je veux repartir chez moi!

Et Roeki poussa l'agent pour se frayer un passage.

Pour toute réponse l'agent le gifla, puis, sur un ton brutal, ajouta :

— Ajo, retourne à ta place et ne bouge plus.

La gifle avait fait tomber le serre-tête de Roeki.

— Tu ne dois pas me frapper, dit-il, en colère. Je ne veux pas être frappé, personne ne m'a encore frappé!

— Tiens, tiens, si c'est ainsi, eh bien! mon ami, il est grand temps que je commence.

Et il se jeta sur Roeki, qu'il frappa brutalement.

Le jeune homme supporta silencieusement les coups. Il commençait à comprendre que l'agent était plus fort que lui et qu'il avait le droit de le frapper. Puis, cachant sa figure, il reconnut en gémissant son infériorité.

— Ampon Pâ!... ampo.

L'autre s'essuyait les mains.

— Retourne à ta place et ne bouge plus!

Honteux et humilié Roeki regagna son banc et il connut pour la première fois la haine.

— Ce n'est là que le commencement, lui murmura son voisin. Obéis plutôt aux ordres, cela vaudra mieux pour toi.

Roeki ne répondit pas, la rage fermentait en lui. Il revit en pensée son kampong. Qu'allait faire nenneh? Allait-elle le chercher? Et où étaient Sidin et Karimoen? Il passa en revue les coolies parqués sous le hangar. Son regard tomba sur une toute jeune femme assise en face de lui. A sa vue, Roeki songea à Soepinah sa promise. La jeune femme pleurait en silence et essuyait ses larmes avec son slendang[1].

— Vas-tu aussi à Deli? lui demanda-t-il?

— Je ne sais pas, murmura la femme-enfant.

— Comment es-tu arrivée ici?

Elle ne répondit pas et se remit à pleurer de plus belle.

— L'étranger t'a-t-il amenée jusqu'ici?

Elle fit : non, de la tête.

1. Vêtement de femmes de Java.

— D'où viens-tu?

— De Buitenzorg, dit-elle dans un sanglot.

— Est-ce le nom de ton kampong?

— C'est une belle ville, j'étais baboe[1], chez une Hollandaise.

— Mais comment arrives-tu ici?

— Mon frère m'a vendue, dit-elle en recommençant à pleurer.

Puis après une pause, elle expliqua :

— Notre buffle est mort et mon frère est pauvre. Il n'a même pas un champ. Il est charretier, mais il ne peut travailler sans buffle. Et quand notre buffle est mort, mon frère n'avait pas d'argent pour en acheter un autre, alors il m'a vendue à un homme qui a promis de m'épouser et de me donner de l'or. Mais il ne m'a pas épousée et ne m'a pas donné d'or. Il m'a emmenée ici et maintenant je ne sais plus où il est. Je veux retourner à la maison, parce que ma njonja ne sait pas où je suis, et je n'ai pas encore mangé.

Elle se remit à pleurer et Roeki la regardait. Elle était toute jeune, très jolie, avec une peau brune et lisse. Ses mains étaient petites et elle s'était rougi les ongles au henné. Son lourd chignon était orné d'une fleur qui embaumait.

— Le tuan ne t'a-t-il pas donné d'argent?

— Oui, dit-elle, mais l'homme l'a pris.

Roeki se rappela alors qu'il avait encore quelques friandises et il les offrit à sa compagne. Elle prit un morceau de kweedodol et se mit à le manger, puis toute souriante elle demanda à Roeki :

— Viens-tu aussi de Buitenzorg?

— Non, dit-il, je viens d'un kampong près de la grande montagne, très loin d'ici.

— Il y a aussi des montagnes près de Buitenzorg, dit-elle avec fierté. Le goenoeng Salate et le goenoeng Gedeh.

— Et nous avons encore un buffle, ajouta Roeki.

La petite femme le regarda et lui demanda son nom.

— Roeki, lui dit-il.

Elle répéta le nom puis ils se turent. Enfin elle lui dit qu'elle s'appelait Karminah.

1. Servante.

— J'ai de l'argent, lui dit Roeki en lui montrant sa pièce.

— L'homme m'a pris le mien, répéta-t-elle encore une fois.

Et ils restèrent serrés l'un contre l'autre, toute la soirée et la nuit qui suivit. Et le lendemain, lorsque les agents poussèrent les coolies vers le train qui devait les transporter au port, Roeki prit le pauvre bagage de Karminah.

Ils appartenaient désormais l'un à l'autre, et Roeki comprit qu'il devait veiller sur elle et la protéger. Quand le train s'arrêta, ils se remirent à marcher en longue file vers le port.

Roeki et sa compagne avançaient côte à côte. Ils s'étaient raconté leur histoire et maintenant ils se taisaient. Rôeki n'aurait jamais pu exprimer l'étonnement qu'il ressentait à la vue de ce monde nouveau, lui qui n'avait jamais quitté le paisible kampong de la montagne. Et dans son trouble profond il invoqua Allah : Lah-illah-il-Allah !

Le bruit des grues déchargeant les marchandises, les sirènes des bateaux, le va-et-vient du port l'affolaient. Il marchait toujours, ne comprenant rien à ce qui l'entourait.

Karminah avait pudiquement rabattu son slendang sur sa jeune poitrine. Elle tremblait au passage bruyant de chaque camion chargé et serrait la main de Roeki qui, lui aussi, était tout désemparé. Tel un troupeau de bestiaux, ils traversèrent la passerelle, accompagnés de coups et de jurons. Un long et triste cortège de coolies fut chargé sur le bateau ! Les hommes marchaient courbés et silencieux, ployant l'échine, mais leur peur était mêlée de colère. Personne n'y prenait garde; n'étaient-ils pas les plus faibles, ces coolies, liés par leur contrat, vendus corps et âmes ? Les femmes poussaient des cris hystériques. Elles s'accrochaient à la corde servant de rampe, ou se tenaient par le bras. Un mot des agents les faisait avancer. L'entrepont était bondé de coolies, quand la sirène du bord donna le signal du départ.

Le bateau entier trembla et le quai s'éloigna petit à petit.

— Mais nous quittons la terre ! — s'écria Karminah effrayée.

Roeki ouvrit la bouche toute grande. Lui non plus n'avait pas compris pourquoi ils allaient sur un bateau. Il resta accoudé au bastingage, contemplant l'eau sale qui séparait le bateau du quai, et fut soudain pris d'un grand vertige.

Était-ce parce que le sol tremblait sous lui ou parce que son âme était profondément troublée?

Les yeux fixes, grands ouverts, Karminah serrait une des pointes de son slendang entre ses dents. Tous ces êtres entassés regardaient silencieusement la terre qui s'éloignait de plus en plus et la mer qui entourait le bateau. Et soudain, de cette foule morne, s'éleva un cri déchirant :

— Mon enfant, mon enfant, je n'ai pas mon enfant et nous partons!

Une femme s'arrachait les cheveux, déchirait sa camisole, hurlait. La foule faisait cercle autour d'elle. Bientôt un matelot madœrais[1] se fraya un passage jusqu'à la forcenée. Il était fort et vigoureux, mais beaucoup plus petit que les Javanais.

— Quel est ce tapage? demanda-t-il d'une voix tonnante.

Les coolies se reculèrent peureusement.

— Qu'est-ce qu'il y a? — cria-t-il de nouveau en se penchant sur la femme.

Et il la tira par les épaules, mais la femme hurlait de plus belle.

Le capitaine jurait sur le pont.

— Un peu d'ordre, N... de D...

— Ta gueule, — criait le matelot à la femme.

Mais la femme criait toujours.

Un Javanais s'en mêla. Il expliqua respectueusement au matelot :

— Abang[2], elle a oublié son enfant, et maintenant elle est possédée du diable!

— C'est très bien, ricana le matelot en retroussant ses manches et en se baissant de nouveau vers la femme.

— Silence, cria-t-il, tais-toi ou je cogne.

La femme piétinait. Le matelot la prit par son chignon, releva la tête, qu'il frappa brutalement de son poing. Elle hurlait de plus belle. Une certaine agitation parcourut le groupe des hommes.

— Ne la frappe pas, Abang! reprit le Javanais, laisse-la pleurer, elle a oublié son enfant et maintenant elle est possédée du diable.

1. Les Madœrais sont les habitants de l'Est de Java.
2. Épithète respectueuse qu'on donne aux personnes âgées.

— Occupe-toi de tes affaires, répondit le matelot en repoussant le Javanais. Et toi, vas-tu fermer ta gueule, oui ou non?

Il piétinait la femme, la secouait brutalement. Elle cessa de crier, mais sanglota.

— Tais-toi, commanda le matelot et va t'asseoir. Ferme ton corsage, tu es trop vieille pour montrer ton sein!

La femme obéit en tremblant. Quelques hommes ricanaient maintenant autour d'elle, et les femmes se cachaient la tête dans leur slendang pour mieux rire.

— Arrange tes cheveux.

Elle refit son kondeh[1].

Le matelot se redressa et bomba le torse. Il était enivré de sa supériorité sur ce bétail de kampong, qui se laissait conduire à Sumatra!

Le matelot regarda la femme. Elle s'était assise les mains pliées sur ses genoux et pleurait silencieusement, sans essuyer ses larmes. Personne ne s'occupait plus d'elle. Combien y en avait-il parmi cette foule qui avaient laissé un enfant, une femme, des parents! Tous avaient quitté leur kampong, attirés par les promesses de l'agent de recrutement, mais à présent ils ne savaient plus vers quel destin le bateau les menait.

La femme resta ainsi prostrée trois jours et trois nuits sans manger, ni boire, ni dormir, jusqu'à l'arrivée à Deli.

Quant au matelot, après la scène pénible dont il avait été l'un des acteurs, il s'apprêtait à reprendre son poste lorsque ses yeux rencontrèrent la fine silhouette de Karminah. Elle était la seule femme jeune et jolie parmi toute cette foule d'indigènes. Il s'arrêta devant elle, l'examina cyniquement, détailla ses yeux fendus en amandes, surmontés de sourcils bien dessinés, son nez aplati et sa petite bouche, sa poitrine qui se devinait, ses hanches étroites et ses petits pieds. Il la prit par le bras.

— Viens avec moi!

Roeki se dressa soudain devant lui.

— Elle est ma femme, elle doit rester ici.

Le matelot jeta un regard méprisant sur le jeune homme.

1. Chignon.

— Que veux-tu, chien de coolie? Tu n'as rien à dire ici. La femme me suivra.

— Mais elle est ma femme, hurlait Roeki, tandis qu'une rage aveugle s'emparait de lui.

Le matelot se mit à rire puis gifla Roeki et emmena Karminah. Roeki la vit disparaître dans la foule. Ses grands yeux peureux semblaient implorer un secours.

Il l'attendit, mais elle ne revint pas, et fatalement il finit par se dire que l'autre était le plus fort. Lui n'était plus à présent qu'un pauvre coolie. Tel était le destin que lui avait réservé Allah !... et, la tête vide, il attendit la fin du long voyage.

Trois jours s'écoulèrent encore, — le quatrième au matin, Roeki sentit un doux attouchement. Karminah était assise à ses côtés, pâle et maigrie. Elle se poussa doucement contre lui, et ils restèrent ainsi toute la journée sans parler. Elle tira quelques cigarettes d'un mouchoir noué autour de sa taille et les donna au jeune homme. Il les accepta et en alluma une. Il savait naturellement qu'elle les avait reçues du matelot, mais n'ignorait plus ce que signifiait le droit du plus fort.

— T'a-t-il aussi frappée ? finit-il par lui demander.

— Il me battait naturellement, lorsque je ne faisais pas ce qu'il voulait. Je ne suis après tout qu'une coolie.

Roeki secoua la tête, puis montrant la côte à l'horizon, dit :

— Voilà la terre.

Elle regardait l'eau scintillante.

— Peut-être descendrons-nous du bateau, — dit Roeki.

Elle répondit :

— Lah-illah-il Allah !

Puis, après une pause :

— J'ai été malade, j'ai été ivre de la mer. N'as-tu pas été malade?

— Non, pas moi.

Et il trouvait cela tout naturel, car il était un homme.

Quand le bateau accosta le quai, on déchargea sa cargaison humaine. Tous ces êtres se tenaient en tas, comme un troupeau de bêtes apeurées. Ils ne voyaient rien de ce qui les entourait, et se blottissaient les uns contre les autres.

Le bateau était entouré de jonques chinoises, aux voiles

étranges, semblables à de grandes ailes de chauve-souris, se détachant sur le ciel sans nuages.

La terre basse et argileuse émergeait de la mer. C'était une tache brune, d'où s'élevaient des palmiers.

Un bref commandement tira les coolies de leur torpeur. On les dirigea sur une gare de quarantaine, où les hommes furent séparés des femmes et Roeki crut que jamais plus il ne reverrait Karminah. Mais, quelques jours plus tard, il la retrouva dans un train où on les avait entassés.

— Karminah!

Il était tellement content de la revoir qu'un sourire illumina son visage ordinairement impassible. Il lui prit la main mais la laissa retomber tout aussitôt. Karminah riait et ils restèrent ainsi côte à côte pendant tout le voyage. Ils achetaient des provisions aux différentes haltes, et c'était Roeki qui payait, car Karminah n'avait pas d'argent. Tant qu'ils mangèrent ils ne s'intéressèrent pas au paysage et ne remarquèrent pas qu'ils longeaient une plantation de tabac et que le pays était tout différent du leur.

Ce ne fut que lorsque le train s'enfonça dans la forêt vierge que Roeki regarda.

Cette forêt s'étendait sur un marécage grouillant de vies multiples. Les plantes grimpantes enlaçaient des arbres géants, atteignant leurs cimes pour retomber dans le vide, pareils à un enchevêtrement de monstrueux serpents, qui donnaient un aspect fantastique à cette forêt. Quelquefois un rapace immobile se tenait à l'extrémité d'une branche, puis prenait son vol vers l'azur. Des vapeurs chaudes s'élevaient du marécage.

Tous contemplaient ce paysage infernal.

Roeki et Karminah étaient toujours silencieux. Le jeune homme pensait à ses herbages ensoleillés sous un ciel bleu. Puis, secouant sa rêverie, il se remettait à contempler le paysage. Où étaient les belles promesses de l'étranger? Depuis qu'il avait quitté son kampong les coups et la solitude avaient été son lot et il pensait au riz qui mûrissait, à la rivière qui coulait dans son lit de lave; il entendait la prière du soir. Et il souffrait d'une grande nostalgie, mais comment pouvait-il y remédier? Il était le plus faible, et ne savait comment se protéger contre la puissance qui le commandait. Il s'était vendu!

Peut-être était-ce la volonté d'Allah ? Personne ne pourrait jamais le savoir.

Le train roulait depuis deux heures.

Le soir tombait, les hommes n'étaient plus que des ombres indécises. Roeki voyait Karminah qui lui rappelait Soepinah.

— Je ne me suis pas encore baigné, — lui dit-il.

— Moi non plus, — répondit-elle doucement.

Et le soir tomba.

— Il fait sombre, — dit-elle en se penchant à la fenêtre.

Le convoi roulait toujours vers un but inconnu.

*
* *

Ils arrivèrent enfin au terme du voyage.

On les fit descendre devant une gare, composée d'un hangar construit en pleine forêt vierge. La voie ferrée n'allait pas plus loin.

La civilisation avait traîtreusement rampé jusque-là, mais subitement la forêt se dressait sombre et inviolée et le dernier témoignage du travail humain au sein de cette formidable création de la nature semblait un blasphème.

Un Bengali fit descendre les coolies, les compta et veilla à ce que chacun emportât son bagage. Ils passèrent la nuit sous le hangar, étendus sur de petites nattes ou à moitié couchés sur des bancs de bois, tombant pêle-mêle les uns sur les autres. Des milliers de moustiques sortaient des marécages, et dans le silence de la nuit on n'entendait plus que les bruits de la forêt. Le lendemain ils se réveillèrent raides, brisés. Ils achetèrent de quoi manger à l'échoppe de la gare, avec l'argent qu'on leur avait versé comme acompte, et ceux qui n'en avaient plus en empruntaient, car une grande camaraderie régnait à présent parmi eux.

Ils se considéraient comme Soedarah Kappal, parents de bateau. Ils ignoraient tout les uns des autres. Il y avait parmi eux des habitants de la région montagneuse de Java, d'autres venaient du centre ou de l'ouest de l'île. Ils parlaient des dialectes différents et beaucoup d'entre eux ignoraient le malais qui est l'esperanto de l'Insulinde.

Un seul lien les unissait : le bateau qui les avait transportés.

Ils avaient un avenir commun : le contrat. Ils s'étaient vendus corps et âme pour trois ans à une Société qui exploitait leurs muscles; ils avaient aliéné leur liberté, leur volonté et leurs droits. Ils formaient un nouveau peuple de « sans patrie », sans famille ni tradition, une masse de « contractants ».

Le Bengali les rangea deux par deux et la longue procession recommença sa marche sans fin !

Ils prirent un étroit sentier dans la forêt. La boue grasse et molle restait collée entre leurs orteils écartés. Des singes les regardaient curieusement et des oiseaux fantastiques volaient au-dessus de leurs têtes. La forêt vierge aux arbres géants murmurait sa chanson. Une ombre fraîche et humide les enveloppait. Ils marchaient silencieusement.

La jeune fille dit à son compagnon :

— J'ai soif.

Et Roeki lui tendit un fruit qu'il retira de sa poche.

Un peu plus loin, elle dit :

— Je veux retourner à la maison.

Mais Roeki cette fois ne lui répondit plus.

Vers midi, ils atteignirent une rivière. Un bac en assurait le passage. Mais les pluies nombreuses avaient gonflé les eaux qui bouillonnaient entre les rives escarpées et charriaient des poutres et des troncs d'arbres.

C'est là qu'ils passèrent la nuit.

Ils firent leurs ablutions, puis quelques-uns, le visage tourné vers la Ville sainte, psalmodièrent la prière du soir. Enfin les uns s'enroulèrent dans de petites nattes et les plus pauvres se couchèrent à même le sol.

Tous s'endormirent lourdement et le silence se fit bientôt sur cet étrange campement.

Le lendemain vers midi, le bac les transporta de l'autre côté de la rivière calmée.

*
* *

La longue rangée de coolies attendait devant le bureau de l'Administrateur. On y percevait la voix d'un blanc qui grondait un krani-indigène[1].

1. Employé.

Il semblait aux coolies que le danger inconnu qui les guettait fût enfermé dans le bureau du fonctionnaire, dont les fenêtres ouvertes laissaient échapper les échos de voix et de disputes.

Un petit bois s'étendait derrière la maison. Un chien sommeillait sur le seuil et le garçon de bureau adossé à un pilier regardait distraitement devant lui.

Bientôt, le « danger inconnu » prit une forme plus précise aux yeux de tous ces malheureux. Un Européen apparut à la fenêtre du bureau. Son grand corps vêtu de blanc et sa face rubiconde en remplissaient toute l'embrasure.

Il appela :

— Mandor besar![1]

Les coolies eurent un mouvement de recul devant ce blanc, vivant symbole de la puissance.

— Saja,[2] tuan besar, répondit bientôt le mandor principal, qui surgit de derrière la petite bâtisse.

— Vérifie avec le krani le bagage de tout ce nouveau monde.

— Saja, tuan besar.

Le mandor s'éclipsa mais fut remplacé par le krani malais, petit et gracieux qui commença par demander aux nouvelles recrues leur nom et leurs lieux d'origine. Ce questionnaire se poursuivait d'une voix monotone, tantôt en Javanais, tantôt en Soendanais.[3] Quelquefois la réponse se faisait attendre. Le krani élevait alors la voix, et l'homme répondait plus doucement encore. Quelques-uns adoptaient subitement un nouveau nom et ce renoncement à leur vie passée et si proche encore, avait quelque chose de poignant.

— Montrez vos bagages.

Ils obéirent, étonnés.

Les hommes se soumirent sans hésiter, tandis que les femmes, gênées, hésitaient à étaler toute leur intimité.

Riant pour cacher sa gêne, Karminah étala le petit bagage qui constituait tout son avoir : un peigne cassé, un débris de miroir, une fleur séchée qu'elle avait portée dans ses cheveux,

1. Surveillant principal.

2. Oui.

3. On appelle Javanais les habitants du centre de Java, Soendanais ceux des districts Ouest.

une camisole soigneusement pliée, un corsage de cotonnade à fleurs et un sarong enroulé.

— Qu'y a-t-il dans ce paquet? lui demanda brutalement le mandor.

— Rien, répondit Karminah.

— Ouvre-le, commanda-t-il.

Et, gênée, elle déroula aux yeux de tous un vieux sarong maçulé de sang.

— C'est bien, tu peux refaire ton paquet.

— Saja, Pâ.

Sa voix était douce. Les femmes étaient autour d'elle, mais les hommes, blessés par cette atteinte à la pudeur d'une femme, restaient silencieux.

— Qui possède un poignard, un kriss?

Et le mandor procéda ensuite à une visite corporelle. On enleva aux hommes les armes qu'ils tâchaient de dissimuler. Enfin on les laissa en paix et il leur sembla de nouveau que tout leur destin et leur avenir se discutaient dans la petite maison. Le bureau de l'Administrateur était à leurs yeux le Siège de la « toute puissance » personnifiée par le tuan besar. Ils ne songeaient même pas que, réunis, ils auraient pu maîtriser cette force.

M. H. SZÉKELY-LULOFS

Adapté du Hollandais par NELLY ED. WEINSTEIN

(A suivre.)

L'ÉGÉRIE DE NAPOLÉON III

MADAME CORNU[1]

V. — L'AFFAIRE DE L' « ANTI-LOUVRE »

Lorsqu'on sut l'influence que madame Cornu exerçait personnellement sur l'Empereur, sa modeste maison de la rue Rousselet regorgea de solliciteurs : émigrés polonais et italiens, artistes, savants, écrivains, diplomates, hommes politiques. Pas de brillantes réceptions comme chez la princesse Mathilde ; madame Cornu est laide et pauvre et ne peut rivaliser avec la cousine de l'Empereur ; mais Hortense fait les découvertes et met sur la voie des honneurs les « génies » dont Mathilde, lorsqu'ils seront consacrés par la notoriété, fera la parure de son salon.

La place me manque pour indiquer ici tous les aspects de l'influence de la bonne dame. J'indique seulement qu'elle fut l'amie de George Sand, d'Alexandre Dumas père, de Maxime du Camp, de Flaubert, de Bouilhet, de Théophile Gautier, qu'elle favorisa l'éclosion du mouvement parnassien et du réalisme dans le roman, qu'elle fut la protectrice de presque tous les grands archéologues et philologues du temps, que Renan lui doit d'avoir obtenu sa mission de Phénicie et sa première nomination au Collège de France, que Duruy lui doit probablement son portefeuille

1. Voir *Revue de Paris* du 1er Juin 1937.

de ministre de l'Instruction publique et une efficace protection au moment de ses grandes réformes libérales.

D'une carrière étonnamment variée, je ne puis retenir que trois épisodes :

Le premier, c'est l'affaire du Musée Campana. Il faut, pour la comprendre, nous transporter d'abord dans la Rome pontificale de 1857.

Le marquis Campana était un seigneur romain d'importance. Il possédait et exploitait une fabrique de « *marmorichee* », qui fournissait des marbres de différentes couleurs en plaquettes, ou des imitations de ces marbres destinées à la décoration des murs ou des meubles. Cette industrie ne lui suffisait pas. Il réussit à se faire nommer, en 1835, directeur du Mont-de-Piété pontifical [1].

Campana était un collectionneur enragé. En outre, il avait la prétention d'être un bon archéologue, et il aimait à jouer le mécène. Il recevait beaucoup, entretenait de magnifiques équipages et sa générosité faisait des heureux dans le monde des artistes, des savants et aussi des humbles ouvriers : à ces derniers il donnait du travail et leurs enfants profitaient d'une maison de refuge fondée par la marquise. Mais surtout Campana achetait et revendait des œuvres d'art... ou des imitations d'œuvres anciennes que ses ateliers exécutaient avec maîtrise. Il ne vendait pas tout : les meilleures pièces garnissaient les galeries de sa collection personnelle. Ses fouilleurs lui procuraient des sarcophages étrusques, des statues romaines, des mosaïques latines ou byzantines ; les nobles romains ruinés lui apportaient, à travers les guichets du Mont-de-Piété, leurs majoliques et leurs tableaux de la Renaissance. Le marquis aimait à montrer sa collection, la plus belle du monde, installée dans une somptueuse villa de San Giovanni in Laterano.

Cependant les prodigalités du directeur du Mont-de-Piété ne laissaient pas d'inquiéter ses créanciers. Un beau jour, il prit le parti de déposer dans son établissement ses objets d'or et ses gemmes, et il se fit prêter des sommes très importantes sur la foi d'estimations hasardeuses. Les experts

1. S. Reinach : *Esquisse d'une histoire du Musée Campana*, P. 1905, extr. de la « Revue Archéologique » 1905.

n'avaient rien à lui refuser, et Campana prit goût au procédé. Il finit par engager toute sa collection. Que fit-il des sommes empruntées? Au lieu d'assainir ses finances, il assouvit sa passion de collectionneur. Il arriva que tout l'actif du Mont-de-Piété se trouva consolidé en bronze, en bijoux, en statues et en tableaux. Mais les gages ne quittaient pas pour cela les galeries du directeur.

Sentant un jour le danger qui le menaçait, Campana chercha à se défaire à l'étranger d'une partie des bijoux qui cependant ne lui appartenaient plus, puisqu'il les avait mis en gage. Mais la Providence voulut que l'émissaire du marquis n'arrivât pas à les vendre en temps utile, et les bijoux furent retrouvés plus tard à Paris... chez le nonce !

Le Gouvernement pontifical n'ignorait pas la nature des opérations du marquis, dont l'entreprise, qui était en même temps une espèce de caisse des dépôts et consignations, était officiellement soumise à la surveillance de l'État. Il est certain que, pendant plus d'une année, les ministres du Saint-Père ont fermé les yeux sur une situation dont ils ne méconnaissaient pas la gravité. Ils craignaient d'ébranler le crédit ; et ils pensaient qu'en donnant au directeur le temps d'acquérir une certaine aisance dans sa trésorerie, ils parviendraient à éviter un scandale. Et puis, une police maladroite trouve parfois, au cours de ses perquisitions, des papiers qu'il n'est point bon de livrer à la malignité publique ! Un exemple : d'après les règlements constitutifs du Mont-de-Piété romain, le ministre des Finances pouvait autoriser pour le service journalier les prélèvements qui n'excédaient pas 1 000 piastres, mais au delà de cette somme, il fallait que l'autorisation émanât du Saint-Père lui-même. Or, parmi les papiers de la comptabilité, on a trouvé plus tard une lettre de l'ancien ministre Galli, prenant sur lui d'autoriser le directeur à prélever 20 000 piastres, soit 107 000 francs, sur la caisse des dépôts.

Les délais ne rendirent pas le directeur plus sage, et, le 14 novembre 1857, le Gouvernement, réuni en conseil, décida une enquête. Une vérification fut faite à l'improviste. Il manquait à la caisse plus de 600 000 piastres, soit 3 200 000 francs. Campana fut arrêté.

Mais le financier-collectionneur avait aussi de hautes relations à l'étranger, et c'est ici que notre histoire se conjugue d'une façon bien inattendue avec celle de Louis-Napoléon, prétendant au trône de France.

Salomon Reinach nous dit que, lorsque le prince Louis-Napoléon s'évada de sa prison, il le fit avec l'aide de mistress Crawford et de sa fille ; or celle-ci, qui s'appelait miss Emily Rowles, « sans doute parce qu'elle était issue d'un premier mariage », aurait épousé le marquis Campana.

Mais je crois que l'éminent archéologue (qui évite de nous dire à quelle source il a puisé ce renseignement) a été induit en erreur.

Les deux femmes qui avaient aidé Louis-Napoléon à sortir de prison étaient : mistress Crawford (la forme Cramford ou Cromford, qu'on trouve dans certains textes, me semble une erreur d'écriture) et sa fille prénommée Laure (et non Emily). Auraient-elles déguisé leurs noms ? C'est peu probable, car le Ministère de l'Intérieur, comme nous l'avons déjà dit, n'accordait pas de « permissions » aux personnes désireuses d'entrer dans la forteresse de Ham sans une minutieuse enquête. L'identité des deux dames, qui étaient descendues à l'hôtel Bristol, place Vendôme, avait dû être vérifiée par la police. Nous savons d'autre part que mistress Crawford était la femme d'un colonel anglais, et qu'un colonel de ce nom a publié à Londres, en 1843, une brochure : *Ireland's Ingratitude to the Parliament of England.*

W. Fraser nous donne des renseignements sur les Rowles, que Louis-Napoléon n'a connus qu'après 1846. Pendant son second séjour en Angleterre, il fréquentait souvent cette famille, qui possédait alors le château de Camden Place, où l'Empereur déchu devait terminer sa vie. Le Prince se serait sérieusement épris de miss Emily et aurait formé le projet de l'épouser. Les comptes des Tuileries nous laissent supposer que les Rowles lui prêtèrent beaucoup d'argent lorsqu'il était candidat à la présidence de la République.

La mère d'Emily était italienne. Sans doute avait-elle conservé des relations avec son pays d'origine, car miss Rowles épousa un beau jour le marquis Campana.

Si telle est la vérité, il est évident que Napoléon III ne pouvait abandonner à son triste sort la gracieuse et obligeante Emily.

Le Gouvernement français essaya d'apaiser les foudres pontificales. Campana n'en fut pas moins condamné, en 1858, à vingt ans de galères ; mais la sentence fut commuée en celle du bannissement perpétuel. Depuis lors, il traîna sa misère à Plainpalais, à Genève ou à Florence, tandis que la marquise vivait à Paris d'une pension sur la cassette impériale.

Les collections Campana furent séquestrées. Le Gouvernement pontifical n'était pas assez riche pour en faire l'acquisition. Il va sans dire que les administrateurs des grands musées d'Occident jetèrent les yeux sur ces richesses. Le musée britannique envoya deux fonctionnaires à Rome pour négocier, mais leurs offres furent jugées insuffisantes. Le peintre Schnertz, directeur de l'Académie de France à Rome, signalait, dès 1853, l'importance de la collection et conseillait, lui aussi, de faire des offres au Saint-Père.

A Paris, l'Administration des Beaux-Arts ne daigna même pas prendre des informations sur la question du musée Campana. Jamais cette Administration ne fut plus inerte que sous Napoléon III. Cependant, en 1860, les Anglais faisaient des offres nouvelles et réussissaient à acheter quelques pièces. Enfin, le Pape offrit l'ensemble de la collection à la Russie, et Alexandre II, au début de 1861, fit acheter sept cent soixante-sept pièces pour le musée de l'Ermitage. Il est heureux pour nous que ses envoyés n'aient choisi ni les plus authentiques, ni les meilleures.

Dans le monde des arts en France, on entendait vaguement parler des trésors séquestrés dans la ville des papes. En février 1861, Léon Heuzey, chargé d'une mission archéologique en Macédoine, passa quelques jours à Rome. Madame Cornu lui avait parlé, avant son départ, de la collection Campana et l'avait prié de lui faire savoir ce qu'il en advenait. Heuzey apprit que la Russie venait d'en acquérir une partie. Il télégraphia aussitôt (le 3 mars) à madame Cornu pour lui signaler le fait. Les jours suivants, il compléta son information et expédia à sa correspondante

deux lettres détaillées qui furent mises sous les yeux de Napoléon III.

Madame Cornu persuada à l'Empereur qu'il ne fallait pas manquer l'occasion d'acquérir l'ensemble d'une collection encore mal cataloguée, mais dont la richesse était certainement merveilleuse. Pour conclure un marché avantageux, l'affaire devait se traiter dans le plus grand secret. C'est pourquoi elle suggérait de mettre à l'écart l'Administration des Beaux-Arts et de charger de la mission un homme de confiance qui partirait immédiatement à Rome et qui parlerait au nom de l'Empereur lui-même. Elle désigna Léon Renier. L'Empereur connaissait déjà et estimait ce professeur d'épigraphie latine qu'il avait chargé l'année précédente d'une mission en Italie. La compétence de Renier en matière d'art était douteuse. Lui-même demanda qu'on lui adjoignît un artiste et lança le nom de Sébastien Cornu. Le choix n'était pas si mauvais que le dit M. Salomon Reinach, car ces deux hommes étaient intègres, et leur connaissance du milieu romain devait leur être utile. L'Empereur leur donna tout pouvoir, le prix maximum d'achat étant fixé à 4 800 000 francs. Ils traitèrent pour 812 000 écus romains, soit 4 364 000 francs. Quelque temps après ils proposèrent, par l'intermédiaire de madame Cornu, d'utiliser l'argent qui leur restait en achetant d'autres objets d'art dont certains nobles romains désiraient se défaire. Napoléon III le leur permit, et ils passèrent encore plusieurs mois à conclure de nouveaux marchés. Madame Cornu leur fit adjoindre un spécialiste, M. Clément, pour inventorier, classer, emballer et expédier les huit cent soixante grandes caisses qui contenaient les acquisitions. A la même époque — car l'Empereur s'intéressait plus aux palais des Césars qu'aux richesses artistiques du musée Campana — Renier, muni des pouvoirs nécessaires, achetait le Palatin.

Le déballage se fit à Paris, au palais de l'Industrie, sous la direction de Saglio. Lié avec le directeur du « Magasin Pittoresque », Édouard Charton, dont il devait devenir le gendre, le jeune antiquaire avait été recommandé par lui à madame Cornu.

On chercha ensuite un local pour exposer la collection.

A partir de ce moment commence une lutte épique : madame Cornu n'a pas l'intention de confier « son musée » à la direction du Louvre, et elle n'est pas femme à lâcher si facilement sa proie.

Le surintendant des Beaux-Arts est le comte Nieuwerkerke. Belle prestance, beaux cheveux blonds, barbe imposante et soignée, et des yeux câlins et dominateurs. Un bel homme, et un homme du monde. Il prétend avoir été sculpteur ; mais il est surtout un pétrisseur de cœurs. Le titre unique qui l'a fait désigner pour la direction des Arts est celui d'amant officiel de la princesse Mathilde.

Nieuwerkerke s'est entouré de conservateurs de musées dans son genre. Ils mènent une vie oisive et carnavalesque. Bien rétribués, couverts de décorations, et très entourés dans les salons, particulièrement chez la cousine de l'Empereur, ils jouissent sans vergogne d'une situation où ils sont sûrs que personne ne les inquiètera jamais. Ils n'ont même pas été capables de dresser le catalogue général du musée du Louvre.

Madame Cornu, travailleuse acharnée, organisatrice et entreprenante, méprise ces parasites de l'Art. Elle ne veut pas que la collection Campana vienne se perdre dans leurs froides galeries fréquentées seulement par des troupeaux de touristes, que meut la houlette d'un guide ignorant. Elle rêve d'un musée vivant, utile, qui fera honte aux mandarins du Louvre, et qui sera la source d'une noble émulation. C'est pourquoi madame Cornu a fait en sorte que la direction des musées impériaux ne fût même pas informée de l'envoi de la mission à Rome. Peut-être craignait-elle aussi que Nieuwerkerke ne dévoilât à la princesse Mathilde, amie du tzar, le secret de la négociation, et que la France n'entrât ainsi en concurrence avec la Russie, à qui, semble-t-il, le Vatican n'avait pas communiqué la liste complète des objets séquestrés.

Quoi qu'il en soit le procédé était blessant pour Nieuwerkerke. Si celui-ci finit par obtenir d'aller en Italie, il n'arriva que deux jours après la conclusion du marché, et il revint aussitôt, en laissant à Rome son collaborateur Longpérier. Craignant un « coup de main », Sébastien Cornu avait télégraphié aussitôt à sa femme, et le Ministère s'était empressé

de l'instituer seul « administrateur provisoire » du nouveau musée. Nouvelle gifle à l'adresse de Nieuwerkerke.

A Paris, madame Cornu exploita à fond son succès. Elle fit décider que la collection porterait le nom de « musée Napoléon III » et serait installée au palais de l'Industrie. Afin d'éviter que le Louvre ne s'en emparât, elle ne fut pas embarrassée pour trouver au nouveau musée une raison d'être : ce serait un musée destiné spécialement à inspirer l'art industriel, à fournir des motifs décoratifs aux ingénieurs et aux ouvriers, à servir de source d'inspiration pour les artisans désireux de renouveler les arts appliqués. Le 1er mai, le « musée Napoléon III » était inauguré, et le *Moniteur* annonçait : « L'Administration provisoire du musée délivre, sur demande écrite, des cartes d'étude pour le mardi aux savants, aux artistes, aux chefs d'atelier, ainsi qu'aux ouvriers recommandés par leurs patrons. » Nul doute que Napoléon III, toujours désireux de montrer sa sollicitude à l'égard de la classe ouvrière, n'ait adopté ces idées avec beaucoup d'enthousiasme. Pour faire du musée autre chose que l'exposition d'une galerie particulière, madame Cornu y fit ajouter des moulages de Syrie rapportés par Renan, de Galatie rapportés par Perrot, Guillaume et Delbet, et les dernières découvertes de L. Heuzey et Daumet en Macédoine. En quelques jours les catalogues furent prêts. Sébastien Cornu se chargea du principal : il y décrivait hâtivement, et non sans erreurs, les six cents peintures, les terres cuites et statues de la Renaissance, les majoliques ou faïences italiennes. J. de Witte s'était chargé du catalogue des vases peints et à reliefs (quatre mille cinq cents vases étrusques et grecs). Un catalogue spécial était réservé aux douze cents antiquités, aux œuvres de sculpture gréco-romaines, aux verres, bronzes et peintures, aux inscriptions anciennes, etc. E. Desjardins publia, sous forme d'articles, d'abord dans le *Moniteur*, puis en brochure, une notice sur le nouveau musée.

Il y avait dans ces notices la trace d'une hâte excessive : une majolique italienne, qui portait un Pan cornu et ithyphallique, fut présentée par Desjardins comme « une jolie composition de la chasteté de Joseph, avec la variante de Putiphar apparaissant au fond de l'alcôve ». Le Pan (à cause

des cornes, peut-être) était devenu dans le catalogue un mari trompé assistant à la tentative « désordonnée » de sa femme ! Quant au catalogue de Sébastien Cornu, il contenait des attributions bien discutables, voire même de grosses erreurs. Mais, en dépit de confusions regrettables, ces notices, par leur existence même, étaient un reproche à l'égard des conservateurs du Louvre.

La risposte ne se fit pas attendre. L'indolent Nieuwerkerke se réveilla. Il entama une campagne contre ce nouveau musée qui faisait double emploi avec le Louvre, et qui n'était qu'un « assemblage hétérogène » réuni par un collectionneur sans principes historiques, ni artistiques. Un tel fatras d'œuvres d'une valeur inégale et dont, au demeurant, l'authenticité est parfois discutable, peut-elle servir à l'éducation artistique du public français? Elle ne peut que le dérouter et lui nuire. Le salon de madame Cornu et celui de la princesse Mathilde entrèrent en guerre ouverte.

Le conflit se déroula en trois phases.

Madame Cornu et ses amis se hâtèrent d'équiper leur musée pour l'élever à la hauteur du rôle officiel que ses directeurs voulaient lui faire jouer. Ils affirmèrent que Campana s'était préoccupé de créer des séries historiques vraies et qu'il avait voulu présenter une suite ininterrompue de spécimens servant à l'histoire des procédés artistiques, de l'emploi des pâtes, des vernis, de l'art du dessin et de la couleur. Quelques modifications de détail leur permirent de soutenir que le musée était parfaitement adapté à sa fonction, qui était d'unir l'art et la science. Les Anglais ont le musée Kensington, qui a beaucoup contribué aux progrès de l'art industriel Outre-Manche ; pourquoi la France n'aurait-elle pas un établissement analogue, école en même temps que musée, qui lui permettrait de se mettre au niveau de ses voisins dans le domaine de la décoration? Desjardins, qui a une mentalité de polémiste, soutient à fond cette thèse. Le musée ne gagnerait rien à être rattaché au Louvre, « car la place manque déjà pour étaler les anciennes richesses, comme le temps pour les cataloguer ». Attrape, Nieuwerkerke !

Mais peu importe que le zèle des organisateurs du musée Napoléon III fasse contraste avec la majestueuse immo-

bilité de ces messieurs du Louvre ; la princesse Mathilde est là pour faire comprendre à l'Empereur qu'un chef d'État se doit de ne pas bousculer la hiérarchie officielle. « L'âme de tout ce mouvement, écrit E. Chesneau, n'est peut-être pas même M. Sébastien Cornu... mais, auprès de lui, dit-on, une personne très allante, très remuante, très répandue, entourée des anciennes sympathies d'amis qui ont çà et là quelque publicité (?) surtout à l'étranger. Cette personne, ajoute-t-on, porte la robe, non la robe cléricale, mais dans l'association la robe virile. Dans la campagne qu'elle a menée sans merci contre l'homme de goût qui assume la lourde responsabilité d'un musée comme le Louvre, elle a été merveilleusement servie par la mollesse et la complaisance indifférente des grands journaux pour tout ce qui n'est pas purement la politique. »

L' « homme de goût » a de vigoureux moyens d'action.

En vain madame Cornu, qui sent le sol se dérober sous ses pas, essaye-t-elle de se rattacher à la Ville de Paris ; en vain gagne-t-elle à la cause de son « Anti-Louvre » les sociétés d'industriels. Napoléon III finit par céder aux instances des Nieuwerkerkistes.

Il est bien entendu que l'Empereur ne change jamais d'avis : qu'il a toujours projeté la dispersion des galeries Campana, et que l'exposition du palais de l'Industrie n'était que provisoire. Un décret du 12 juillet réunit le musée Napoléon III aux collections de la Couronne. Cornu, quelques jours avant, avait démissionné.

Madame Cornu n'est pas femme à endurer en silence une si pénible défaite. Il est impossible de faire réformer le décret de dissolution, mais elle ne manquera pas une occasion de lancer quelques flèches empoisonnées à l'armée des incapables blottis sous le manteau de la cousine de l'Empereur. En attendant, elle envoie à Napoléon III une missive pleine d'aigreur. « Je remercie Votre Majesté de la lettre qu'elle a bien voulu m'écrire. L'opposition qui a été faite à la translation des collections du musée Campana au Louvre était surtout basée sur la certitude, qui est celle de tout le monde sérieux et compétent, que l'accumulation des richesses au Louvre ne sert qu'à la curio-

sité du public, et que les études, sauf quelques études de peinture, n'en profitent pas.

» Or le musée Napoléon, dans la pensée des acheteurs, devait justement servir à régénérer le goût par des moyens d'étude et un enseignement entendus. L'Administration du Louvre, telle qu'elle est constituée, qui n'a rien su faire pour empêcher la décadence du goût depuis une douzaine d'années, décadence que Votre Majesté elle-même reconnaît, cette Administration ne peut y porter remède.

» ... Non, sire, ce qu'il fallait à l'intrigue, à la jalousie et à la routine, c'était faire fermer le plus vite possible une exposition qui a un grand succès, qui est utile et différemment dirigée. Ce qu'il fallait faire, c'était dégoûter ceux qui seraient tentés de servir activement et utilement Votre Majesté et le pays. Le ministre s'est laissé tromper, et voilà tout... » [1].

L'Empereur est bien ennuyé. Il n'a pas prévu que sa décision froisserait à tel point sa filleule. Sincèrement il offre à Sébastien Cornu un poste à son choix. Mais madame Cornu refuse tout : « Pour le moment il a besoin de repos ; il vient de faire un triste apprentissage des douceurs administratives ; sa santé chancelante en est vraiment affectée. »

Très ému, Napoléon III écrit en marge de la lettre, à l'adresse probablement de son ministre des Beaux-Arts : « Je vous communique confidentiellement cette lettre. Tâchez de calmer la blessure. »

Madame Cornu ne calmera sa blessure que par une nouvelle campagne.

Le décret a institué une Commission chargée d'opérer la répartition des objets entre le musée du Louvre et les musées de province, à qui seront envoyés les doubles et les objets de médiocre valeur. Cornu, Renier et Clément refusent de faire partie de cette « *Commission du démembrement* ». Et la polémique continue dans la presse. Vitet expose dans la *Revue des Deux Mondes* l'ensemble de la question et conclut en faveur du Louvre. Desjardins riposte par une brochure

1. Henri de Rothschild : *Un document inédit sur l'histoire du musée Campana*, « Revue Archéologique », 1913, II, p. 115-118 ; ce document historique est la lettre de madame Cornu à Napoléon III, datée du 6 juillet 1862.

vengeresse où il porte la question sur le terrain national, et qu'il intitule « *Du patriotisme dans les Arts* ». Poussant le ton jusqu'à l'insolence, il reproche à Vitet de s'être fait l'écho d'une campagne de dénigrement venue de l'étranger. Les bons Français sont ceux qui croient à l'utilité du musée des Arts appliqués, à sa parfaite homogénéité, à l'authenticité de ses richesses. Il en appelle du Napoléon III, trompé par Nieuwerkerke, au Napoléon III éclairé par sa brochure.

De pareils procédés de discussion étaient plutôt faits pour mettre le ménage Cornu en fâcheuse posture. La filleule de Napoléon III fut plus habile : elle joua sur la corde sentimentale et réussit à persuader à l'Empereur qu'il ne fallait pas laisser à l'Administration des Beaux-Arts seule le soin de faire la répartition des œuvres. Les hommes sont faillibles ! en matière d'art surtout ; et leur vanité froissée peut les entraîner à détruire sottement un trésor dont la découverte est venue troubler leur repos. Il faut multiplier les organes de contrôle et associer les compétences. Napoléon III, trop heureux d'avoir quelque peu calmé son irascible filleule, décida en effet que la répartition des pièces du musée supprimé serait faite par la Commission, sous le contrôle de l'Académie des Beaux-Arts et de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Par surcroît, il nomma Cornu officier de la Légion d'honneur et Clément chevalier.

Madame Cornu a gagné la seconde « manche ».

Le résultat est même tellement encourageant qu'elle n'hésite pas à tenter de retourner complètement la situation. Elle lance une nouvelle vague d'assaut.

Ingres, le maître de son mari, envoie une lettre violente au président de l'Académie des Beaux-Arts pour protester contre la dispersion du musée Campana. Les journaux publient la lettre. L'autorité du vieux peintre est encore grande. On sait qu'il a connu Napoléon Ier. On respecte ses quatre-vingt-deux ans, son titre de sénateur. Un archéologue ambitieux, Charles-Ernest Beulé, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, excite tant qu'il peut ses collègues. Après Vitet, Nieuwerkerke riposte par une lettre très vive que publie *l'Opinion Nationale* du 26 octobre. Il dénonce la cabale Cornu, dont Ingres s'est fait l'instrument incons-

cient. Sur ce, Cornu, Clément et Saglio envoient un huissier à *l'Opinion Nationale* pour obliger ce journal à publier leur réponse, véritable historique de la question Campana. Nieuwerkerke enrage. Il retire de la galerie du Luxembourg tous les tableaux d'Ingres et les place dans le salon le plus sombre, à la grande indignation du peintre qui se plaint à l'Empereur. Il destitue le conservateur du « musée des Souverains », son cousin de Viel-Castel, un familier de Mathilde, dont l'esprit caustique et les méchants commérages ont irrité sans doute le clan de la princesse.

De son côté, madame Cornu n'a pas brûlé ses dernières cartouches. Elle lance Delacroix dans la bataille. Ingres, soutenu par son grand adversaire Delacroix ! Cette femme fait vraiment des prodiges ! En novembre, elle amène encore à ses amis du renfort : le grand architecte Hittorff.

Devant cette formidable offensive, le beau Nieuwerkerke est obligé de plier : la collection Campana conservera le nom de « musée Napoléon III », et gardera au Louvre son intégrité théorique. Le surintendant espère encore, en se débarrassant du plus grand nombre des pièces, la réduire à des proportions ridicules. Sa « *Commission du démembrement* » décide l'envoi en province de la majeure partie des tableaux et des antiques. Il n'a pu toutefois éliminer les partisans des Cornu : Ingres, Delacroix, Hittorff, Flandrin, Coyviet, Gatteaux et Le Bas font partie de la Commission et avertissent leur amie. Nieuwerkerke demande à l'Empereur de venir examiner le travail de la répartition un samedi à 3 heures. Ce jour-là et à cette heure, il est sûr que l'Académie des Beaux-Arts tiendra séance. Napoléon III ne s'apercevra pas de la supercherie et ordonnera l'exécution du projet de dispersion. On escamotera ainsi, en fait, sa décision antérieure. Le Louvre jouit d'avance de la rage des académiciens mis en présence d'un fait accompli. Jamais la docte Assemblée ne sera victime d'un plus parfait escamotage !

Le samedi suivant, l'Empereur se rend au palais de l'Industrie. Un grand cercle se forme autour du surintendant et du souverain. Il y a là les membres de la Commission, les employés du musée, les aides de camp et bon nombre de curieux. « Sire, dit solennellement Nieuwerkerke, Votre

Majesté approuve-t-elle le travail de la Commission? » Mais aussitôt une voix s'élève. C'est celle de Beulé qui, prévenu par madame Cornu, a quitté à 3 heures et demie l'Institut et vient d'arriver tout essoufflé.

Beulé s'avance, élève une protestation contre les procédés de la Commission, et rappelle que l'Empereur a décidé de soumettre l'affaire en dernier ressort à l'Académie des Beaux-Arts. « Mais l'Académie n'a aucune compétence en pareille matière ! », s'écrie Nieuwerkerke, tout rouge de colère. « Monsieur, répond Beulé, l'Académie est le premier de tous les juges en matière d'art : moins que personne vous ne devriez le contester, vous qui avez l'honneur de lui appartenir. » L'Empereur dissimulait mal un certain embarras. « Il est impossible en effet de ne pas consulter l'Académie, dit-il. M. de Nieuwerkerke, vous prendrez son avis. »

La rage au cœur, le surintendant est bien obligé quelques jours plus tard d'écrire une lettre à l'Académie des Beaux-Arts pour solliciter son examen. Et cette docte Compagnie repêche trente-neuf statues antiques et deux cent six tableaux.

Petite revanche ! Et puis le temps apaise les passions, et la IIIe République mettra fin plus tard à l'autonomie du musée Campana et opérera une nouvelle répartition, plus arbitraire que celle de 1862.

Pourtant, il ne faut pas nier les résultats de cette guerre furieuse. Napoléon III n'avait pas fait une mauvaise affaire en achetant pour quelque 4 millions une collection dont les vendeurs espéraient d'abord en tirer 7, et qui, en dépit de la campagne de dénigrement qu'elle a subie, valait sans doute beaucoup plus. D'autre part, la direction des Beaux-Arts, qui dormait depuis longtemps sur un mol oreiller, violemment secouée par la redoutable guerrière qu'était madame Cornu, s'est enfin réveillée. Elle a hâté la rédaction de son catalogue et introduit au musée du Louvre d'appréciables améliorations matérielles.

Enfin je ne crois pas que le musée Campana ait été une simple machine de guerre contre l'Administration du Louvre. Il est possible de démontrer (je le ferai quelque autre jour) qu'il a eu sa part dans la renaissance de la céramique française

et particulièrement de la faïence architecturale à la fin du XIXe siècle.

VI. — LA FONDATION DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES

C'est contre la Sorbonne que la terrible lutteuse va maintenant diriger ses batteries.

L'enseignement supérieur en France, pendant le Second Empire, était dans une détresse qu'on imagine mal aujourd'hui. Duruy ayant ordonné, en 1865, de faire une enquête sur les besoins de nos facultés, les renseignements qui lui arrivèrent lui démontrèrent que la situation était plus grave encore qu'il ne se l'imaginait, car le ministre, ancien inspecteur général de l'enseignement secondaire, connaissait mieux la situation des lycées et collèges que celle de nos universités. Les physiciens n'avaient pas de laboratoires à proprement parler. Ils travaillaient seuls, sans préparateurs, sans garçons de laboratoires, dans des greniers ou dans des caves, avec des moyens de fortune. Il leur était impossible d'organiser des travaux pratiques à l'usage des étudiants. Les naturalistes n'avaient que des collections pauvres, vieillies, dépareillées; ils faisaient des cours sans échantillons et sans planches. Les professeurs de littérature ou d'histoire manquaient de livres. Pas une faculté de province n'avait de bibliothèque. La Sorbonne en avait une; mais dans quel état! En 1867, elle jouissait d'un crédit de 1 000 francs pour l'achat de livres; elle ne recevait que vingt périodiques français et pas un seul des périodiques étrangers. Maîtres et élèves ignoraient généralement les progrès scientifiques accomplis hors de nos frontières.

L'enseignement ne pouvait être que rudimentaire, car le nombre des chaires était extrêmement réduit. La Faculté des Lettres de Paris n'en avait que onze. M. Mézières était « professeur de littérature étrangère »; on se demande ce qu'il pouvait bien enseigner! Il n'existait pas en France de chaire pour l'histoire et la littérature du moyen âge. Dans les facultés de province, un seul professeur enseignait « l'histoire »; il se bornait à faire des cours généraux sur

les grandes lignes de l'évolution des États, suite de phrases à effet, destinées à charmer le grand public épris d'éloquence, car les facultés n'avaient pas d'étudiants. Les futurs professeurs de lycée étaient à peu près tous formés par l'École Normale, et l'enseignement de la Sorbonne ou des facultés de province n'était suivi que par quelques répétiteurs ou surveillants d'internat, désireux de conquérir un grade de licencié pour se faire nommer professeurs de collèges. Maîtres et élèves ne pensaient qu'aux examens. L'étude désintéressée, le travail de première main n'étaient ni enseignés, ni encouragés. Une faculté n'était en somme, suivant l'expression de M. Louis Havet, « qu'un lycée supérieur pour grandes personnes ».

Il est vrai que le Collège de France et le Muséum avaient pour mission de s'occuper des sciences en formation. Mais dans ces établissements aussi les chaires étaient peu nombreuses. Les professeurs perdaient leur temps à faire des cours publics où ils cherchaient à attirer la société élégante ; ils ne formaient pas d'étudiants, et d'ailleurs ce n'était pas leur rôle.

Quelle différence avec les universités allemandes où les chaires étaient nombreuses et spécialisées, où professeurs et étudiants vivaient en relations continuelles, discutant, collaborant dans les « séminaires », où la science du maître et surtout sa direction et ses conseils, faisaient naître des travaux solides, capables de rénover ou de perfectionner les sciences expérimentales ou historiques ! Rompus à la pratique des sciences auxiliaires, les jeunes savants allemands avaient créé la philologie, rénové l'histoire ancienne, fondé sur la recherche et la critique sérieuse des textes l'histoire du moyen âge, multiplié les éditions des textes littéraires anciens et modernes en les accompagnant de critiques et de solides commentaires.

On fut long en France à s'apercevoir de la supériorité de nos voisins. Madame Cornu, qui faisait de fréquents voyages en Allemagne, et qui y fréquentait les érudits, s'indignait de la médiocrité des études dans notre pays et la signalait à Duruy et à l'Empereur. Würtz, envoyé en mission aux universités d'Outre-Rhin, écrivait un rapport où il dévoi-

lait les résultats éclatants obtenus par les méthodes des maîtres allemands et l'abondant matériel dont ils disposaient. Renan, très au courant des travaux philosophiques et philologiques issus des écoles germaniques, lançait un vibrant signal d'alarme dans ses « Questions contemporaines ». Gaston Boissier, dans la *Revue des Deux Mondes*, faisait une campagne dans le même sens.

La *Revue du Nord*, à laquelle madame Cornu avait collaboré, puis la *Revue Germanique* avaient entrepris de mettre les Français au courant du mouvement intellectuel en Allemagne. La terrible *Revue critique* fit pendant quelques années la guerre aux historiens ignorants, sans méthode, sans critique, qui foisonnaient dans notre pays, et leur recommanda de limiter leurs ambitions, d'étudier des sujets restreints, mais de faire du nouveau.

La faiblesse de nos historiens et de nos philologues, surtout, était si bien reconnue que l'on attirait le plus possible de savants étrangers chez nous. L'Institut se peupla d'Allemands. C'était reconnaître que nos académies étaient dans la situation de celle de Berlin à l'époque de Frédéric II, lorsque notre pays, alors à la tête de la civilisation, était capable de fournir des écrivains et des savants aux jeunes académies d'une Europe renouvelée. Lorsqu'on arriva à la dix-septième année du Second Empire, pour l'honneur de la France, il était temps de réagir.

« Vous prêchez une convertie, écrivait madame Cornu à Miller, au sujet de notre infériorité d'enseignement. J'en ai écrit à M. Beulé d'Allemagne, où notre décadence se montre par la comparaison au grand jour. Si jamais j'y peux quelque chose, je m'y emploierai de toute mon âme. »

Si la France n'entra pas plus tôt dans la voie où voulaient l'engager les Berthelot, les Renan, les Boissier et leur protectrice, madame Cornu, la cause n'en fut pas seulement imputable à la médiocrité du budget de l'Instruction publique et à l'inertie des pouvoirs publics. Une réforme de l'enseignement supérieur se heurtait au mauvais vouloir de l'Université, dont les maîtres, pour la plupart, s'accommodaient fort bien de la quiétude, agrémentée d'honneurs appréciables, dont ils avaient joui jusque-là. Madame Cornu s'indignait de cette

torpeur, et elle entra en guerre avec les universités comme elle était entrée en guerre, en 1861, contre le musée du Louvre, Nieuwerkerke et les mandarins des Beaux-Arts.

Madame Cornu suggéra à Duruy de créer une école nouvelle, sans programmes, sans conditions d'admission, sans examens, où les professeurs ne seraient que des directeurs d'études, chargés de former des spécialistes pour toutes les branches de la science et de l'érudition littéraire. L'école serait créée en marge des universités, à qui elle emprunterait éventuellement des maîtres, dont elle attirerait les étudiants désireux de consacrer leurs moments de liberté à des études désintéressées, mais elle n'aurait aucun lien avec elles, autre que le lien moral qui pourrait s'établir par une sympathie naturelle.

L'idée était assez hardie et beaucoup de bons esprits la trouvèrent chimérique. Renan lui-même n'y était guère favorable. Il disait à madame Cornu que cette école existait déjà ; c'était le Collège de France. Mais elle répliquait que ce vénérable établissement, comme alourdi par trois siècles de gloire, s'avérait incapable de renouveler la forme de son enseignement. Maury, lui aussi, voyait d'un mauvais œil la fondation nouvelle, et il fallut les vives instances de sa protectrice pour qu'il acceptât de diriger le nouvel établissement et d'y enseigner, théoriquement du moins, l'histoire et la morale.

Il y avait heureusement au Collège de France des maîtres plus enthousiastes qui ne marchandèrent pas leur peine ; c'étaient Renier, Bréal et Boissier. Pour réussir, ils organisèrent une véritable conspiration : madame Cornu se chargea de circonvenir l'Empereur et de stimuler l'ardeur du ministre Duruy. Léon Renier sut gagner la complicité du chef de la 1re Division au Ministère, Armand du Mesnil. Gabriel Monod, très au courant des méthodes employées dans les séminaires allemands, puisque, à sa sortie de l'École Normale, il était allé parfaire son instruction à Goettingen, fut chargé de convaincre son vieux maître, Maury, de l'utilité du travail en commun. Bréal rédigea le règlement de l'École, qu'il réussit à faire signer par Maury et Quicherat. Enfin, Berthelot n'eut pas trop de peine à entraîner les savants français, car c'étaient

eux surtout qui allaient profiter de la nouvelle fondation : trois sections, sur les quatre prévues, s'occuperaient des sciences mathématiques et expérimentales.

C'est ainsi que fut créée, par un décret du 27 juillet 1868, l' « École pratique des Hautes Études ».

Le manque d'argent et le manque de locaux n'empêchèrent pas les organisateurs de mettre immédiatement leur École sur pied. Duruy était d'ailleurs un homme de ressource. Il fut décidé que l'École n'aurait pas de frontières : elle siégerait partout où ses « directeurs d'études » réussiraient à se procurer des locaux. Comme ils savaient qu'ils ne pouvaient trop compter sur la bonne volonté des pouvoirs publics et comme ils étaient bien décidés à n'abandonner à aucun prix les résultats péniblement acquis, ils s'arrangèrent, chacun de son côté, pour trouver un gîte. L'École siégea partout : au Muséum, au Collège de France, à l'École Normale, à la Faculté des Sciences, à la Faculté de Médecine, à la bibliothèque de l'Université (où le conservateur Léon Renier trouva un petit coin pour abriter la section des « Sciences historiques et philologie »), voire même en province, à Nancy, à Marseille et peut-être à Montpellier.

Désormais, les savants auront leurs laboratoires de recherches et orienteront leurs élèves sur la voie des travaux minutieux et patients, générateurs de découvertes ; les philologues sauront en quelques années former des érudits capables de renouveler l'histoire et les sciences de la parole. Pour être admis dans la section de philologie comparée, il faut justifier de la connaissance de la langue allemande : c'est dire d'avance à quelle école se mettra la jeune science française. Elle ne sera pas longue à égaler ses modèles.

Madame Cornu ne vivra pas assez pour connaître les magnifiques résultats qu'obtiendront ses amis, les Renier, les Bréal, les Boissier, les Gaston Pâris, les G. Morel, etc., mais c'est bien à elle que nous devons, suivant l'expression de E. Desjardins, « cette sorte de transfusion du sang qui a rajeuni l'Université et la science française ».

VII. — MADAME CORNU DISPOSE D'UN TRONE

Il était bien tentant pour l'amie intime de l'Empereur d'utiliser aussi son influence en matière de politique extérieure. Les relations qu'elle entretenait avec de hautes personnalités du monde diplomatique ajoutaient à ses possibilités d'action.

Pour les libéraux du Second Empire, le monde est partagé en deux camps. Il y a d'un côté les nations souffrantes qui luttent pour leur indépendance, pour leur unité et pour un régime politique laïque et républicain : telles sont la « véritable » Italie (celle de Garibaldi), la Pologne, la Hongrie de Kossuth et de Klapka, le Mexique de Juarez ; de l'autre, les oppresseurs, soutenus par l'Église, et organisés comme une bande internationale de malfaiteurs, à qui les Fialin et les Morny donnent le mot d'ordre : le Gouvernement autrichien, les « ratazzistes » qui ont étouffé le mouvement des chemises rouges, le tzar, les catholiques mexicains de Miramon et de l'empereur Maximilien, le prince Couza, « despote » de la Roumanie-unie.

Ne rions pas de cette division simpliste : les opinions des Français d'aujourd'hui en matière de politique étrangère sont aussi tranchées, suivant leur couleur politique et les journaux qu'ils lisent. Vers 1865, on est pour l'Impératrice et les « jésuites », ou pour la liberté des peuples, défendue par le prince Napoléon, car le cousin de l'Empereur est impatient de régner sur un peuple libre et de montrer les qualités de chef d'un vrai neveu de Napoléon Ier.

Madame Cornu, âme droite et fière et démocrate sincère, soutient tant qu'elle peut ses amis mazziniens, kossutiens et polonais. Elle guette une occasion de jouer un mauvais tour aux partis des « malfaiteurs internationaux ». La révolution de palais, qui chasse l'infortuné Couza du trône de Roumanie, lui donne une vive satisfaction et un beau motif d'intervention.

Mais elle n'est pas seulement une libérale grisée par la mystique républicaine du temps, elle est aussi une amie

fidèle et une solliciteuse désintéressée, très tenace lorsqu'il s'agit de rendre service à ceux qu'elle considère comme de son clan.

Elle est très liée avec les Hohenzollern. Chez la princesse Stéphanie de Bade, qui l'invite souvent, elle a connu Charles, fils du prince Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen. Elle a projeté d'abord de le marier avec une princesse de la famille impériale française. En 1864, elle proposa à l'Empereur d'unir Anna Murat au prince Charles, que la jeune fille trouvait « très bien ». Deux lettres de l'Empereur nous renseignent sur ce projet. Mais la famille Murat eut des exigences auxquelles les Hohenzollern refusèrent de souscrire.

Après la chute de Couza, madame Cornu pense que la couronne de Roumanie ira bien à cette jeune tête énergique et fière.

Les Roumains avaient d'abord choisi comme prince le comte de Flandre, second fils du roi Léopold de Belgique ; mais il avait refusé la couronne. C. Bratiano fut envoyé à Paris pour chercher un autre candidat. Le chef libéral, jadis très lié avec les mazziniens, se savait mal vu du Gouvernement français, car il avait participé, en 1853, à un complot contre Napoléon III. Il y avait peu de chances pour que l'Empereur consentît à le recevoir. Il préféra aller voir la vieille mazzinienne, madame Cornu, dont il connaissait l'influence. Il me paraît évident que c'est elle qui eut l'idée de la candidature Hohenzollern. Émile Ollivier, qui eut sous les yeux une correspondance de madame Cornu, n'a aucun doute sur ce point.

Avant tout, il fallait avoir l'assentiment de l'Empereur. « Madame Cornu s'en chargea et l'obtint », dit Émile Ollivier dans un article de la *Revue des Deux Mondes*, intitulé « *La première candidature Hohenzollern* », en attribuant ce succès immédiat à la politique générale de Napoléon III, lequel, à ce moment-là, faisait de grands efforts pour se rapprocher de la Prusse. Mais, dans *l'Empire libéral*, l'auteur qui, dans l'intervalle, a peut-être consulté des documents nouveaux, donne une version différente : madame Cornu aurait répondu qu'elle ne voulait pas interroger l'Empereur, qui, étant membre de la Conférence des puissances protectrices, répondrait par un refus : « *Mais allez de l'avant ; il s'efforcera,*

je n'en doute pas, d'empêcher que la résistance de la Conférence ne soit poussée à l'extrême. »

Bratiano, « *sûr de l'appui de Napoléon III* », d'après l'article, « *sans parler à qui que ce fût à Paris* », d'après *l'Empire libéral*, se rendit à Dusseldorf, chez le prince Antoine, père de son candidat. Il lui annonça que, « suivant en cela l'avis de l'empereur Napoléon », il avait l'intention de proposer au peuple roumain l'élection de son second fils. Il entra aussi en contact avec le jeune prince, alors officier prussien, qui, par un hasard providentiel, se trouvait en congé à Dusseldorf. Antoine de Hohenzollern ne voulut rien répondre avant d'avoir consulté le roi de Prusse, chef de la famille.

Nous touchons ici au grand problème historique : Est-il vrai que Napoléon III avait déjà donné à Bratiano « un avis favorable » ? Émile Ollivier l'affirme dans son article et le nie dans son livre. Un fait doit être retenu : quelques jours avant le voyage de l'homme d'État roumain à Dusseldorf, Benedetti, notre ambassadeur à Berlin, reçoit l'ordre d'apprécier les dispositions de Bismarck au sujet de l'avènement au trône roumain d'un prince étranger : « En ce qui concerne le désir des populations de choisir leur prince dans les familles régnantes étrangères, M. de Bismarck ne m'a pas caché qu'il peut soulever des dissentiments regrettables entre les puissances représentées à la Conférence. « Nous pensons, m'a-t-il dit, que cette solution offre des garanties qui devraient déterminer toutes les Puissances, sans en excepter la Porte, à l'agréer. Le Gouvernement du Sultan cependant semble résolu à la décliner, et telle parait être également l'intention du cabinet de Saint-Pétersbourg. Dans cet état de choses nous serions disposés à nous abstenir et à laisser aux autres cours, plus intéressées que nous à intervenir dans ce débat, le soin de se mettre d'accord. Si cependant, a-t-il ajouté, votre Gouvernement jugeait *indispensable* d'insister pour qu'il soit satisfait aux vœux des populations, nous nous unirions à lui pour faire triompher son opinion... M. de Bismark, au surplus, incline à penser qu'aucune maison régnante en Europe ne consentira à accepter pour un membre de sa famille un pouvoir qui relèverait de la suzeraineté du Sultan, et il s'en est exprimé de manière à me laisser croire

qu'il compte sur cette difficulté pour être dispensé de l'obligation de se prononcer »[1].

Bratiano revint à Paris. « Madame Cornu était plus ardente que jamais[2] ». Un de ses amis, le Polonais Michel Czaykowski, très au courant des affaires d'Orient, où il servait avec honneur sous le nom de Sadyck pacha, lui faisait prévoir que ce pays, confié à un Hohenzollern, deviendrait un jour ou l'autre un auxiliaire de l'Allemagne. Madame Cornu était une patriote sincère ; mais, aveuglée par l'esprit de clan, elle ne voulait pas croire que « son prince », petit-fils de Stéphanie de Beauharnais et cousin des Murat, restât inféodé à la maison de Prusse. « *Celle-ci (branche cadette) n'aime pas l'élévation de l'autre, et elle la sacrifiera toujours à ses calculs* »[3], et la branche aînée saura bien que son intérêt est de conserver des liens étroits avec la France qui, seule, peut défendre la Roumanie contre le tzar, grand ami du Roi de Prusse.

Bratiano fut donc bien accueilli à Paris. Émile Ollivier, dans son article, affirme que, grâce à l'intervention de madame Cornu, il fut reçu par l'Empereur ; mais rien n'est moins sûr, et on ne trouve plus trace de cette affirmation dans l'*Empire libéral*.

Madame Cornu n'écrit pas à Charles. Elle attendra le résultat du plébiscite qui se fera dans quelques jours, et, quand le peuple aura parlé, l'ardente démocrate n'aura plus de scrupules et elle inspirera les actes d'audace. Le plébiscite aura lieu du 14 au 21 avril, et, avant d'en connaître le résultat complet, madame Cornu écrit au Prince : « ...maintenant que le suffrage universel est consulté en Roumanie et que, jusqu'à présent, il répond Charles de Hohenzollern, je puis vous dire toute ma joie. Vous désiriez tant un rôle actif, quelque chose qui vous sortît de votre vie monotone et peu utile. J'espère que vous êtes satisfait ; vous allez recevoir une belle, mais bien difficile tâche. Vous n'y succomberez pas, j'en suis sûre. Vous avez l'amour du bien, un jugement

1. Archives du Min. des Aff. Étrangères de Paris, Corr. Pol. Prusse, n° 355, f. 64-66, Benedetti à Drouyn de Lhuys, Berlin, 20 mars 1866.

2. D'après « *L'Empire libéral* », t. VIII, p. 72 sq.

3. Madame Cornu à Picot, 5 mars 67, lettre publiée par Georgescu-Tistu : *Mélanges*, École roum. 1925, p. 268.

droit, et rien de cet enfantillage qui se contente des avantages extérieurs d'une grande position. Ces avantages, vous les aviez, et vous n'étiez pas satisfait.

» Vous viendrez sans doute en France avant d'aller en Roumanie ; vous voudrez voir l'Empereur, qui est le protecteur, depuis 1856, de votre future Principauté, et qui le sera encore et d'autant plus que vous allez en être le chef. Ne pas venir le voir serait peut-être mal pris...

» On désire que vous vous mariez ; la Roumanie a besoin d'avoir l'exemple d'un prince moral et d'un ménage princier uni... » (16 avril 1866)[1].

Drouyn de Lhuys, grand ami de l'Autriche, est hostile à cette aventure qui peut nuire à la cour de Vienne, à la veille de l'inévitable conflit austro-prussien. Pourtant, sur l'ordre de Napoléon III, le 14 avril, il charge Benedetti d'exprimer « sa satisfaction de l'événement heureux qui va s'accomplir dans la famille royale de Prusse »[2]. Je n'ai pas retrouvé le texte officiel des instructions ; mais la réponse de Benedetti montre bien que le Gouvernement français s'est décidé à patronner la candidature Hohenzollern.

Berlin, 16 avril : « ...conformément à vos directions, j'ai fait part à M. le comte de Bismarck de la manière dont le Gouvernement de l'Empereur incline à envisager l'élection éventuelle du prince Charles de Hohenzollern dans les Principautés danubiennes.

» Le Président du Conseil m'a assuré que le Roi serait particulièrement sensible aux sentiments que le Gouvernement impérial est disposé à témoigner en cette occasion à un membre de la branche aînée de sa maison ; mais, comme il me l'avait fait pressentir dans le précédent entretien que nous avons eu à ce sujet et dont je vous ai rendu compte[3], il estime que la Prusse ne saurait prendre l'initiative d'aucune démarche officielle pour seconder le vœu des populations moldovalaques en cette circonstance » [4].

1. Stourdza : Charles Ier, p. 110. Il faut lire 16 avril, et non 4 avril.

2. « *L'Empire libéral* », p. 77.

3. Arch. des Aff. Étr. de Paris, dossier cité, Benedetti à Drouyn de Lhuys, Berlin, 15 avril 1866, f. 212. « *...La Prusse ne fera aucune démarche officielle pour seconder le succès de l'élection du prince de Hohenzollern dans les Principautés.* »

4. *Ibid.* Benedetti à Drouyn de Lhuys, Berlin, 16 avril 1866, f. 225.

Il est donc clair que Napoléon III est informé de tout et qu'il appuie la combinaison suggérée par sa filleule. Il assure à Metternich qu'il n'a pas poussé personnellement le prince Charles, mais que Bratiano a reçu des encouragements de « certaines personnes de son entourage »[1]. Mais on ne peut nier qu'il ait été, dès le début, favorable à la candidature Hohenzollern. L'agent du Gouvernement roumain à Paris, Bălăceanu, télégraphiait, le 26 mars : « Drouyn de Lhuys désirerait un candidat et voudrait connaître celui du Gouvernement roumain. M'autorisez-vous à nommer Charles de Hohenzollern? Cela nous présenterait sous un aspect très favorable aux yeux de Napoléon III »[2].

Nous trouvons d'ailleurs, dans une lettre de l'ambassadeur autrichien Metternich au comte Beust, un témoignage plus probant : L'ambassadeur rapporte une conversation qu'il eut, en 1870, avec l'Impératrice, qui essayait de dégager la responsabilité de la France au sujet de l'affaire Charles de Hohenzollern. « *Nous eûmes à ce sujet une discussion rétrospective à la suite de laquelle j'obtins parfaitement raison. Je n'ai eu à rappeler à Sa Majesté que les plaintes que je me suis permis, dans le temps, de lui adresser à la suite des intrigues de madame Cornu* »[3]. Pourquoi cet important témoignage a-t-il été négligé jusqu'ici?

Je crois que Napoléon III, circonvenu par madame Cornu, a été du premier abord favorable à la candidature Hohenzollern, mais que, surpris par les réactions des puissances hostiles, il a été un peu effrayé de la responsabilité qui lui incombait en face de l'opinion européenne et qu'il a manifesté bientôt l'intention de se couvrir derrière les décisions de la Conférence des Puissances protectrices. Au milieu d'avril, madame Cornu n'est plus sûre de l'approbation de l'Empereur, dont elle connaît le respect pour les décisions des congrès et aussi la faiblesse de caractère.

A partir de ce moment, elle conseille l'audace : Il faut

1. Lettre de Metternich à Mensdorf, citée par Paul Henry : « *L'abdication du prince Couza et l'avènement de la dynastie de Hohenzollern au trône de Roumanie* », Paris, Alcan, 1930, p. 64.

2. Lindenberg, « *Charles Ier, roi de Roumanie* », p. 1913, p. 51-52.

3. Lettre du 8 juillet 1870, citée dans H. Oncken : « *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleons III* », (Berlin, u. Leipsig, 1926), t. III, p. 402.

placer Napoléon et la Conférence en présence d'un fait accompli. Le Prince lui ayant demandé quelle serait exactement l'attitude de l'Empereur au cas où la députation roumaine qui devait arriver à Dusseldorf recevrait une réponse favorable, elle lui écrit, avec la violente franchise qui lui est coutumière :

« ...Je ne pensais pas que vous feriez dépendre votre acceptation d'autre chose que de votre conscience qui doit vous suffire pour accepter un grand et beau rôle que la Providence vous envoie par la voix de tout un peuple ! Ne donnez pas dans ce défaut si énervant des Allemands, les « Rücksichten ». C'est en les écoutant qu'on ne fait rien, et qu'on est rien.

» Acceptez la couronne qu'on vous offre. Si la Conférence ne vous reconnaît pas, vous n'en serez pas moins pour votre vie prince élu de Roumanie ; et, plus tard, quand l'hospodarage provisoire qu'on veut forcer les Roumains à subir sera ou repoussé ou fini, vous vous retrouverez là, vous, l'élu de la nation. Croyez-moi, ce que je vous dis là est l'opinion publique ici. Tous ceux que je vois, même les moins partisans de votre élection, et il y en a peu en dehors du Ministère, me demandent si vous serez assez ferme pour accepter »[1].

Elle lui envoie un de ses familiers, Ubicini, vieux collaborateur des patriotes roumains de 1848, profond connaisseur des hommes et des choses dans la Roumanie moderne. Français d'origine italienne. Ubicini était un modeste professeur qui fréquentait les cercles libéraux de Paris. Le professeur voit le Prince le 1er mai, et, le lendemain, lui expose encore par écrit les raisons qui doivent décider le chef élu de la Roumanie à partir pour son nouveau pays[2]. Il lui communique, le 3, le récit que lui a fait Bălăceanu d'une conversation avec Drouyn de Lhuys, d'où il ressort que le ministre français est fort irrité, mais qu'il s'opposera aux interventions des puissances étrangères. « Les Roumains sont maîtres de la situation, conclut Ubicini, mais les Roumains et vous ne faites qu'un aujourd'hui ». L'organisateur du service de santé en Roumanie, un Français enthousiaste, on peut même dire

1. Lettre de madame Cornu au prince Charles, 16 avril 1866, d'après D. A. Stourdza Charles Ier, I, p. 138. La date semble encore inexacte ; je crois qu'il faut lire « 30 avril », au lieu de 16 avril.

2. P. Henry, ouv. cité, p. 86.

bouillant, le docteur Davila, se rend à son tour à Dusseldorf et plaide dans le même sens. Bratiano enfin fait résonner aux oreilles de son candidat « la voix de tout un peuple ». Comment résister à de pareilles invites lorsqu'on est jeune, ambitieux, et assez tenté par une glorieuse aventure? Les Sigmaringen consultent encore une fois le roi Guillaume, qui leur conseille d'abord la prudence, puis Bismarck. Le chancelier, après réflexion, ne dédaigne pas l'occasion qui lui est fournie, en de périlleuses circonstances, d'inquiéter l'Autriche et d'étendre son influence sur le Bas-Danube. Il conseille au Prince de prendre un congé, de passer la frontière, d'envoyer aussitôt sa démission d'officier prussien (pour qu'il ne soit pas considéré comme déserteur à la veille d'une guerre), puis de tenter l'aventure. Le Roi, consulté à nouveau, hésite encore : il lui est pénible de penser qu'un Hohenzollern va devenir le vassal du Sultan! mais il finit lui aussi par se laisser convaincre.

Le Prince se met en route, habillé en bourgeois, traverse l'Autriche en armes, passe en bateau les Portes de Fer, galope à travers la Valachie, et arrive à Bucarest le 10/22 mai, salué par les acclamations des Roumains.

Avant de partir, il a expédié à madame Cornu une lettre où il annonce sa détermination. Si l'on en croit Émile Ollivier, sa correspondante eut soin de garder la lettre pendant trois jours avant de la communiquer à l'Empereur, ce qui permit au Prince d'arriver au but sans que rien n'ait transpiré de ses projets.

« Napoléon III se réjouit du succès de son protégé », dit Émile Ollivier dans son article; mais, dans l'*Empire libéral*, il supprime cette phrase. Voici cependant un témoignage de Bucarest : « On dit hautement ici, écrit le chef de la mission militaire française, que le prince Charles ne s'est décidé à cette démarche hardie que grâce aux encouragements venus de France, et *de haut lieu*. On ne se gêne même pas pour mettre en avant le nom de S. M. l'Empereur. [1] »

A Paris, madame Cornu multiplie ses démarches. Son activité déborde même nos frontières : elle va jusqu'à écrire à Ali pacha une lettre où elle lui déclare que le prince Charles

1. Min. de la Guerre, Arch. hist., n° 1623, p. 72.

« est tout Français », qu'il se serait fait naturaliser sans l'opposition de son roi, et qu'il se fera un honneur d'être le vassal de la Porte !

Les Turcs, les Autrichiens et les Russes ont beau protester, le Prince est installé dans son pays en vertu d'un plébiscite qui lui a donné une majorité écrasante et avec l'assentiment de tous les partis. Les Puissances sont bien obligées de s'incliner devant le fait accompli, d'autant plus que la guerre austro-prussienne, qui éclate à ce moment-là, attire l'attention de l'Europe vers un problème plus grave, celui de l'unité allemande et du statut de l'Europe centrale.

La vieille amie du prince Charles a pensé bien faire en mettant sur le trône de Roumanie un jeune homme libéral et énergique, capable d'introduire dans ce pays des méthodes de gouvernement et une discipline germaniques qui en feront un État fort, une nation moderne. Elle a cru dresser une barrière nouvelle en face de l'impérialisme autrichien ou russe. Charles lui a exprimé si souvent son affection pour la France et surtout ses rancunes à l'égard de la branche cadette des Hohenzollern, celle qui règne à Berlin, qu'elle est persuadée aussi d'avoir travaillé pour son pays. Enfin, la bonne dame a toujours été une « conseillère » de vocation, et elle a l'espoir secret de devenir l'Égérie du Prince de Roumanie, comme elle est devenue (elle le croit du moins) l'Égérie de l'Empereur français.

Pour remplir cette tâche, il lui fallait à Bucarest un représentant permanent, un homme de confiance. Le Prince sentit bientôt le besoin d'avoir un secrétaire français, et elle s'offrit à lui en procurer un. En août 1866, il écrivait à sa vieille amie : « Envoyez-moi le secrétaire, j'en ai besoin. Le secrétaire allemand ne peut m'être utile en français ; celui que vous proposez pourrait peut-être aussi travailler aux Affaires étrangères »[1]. Il offrait à ce nouveau collaborateur le logement, la nourriture et une rémunération de 5 000 francs la première année, et de 6 000 la seconde. Madame Cornu avait pensé à un homme de son clan, M. Picot, beau-frère de Desjardins. De Creuznach, où elle était en villégiature, elle arrangea l'affaire. Le jeune avocat Émile Picot n'avait que vingt-deux ans,

1. Georgescu-Tistu, « *Mélanges...* », 1925, p. 261.

mais ses solides études, son caractère pondéré, son extraordinaire faculté de labeur en faisaient un secrétaire idéal. On sait qu'il devint plus tard un des érudits les plus remarquables que la France ait eus, et que son activité s'est exercée dans bien des domaines : archéologie, ethnographie, linguistique, dialectologie, histoire politique, études diplomatiques, histoire de la littérature et, en particulier, du théâtre, histoire générale, histoire provinciale, biographie et surtout bibliographie. Dans ses fonctions bien délicates de secrétaire princier, il fit preuve de beaucoup d'intelligence. Madame Cornu ne lui ménagea pas les conseils et les encouragements [1].

Émile Picot rend compte très fidèlement à sa protectrice de l'état du pays et des intentions du Prince : les difficultés de la politique extérieure, l'agitation électorale à l'intérieur, les intrigues menées par des ambitieux sans scrupules ne lui échappent pas. Ubicini, qui revenait en octobre 1866 d'un voyage en Roumanie, en avait déjà brossé un tableau saisissant. Madame Cornu sait bien que le régime démocratique, qu'elle souhaiterait voir s'établir en France, ne peut fonctionner aussi bien dans un pays neuf. Elle sait que la régénération de la Roumanie ne peut se faire que par un « despotisme éclairé ». « Je crains votre grande loyauté, écrit-elle au Prince, qui peut vous empêcher de percer la fourberie, et l'absence d'un petit grain d'absolutisme qui vous est nécessaire pour faire prévaloir vos bonnes intentions »[2]. Mais elle n'y veut voir qu'un régime de transition. « Ce qui est le plus urgent, c'est que vous bâtissiez des routes et des écoles ; ce n'est que par ce moyen qu'on développe dans un pays l'aisance et la moralité. »

Mais ce qui inquiète le plus madame Cornu, c'est le progrès de l'influence allemande en Roumanie. Les sympathies du Prince pour son pays d'origine, le prestige de la Prusse après Sadowa ne sont pas les seules causes du mouvement anti-français. La mission française, appelée autrefois par Couza sur les conseils de notre consul à Iassy, Victor Place, n'a guère réussi, et le prince Charles, soldat dans l'âme, veut une armée de métier équipée et disciplinée à la prus-

1. Georgescu-Tistu, « Mélanges... », 1925, p. 106.
2. Stourdza, ouv. cité, p. 337.

sienne. La maison Godillot, chargée des fournitures pour l'armée et de grands travaux publics, ne fournit que des équipements et des matériaux de médiocre qualité, ce qui n'empêche pas son directeur de parler aux Roumains avec beaucoup d'arrogance. Du point de vue politique, le Prince, suivant les conseils de son père et de Bismarck, recherche une entente avec les Prussiens, alliés des Russes. Madame Cornu, Française avant tout, cherche à conserver à son pays la place privilégiée qu'il a conquise en Roumanie pendant le règne précédent. Elle conseille vivement à Charles Ier de ne pas oublier qu'il doit son trône à la faveur de Napoléon III, dont il est indispensable d'entretenir les bonnes dispositions. « C'est ici que, malgré Sadowa, vous avez votre meilleur appui. » Que le Prince se contente d'avoir une petite milice, bien suffisante pour maintenir l'ordre intérieur, car les frontières de la Roumanie ne peuvent, de toute évidence, être maintenues que par la protection des Puissances garantes. « Il ne faut pas croire qu'une armée saurait résister à la Russie ou à l'Autriche. La nation armée *comme en Suisse*, voilà, il me semble, ce qui convient à la Roumanie. Le Prince n'est plus soldat maintenant, il est chef d'une nation, ce qui implique le sacrifice non seulement de ses goûts, mais même de sa nationalité native »[1].

Elle note que la haine de la Prusse se développe à Paris de jour en jour et qu'une guerre franco-prussienne est inévitable. Il faut donc, pour ne pas mécontenter les dirigeants de la France, s'abstenir de tout acte qui pût faire penser que Charles Ier de Hohenzollern est complètement gagné à la cause prussienne. Elle a réussi à décider Forcade, le chroniqueur de la *Revue des Deux Mondes*, à ménager le Prince. Mais elle ne pourra le retenir longtemps si l'on apprend par exemple qu'une mission militaire germanique a remplacé la française.

A mesure que le temps s'écoule et que le trône de Roumanie se consolide, le prince Charles prête une oreille de plus en plus distraite aux conseils de son amie. Elle finit par ne plus lui écrire, et elle s'en remet à Picot du soin de

1. Madame Cornu à Picot, 5 mars 67. Publ. par Georgescu-Tistu, « *Mélanges...* », 1925, p. 270.

sauvegarder le peu qui reste de l'influence française à la cour roumaine.

Mais Picot lui-même est moralement dans une situation de plus en plus délicate. Malgré sa souplesse, il subit parfois le contre-coup des intrigues du secrétaire allemand, Friedlander, très jaloux de son collègue. Les conseils de madame Cornu sont plus faciles à concevoir qu'à donner, et le secrétaire craint à juste titre la méfiance et la susceptibilité du Prince. Il parle de donner sa démission. Madame Cornu l'en dissuade : « Patientez encore, si vous le pouvez, renfermez-vous dans vos fonctions de secrétaire simplement et purement. Continuez en attendant vos études, qui produiront certainement un résultat scientifique intéressant... Si vous quittez, il n'y aura plus de Français : on cherchera en Suisse. Et ici on désire en secret cet événement. Tenez donc encore bon, à moins que votre dignité ne s'y oppose. Auquel cas je n'ai plus rien à vous dire »[1].

C'est maintenant Bratiano qui soutient de toutes ses forces l'idée d'une alliance étroite avec la Prusse. Aussi Bratiano est-il devenu la bête noire de madame Cornu. Elle le présente maintenant au Prince comme un vil intrigant et un traître.

Picot partage ce ressentiment avec une ardeur juvénile qui lui fait commettre bien des imprudences. Un jour, il écrivit à son ami Cretzulesco, agent de Roumanie à Paris, en l'engageant à ne pas se compromettre pour le parti qui est à ce moment-là au pouvoir : il lui annonce la chute prochaine de Bratiano et de Rosetti, et lui recommande de ne pas travailler pour eux. Mais son bon ami Cretzulesco transmet la lettre aux intéressés et Bratiano la remet aussitôt au Prince en lui demandant l'éloignement immédiat du secrétaire. Quelques jours après (au début de janvier 1868), Picot est obligé de prendre le chemin de Paris.

Madame Cornu a perdu la partie : Les Prussiens prennent peu à peu la place de la mission française et la Roumanie se laisse entraîner dans le sillage de Bismarck.

Cependant, rien du côté français ne justifie une telle orientation de la politique roumaine. Madame Cornu, dans ses

1. Madame Cornu à Picot, 5 mars 1867. Publ. par Georgescu-Tistu, « *Mélanges...* » 1925, p. 272.

lettres à Charles Ier, insiste sur ce point avec vigueur : on a parlé d'un rapprochement franco-russe ; pure calomnie ! Le Prince ne doit pas prêter l'oreille à toutes les « inventions intéressées » qui ont pour but de l'éloigner de plus en plus de la France. N'a-t-on pas dit que Napoléon III aurait promis la Roumanie à l'Autriche? « Un pareil cancan, écrit-elle dans une lettre du 14 février 1868, est aussi sot que faux... Il ne faut pas non plus croire que l'Empereur soit ébranlé. Il n'est ni plus ni moins solide qu'il y a quelques années. On lui reproche d'avoir laissé faire la Prusse en 1866, on lui reproche le Mexique, le peu de liberté de la presse, etc., mais tout cela ne le fera pas tomber, croyez-le bien ; et si on vous le dit contraire, on se trompe ou on vous trompe ! ». Elle ne croit pas que le prince Charles, « perspicace comme un Français et solide comme un Allemand », puisse avoir été changé par la Roumanie. « Qu'il réunisse tous les partis et les fasse contribuer au bien du pays, c'est chose facile aux gouvernements nouveaux qui ont l'expérience des anciens pour eux... Le bien n'est difficile à faire que quand on n'a pas le pouvoir en mains, et le pouvoir n'a aucune excuse s'il ne le fait pas »[1].

La Cour de Roumanie n'ayant pas encore ouvert ses archives, nous ne connaissons pas la suite de la correspondance de madame Cornu et du prince Charles. Elle ne nous apporterait sans doute que de nouvelles traces d'amertume. La Roumanie avait fait, c'est incontestable, une excellente opération en mettant à sa tête ce prince qui devait se révéler par la suite énergique, habile, sérieux et méthodique. Mais il était insensé de croire qu'un Hohenzollern fraîchement roumanisé répudierait toute affection à l'égard de son ancienne patrie. A l'approche de la funeste guerre de 1870, la grande victoire diplomatique de madame Cornu devait causer bien des tourments à son âme de Française.

MARCEL EMERIT

1. Stourdza, ouv. cité, lettre du 14 fév. 1868, p. 416.

PAYSANS DE L'OUEST

M. Denis de Rougemont, qui a publié récemment un remarquable essai sur la culture dans la société actuelle, « Penser avec les Mains », a noté, dans un journal intime tenu au cours d'un long séjour dans l'île de Ré et en Vendée, ses impressions sur la vie des paysans en général et sur leurs aspirations politiques en particulier. Ces aspirations, à la vérité, sont extrêmement imprécises. Il y a, en France, un divorce angoissant entre les réalités humaines et la terminologie et la doctrine politiques. Les pages qu'on va lire [1], nourries d'observations précises, en apportent des preuves frappantes.

10 décembre.

Un discours de l'instituteur. — Hier soir, séance de Pathé-Baby organisée par l'instituteur dans la salle de l'école des garçons. Il me tardait de voir une fois les habitants du village réunis, leur façon d'être ensemble, et surtout la jeunesse, d'ordinaire invisible, au point que je doutais même qu'elle existât. Elle était là. Elle occupait les longs bancs rangés en chevrons derrière le petit appareil de projection, placé à trois ou quatre mètres de l'écran. (Un drap de lit sur le tableau noir.) Une quarantaine de filles et de gars peu bruyants, presque tous laids de visage et très épais de corps. Nous étions assis derrière eux. Au fond, sur deux armoires basses siégeaient une dizaine d'hommes. Deux ou trois coiffes de paysannes seulement. Et des enfants autour du trépied de l'appareil, empressés à tendre les bobines de film à l'instituteur.

Il fallut un certain temps pour mettre au point la projec-

1. Ces pages sont extraites du *Journal d'un intellectuel en chômage*, qui doit paraître prochainement.

tion. Les jeunes gens étouffaient des rires, chatouillaient les filles. Devant moi une grosse luronne s'agitait sur son banc. Je voyais une puce circuler sur sa nuque grasse. Un des garçons s'en aperçoit, attrape la puce en pinçant la fille, et les rires redoublent. L'instituteur réclame le silence, et la projection commence. C'est un film d'avant-guerre, *la Course au Flambeau*, tiré de la pièce de Paul Hervieu. Entre chaque épisode reparaissent les mêmes éphèbes grecs, porteurs de torches qu'ils se passent avec des gestes lents, hallucinants, à grands sauts ralentis — le courant électrique n'étant sans doute pas réglé pour faire tourner l'appareil au rythme normal. Tout le monde a l'air très content, bien que le film m'apparaisse à peu près incompréhensible.

La course au flambeau terminée, on rallume. L'instituteur monte à sa chaire et annonce qu'il va prononcer, comme chaque semaine désormais, un petit discours. « Je serai bref ! » C'est un jeune homme d'allure énergique et de visage intelligent, la chevelure noire en bataille qu'il saisit à pleines mains dans les moments pathétiques. Il annonce le sujet de ce soir : *Qu'est-ce qu'être laïque?* — « Messieurs, chers amis ! Je vous rappellerai tout d'abord les circonstances qui m'ont fait choisir ce sujet. Il y a... tout près d'ici... quelqu'un — je ne veux pas le nommer, je n'attaquerai personne, moi ! — il y a, dis-je, quelqu'un qui a osé prétendre que je suis un empoisonneur des consciences ! » Récit détaillé des calomnies que le curé répand sur son compte, dans les foyers et jusque dans la presse [1] ! « Je n'ai pas cherché la guerre, moi ! Eh bien ! je saurai me défendre ! Et malgré les persécutions de ceux qui ont intérêt à étouffer la vérité, etc. » La chevelure s'agite, les bras s'agitent, la voix s'enfle. « J'étais au dernier Congrès des instituteurs qui s'est tenu à Paris. Eh bien ! citoyens, lors de ce Congrès, il a été stipulé qu'à l'avenir... » La fin de la phrase étant particulièrement sonore, des applaudissements éclatent au fond de la salle. Le jeune orateur électrisé se lance dans une définition vibrante de la laïcité. « Être laïque, c'est vouloir la justice et l'égalité pour tous ! Être laïque, c'est vouloir l'instruction libre et gratuite pour tous, sans distinc-

1. Deux petits journaux paraissent dans l'île. L'un est aux mains de M. T..., député de droite, et des « curés ». L'autre est « républicain et antifasciste ».

tion de fortune ou de religion ! Être laïque... » Ah ! surtout, être laïque, ce n'est pas combattre les religions, comme le prétend le voisin, « car je les respecte toutes, les religions, sauf quand elles viennent m'attaquer dans mon activité professionnelle, que je considère comme sacrée ! » En somme, être laïque, c'est être religieux au vrai sens du mot, selon les paroles de Gambetta, d'Ernest Lavisse et de quelques autres. Être laïque, c'est finalement « aimer son prochain » ! Je n'ai pas plutôt soufflé à l'oreille de ma femme : « C'est un sermon ! » que l'orateur, au comble de son éloquence, s'écrie : « Et, *mes frères !* si l'on vient encore vous dire que je suis un empoisonneur des consciences, vous saurez maintenant me défendre ! etc. »

C'est fini. L'instituteur s'éponge. Les hommes du fond ont applaudi brièvement. Mellouin a même crié : Très bien ! Les jeunes trouvent qu'« il cause bien ». Pour terminer la soirée, on passe un dessin animé, *le Petit Poucet*, qui remporte un gros succès.

En sortant, nous passons devant la salle du curé, qui donne aussi ce soir une séance de cinéma. On entend rire des enfants.

— J'ai rencontré le curé ce matin, suivi comme d'habitude d'une bande de petits garçons. Il n'a pas répondu à mon salut.

12 décembre.

Tout à l'heure, en déchirant le journal de l'île pour allumer le feu, j'ai vu l'annonce d'une conférence contradictoire à A... : « La Bible et les travailleurs ». C'est sans doute une réponse à la conférence donnée au même endroit, il y a quinze jours, sous les auspices d'une ligue « antifasciste », et qui avait pour sujet : « L'Église contre les travailleurs ». Je comptais me rendre à la première conférence. Mais le village d'A... est à huit kilomètres et la tempête m'avait empêché d'y aller à bicyclette. J'essaierai d'aller demain soir entendre la réponse. La mère Renaud vient de m'apprendre que l'orateur est le pasteur du chef-lieu. Il paraît qu'il cause très bien — lui aussi — mais elle ne l'a jamais entendu. Elle est catholique, en effet, comme d'ailleurs tout le monde au village, à part la petite minorité de mauvaises têtes qui suit les prêches laïques de l'instituteur. Le seul protestant est mort l'été dernier,

âgé de quatre-vingt-treize ans. Il s'était converti à soixante-dix ans « et il avait toujours tenu ! »

Catholique, antifasciste, laïque, protestant, — tous ces mots prennent ici quelque chose de joliment absurde. Les paysans du village ne sont pas même tous capables de lire le journal, et j'ai remarqué qu'ils achètent absolument au hasard ceux qu'ils trouvent en dépôt chez la mère Renaud : *l'Ami du Peuple* ou la *France de Bordeaux*, la feuille locale des curés ou celle des républicains. Il est à peu près impossible de savoir s'ils font une distinction quelconque entre les opinions, pourtant bien tranchées, que ces journaux leur servent. Je crois qu'ils n'y pensent même pas. Peut-être que la discussion annoncée après la conférence d'A... me fera modifier ce jugement. J'en suis bien curieux.

15 décembre.

Je relève les notes prises l'autre soir sur la conférence à A...

...Grande salle de la mairie, voûtée, peinte en bleu clair. Une table et trois chaises sur la scène surélevée. Environ une centaine d'auditeurs : paysans et pêcheurs, cela se voit. Au premier rang, deux « dames », l'une très vieille. Ce sont les seules femmes. Mauvais éclairage. L'orateur se hisse sur la scène : un homme jeune encore, un peu gros et lent d'allure, physionomie ouverte et sérieuse.

« Eh bien, messieurs et chers amis, nous allons procéder, selon votre coutume, à l'élection du bureau, puisque, comme vous le savez, la conférence est contradictoire. Je vous demanderai donc de bien vouloir proposer des noms. » Silence. Chuchotements.

» — Vas-y !

» — Non ! moi ? penses-tu !

— « Vas-y, Charles, comme l'autre fois !

Poussés par leurs voisins, trois hommes se lèvent en haussant les épaules pour s'excuser de se mettre en avant. Ils gravissent la scène, enlèvent leur casquette à visière cirée, et s'installent sur les trois chaises, un tout à droite, un tout à gauche, le troisième, qui est le président, derrière la table, embarrassés de leurs mains, de leurs pieds, de leur casquette.

Coups d'œil malicieux aux copains de la salle. Le président se lève : « Messieurs et dames, vous m'excuserez de ne pas vous présenter l'orateur qui va vous faire un intéressant discours sur le sujet... Je ne connais pas beaucoup M. Palut, n'est-ce pas, c'est la première fois qu'il vient à A..., mais certainement qu'il va nous intéresser, et je lui donne la parole. »

M. Palut sourit cordialement, et parle : — On a dit ici même que l'Église est contre les travailleurs. Est-ce vrai ? Il y a plusieurs églises, et malheureusement elles ne s'entendent pas toujours. La primitive église était constituée par des esclaves et des gens pauvres. Depuis lors il y a eu des églises de riches. Elles ont trahi l'Évangile. Un philosophe français, M. Julien Benda, a dit que les clercs ont trahi. Les clercs, n'est-ce pas, ce sont les intellectuels, les écrivains, les professeurs, des hommes distingués et très instruits. Eh bien, il y a aussi des prêtres et des pasteurs qui ont trahi. Capitalisme, bourgeoisie égoïste, guerre. Mais le vrai chrétien est avec les petits. Résumé de ce que la Bible dit des travailleurs : Jérémie exigeait que le roi payât les ouvriers. L'Ancien Testament nous montre que le système de propriété chez les Juifs est presque communiste ! Jésus est l'ami des pauvres, des péagers. Malheureusement il y a le cléricalisme. C'est lui qui est mauvais, non pas la Bible. Être chrétien, c'est aimer son prochain comme Jésus nous aime. Si tous les hommes étaient chrétiens, il n'y aurait plus d'exploitation ni de guerre !...

La péroraison a été éloquente, un peu trop à mon goût.

On applaudit. Le président demande s'il y a des questions à poser. Long silence embarrassé. Enfin un type se lève au fond de la salle et demande « s'il n'y a pas des contradictions dans la Bible ». Suit une petite discussion tout à fait confuse et sans aucun rapport avec le sujet. Il n'y a pas d'autre question. Le président fait alors un bref remerciement à l'orateur. Il s'excuse encore de ne pas s'y connaître assez en religion, mais assure qu'il a été bien intéressé. On se lève, et les langues se délient. « Il a bien parlé, hein ? » me dit mon voisin, pendant que je lui donne du feu. C'est un petit maigre en casquette, environ trente-cinq ans, l'air intelligent. Je l'approuve et m'étonne que la discussion n'ait pas été plus longue : il y avait pourtant bien des auditeurs qui ne devaient pas être

d'accord? « Ben quoi, fait-il, convaincu, c'est la vérité ce qu'il a dit! »

Comment donc? Ai-je affaire à un chrétien ou même à un protestant? J'essaie de le faire parler. Je lui dis : « Oui, c'est la vérité pour les chrétiens, mais tout le monde ne pense pas comme ça ici? » Il me regarde un peu étonné à son tour : « Qu'est-ce que vous voulez, il n'y a rien à répondre, c'est juste, ce qu'il a dit! Il connaît bien son affaire. C'est bien comme ça que c'est écrit dans la Bible, il n'a pas dit de mensonges, quoi! Mais ici ils ne savent pas discuter. Si vous alliez à F...[1] alors, c'est autre chose. Là ça barde, après les réunions! Mais ici, qu'est-ce que vous voulez? Ils sont comme ça... »

Je vais me présenter au conférencier, et nous sortons ensemble. Dans la rue noire, un homme nous rejoint : c'est celui qui a présidé la réunion. Il veut encore remercier M. Palut. Enfin il veut lui demander « si ce serait possible de se procurer une Bible pour étudier un peu tout ça. On sent bien que c'est important de s'y connaître dans ces questions. » Il s'exprime avec tant de prudence qu'on a peine à comprendre ses intentions. Il a un oncle qui est curé, mais je ne saisis pas bien si ce curé lui a interdit la lecture de la Bible, ou si, au contraire, il pourrait lui en prêter une. Quoi qu'il en soit, le pasteur note le nom du « président » et promet de lui envoyer un Nouveau Testament.

Nous faisons les cent pas sur la place. M. Palut sait que je suis écrivain. Il a lu un de mes articles. Je le sens inquiet de mon opinion d'« intellectuel » sur son discours. « C'était sûrement beaucoup trop simple pour vous, ce que je leur ai dit ce soir, j'ai dû vous ennuyer, hein? » Je le rassure vivement. Ce n'est pas moi qui lui reprocherai jamais d'être trop simple. On ne l'est jamais assez!

— Oh! vous savez, — dit-il — je n'y mets pas d'amour-propre, vous pouvez me dire franchement ce que vous pensez de cette soirée...

Je le regarde. C'est un homme simple et solide, on peut lui parler en camarade :

— Eh bien! si vous voulez mon opinion, ou si elle peut vous être utile... je crois que vous êtes encore trop compliqué

1. Village à l'autre extrémité de l'île.

pour ce public. Il me semble qu'on pourrait leur parler plus directement, les interpeller, enfin quoi, les secouer un peu ! Ils sont là à vous écouter sans bouger, comme ils ont écouté les autres qui disaient le contraire, et pas moyen de savoir avec qui ils sont d'accord. Il ne faut pas oublier que nous vivons à une époque de propagande forcenée, et je vous assure qu'un communiste, par exemple, les aurait attaqués plus brutalement sans aucune précaution oratoire. Pourquoi ne pas saisir cette occasion de leur prêcher l'Évangile, là, tout droit, dans leur langage de tous les jours, comme le faisaient les réformateurs, les forcer à prendre parti, je ne sais pas, moi, les engueuler? Je vous dis ma première impression, puisque vous me la demandez. Je sais bien que vous les connaissez beaucoup mieux que moi...

Le pasteur sourit:

— Vous me faites plaisir, tenez ! Bien sûr, vous avez raison, mon cher monsieur. Mais c'est plus difficile que vous ne croyez. Il faut que je vous dise que c'est la première fois que je parle ici, c'est déjà un énorme succès. Pensez donc, il y a plus de six ans que je suis dans l'île, et je n'avais jamais pu parler à A..., à cause du curé qui s'y opposait par tous les moyens. Ils sont difficiles à prendre, ici. Surtout il ne faut pas les brusquer ! Ce soir, il s'agissait de gagner leur confiance, et ensuite on verra si on peut aller plus loin.

— Mais ne croyez-vous pas qu'on pourrait gagner leur confiance en leur parlant plus familièrement, sans faire d'éloquence? Cela trancherait au moins sur la propagande électorale.

— Oui, oui, mais... je les connais. Ils aiment qu'on leur fasse un beau discours. Ah ! c'est terrible, je vous assure. Bien sûr, il faudrait parler autrement. Mais qu'est-ce qu'ils comprennent? Allez le savoir, avec eux. On prêche pendant six ans la même chose, ils vous remercient, on croit qu'ils ont compris, et puis un beau jour on s'aperçoit que... rien, rien et rien ! Et pourtant il faut bien continuer, même si on a envie de tout plaquer, certains jours...

Il faudra reparler de tout cela. M. Palut n'a jamais l'occasion de discuter, il se sent terriblement isolé au milieu de cette population bigote ou indifférente. Nous prenons rendez-vous

pour un dimanche prochain, au chef-lieu, après son culte.

Je suis rentré à bicyclette, sans lumière, distinguant à peine la route asphaltée. Je roulais comme en rêve, le long des dunes qui me cachaient la mer bruyante, à ma gauche. Un brouillard vague flottait sur les marais. « Le peuple, me disais-je en pédalant, ce qu'ils appellent le peuple... » ; je revoyais cette centaine d'hommes dans la salle nue. Leur méfiance ou leur timidité, ou aussi leur fatigue après une longue journée de travail. Mais beaucoup ne font plus rien en hiver ? Ils sont venus pour tuer le temps, au lieu d'aller au café. Cette inertie, dès qu'il ne s'agit plus d'argent ! A moins que ce ne soit le langage, la difficulté de s'exprimer ? Tout est mystère en eux, et pour eux-mêmes sans doute. Et on dit « le peuple », la volonté du peuple, comme si on ne les avait jamais vus ou jamais aimés !

Là-dessus, quantité de pensées et de conclusions qui m'ont paru évidentes et importantes. On se sent réfléchir avec une énergie particulière en pédalant contre le vent dans l'obscurité. Mais le lendemain il n'en reste rien qu'un peu de courbature dans les jambes.

16 décembre.

Derrière la même pile d'assiettes où je crois avoir déjà dit que j'avais trouvé deux ouvrages traitant de mon île, j'ai déniché ce matin une édition populaire de *la Naissance du Jour*, de Colette. Je n'avais pas encore lu ce livre. Il est exactement de l'espèce que j'aime, et l'un des plus charmants dans cette espèce, mais ce n'est point pour cela que j'en parle ici. C'est pour une raison très précise et qui n'a rien à voir avec la critique littéraire. A la page 43 de l'édition que j'ai sous les yeux, je lis ceci : «...ils déménagent... comme les puces d'un hérisson mort. » Cette phrase a fait dans mon esprit ce qu'on appelle un trait de lumière.

Lundi dernier, au petit matin, nous nous sommes réveillés couverts de puces. J'exagère à peine : pour mon compte, j'en ai pris sept sur mon pyjama dans l'espace de deux minutes, ce qui doit constituer une sorte de record. D'autres sautaient sur le couvre-pied. D'autres sur le plancher. Je n'en menais pas large. Comme la mère Renaud était venue nous voir la

veille, nous ne cherchâmes pas plus loin la cause du phénomène. Il est vrai qu'on a beau porter un nombre excessif de jupons, cela ne devrait pas suffire à rendre vraisemblable une hypothèse à ce point injurieuse. Pourtant nous n'en trouvions pas d'autre.

Or, peu de jours auparavant, un petit hérisson était venu se mettre en boule dans la plate-bande qui borde la maison, sous ma fenêtre. Il soufflait très vite, il avait l'air malade. Le lendemain nous le trouvions mort. Et je l'avais oublié là, sans sépulture, caché sous des feuillages brunis. Si j'ajoute que la porte d'entrée joint mal le seuil, tout s'explique sans peine désormais, grâce à la phrase de Colette.

Je rapporte cette anecdote parce qu'elle comporte une conclusion qui la dépasse d'ailleurs notablement et qui me paraît assez frappante. Voici : pour la première fois depuis je ne sais combien d'années, je viens de trouver dans un ouvrage littéraire la solution d'une question précise. Grâce à Colette, je sais maintenant pourquoi notre chambre était pleine de puces. Cela n'a l'air de rien, mais je vois là comme un symbole.

Les livres devraient être utiles.

On devrait y trouver des renseignements concrets, des recettes exactes, des explications vérifiables, des modes d'emploi, des descriptions objectives et utilisables ; et ceci à tous les degrés de la réalité, dans les grandes choses comme dans les choses de rien. Au lieu de cela, les modernes nous servent des états d'âme improbables ou excessifs, des inquiétudes dont ils n'ont même pas l'air d'être vraiment inquiets, des indiscrétions gênantes et dont on ne sait trop que faire, ou des doctrines dont ils négligent de nous dire s'ils les ont essayées sur le vif, dans le détail de la vie quotidienne. Ils nous donnent très rarement des réponses, ou alors, par malchance, ce sont justement des réponses à des questions qu'on n'avait pas l'idée de se poser ; et c'est là qu'ils croient voir leur astuce. Astuces, petites secousses, grandes secousses, indiscrétions, toute cette littérature est sans doute pleine de talent, elle est même littéralement sensationnelle, *mais que veulent-ils qu'on en fasse?*

Nous avons tout à rapprendre de Gœthe. Non seulement des révélations du second *Faust*, mais aussi de ces pages du

Journal de voyage en Italie où, par exemple, il rapporte à madame de Stein comment les habitants de Ferrare utilisent les vieilles tuiles concassées pour recouvrir les routes et les allées de leurs jardins. Et il ajoute : « Dès mon retour à la maison, j'essaierai cela. La Toscane me paraît bien gouvernée, tout y présente un aspect *complet*, tout y a son fini, tout sert et semble destiné à un noble usage... » Commentons : la noblesse est dans l'usage. Pas de noblesse sans usage, sans application précise aux choses, etc. Ne montons plus au ciel du second *Faust* que par ces allées de Ferrare !

18 décembre.

Je ne cesse de repenser à la conférence d'avant-hier à A... Il me semble qu'elle m'apprend sur « le peuple » davantage que toutes mes expériences précédentes. Il me semble même qu'elle m'a fait voir « le peuple » pour la première fois de ma vie.

Première constatation : l'*apathie générale*, aussi bien à A... qu'à la séance de cinéma. Il n'y aurait là rien d'étonnant, si l'on ne nous rebattait les oreilles de phrases sur la *volonté* et la *mission* du peuple. On a beau se méfier des phrases, il faut se trouver placé soudain devant les êtres en chair et en os dont elles parlent, pour comprendre à quel point elles mentent. Mais alors on comprend aussi *pourquoi* elles mentent, et quel immense désir de réveiller le peuple elles traduisent chez certains qui les prononcent de bonne foi. Elles le trahissent d'ailleurs, ce désir, en essayant de le faire passer d'ores et déjà pour une réalité.

Deuxième constatation : il est très difficile d'aimer des hommes qui ne nous sont rien, qui ne nous demandent rien, qui peut-être ne voudraient pas même de notre aide (*nous* égale les intellectuels bourgeois). Il est très difficile d'aimer ces hommes, et cependant ils sont la réalité vivante et présente du « peuple ». Par contre, il est très facile de haïr et de condamner un certain ordre de choses qui nous vexe et dont nous souffrons. Et il est très tentant d'appeler cette haine : amour du peuple.

Troisième constatation : la plupart des discours que l'on tient au peuple lui sont incompréhensibles ; mais ceux qui

les écoutent ont l'air de trouver cela tout naturel. Je fus certainement le seul ici à m'étonner que l'instituteur citât Ernest Lavisse, ou le pasteur M. Benda. Il est généralement admis en France, qu'un orateur dit un tas de choses qu'on ne comprend pas, et cite des noms qu'on ne connaît pas. Cela fait partie de l'éloquence. Et l'éloquence est le but du discours, dont le sujet n'est que le prétexte.

Je constate. Je conclus que les intellectuels sont en mauvaise posture pour agir sur le peuple. Qu'ils disent des vérités ou des mensonges, on n'applaudira guère que le son de leur voix, ou le parti qui les délègue.

Il resterait à expliquer cet état de chose, qui voue les « clercs » à s'agiter dans le vide — ce qui est malsain — et le peuple à ne pouvoir se libérer des charlataneries politiques autrement que par des violences maladroites, dont il ne sera pas le dernier à pâtir. Impuissance de l' « esprit », bêtise de l'action : ces deux misères n'auraient-elles pas une origine commune?

Il m'a semblé que j'entrevoyais cette origine dans les propos de mon voisin au sortir de la conférence. Cet homme trouvait qu'il n'y avait rien à « discuter » dans les paroles de l'orateur, parce que c'était « la vérité ». Autrement dit, parce que c'était correct, parce que ça se tenait en soi, et qu'au surplus c'était bien dit. Il ne lui est pas venu à l'esprit que la vérité est quelque chose qui peut être *réalisé*. Et qu'il s'agit de prendre position effectivement. S'il s'était senti interpellé personnellement, invité à choisir, sommé d'approuver ou de refuser en fait ce que venait de dire le conférencier, alors, alors il y aurait eu à discuter! Mais je n'ai pas remarqué qu'aucun des auditeurs ait pris la chose de cette manière. Je sais bien qu'il y a la difficulté de s'exprimer, la timidité, la fatigue, et que tout cela peut bien suffire à expliquer le silence de ces cultivateurs. Mais le type qui m'a parlé avait la langue bien pendue. Mais surtout je m'avise que la majorité des « intellectuels » d'aujourd'hui ne pense pas très différemment.

Peuple ou « clercs », ils estiment également que la « vérité » n'engage à rien. Ils bornent le rôle de l'esprit à la constatation de *l'exactitude* objective et formelle des faits ou des

raisonnements que l'on allègue. « Il a raison » ne signifie pas pour eux : « Donc je dois régler ma conduite sur ce qu'il dit », mais simplement : « Étant donné ses prémisses ou ses préjugés, sa déduction est correcte ».

Ainsi l'intelligence devient irresponsable. Les clercs s'y résignent et même s'en vantent : c'est plus commode. Quant au peuple, il y a belle lurette qu'il sait ce qu'on doit penser des gens instruits. La plupart sont des égoïstes, des orgueilleux, des espèces d'aristos qui ne vont qu'avec les riches. Il y en a certes qui font progresser la science, et cela c'est bien. On va les écouter avec plaisir quand ils viennent faire une conférence instructive avec projections lumineuses. Mais les philosophes [1], par exemple, à quoi cela sert-il? D'ailleurs, on n'en a jamais vu. Quant à la politique, c'est tout à fait autre chose. C'est un certain nombre de phrases qu'on lit dans les journaux et qu'on entend dans les assemblées, et grâce auxquelles on reconnaît tout de suite si un type est avec les petits ou avec les gros. D'autre part, c'est une question de travail, de salaires, de prix de la vie, et là les intellectuels ne servent à rien. Enfin, les questions de personnes jouent un rôle : on aime avoir un député instruit. Mais ce n'est pas pour qu'il dise des choses intelligentes, ou nouvelles. C'est surtout parce qu'un homme instruit jouit d'une certaine considération sociale, sait se débrouiller à Paris et peut faire de beaux discours. Dans ces conditions, qu'un intellectuel aille parler au peuple, on l'écoutera bien patiemment, s'il a su se rendre sympathique et surtout s'il a l'air « sincère », mais on n'aura jamais l'idée de mettre en pratique ce qu'il dit. Il reste dans son rôle en s'agitant sur l'estrade et en lançant des appels éloquents, et moi je reste dans mon rôle en me dirigeant d'après mes intérêts. Cela va de soi.

Il est probable qu'aucun homme du peuple ne s'est jamais *dit* cela comme je le dis ici. Mais il me paraît clair que la plupart font comme s'ils le pensaient. D'autre part, il est trop certain que les intellectuels professent depuis longtemps en toute conscience une doctrine analogue.

Il est normal que les hommes sans culture se trompent sur

1. Combien d'ailleurs savent que ce mot peut désigner autre chose qu'un « je m'en fichiste »?

la nature et sur le rôle de la culture. Mais il est inquiétant que les hommes cultivés, au lieu de s'efforcer, comme ils devraient, de combattre activement cette erreur, en tirent au contraire leur confort. Au lieu de faire respecter la vérité, en montrant par l'exemple qu'elle implique des actes, ils la disqualifient et ils s'en moquent agréablement, ils la réduisent à un ensemble de phrases correctes, quelquefois ingénieuses, et par définition inefficaces.

L'opinion de mon voisin après la conférence, j'ai pu croire que c'était l'opinion d'un nigaud ; mais non, c'est celle d'un clerc parfait.

Je n'ai pas fini de m'étonner de cette rencontre.

19 décembre.

« *Si l'on veut réellement conduire un homme à un but défini, il faut avant tout se préoccuper de le prendre là où il est, et commencer là. Voilà le secret de tout secours... Pour aider réellement un homme, il faut que j'en sache davantage que lui, mais il faut avant tout que je sache ce qu'il sait. Sinon mon savoir supérieur ne lui servira de rien. Si je persiste cependant à faire valoir ma science, ce n'est plus alors que par vanité ou par orgueil, de sorte qu'au fond, au lieu d'aider l'homme, je cherche à me faire admirer de lui.* »

Cette remarque de Kierkegaard me frappe aujourd'hui comme si elle avait été écrite exprès pour moi, dans ma situation actuelle. Elle contient un double avertissement.

D'une part elle m'invite à regarder plus objectivement ceux qui m'entourent, ce « peuple » qu'il s'agit d'aider, et que je vois encore si mal. (Ce qui ne m'a pas empêché jusqu'ici de m'occuper de politique, par exemple... Mais déjà, je me sens moins assuré dans ma bonne conscience de « doctrinaire », à cet égard.)

D'autre part, elle m'aide à distinguer l'un des motifs au moins de ma gêne, quand je constate qu'ils ne comprennent pas de quoi je m'occupe. C'est peut-être un secret désir, un inconscient désir que j'ai d'être reconnu par eux à ma juste valeur. Exactement ce que Kierkegaard appelle vanité. Cependant, s'il est des plus probables que j'ai, comme un chacun, mon amour-propre, je ne puis m'empêcher de le juger assez

justifié dans l'occurrence. On n'aime pas à être tenu pour un fainéant ou un rentier, quand on est dans ma situation, ou mieux, dans ce défaut de « situation » qui fait de moi, pour parler comme la presse, un « intéllectuel en chômage. » (*Écrire*, aux yeux de ces paysans, ne signifie proprement rien. S'ils ont un peu de respect pour moi, c'est parce qu'on raconte dans le pays que je possède une machine à écrire...)

Février.

Les gens. — Du haut des dunes, je vois les terres divisées en parcelles minuscules. Sur ces parcelles des hommes et des femmes travaillent, le buste parallèle au sol.

Ces deux observations physiques très simples méritent chacune un commentaire. Elles résument en deux images exactes les conditions morales et économiques des habitants de l'île.

1° Division des terres. — J'ai pu vérifier à plusieurs reprises l'extraordinaire complication du cadastre en lisant affichées sur les murs de l'église les annonces de ventes immobilières. Les propriétés se composent généralement d'une vingtaine ou d'une trentaine de parcelles, dont beaucoup n'ont que quelques centiares, les plus grandes un à deux ares. Je connais déjà la géographie locale assez pour me rendre compte de la dispersion ridicule des parcelles tout autour du village : l'homme qui travaille ces bouts de champ, grands comme ma chambre, doit passer une partie de la journée à marcher de l'un à l'autre. Disposition encore plus gênante au moment de la récolte. Et, bien entendu, cela exclut l'usage des machines agricoles. Pourquoi ne s'entendent-ils pas entre eux pour grouper leurs lopins ?

Je me suis renseigné. Il paraît bien qu'un maire avait proposé la réforme, avant la guerre. Mais cela n'a pas marché. La tradition de l'île veut que chaque champ soit partagé à la mort du propriétaire en autant de parcelles qu'il y a d'héritiers. Ceci pour éviter que l'un hérite d'un champ un peu meilleur que les autres. Égalité contre solidarité.

Le résultat évident de cette tradition sacro-sainte, c'est que les paysans travaillent beaucoup plus qu'il ne serait nécessaire à leur subsistance si la répartition des terres était conçue,

non point selon les principes égalitaires, mais selon le bon sens pratique. Comment espérer un développement « culturel » de cette population abrutie de fatigue? Il faudrait d'abord réformer les conditions matérielles.

Mais précisément ce qui s'y oppose, c'est l'idéologie rudimentaire qu'on leur a inculquée, et qui n'a que trop bien convenu à leur penchant naturel. Il faudrait donc d'abord réformer leur mentalité pour rendre possible une réforme matérielle, qui, à son tour, permettrait d'autres progrès.

Un seul homme ici pourrait influencer cette mentalité, c'est l'instituteur. S'il leur donnait une éducation non plus égalitaire, mais *communautaire*, beaucoup de choses pourraient être changées.

Mais si personne ne fait rien par le moyen normal de l'éducation, il n'y a plus d'autre solution que la contrainte. La dictature est un moyen grossier, souvent barbare et toujours déshonorant pour ceux qui la subissent, mais c'est le seul moyen de transformer et d'animer un peuple auquel on n'a pas su donner le sens civique, le sens de la communauté. Qui est-ce qui se préoccupe en France de donner au peuple une éducation solidariste? On cherche à enrôler ces cultivateurs dans des ligues toujours *anti*-quelque chose, qui n'empêcheront rien, c'est l'évidence, parce qu'elles n'exigent rien de positif, ne construisent rien, n'animent rien, s'épuisent en excitations verbales. Dictature ou éducation, voilà le dilemme.

2° Mauvais outils. — Revenons au sens précis, limité et terre à terre des usages de l'île. Dès la quarantaine déjà, les hommes et les femmes ont tous le corps plus ou moins déjeté. Cela provient évidemment de leur position quand ils travaillent aux champs. Et cette position provient de la forme de leurs outils. Ils n'utilisent guère que des « bouelles » au manche très court, recourbé à l'extrémité, de telle sorte que la lame fait avec le manche un angle d'environ 45 degrés. Cet instrument, d'une part les oblige à baisser le buste au maximum, jambes écartées, pour gratter la terre sablonneuse, d'autre part les empêche de labourer cette terre à plus de quinze ou vingt centimètres de profondeur. Trente centimètres de rallonge au manche, un angle plus grand avec la

lame, cela suffirait à redresser leur corps et augmenterait le rendement de leurs champs.

Intrigué dès les premiers jours par l'allure et les façons de travailler si spéciales des gens d'ici, j'ai hésité longtemps à croire que la raison en était réellement aussi simple. Je connais tout de même assez la terre pour savoir que les mêmes outils ne sont pas bons en tous pays, et je cherchais quelle particularité locale motivait l'usage exclusif de cette bouelle. Je les ai questionnés : ils ont eu l'air plutôt surpris. « On a toujours fait comme ça ». Un jour, le père Renaud étant venu retourner une planche d'oignons, je lui ai offert les outils à long manche qui sont dans le chai, et il a refusé. « On n'a pas l'habitude ». Contre-épreuve : un petit propriétaire venu du continent il y a trois ans et qui utilise des outils ordinaires, me dit qu'il a tout de suite obtenu des résultats supérieurs à ceux de ses voisins, et à moindre fatigue.

Il y a peut-être d'innombrables petits faits de ce genre en France. Il y aurait peut-être d'innombrables réformes aussi simples à opérer. Je n'en sais rien[1]. Je me borne à constater qu'ici les paysans travaillent trop, se plaignent du mauvais rendement de la terre, et refusent cependant de rien changer à des habitudes dont les défauts sautent aux yeux du premier venu.

13 février.

La Presse. — Je note à l'usage d'un futur historien des mœurs que la presse « de droite » reflète assez exactement la mentalité et les conversations de la bourgeoisie conservatrice, alors que la presse de gauche ne reflète nullement la mentalité ni les conversations populaires. C'est que les journaux socialistes et communistes sont rédigés par des bourgeois, ou par des candidats à la bourgeoisie, en tous cas par des gens qui recherchent la « considération » du peuple. D'où le ton haineux typiquement petit-bourgeois de certaines de ces feuilles. Je n'ai jamais retrouvé ce ton dans le peuple. S'il en paraît

1. J'avais raison de marquer ce doute. Un agriculteur auquel je viens de raconter ce petit fait, m'explique qu'avec un manche court « on travaille plus vite et plus efficacement qu'avec un manche long, surtout dans un terrain sablonneux ». Reste la question de savoir s'il est normal de se déformer le corps pour gagner un peu plus. Or ils y sont, pour la plupart, contraints.

parfois, par accident, quelques traces ici ou là, c'est que le peuple, en France, lit trop de journaux, ne lit que cela, et finit par se croire « le Peuple », tel que l'imaginent les bourgeois et leurs journalistes.

Ce n'est pas dans notre île, d'ailleurs, que j'ai pu constater cette contagion ! Les deux journaux locaux gardent un ton à la fois naïf et grandiloquent, avec des maladresses et des grosses astuces, qui n'est pas exactement celui des « discussions » qu'on peut entendre dans les cafés du port, au chef-lieu, mais qui correspond bien à ce que les pêcheurs ou les paysans aiment à se faire dire, me semble-t-il. D'ailleurs il y a peu de nouvelles du monde dans leurs colonnes. Les correspondances villageoises (accidents de bicyclette, arrivée d'un bateau, prix du sel, causeries du curé ou de l'instituteur, mariages, décès et naissances) tiennent presque toute la place. Abîme entre la *politique* des amis du peuple et la *réalité* du peuple : rien ne le rend plus sensible que cette différence de ton entre tel organe socialiste ou communiste de Paris, et l'un de ces petits journaux de campagne.

15 février.

Les gens. — Si j'avais une âme de philanthrope, je chercherais à répandre mes idées dans la population : j'organiserais, par exemple, un meeting pour exposer mes critiques ci-dessus consignées, et mettre en discussion mes projets de réforme. Mais je sais bien ce qui m'arrêterait dès les premiers pas. Ces hommes n'ont pas ou n'ont plus coutume de se réunir, d'être ensemble pour causer. Le dimanche, ils « font la partie » chez l'un ou l'autre, à quatre ou cinq. On boit et on tape le carton sans beaucoup de paroles. C'est à cela que se réduit la vie commune. Quelques-uns le déplorent parmi les vieux. Mais personne n'a l'idée de rien entreprendre.

Le village comptait autrefois, paraît-il, cinq ou six Sociétés de caractère utilitaire ou récréatif. La plus fameuse était la Clique des Retraités de la Marine, qui animait de ses concerts de nombreuses fêtes villageoises. Tout cela s'est dissous quand les hommes sont partis pour la guerre, et rien ne s'est refait depuis. Quand on veut danser, on fait venir l'orchestre-jazz

du chef-lieu : il arrive dans un somptueux car d'excursion capitonné de velours violet, horriblement moderne.

Cependant deux associations se survivent encore. L'une, c'est la *Mutuelle*, dont l'activité principale se manifeste lors des enterrements : elle assure à chacun de ses membres une nombreuse suite pour leur dernier voyage. L'autre, c'est la *Société Coopérative de Panification*, réunissant dans une sorte de corporation boulangers, minotiers et consommateurs.

Le pain, la tombe. Deux réalités fondamentales. Voilà qui est bien dans l'harmonie de cette lande où l'homme et ses maisons mettent les seules verticales. Existence ramenée à ces deux dimensions premières. Pour la vie, l'homme debout et actif, il faut le pain. Pour la mort, l'homme qui se recouche, il faut la tombe.

Il y a toujours quelque grandeur dans les choses simples, rudimentaires. Mais quand je vois ces hommes et ces femmes accrochés à cette terre pauvre, qu'ils grattent lentement pour en tirer tout juste de quoi vivre, j'hésite à reconnaître dans leur existence le beau mythe du peuple primitif aux prises avec les éléments hostiles. En vérité, ils vivent à peine. Ils subsistent. A la fois aux limites du continent et aux limites de l'humanité. Ils n'attaquent plus, ils se cramponnent. Ce ne sont pas des colons, des défricheurs, mais de petits propriétaires qui se défendent avec la seule obstination de l'instinct, au niveau le plus bas où l'homme puisse vivre sans misère, sans ambitions, sans rêves, sans tristesse. Chacun pour soi sur sa parcelle de terre ingrate, dans sa courette pleine de fleurs.

Qu'ils n'aient pas de vie communautaire, cela ne signifie pas nécessairement qu'ils aient perdu le sentiment de leur commune condition. Ils sont peut-être trop pareils pour éprouver le besoin de s'unir. Ils n'ont pas à faire face à des menaces extérieures. Et surtout ils n'ont nulle envie d'entreprendre une conquête quelconque, matérielle ou spirituelle. Or, c'est cela seul, menace ou entreprise commune, qui rassemble les peuples et les pousse à créer des signes visibles de leur union : assemblées, fêtes, cortèges, uniformes ou chefs, — kolkhoses, corporations ou camps de travail. Mais ici que feraient-ils de tout cela? Ils ont la liberté, et cela leur suffit,

depuis cent cinquante ans. Ils ne songent pas à en tirer le moindre profit positif. Ils se nourrissent mal (légumes, soupes, fruits de mer, seiches et poissons, je crois que c'est à peu près tout) ; mais pourquoi vivraient-ils autrement ? Bien entendu, certains d'entre eux sont morts ou vont mourir couchés sur une fortune de 100 000 ou de 200 000 francs, que leurs fils iront perdre à la ville : je crois cependant que la proportion des fous est moindre ici que sur le continent. Et l'on meurt vieux, et les médecins ne font pas fortune.

Quelle conclusion tirer de tout cela ? Quand on voit les choses et les êtres de trop près, on perd le peu de foi que l'on pouvait accorder aux idéologies et aux politiciens. Il faut vivre à Paris pour y croire. Réveillez ce peuple, il sera peut-être capable de grandes choses — c'est son mystère — mais ne dites pas que vous le faites pour son bonheur, car il est plus « heureux » que vous. Il faudrait croire fanatiquement à une vérité absolue, qui vaille mieux que la paix et le bonheur, pour oser bouleverser la petite vie de notre île.

A noter et à souligner : seules les guerres de religion ont tiré de l'héroïsme de ce peuple. Mais combien se feraient tuer aujourd'hui pour sauver leur pratiques ?

On en vient à penser que le régime qui convient le mieux à cette vie obscure, — j'entends celui qui la contente le mieux, à défaut de la développer, — c'est encore la Troisième République : un état faible, dont le centre est lointain, qui ne croit à rien, et qui par suite ne peut rien exiger de sérieux.

Mais il y a d'autres aspects de la question. Le sel ne se vend plus depuis un an, et c'était la ressource principale des villages. Le chef-lieu est en train de devenir la proie des politiciens de Paris. Un dimanche, ce sont les enfants communistes de la colonie de vacances qui défilent en maillots rouges et l'on pousse des « cris séditieux » ; le dimanche suivant, ce sont les enfants de la fondation « de droite » et on les applaudit : la fondation fait vivre beaucoup de personnes de l'île. La moitié des maisons sont vides, et quelques-unes déjà tombent en ruines. Et surtout ce régime d'inertie laisse trop de forces grandir contre lui : et alors, *qui* va venir un beau jour, de Paris, faire la loi dans notre village ?

15 mars.

Je rentre de Vendée. On m'avait demandé d'y aller faire quelques causeries. J'en rapporte deux séries d'observations nouvelles sur la province, et je crois d'autant plus utile de les consigner qu'elles modifient sensiblement certains jugements auxquels m'avait amené la considération de mon île.

Il faut parler d'abord des *autocars*. Je ne sais si l'on se doute à Paris de l'importance des autocars et des transformations qu'ils sont en train de causer dans la vie provinciale. Je n'ai pas compté le nombre de lignes actuellement exploitées. Mais j'ai pu constater, dans plusieurs départements de l'Ouest, qu'il n'est plus guère de « pays » qui ne soit desservi par une ou deux ou même trois Compagnies de transports locaux. Depuis que j'ai quitté Paris, j'ai bien utilisé une vingtaine de ces lignes.

Je commence à connaître leurs coutumes : rien ne pouvait modifier plus rapidement et plus profondément *la coutume* de la France rurale. Mais ce n'est pas encore assez dire : l'autocar modifie complètement le mode de contact entre le voyageur et la province.

Naguère encore, quand on n'avait que les chemins de fer, tout convergeait vers Paris, non seulement du fait d'une organisation ferroviaire centralisée, mais encore sentimentalement. Le confort relatif des grandes lignes indiquait qu'on allait à Paris ou qu'on en venait. Tout le reste n'était que tortillards cahotants, jamais à l'heure, où l'on se sentait relégué à l'écart de la « vraie » circulation. Et l'on ne voyait guère que des gares, ce qu'il y a de plus attristant dans chaque village. Aujourd'hui, les stations d'autocars sont sur la place principale. C'est de là qu'on part au milieu d'une grande affluence de badauds, c'est là qu'on arrive à grand son de trompe, c'est enfin ce que l'on voit le mieux de chaque pays. La voie ferrée était une sorte d'insulte à la vie locale : elle la traversait abstraitement, sans la voir, sans tenir compte de ses circonstances. Sur ses bords ne vivait qu'une population nomade, qui portait l'uniforme de l'état, partout la même. Vous pouviez parcourir vingt fois la France de part en part, sans remarquer que les gens qui l'habitent ne sont pas tous

de la même sorte, et que d'une province à une autre, ce n'est pas seulement le paysage qui change. N'était-ce pas là l'une des raisons qui faisait si facilement nier la subsistance des « petites patries » dans la nation abstraitement unifiée?

La ligne d'autocar fait partie du pays. Elle en épouse la géographie physique, mais aussi humaine. Elle quitte à tout propos la route nationale pour des chemins secondaires ou des ruelles à peine plus larges que la voiture. Mais aussi elle tient compte des rythmes de la vie locale, du calendrier des marées, de l'heure matinale des foires, dans les districts ruraux, et ailleurs de l'entrée et de la sortie des usines ou des écoles.

La simple intention d'utiliser ce moyen de transport vous met en contact avec toutes sortes d'habitudes locales. D'abord il faut aller dans deux ou trois cafés pour obtenir un minimum de précisions concernant l'heure du prochain départ et la destination des diverses voitures qui stationnent sur la place. C'est que chaque compagnie a sa tête de ligne chez un bistro différent, et il est rare qu'on puisse trouver l'horaire ailleurs. Parfois le bistro vend aussi les billets ; et c'est chez lui qu'on attend le départ. Pour peu que l'on manifeste la moindre curiosité on ne tarde pas à y apprendre pas mal d'histoires, dont j'indiquerai ici l'enchaînement à peu près immuable. Cela commence par quelques anecdotes sur l'installation de la ligne et sur la concurrente qui a fait baisser les prix. Car il est de règle qu'au début deux Compagnies se disputent le parcours, jusqu'à ce que l'une des deux fasse faillite, ou réussisse à vendre « honnêtement » sa renonciation, quitte à recommencer aussitôt le petit jeu sur un autre parcours [1]. De là à des potins sur les personnalités de l'endroit, sur le rôle qu'ont joué dans l'affaire le sous-préfet, ou le député, ou divers margoulins, topazes, etc. Si l'on a le temps, il n'est pas impossible de pousser la « discussion » sur un plan supérieur, d'aborder par exemple la question du capitalisme en général. Bref, lorsque vous montez dans l'autocar, vous êtes

1. J'ai appris que, dans certaines régions du Midi, de véritables « écumeurs de lignes » exploitent systématiquement ce filon. Ils arrivent à se faire de grosses fortunes en très peu de temps, parfois sans dépenser un seul bidon d'essence. Simplement, ils vendent la *menace* d'utiliser le parcours d'une Compagnie en exercice.

renseigné, vaille que vaille, sur les facteurs économiques du pays, sur les noms des notables et sur le jeu des partis politiques.

Et que dire maintenant du voyage lui-même? C'est une résurrection de ce que Vigny pleurait, la poésie des diligences, mais aérée. C'est fait d'une foule d'incidents entrevus que tout dispose à romancer ; de conversations absurdes et rapidement intimes, avec ce personnage enfoui à côté de vous dans un luxueux fauteuil de cuir rouge ou bleu vif et qui change de tête plusieurs fois pendant le trajet, de coups de main aux voyageurs chargés de paquets ou d'un jeune veau, ou d'un enfant hurlant et admiré, d'arrêts et de détours imprévus — car les chauffeurs acceptent volontiers toutes sortes de petites commissions que de vieilles dames leur confient au départ avec force recommandations ; et ils sont rares, ceux qui n'ont pas deux mots à dire par la portière entr'ouverte un instant à la fille de l'auberge écartée qui attend le passage du car, les cheveux au vent, sur le bord de la route.

Rien de plus sympathique que les conducteurs de car. Cela tient évidemment à leur métier. Ce sont, en général, de jeunes gaillards solides et gais, et qui ont toutes les raisons d'aimer le travail et de le faire bien : c'est moderne, c'est sportif, cela vous pose dans l'esprit des populations, on se sent maître à bord de sa puissante machine, et l'on bénéficie de ces petites faveurs que les femmes ont toujours accordées à ceux qui commandent et disposent, ne fût-ce que pour une heure, de leur vie. Oui, voilà bien les hommes avec lesquels je rêverais d'entreprendre une belle révolution, qui rajeunisse la France : ils ont la bonne humeur, le dynamisme, le sens pratique et la rapidité d'esprit que les bourgeois, qui en sont dépourvus, attribuent par erreur au « peuple » en général. Sans compter les moyens techniques dont ils disposent et qui seraient décisifs lors d'une action rapide.

Mais loin de moi ces ambitions : ceux qui les ont n'en parlent pas, dit-on. Et je ne suis qu'un écrivain.

Ceci me rappelle un bout de conversation que j'aurais dû noter plus tôt. Le monsieur rencontré dans l'autocar de Taillefer voulait savoir quel était mon métier. Et quand j'eus dit que je n'en avais aucun, et que je n'étais qu'un écrivain, et chômeur par-dessus le marché, il s'écria :

— Ah ! cher monsieur, je vous envie ! Vous avez un rôle magnifique à jouer dans la société. Vous avez le temps de réfléchir, et de nous faire part de vos lumières, et sans vous, où irions-nous donc, nous qui ne croyons plus aux curés !

— Comptez, monsieur, — lui dis-je, — qu'un écrivain a bien deux fois plus de peine à vivre qu'un homme normal, mettons qu'un fonctionnaire (c'était pour le flatter), et cela tient aux circonstances mêmes qui l'ont mis dans le cas d'écrire. Car, ou bien l'on écrit ce que l'on ne peut pas faire, et c'est l'aveu d'une faiblesse ou d'une ambition excessive, deux choses qui compliquent fort la vie, je crois ; ou bien l'on écrit des choses intelligentes, et c'est encore l'aveu d'une inadaptation cruelle aux mœurs et coutumes de ce temps ; ou bien on écrit simplement pour gagner sa chienne de vie et c'est le bon moyen de traîner la misère la plus honteuse qui se puisse imaginer, dans les antres rédactionnels. Je dis les antres. De toutes façons, un écrivain est par nature un empêtré. Et voilà le paradoxe et l'injustice : c'est qu'on attend, qu'on exige même de ces gens-là des vertus au-dessus du commun, la révélation de secrets qui suffiraient à rendre heureux les plus indignes, et ingénieux les plus balourds, enfin je ne sais quelle supériorité humaine, quel luxe d'énergie ou d'invention qui, s'ils les possédaient vraiment, feraient de leurs détenteurs non point des écrivains, mais des Don Juan, des dictateurs, des milliardaires ou des saints. Croyez-moi, ce que nous vous donnons, c'est justement ce qui nous manque, et quand vous aurez compris cela, vous cesserez, je le crains, d'envier ma condition...

16 mars.

D'un autre « peuple ». — Il faut encore que je revienne sur mon séjour vendéen. J'avais à donner trois « causeries » devant des auditoires de jeunes cultivateurs. Eux-mêmes avaient fixé la liste des sujets qu'ils désiraient étudier au cours de l'hiver, avec l'aide de plusieurs orateurs bénévoles, pasteurs, instituteurs ou autres « personnes instruites » de la région. On m'avait prié de parler des révolutions russes de 1905 et de 1917, et de l'état actuel de l'U. R. S. S.

Ils étaient venus par groupes, à bicyclette ou en charrettes, de tous les villages voisins. Du haut de la colline où nous étions tous réunis pour déjeuner, on dominait tout un canton de marécages mélancoliques ; et parfois l'on voyait scintiller, dans un lointain nuageux et sous une trouée d'or, la mer.

La petite salle des cours ruraux peut contenir une centaine d'auditeurs. L'orateur doit se tenir debout au milieu d'eux, de manière à pouvoir, tout en parlant, passer des clichés dans la lanterne à projection. Pour assurer le fameux « contact avec le public », rien ne vaut cette proximité physique. Je leur parlai pendant deux heures d'un pays d'énormes plaines, sans barrières ni haies, sans chemins creux et sans secrets, où les hommes vivent sans calcul ni prudence, dans la misère et dans la communion, supertitieux, poètes, bons et fous. Je décrivis les révoltes obscures de ces masses opprimées et naïves, conduites par des équipes d'hommes durs, intellectuels bannis ou petits nobles déclassés, le triomphe implacable de Lénine, l'enthousiasme du plan de cinq ans. Et je m'étonnais tout en parlant de raconter une épopée contemporaine : tout cela se dégageait ici de la mesquinerie hargneuse des polémiques et des partis-pris, devenait légendaire, prenait le rythme et les couleurs grandioses et irréelles de la page d'histoire. Mensonge de la distance et de la simplification, vérité de la fable qui donne une forme grande à nos obscurs et grands désirs informulés. En finissant, je craignis un moment de les avoir trompés, de les avoir rendus jaloux d'une espèce d'imagerie d'Épinal, malgré moi trop pareille aux innocentes peintures de paradis modernisé que vulgarise la propagande communiste. Mais leurs questions ne tardèrent pas à me rassurer. Plusieurs voulurent savoir si cela marchait vraiment là-bas, aussi bien que j'avais pu le laisser croire ; si ce n'était pas encore un de ces régimes de dictature ; si les paysans avaient plus de liberté qu'auparavant, etc. Mais ce qui me surprit davantage, ce fut la question franche d'un garçon de vingt ans, costaud, l'air intelligent et ouvert : « Pensez-vous qu'on pourrait faire la même chose ici ? » Pour sa part, il était sceptique. Il pensait qu'en Vendée les choses ne seraient pas si simples, que la situation matérielle était meilleure et demandait un développement

tout différent ; qu'on voulait surtout, par ici, garder sa liberté et se gouverner comme on l'entendait.

Et je me disais, en l'écoutant : « En voilà un que l'on pourrait sans honte présenter aux jeunes Russes, aux jeunes Allemands, comme un type de jeune Français. »

Je retiens de cette journée deux impressions (je n'ose pas en dire davantage : tout cela est encore moins clair dans la réalité que dans ce résumé). Quand j'ai projeté sur la paroi blanche de la salle, la photo de Kalinine, président de l'U. R. S. S., debout dans un champ, en costume de moujik, il y a eu un profond silence au lieu des rires que je craignais. (On peut donc gouverner sans être un monsieur en haut de forme? Il a l'air d'un brave type comme nous autres. Rêverie des jeunes cultivateurs.) Et quand j'eus terminé ma causerie, évitant de prononcer mon jugement sur les faits que je venais d'exposer, afin de voir si mes auditeurs étaient de la même espèce que ceux de l'île : cette série de questions précises et ce désir de rapporter ce que j'avais dit à leur situation concrète. Esprit critique, méfiance intelligente des paysans, conscience de leur autonomie...

Je ne bifferai pas les conclusions que j'avais tirées de la conférence à A... Elles sont également vraies. Ce qui est faux, c'est de parler du peuple en général. « On le savait depuis longtemps ». On sait tant de choses qu'on n'a jamais pris la peine de connaître, chez les « intellectuels ».

17 mars.

L'instituteur vendéen. — Nous étions assis dans sa cuisine avec sa femme et ses deux enfants. C'est un homme de quarante ans, aux traits réguliers et sérieux, un peu lent de geste et de parole ; prudent. Il se plaint de son isolement. « On nous laisse seuls, sans direction. Nous ne savons pas que lire. Le travail est dur, ici. Il faut lutter contre les parents, contre la concurrence de l'école libre qui nous a pris les deux tiers de nos élèves. On aurait besoin de nourriture intellectuelle pour se soutenir. Quelquefois on nous envoie des journaux ou des revues à l'essai, mais c'est toujours de la politique. Quand j'étais jeune, j'ai beaucoup lu Anatole France, c'est à cause de lui que j'ai perdu la foi. J'aimais aussi Romain Rolland.

Est-ce qu'il est mort? Vous ne pourriez pas me dire ce qu'il y aurait d'intéressant à lire? — Ne lisez-vous pas de journaux politiques? — Ce n'est pas ce qu'on cherche. Il faudrait en lire deux au moins pour corriger les mensonges. Ce qu'ils peuvent tous mentir! On ne peut plus avoir confiance dans les partis. C'est aussi à cause de cette centralisation : qu'est-ce qu'ils savent de notre situation à Paris? Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de faire un mouvement politique en dehors des partis, et de voir une fois ce qu'il y aurait à changer pratiquement dans chaque province? Qu'on arrive enfin à se gouverner sur place, dans chaque commune? On sent bien ce qu'il faudrait. Mais qu'est-ce qu'on peut, tout seuls dans ce coin?... »

J'ai essayé de faire une liste de livres à lire pour l'instituteur de M.... Je ne trouve à lui recommander que des traductions. La littérature moderne en France n'a guère à donner à ceux qui ont faim de nourriture solide, élémentaire. Défaut de naïveté, de force ou de conviction. On dirait que tout son effort est de s'écarter le plus possible de ce qui est *simplement* vrai. Je comprends assez bien qu'un certain nombre d'écrivains français aient passé au communisme : il leur fallait cela sans doute pour oser parler de nouveau une langue large, utile et humaine.... Auparavant, ils croyaient comme les autres que c'était plutôt ridicule. Telle est la pauvre chance des « intellectuels » : il a fallu un nouveau conformisme pour les libérer de l'ancien ; — et l'alibi d'une action politique à laquelle ils n'entendent goutte.

DENIS DE ROUGEMONT

LA PRINCESSE ÉLISABETH,

SA SŒUR

ET QUELQUES AUTRES ÉLISABETH

Le 12 mai 1937, sous un pâle soleil matinal, le carrosse de cristal, dans lequel étaient la princesse Élisabeth, sa sœur et la princesse royale, arrivait à l'abbaye de Westminster. La princesse Élisabeth descendit la première, alerte, sa traîne posée avec nonchalance sur le bras. Elle tendit sa main au duc de Norfolk qui attendait dans son uniforme blanc chamarré d'or, seul, au centre de l'immense arche sombre de la cathédrale. La petite princesse Marguerite-Rose la suivit, en imitant tous ses gestes. Elles laissèrent tomber avec grâce leurs traînes afin qu'elles se déploient sur les trois degrés du parvis. Élisabeth, très à l'aise, donnait de temps en temps, sans changer de pas, un petit coup de pied adroit à sa traîne ; mais Rose ne pouvait s'empêcher de se retourner pour voir comment se comportait la sienne ; il lui fallait ensuite hâter le pas pour rattraper l'écart voulu entre elle et sa sœur. Le trajet était long, la procession avançait lentement et les deux petites princesses semblaient un peu écrasées sous le poids de leurs manteaux de velours garnis d'hermine. Leurs robes de dentelle n'en paraissaient que plus fragiles et leurs cheveux plus blonds ; leurs boucles vaporeuses prenaient tour à tour, en passant sous les lumières, des tons dorés ou des tons d'argent.

Arrivées à la loge royale, Élisabeth alla droit à sa place et s'assit, mais Marguerite-Rose, malgré tous ses efforts pour se hisser sur sa chaise, dut permettre qu'on la soulève. Son menton potelé arrivait à peine à la hauteur de la barre d'appui ;

ses petites jambes, quoique longues pour ses six ans, n'arrivaient pas à se poser et ses pieds donnaient souvent des coups contre le bord de la loge ; elle se soulevait de temps en temps sur ses mains pour mieux voir le trésor exposé sur le maître-autel et qui l'intéressait par-dessus tout. Élisabeth, qui la surveillait de près, lui saisit la main à temps pour l'empêcher de faire de grands signes d'amitié à quelques dames qu'elle reconnaissait dans la tribune des pairesses.

Au moment précis du couronnement de la reine, les princesses et toutes les dames de la Cour mirent leurs couronnes. Marguerite-Rose eut beaucoup de mal à maintenir la sienne qui glissait en arrière ; il lui fallait, à chaque instant, la pousser en avant et lui donner ensuite un bon coup pour l'assujettir. Elle feuilletait à grand bruit le programme, devenu livre d'images, et, aux moments les plus émouvants de la cérémonie, elle demandait des explications sur un ton impératif. Parfois, elle jouait avec la broche de diamant qu'elle portait à l'épaule et suçait même le bout de ses doigts qui sortaient de ses mitaines. Le roi, vers la fin du service, la regarda et sourit. L'enfant poussa alors un grand soupir de soulagement et se tint ensuite plus tranquille.

Mais c'est à la princesse Élisabeth que devait échoir le rôle le plus touchant.

La reine Mary, qui fit, avec une superbe assurance, son entrée à l'abbaye, fut gagnée par l'émotion à mesure que le service divin se poursuivait. Celle dont le visage n'avait jamais en public semblé altéré par l'émotion, même à l'enterrement du roi, son époux, ne pouvait à présent retenir ses larmes. Elle se tapotait les yeux de son mouchoir, puis cherchait à les dissimuler derrière ses lorgnettes. La petite Élisabeth lui prit la main, qu'elle garda dans la sienne un grand moment et jusqu'à ce que sa grand'mère ait réussi à maîtriser son trouble.

La princesse Élisabeth a par-dessus tout le sens de ses responsabilités ; elle est parfaitement au courant de la position exceptionnelle qu'elle occupe à présent et de celle, encore plus exaltée, qu'elle sera, un jour, destinée à remplir. Toute petite, Élisabeth s'était aperçue que cela faisait plaisir aux gens de la voir et de la saluer. Lorsqu'on l'habillait pour sortir, elle disait, sans se soucier du temps qu'il faisait :

« Allons dans la voiture *sans toit*, parce qu'on aime tant à me regarder ! »

Lorsqu'elle n'avait que quatre ans, à un thé d'enfants, elle voulut attirer l'attention de sa nurse, qui parlait avec une amie et ne l'entendait pas. Élisabeth, impatientée, tira la jupe de cette nurse comme si c'était un cordon de sonnette et dit : « Attention ! Communication royale ! »

Cependant la naissance de cette enfant royale ne fut marquée par aucune réjouissance exceptionnelle. Élisabeth-Alexandra-Mary d'York naquit, le 21 avril 1926, 17, Bruton Street, à Londres, dans une maison bourgeoise appartenant à son grand-père maternel, lord Strathmore. Il est vrai que la petite rue qui va de Berkeley Square à Bond Street était plus animée que d'habitude et que des groupes de femmes surveillaient anxieusement une des fenêtres du troisième étage de cette maison d'aspect si ordinaire. Elles avaient vu arriver le secrétaire d'État aux Affaires intérieures, qui était déjà là depuis longtemps, car il est de ses fonctions d'être présent dans la maison où l'on attend un enfant de la succession directe du trône (cela, depuis qu'il y eut des doutes sur l'authenticité du fils de Marie de Modène).

Ainsi William Joynson Hicks, « Jicks », était présent et fut le premier visiteur au premier lever de la jeune princesse qui le reçut avec un bâillement formidable. « Déjà les affaires d'État » pensait-elle, sans doute.

On l'appela Élisabeth, d'après sa mère, Alexandra, d'après la femme d'Édouard VII, et Mary pour sa grand'mère paternelle ; il se trouve que ces noms sont ceux de trois grandes reines. La petite princesse qui naquit en avril, le mois des asphodèles, du crocus et des primevères, passa son premier été dans le nord, au château des parents de sa mère, à Glamis.

Glamis était, il y a quatre cents ans, un château-fort ; des générations de Bowes-Lyon y ajoutèrent des constructions et des embellissements successifs. C'est maintenant un château immense, mais sans austérité, et entouré de terrasses et de jardins. Le mot Glamis rappelle à chacun une des histoires de revenants les plus terrifiantes de ce pays où les châteaux hantés abondent ; il ne s'agirait pas ici d'un fantôme, mais bien d'un monstre en chair et en os, qui vivrait dans

une pièce cachée dans un mur épais et éclairée d'une fenêtre que l'on ne verrait que du dehors. Un jour, des invités curieux pendirent, de l'intérieur, des mouchoirs à toutes les fenêtres. Ils sortirent ensuite : il manquait à une des fenêtres un mouchoir ; ils cherchèrent pendant vingt-quatre heures, et en vain, l'entrée de la pièce. Aucune de ces personnes ne furent réinvitées. L'existence de ce fantôme n'est fâcheuse que pour le fils aîné, auquel son père révèle l'affreux secret le jour de ses vingt et un ans ; on dit qu'à partir de ce jour il ne sourit plus. Je ne sais si le frère de notre reine a perdu le sourire, mais Élisabeth Bowes-Lyon, qui était une jeune fille souriante, n'en a pas été affectée ; à dix-huit ans, elle souriait d'une façon si charmante au duc d'York qu'il tomba amoureux d'elle dès leur première rencontre. C'était à un dîner : lady Strathmore se trouvant alitée après une opération, sa fille fut appelée à faire les honneurs. L'hôte de marque était le duc d'York qui était venu passer quelques jours dans les montagnes du Grampian. La simplicité et le charme de la jeune fille le séduisirent dès le premier instant. Dans le courant de l'année qui suivit, il la demanda en mariage trois fois. Élisabeth, qui était heureuse dans son milieu campagnard et tranquille, ne pouvait se faire à l'idée d'épouser un Prince.

C'est au cours d'une promenade dominicale dans les bois qui entourent le jardin qu'elle se décida enfin.

Le roi George V et la reine Mary, qui connaissaient et approuvaient le projet de leur fils, furent enchantés de la bonne nouvelle et firent paraître dans le *Court Circular* la note suivante :

« C'est avec le plus grand plaisir que le Roi et la Reine annoncent les fiançailles de leur bien-aimé fils, le duc d'York, avec lady Élisabeth Bowes-Lyon, fiançailles auxquelles le Roi a consenti de tout cœur. »

Cette charmante jeune fille, si simple de goûts et d'allures, allait devenir une altesse royale, mais rien ne pouvait faire supposer qu'elle serait un jour reine.

Elle est de petite stature et, sans être le moins du monde forte, elle n'est pas mince ; ses beaux yeux bleus sont ce que l'on remarque le plus dans sa figure, des yeux qui rappellent étrangement ceux de cette autre reine, Élisabeth d'York ; elle

a les sourcils très fournis et son teint est si clair qu'il se passe de fard. Ses cheveux châtains, qu'elle porte flous, encadrent d'assez près sa figure, et elle ne peut se séparer de la petite frange qu'elle portait sur le front étant enfant.

Son sourire est déjà célèbre, ce sourire dont on a dit très justement : « Elle arriva, elle sourit, elle conquit. »

Lorsque nous aperçumes son charmant visage, encadré par le bois doré du carrosse, c'est ce sourire qui transforma le lourd véhicule désuet en un équipage de conte de fées.

C'est la princesse Marguerite-Rose qui ressemble le plus à sa mère ; elle a le caractère enjoué ; elle danse avec aisance et grâce, elle aime la compagnie d'enfants de son âge et des grandes personnes si elles ont un caractère gai ; elle n'est pas timide, bavarde à propos de tout, et éclate de rire à la moindre occasion. Cependant, ainsi que sa sœur Élisabeth, elle a un sens très net de ce qui se fait et de ce qui se doit. Un jour qu'elle avait mérité une punition, on dut la faire monter dans sa nursery au milieu d'une fête enfantine. Une dame d'honneur, qui l'aimait particulièrement, obtint son pardon et arriva toute joyeuse auprès d'elle avec la bonne nouvelle :

— Vous pouvez descendre à présent, ma chérie, — dit-elle, — si vous promettez d'être sage.

— Non, — répondit tristement Marguerite-Rose, — je ne suis pas encore sage et ne le serai de longtemps.

Élisabeth monte à cheval tous les matins. Son oncle, le duc de Gloucester, s'est occupé de son éducation équestre, qui est parfaite. Élisabeth aime beaucoup ses chevaux et ses chiens, mais il faut qu'ils lui obéissent. Rose aime aussi les chiens mais les traite avec déférence, consulte leurs goûts et ne les force jamais à faire ce qui pourrait les contrarier ! Les chiens — un alsacien, des épagneuls et des fox-terriers — sont logés à Royal Lodge, à Windsor et confiés aux soins d'une ordonnance.

La princesse Élisabeth aime l'histoire et elle a voué un culte spécial à la grande reine Élisabeth, la sévère Élisabeth Tudor ; cette admiration influença d'une façon heureuse son éducation musicale. Ses débuts au piano furent très difficiles ; elle prenait ses leçons sur un grand piano à queue qui se trouvait dans un des salons ; sa mère eut l'idée de lui faire faire un petit piano qui ressemblait à une épinette. En même temps,

on lui trouva un nouveau professeur. Sa mère, en présentant son élève, dit confidentiellement à cette jeune fille : « Je crains que ma fille ne soit pas très musicienne, elle n'a aucune oreille. » Élisabeth parut ne pas entendre, mais elle attira la jeune personne vers le nouveau et minuscule piano vert et or et lui dit : « Ce piano est aussi petit que celui dont se servait la grande reine Élisabeth ; venez, dit-elle, nous allons commencer tout de suite. » Elle montra, à partir de ce jour, de l'enthousiasme et de la conscience et fit des progrès étonnants.

Cette admiration qu'elle a pour la grande et chaste Élisabeth veut-elle dire que cette enfant sérieuse sera, un jour, une grande reine dans la tradition des autres Élisabeth ?

La première reine Élisabeth, qui avait les yeux les plus bleus et les plus beaux du royaume, était aussi une York. Elle était la sœur de ces deux petits princes tragiques qui furent étouffés à la Tour de Londres.

C'était au moment de la guerre des Roses : la Rose rouge de Lancaster et la Rose blanche de York. Cette guerre commença par une promenade dans les jardins du Temple, à Londres, sur les bords de la Tamise ; ces jardins sont encore exactement comme au temps de cette promenade de Richard d'York et de Jean Beaufort, de la Maison de Lancaster. Une querelle éclata. Beaufort cueillit une rose rouge et dit à ses amis : « Que ceux qui sont de mon parti portent ma fleur. » Le duc d'York cueillit alors une rose blanche qu'il donna à ses amis pour leur servir d'insigne. Le résultat de cet échange floral fut une sanglante guerre de trente ans qui finit, après la bataille de Bosworth, par la soumission de la Maison d'York.

Mais c'est le mariage de la princesse Élisabeth et du roi Henri VII qui mit vraiment fin à la querelle des deux familles.

On voit encore, dans quelques vieux jardins campagnards, un rosier étrange qui s'appelle « le rosier de York et de Lancaster », car les roses en sont rayées de rouge et de blanc.

Puis vint la sévère Élisabeth, admirée par notre petite princesse, la fille de la tragique Anne de Boleyn et de Henri VIII, qui n'était pas meilleur père que bon époux. Elle fut emmenée à la Tour de Londres comme prisonnière et en sortit pour être acclamée par le peuple de Londres, lors de son couronnement à Westminster. Élisabeth, qui ne se souciait

pas de perdre un empire pour un homme, ne se maria jamais; elle n'avait pas besoin de fonder une famille car, disait-elle : « tant il y a d'Anglais, tant j'ai d'enfants ».

Elle dut défendre ces « enfants » contre la plus terrible invasion que le pays ait connue : l'invasion de l'Armada espagnole.

Elle n'avait pas d'escadre. L'Angleterre ne possédait que des bateaux de commerce. Sur terre, on n'était pas prêt. La reine rassembla, en quelques jours, une armée de cent trente mille hommes. Elle alla à cheval jusqu'à Tilbury et passa ses hommes en revue. Après la revue, elle leur tint ce discours : « Mon cher peuple ! Je suis venue parmi vous en ce moment, non pour me récréer, ni pour le sport, mais résolue, au milieu de la chaleur des combats, de vivre ou de mourir parmi vous. Je sais que je n'ai que le corps d'une faible femme, mais j'ai le cœur d'un roi et prendrai moi-même les armes plutôt que de voir envahir les côtes de mon royaume.

» Je serai moi-même votre général, votre juge, et récompenserai personnellement chacun de vous de ses vertus dans le champ de bataille. »

Cette grande reine repose depuis trois cent quarante ans dans la chapelle d'Henri VII, à Westminster.

Une autre Élisabeth joua un rôle plus tranquille, moins spectaculaire. C'était la fille de James Ier, la grand'mère de George Ier, fondateur de la Maison de Hanovre, qui nous donna la sublime aïeule, Victoria.

Comme elle aurait su apprécier le sacrifice que fit, en décembre dernier, Élisabeth, la femme de son arrière-petit-fils, Albert ! Victoria, qui était plus épouse que mère, et qui supportait mal d'être séparée un seul instant de son mari, ne lui avait cependant jamais sacrifié les affaires d'État. Le Prince Consort, son Albert, était toute sa vie; mais son pays était son devoir. Pour Élisabeth, après les hésitations sous les ombrages de Glamis, Albert d'York était en même temps son devoir et sa joie. Puis vint l'affreuse nuit de larmes; la nuit de l'abdication. Édouard VIII se sentait incapable de continuer sa vie publique sans la femme qu'il aimait. Son frère et sa femme, la douce Élisabeth, durent se sacrifier à lui. Moins encore qu'Édouard, le nouveau roi n'avait, naguère, pu se passer de la compagne de son choix... et Élisabeth devenait Reine !

On s'aperçut en quelques mois que le pays non plus n'aurait pu se passer d'elle, sans elle le trône prenait un aspect trop sévère ; et... le pays ne pouvait se passer de son sourire ! Ce sourire, qui fera en effigie le tour du monde, est déjà trop profondément gravé dans les cœurs.

Sa fille, la petite princesse Élisabeth, est élevée dans l'atmosphère charmante de cette femme délicate et simple ; elle reçoit cependant l'éducation qui convient à l'héritière du trône.

Un politicien me disait cet hiver, au moment de la crise dynastique qui me désolait : « Ne vous tourmentez pas, nous aurons un jour une reine et les reines nous ont toujours réussi ! »

Je pensais à la grande Élisabeth, l'Élisabeth de l'Armada ; à Victoria, l'épouse-reine, en regardant passer l'autre jour, dans le parc de Windsor, la petite princesse aux cheveux blonds, qui se tenait si droite sur son cheval. Elle apparaissait comme un symbole, cette jeune Élisabeth, qui, de sa délicate main d'enfant, ramassait les rênes qu'une main d'homme avait laissé tomber.

DAISY FELLOWES

EN LISANT M. LÉON BLUM[1]

III

L'homme d'un parti.

En 1898, Lucien Herr avait songé à fonder un hebdomadaire socialiste : *la Semaine*. M. Blum devait être un de ses principaux collaborateurs. On avait décidé qu'aucun article ne serait signé. Sur le plan de l'idéologie, c'était une idée qui avait déjà traversé l'esprit de M. Blum et l'avait charmé. Pourquoi signer ? C'est un geste de puérile vanité. Pratiquement, M. Blum, pourtant, a toujours signé ses écrits, même les fantaisies du pseudo-Gœthe. Et rien n'autorise à croire qu'il soit insensible aux louanges des critiques. La préface qu'il a écrite récemment pour la réédition de son *Stendhal* incite même à croire le contraire. M. Blum rappelle que ce livre fut publié quelques semaines avant la guerre et passa ainsi « totalement inaperçu ». M. Blum semble accepter l'accident avec une résignation presque évangélique, *mais* il énumère les critiques qui, sans ces circonstances malheureuses, lui eussent consacré, croit-il, des articles élogieux.

Le noble projet de *la Semaine* échoua. Lucien Herr ne disposait que d'une somme insuffisante : cent mille francs-or, que lui avait donnés un « Mécène ». On aurait pu, avec cela, pourtant, « tenir » quelques mois, un an peut-être. Cepen-

1. Voir *Revue de Paris* des 15 mai et 1er juin 1937.

dant, le journal ne parut pas une seule fois. L'apôtre Herr, qui avait déjà eu avec Péguy des démêlés financiers, avait cru bon, pour accroître la somme dont il disposait, de la jouer à la Bourse — ce qui était audacieux pour un socialiste — Et naturellement, il l'avait perdue [1]. Les apôtres seraient bien avisés de ne pas s'occuper d'affaires d'argent. Elles risquent de les mener en prison, beaucoup plus vite que leur apostolat.

Lucien Herr, lui, n'eut aucun ennui, le mécène étant indulgent, et, en 1904, il réussit enfin, aidé par M. Blum, à réaliser son vieux rêve : lancer un journal socialiste. Le 8 avril 1904 paraissait le premier numéro de *l'Humanité*. Le titre était une trouvaille de M. Herr, sur laquelle certains n'ont pas encore fini de s'extasier. La direction politique était confiée à Jaurès, que M. Blum et Herr avaient décidé à quitter *la Petite République*. Les collaborateurs ne devaient pas rester anonymes ; bien loin de là : leurs noms s'inscrivaient en lettres larges et grasses dans la première colonne. En voici la liste. *Rédacteurs politiques :* Allemane, Briand, Francis de Pressensé, Viviani, Lucien Herr, Charles Andler, Jean Longuet. *Collaborateurs littéraires*, Anatole France (dont le roman : *Sur la pierre blanche* commença de paraître quelques jours plus tard, en feuilleton), Octave Mirbeau, Jules Renard, Gustave Geffroy, Tristan Bernard, Viviani, Georges Lecomte, Léon Blum, Ajalbert, Michel Zévaco, Henry de Jouvenel, A. Athis, B. Marcel, Louis Vauxcelles et Abel Hermant. Aux *Informations* étaient affectés Daniel Halévy, qui portait alors des cravates ouvrières et des vêtements de velours à côtes, et Parassols. Gustave Lanson devait traiter les questions d'enseignement.

La pensée profonde du journal était ainsi définie : « Seul le socialisme, en absorbant toutes les classes dans la propriété commune des moyens de travail... fera de chaque nation enfin réconciliée avec elle-même une parcelle d'humanité. » Quant à l'impartialité de l'organe, elle était garantie, dans le douzième numéro, par cette exclamation de son directeur politique : « Les réacteurs, s'ils n'outrageaient, que feraient-ils ? »

1. Voir Lucien Herr, par Charles Andler. Page 140.

Trois mois plus tard, le même Jaurès indiquait l'ordre d'urgence qu'il convenait d'adopter pour abattre les ennemis du peuple : « Nous avons à lutter contre l'Église catholique, la plus grande force de réaction politique et de servitude sociale, autant qu'intellectuelle et morale. »

Que faisait M. Blum dans le combat? Fonctionnaire au Conseil d'État, il ne pouvait se mettre en avant. Son travail était de coulisse, mais non certes inefficace. Les socialistes français étaient alors divisés en plusieurs groupes : possibilistes, allemanistes, blanquistes, guesdistes, jauressistes. Le Congrès d'Amsterdam, en avril 1904, leur enjoignit de fusionner. M. Blum, qui avait toujours été partisan de l'union des socialistes et l'avait déjà prouvé en 99, au moment de l'affaire Millerand, s'employa activement à faire les démarches nécessaires. L'année suivante, l'unification était proclamée au Congrès de Paris puis à celui de Châlon-sur-Saône. Le parti S. F. I. O. naissait, porté sur les fonts par l'actif M. Blum. Celui-ci prodiguait, par ailleurs, ses articles littéraires au journal du parti. Grâce aux comptes rendus de l'Académie, il pouvait taquiner les Quarante. Très mince satisfaction. Les chroniques de livres lui offraient le plaisir plus substantiel d'attaquer la société bourgeoise, et de donner des leçons d'histoire — une histoire légèrement retouchée — à l'ouvrier-lecteur. A propos d'un livre de Paul Ginisty, M. Blum développait, par exemple, que la Commune avait été « l'affirmation historique du rôle de Paris » [1].

Ainsi de 1904 à 1914, sous le couvert de la littérature, M. Blum a pu ouvrir les yeux des aveugles, dans le même temps que, par son travail au Conseil d'État et ses relations avec les hommes du « parti », il complétait son éducation politique et juridique. A ce moment, l'existence de M. Blum a un double aspect. Il se mêle à la vie théâtrale et mondaine de Paris. Certaines pages du *Mariage* nous le montrent engagé dans des conversations très « XVIIIe siècle », au cours de grands

1. Dans le *Populaire*, plus récemment, M. Blum qui revient volontiers au « glorieux » chapitre de la Commune a écrit : « Dans la flamme des incendies, dans l'éclair des fusillades, les "Communards" ont éclairé les voies de l'avenir ». Conception de la lumière sociale dangereuse pour les immeubles. Et il y a deux ans : « Le sacrifice des héros de la Commune a sauvé la République », — ce qui est une contre-vérité évidente, car Thiers ne menaçait nullement la République.

dîners dont il évoque le charme et l'éclat, avec la pétillante vivacité d'un abbé de cour. D'autre part, collaborateur de l'*Humanité*, il arrose soigneusement les pousses de la Révolution. C'est de ce côté qu'attendent les ombres de Faust et de Herder. M. Blum se décidera-t-il à franchir le pas? Les événements vont en décider. La guerre éclate et M. Blum devient bientôt chef de cabinet du socialiste Marcel Sembat, ministre des Travaux publics, — situation qui devait lui permettre de ne prendre avec la guerre que des contacts conformes à ses idées et à ses goûts.

*
* *

Ces occupations infra-ministérielles ne devaient pas absorber M. Blum, pendant la guerre, au point de l'éloigner de la plume. Il eut le loisir de composer des lettres sur *la Réforme Gouvernementale*, qui parurent en 1917, sans signature, dans la *Revue de Paris*. On peut y apprécier la clarté — et la subtilité — de l'esprit juridique de M. Blum. Les succès qu'il a remportés, avant la guerre, au Conseil d'État, après la guerre, au Palais, comme avocat d'affaires, s'expliquent aisément. M. Blum peut, en quelques minutes, débrouiller une affaire compliquée. Il a cette finesse de touche qui permet, en dégageant quelques points de détail de modifier l'aspect d'une cause jusqu'en ses lignes essentielles. Son adresse est, une fois de plus, incomparable, lorsqu'il s'agit de manier des valeurs *données*.

La *Réforme Gouvernementale*, publiée en volume, s'est vue adjoindre une série d'articles parus dans *le Populaire*, en 1934, et destinés à contrebattre les projets de M. Doumergue. Les deux parties se complètent très logiquement et ce n'est certes pas d'après des indications chronologiques qu'on serait tenté d'y faire un classement. M. Blum propose, dans son ouvrage, une série de mesures destinées à renforcer l'autorité du Gouvernement. Bon nombre d'entre elles sont sages et mériteraient d'être recommandées par tous les partis. Elles révèlent qu'une transformation sensible s'est faite dans les idées de M. Blum sur l'autorité, depuis l'époque lointaine où il soupirait pour l'anarchisme. Le passage au Conseil

d'État lui a donné une haute idée de la fonction gouvernementale. Il a perçu, par ailleurs, que la transformation sociale qu'il souhaite devrait être nécessairement préparée par un pouvoir fort. Aussi, entraîné par sa logique, M. Blum, ayant commencé par demander le raffermissement de l'autorité a fini par recommander un gouvernement, qui, avec d'adroits maquillages, est à peu près un gouvernement de dictature.

De là le double jugement que peut susciter ce curieux ouvrage. Jusqu'à une certaine « ligne idéale », M. Blum gagne son lecteur, parce qu'il recommande de judicieuses mesures d'ordre ; au delà, il l'inquiète parce qu'il monte délicatement un mécanisme de tyrannie. En ce qui concerne les mesures d'ordre, il est juste de dire que bon nombre d'entre elles ont été directement ou indirectement inspirées par M. Henri Chardon, conseiller d'État, qui avait exposé un projet du même genre, mais original, dans un gros ouvrage intitulé *le Pouvoir Administratif*. M. Blum, désireux sans doute de ne pas alourdir son propre livre, n'a pas cité une seule fois le nom de M. Chardon.

Le premier souci de M. Blum est de renforcer l'autorité du président du Conseil, qui doit être — dit-il — un véritable « monarque ». Pour qu'il puisse se consacrer entièrement à sa fonction, il faut que ce monarque, s' « interdise d'ajouter à la mission présidentielle la gestion d'un département ministériel ». C'était justement la solution proposée par M. Chardon... Le président du Conseil, dit encore M. Blum, devrait être assisté de ministres sans portefeuille et d'*un bureau des affaires générales*. Ce bureau qui comprendrait des services permanents s'adjoindrait « des services statistiques, des services juridiques et de législation comparée...» C'est encore ce que recommandait M. Chardon, lequel proposait que la Présidence du Conseil comportât cinq bureaux permanents : un bureau du cabinet, un d'administration générale, un de législation auquel on rattacherait l'office de la législation étrangère, un bureau de la Presse, un de statistique générale.

Les pages les plus curieuses du livre de M. Blum sont consacrées aux règles que doit observer le *Premier*, lorsqu'il choisit ses ministres. Ici, nous nous éloignons du droit cons-

titutionnel. Ce sont des conseils psychologiques, personnels, un bréviaire pour homme d'État. Comme les chances étaient assez maigres pour que les *Premiers* de l'époque songeassent à s'en inspirer, il est impossible de ne pas penser que M. Blum se fixait alors des règles pour le jour où il aurait le pouvoir en mains. « Être Pitt ou Bonaparte... », après un crochet impressionnant du côté du troisième Faust, l'ambition du dandy de 92 retrouvait son costume disraelien. Et comme il ne faut rien laisser, nous le savons, au Monte-Carlo de l'espérance, cet homme qui, politiquement, n'était encore rien, fixait les gestes qu'il devrait accomplir, le jour où il serait tout. Cette assurance a sa beauté. M. Blum est l'horloger de ses désirs. Et quand il les transpose en phrases de manuel, il sait les scander d'un ton aristocratique et louis-quatorzième — bien fait pour inviter le reste du monde à garder ses distances. Le souvenir des hautains programmes stendhaliens ne s'est pas effacé.

S'il s'agit de peindre le désordre, l'« agitation lassée et triste » au milieu de laquelle travaille la Chambre, M. Blum n'abdique pas son attitude dédaigneuse. On ne se sent pas, du reste, le goût de le contredire quand il déclare que le spectacle de la vie parlementaire est « affligeant ». Sans doute M. Blum a-t-il raison de demander, pour remédier à cette situation, que les pouvoirs du Président de la Chambre soient renforcés, que des programmes de travail soient élaborés, que tous les projets de loi ne soient pas nécessairement soumis aux Commissions. Il a raison encore, lorsqu'il déclare que le Gouvernement ne devrait pas poser la question de confiance sur les questions accessoires, « car il est illégitime et dans le fond inconstitutionnel de placer la Chambre devant l'alternative de subir une crise dont elle ne veut pas ou de subir une mesure dont elle ne veut pas davantage ». Tout cela est très sage. Et l'on ne commence à s'inquiéter qu'à l'instant où M. Blum attribue à son président du Conseil-monarque, une autorité nouvelle et renforcée pour la direction des débats [1].

1. C'est là, il est vrai, une réforme qui, au premier abord, paraît inspirée par l'exemple de l'Angleterre. Mais la conception des partis, en Angleterre, est assez différente de celle de M. Blum.

Mais il est temps d'expliquer d'où est issu ce nouveau monarque. M. Blum demande que les partis soient fortement organisés et disciplinés. Automatiquement le chef du parti vainqueur deviendrait Président du Conseil et autour de lui, avec le même automatisme, les divers spécialistes de son État-Major se partageraient les portefeuilles. Ainsi disparaîtraient les déplaisants marchandages au cours desquels on voit successivement offrir cinq ou six ministères à un homme qui n'a de titre spécial pour aucun d'entre eux. Qui ne s'en féliciterait...., si une fois de plus, en poussant trop loin son système, M. Blum n'en était arrivé à le rendre dangereux? Il y a un point en effet à partir duquel la « discipline » du parti menace gravement la liberté. Il est inquiétant, par exemple, de voir sur un mot d'ordre, deux cents députés adopter comme un seul homme une mesure qui n'a rien à faire avec la doctrine même de leur parti. Trop puissant celui-ci transforme les parlementaires en hommes-machines. Il devient la plus dangereuse des menaces dirigées contre l'individu. Et par malheur c'est précisément à ce point de puissance que M. Blum veut le porter. Comment s'étonner, après cela, qu'en 1933, son parti ait exigé des parlementaires de sa dépendance un *serment de fidélité*, les engageant à ne pas se soustraire à la « discipline »? En réalité, un parti devrait être une vaste association, et non une troupe marchant au pas cadencé.

M. Blum ne s'en tient pas là. Petit à petit il en arrive à attribuer au parti vainqueur une autorité absolue sur tout le pays. Il couvre la Chambre de fleurs, mais il lui retire doucement ses pouvoirs et sa liberté. Il prévoit des débats « dirigés », des discussions réglées d'avance, des mesures en somme prises d'avance. Par qui donc et où? Par les dirigeants du parti dans leurs comités de parti.

Quand on sait sur quels programmes vagues, et, pour les masses incompréhensibles [1], un parti peut être porté au pouvoir, comment l'autorité se fabrique et s'exerce à l'intérieur des

1. Une enquête faite par M. Denis de Rougemont, dans des villages du Midi, qui votent « communiste », a révélé que personne, parmi les communistes du pays, ne savait exactement ce qu'est le communisme. Les braves électeurs s'imaginent que le communisme est un parti de progrès et d'évolution, quelque chose comme le radicalisme, en plus « moderne » (encore quand ils ne croient pas que le Communisme s'occupe des communes !)

partis (du moins ceux de gauche auxquels songe M. Blum), comment la majorité y est finalement écrasée par de petits groupes qui s'arrogent le droit de penser et de statuer pour tous, on commence à percevoir vers quel genre d'autorité M. Blum nous a menés après nous avoir charmés d'abord par son goût de l'ordre et son apparent libéralisme.

On le voit mieux encore, lorsqu'il commence à parler du Sénat. S'inspirant de la constitution dictatoriale et farouchement centraliste de 93 qui ne prévoyait qu'une Assemblée, M. Blum, sans proposer ouvertement la suppression du Sénat ne cesse de la suggérer. A ses yeux, la responsabilité du Gouvernement devant le Sénat est « illusoire ». Le Sénat devrait donc être privé du droit de renverser des Ministères. Mais, arrivé à ce point, M. Blum songe que par ses atermoiements la Haute Assemblée, même réduite en ses pouvoirs, pourrait encore ralentir l'action du « monarque » et il se propose, quand le jour sera venu, d'y remédier. « Si j'étais chef de gouvernement, j'ai *souvent pensé* que ma première démarche serait d'inviter un ami, ou si vous préférez un compère, à proposer une modification du réglement du Sénat. »

Le Sénat étant annihilé — voire supprimé — à quel obstacle le gouvernement de parti recommandé par M. Blum, pourrait-il encore se heurter? A la magistrature. Aussi, M. Blum propose-t-il que les juges soient élus. Ils participeraient ainsi à la même impulsion que le gouvernement populaire qui prendrait le pouvoir. Sans Sénat, sans opposition parlementaire sérieuse, privé d'une magistrature indépendante, le pays n'aurait plus qu'à payer par une aventure le prix de tel mouvement d'humeur qui aurait pu l'entraîner au moment des élections. Ainsi, par une série de déclics, la logique de M. Blum, sa logique inhumaine, lui a fait parcourir toute la pente de son esprit : il commence par défendre l'ordre, il finit par supprimer la liberté.

Opportunes ou inquiétantes, ces réformes gouvernementales sont présentées avec une louable netteté. Le système est bien construit, et logique. Menaçant, mais vigoureusement pensé. S'il n'a en soi rien de spécifiquement socialiste, du moins fournit-il un excellent climat pour la période de « préparation

à la révolution » dont nous parlerons tout à l'heure. On comprend, quand on en prend connaissance, comment l'autorité de M. Blum a pu s'imposer dans le parti socialiste, comment il a pu y conquérir la situation que l'on sait. Cette élévation devait heurter bien des préférences ou des préjugés. M. Blum est un bourgeois, un esthète, il n'y a pas chez lui la générosité évidente ou le lyrisme plus ou moins communicatif d'un Jaurès ; il n'a rien du héros populaire. Mais le parti a compris les services que pouvait lui rendre un homme qui, par l'exercice de son métier, avait acquis une sérieuse connaissance des affaires gouvernementales, et qui, après tant d'autres personnages, avait tiré de lui-même, sous le signe du Conseil d'État, le personnage de l'homme d'État. Un livre, comme *la Réforme* — et c'est pourquoi nous nous sommes attardé sur cet ouvrage — révèle les aptitudes politiques de M. Blum. Le « parti » l'a compris. Il avait besoin qu'un bon « commissaire du Gouvernement » passât à son service, il avait besoin d'un grand avocat... Le hasard lui en offrait un, et par surcroît fanatique à ses heures des idées marxistes. M. Blum venu au parti par messianisme y a été accueilli par opportunisme. On le chargea, pour ses débuts dans la politique active, de rédiger le *Programme d'action* du parti socialiste. Son travail, où les « hypocrisies bourgeoises » étaient dénoncées, et les voies d'accès à la « Révolution sociale » soigneusement déblayées, obtint un vif succès. Porté bientôt sur la liste socialiste du deuxième Secteur de la Seine il fut élu député en novembre 1919. Il n'a cessé depuis lors de siéger au Palais-Bourbon, sauf pendant un an. (Battu à Paris, en 1928, par un communiste, il passa, à des élections partielles, l'année suivante, à Narbonne). Dès le premier jour, il était devenu « incontestablement — comme l'atteste Me Zévaès, historiographe du socialisme — le leader du parti tant à la Chambre que dans les Congrès ». Jules Renard, assistant en 1905 à une séance de la Chambre, s'était exclamé : « Mais c'est du théâtre ! » C'est aussi du « Palais ». Critique dramatique, connaissant toutes les ficelles de la scène, et avocat plein d'adresse, comment M. Blum, transporté au Palais-Bourbon, n'aurait-il pas fait figure de « vedette » ?

*
* *

L'Internationale communiste tint en mars 1919, à Moscou, son congrès constitutif. La question se posa aussitôt pour les socialistes français de savoir s'ils continueraient d'adhérer à la Seconde Internationale ou s'ils se rallieraient à celle des communistes : à la Troisième. Après quelques hésitations, nos S. F. I. O. décidèrent, au Congrès de Strasbourg, en février 1920, de quitter la Seconde Internationale et d'adresser à Moscou une délégation chargée d'étudier dans quelles conditions pourrait être rétablie l'unité socialiste. Les leaders de cette mission revinrent de Moscou conquis. Ce pays, purgé de bourgeois, allait bientôt, à n'en pas douter, devenir le paradis terrestre annoncé par Marx. Ils rentrèrent en France réclamant le ralliement des S. F. I. O. à la Troisième Internationale. La question devait être tranchée au Congrès de Tours en décembre 20. Sur ces entrefaites, Moscou expédia deux ukases : le premier impérialement œcuménique dénonçant le social-pacifisme, réclamant l'agitation systématique et perpétuelle, la discipline stricte, l'expulsion des éléments petits bourgeois, etc., le second, spécialement réservé aux S. F. I. O., condamnant leur mollesse et clouant au pilori « les infâmes traîtres » qui ont nom Jouhaux et Albert Thomas.

C'est dans cette atmosphère orageuse que M. Blum intervint au Congrès de Tours pour s'opposer au ralliement à la *Troisième Internationale*. Il faut lire le discours qu'il a prononcé alors[1] et sa brochure *Socialisme et Bolchevisme* pour connaître exactement les raisons qui l'opposent au bolchevisme. Beaucoup d'électeurs pensent encore que les socialistes représentent un parti de réforme sociale, par opposition aux bolchevistes champions de la Révolution. C'est une erreur. Le *réformisme*, doctrine socialiste qui attend la transformation de la société d'une série de réformes accomplies dans le cadre parlementaire, est formellement condamné par M. Blum. « Là-dessus, a-t-il dit au Congrès de Tours, *il n'y a aucune discussion possible... Prise de l'autorité centrale par n'importe quels*

1. Publié sous le titre : *Pour la Vieille Maison.*

moyens sans que ni les moyens légaux, ni les moyens illégaux soient exclus, telle est la pensée socialiste. Il n'y a pas un seul socialiste qui consente à se laisser enfermer dans la légalité. »[1]

Alors si les communistes et les socialistes poursuivent le même but, détruire la société bourgeoise, socialiser les moyens de production, s'ils sont les uns et les autres partisans de la Révolution, en quoi consiste la différence qui les sépare? M. Blum l'a expliqué avec beaucoup de netteté. Le parti socialiste délègue son autorité de bas en haut, son action est (en théorie tout au moins) déterminée par des actes de « volonté collective ». Chez les communistes, la décision part du sommet (d'un comité qui *s'est attribué* ses pouvoirs) et s'exerce sur tout le parti par le jeu d'une « discipline militaire ». D'autre part les communistes sont partisans de la révolution *immédiate*. Ils veulent la faire avec une petite troupe de choc en entraînant « à la faveur d'une circonstance favorable » des masses « *inconscientes* » [2], puis instituer la dictature du prolétariat. Cette dictature devra nécessairement durer très longtemps, puisque les masses ont été trompées et surprises, et qu'après les avoir conduites au communisme *malgré elles* il faudra les transformer en une société de communistes conscients et satisfaits. C'est seulement lorsque cette transformation aura été faite, l'éducation des hommes achevée, qu'on pourra lever le régime de dictature et passer au régime de liberté.

Pour les socialistes, au contraire, il est bon que la Révolution nécessaire soit précédée d'une période plus ou moins longue de réformes (ce qui n'a rien à voir avec le réformisme qui, lui, *exclut* la Révolution [3]). Ces réformes « *accroissent non seulement le bien-être du prolétariat, mais sa force d'extension, c'est-à-dire sa capacité révolutionnaire.* »

Elles élèvent le niveau de la classe ouvrière, rendent celle-ci « plus proche et mieux préparée à la révolution ». Elles « servent à « *accroître et à consolider les emprises de la société révolutionnaire sur la société capitaliste* ». Elles sont tellement nécessaires qu'elles méritent d'être qualifiées par elles-mêmes

1. *Pour la vieille maison*, page 14.
2. *Idem*, page 26.
3 « *Le réformisme n'existe plus. La doctrine du parti est une doctrine révolutionnaire* ».

de *révolutionnaires*. A ce titre le travail d'un gouvernement de front populaire est révolutionnaire. Il accomplit « les travaux d'approche de la transformation sociale ». En organisant le socialisme, en fortifiant ses cadres, en éduquant les masses, il permet le triomphe véritable de la Révolution. Avec le système de Lénine, tout restait à faire après le coup de force qui assurait la prise du pouvoir. Avec le système de M. Blum, une grande partie du travail d'éducation et d'organisation est fait, lorsqu'on se décide à s'emparer du pouvoir. Car il faut en arriver là, et, comme le dit M. Blum, « il n'y a pas un socialiste, si modéré soit-il, *qui se soit condamné à n'attendre que d'un succès électoral la conquête du pouvoir.* » Même si un parti socialiste dans le cadre des institutions existantes (comme en Suède, par exemple) a *assumé* le pouvoir, il lui reste encore à le *conquérir*, c'est-à-dire à changer toutes ces institutions, fût-ce par la violence... Lorsque la révolution sera faite, la dictature du prolétariat sera instituée, pour mater les dernières résistances et pour achever le travail de socialisation des masses. Mais, grâce au travail accompli pendant la période de préparation révolutionnaire, l'éducation du peuple sera beaucoup plus vite achevée ; la dictature durera moins longtemps ; le régime de liberté pourra être plus vite rétabli.

En somme, il n'y a aucune différence de programme entre communistes et socialistes. Les deux partis poursuivent absolument le même but : socialisation de tous les moyens de production. Tous les deux sont d'accord pour faire une révolution, tous les deux sont d'accord pour instaurer la dictature du prolétariat. Ils ne diffèrent que sur deux points d'organisation et de tactique : sens dans lequel se délègue et s'exerce (en principe) l'autorité à l'intérieur du parti ; date à laquelle il convient de déclencher la Révolution. Tout de suite, disent les communistes ; quand un minimum de préparation morale aura été acquis, disent, par la voix de M. Blum, les socialistes. Le jour où M. Blum acceptera la fusion des communistes et des socialistes, on devra en déduire ou que les communistes renoncent à leur méthode ou que M. Blum et son parti jugent que la préparation est suffisante et que l'heure H, l'heure de la Révolution, de la « rupture » peut sonner.

Le discours que M. Blum adressa aux S.F.I.O. de Tours montrait très clairement que la révolution communiste trompait les masses, serait extraordinairement sanglante et devrait être suivie d'une longue période de terreur. Ce public intrépide n'en conçut aucune émotion. Sans doute, les délégués pensaient-ils que s'il faut en venir à la violence, il n'y a pas très grande différence entre aujourd'hui et demain. Par 3 208 voix contre 1 022, ils votèrent l'adhésion à la Troisième Internationale, celle de Moscou. Les cris de « Vive Lénine » retentirent, lancés avec l'ardeur de la foi, dans la patrie de Balzac. Mais rien n'était fini ; à la représentation dramatique de style Marx allait succéder une comédie de style Sardou. Moscou envoya un télégramme pour témoigner sa satisfaction et pour demander l'exclusion des « agents de l'influence bourgeoise » qui avaient voté le projet de résolution (Longuet-Paul Faure) déposé par les partisans de M. Blum. Alors ces mêmes délégués à qui l'on venait de seriner durant des heures que l'autorité de Moscou était dictatoriale et qui par leur vote avaient répondu : « C'est cette dictature que nous souhaitons », ces délégués, dès qu'ils se trouvèrent en présence de la première manifestation d'autorité de Moscou, changèrent immédiatement d'avis et décidèrent de n'exclure ni Blum, ni Longuet, ni Paul Faure, ni aucun de leurs amis. Ce qui signifiait qu'ils renonçaient décidément à se rallier à la Troisième Internationale. Cette décision, de sens strictement contraire à la première, fut votée par 3 247 voix contre 1 398.

*
* *

En 1919, M. Blum, ayant défini la tactique de son parti, avait précisé la doctrine socialiste elle-même dans une longue brochure qui connut le plus grand succès. *Pour être socialiste* approche aujourd'hui du cent cinquantième mille. C'est de cette étude que M. Blum tira naguère les éléments de son article sur l'*Idéal Socialiste* qui parut dans la *Revue de Paris* en 1924 [1]. La position socialiste que M. Blum

1. Dans une série d'études consacrées aux programmes des divers partis.

précise dans ce travail dérive, déclare-t-il lui-même, de Marx et de Jaurès. A la vérité toute la substructure, toutes les lignes directrices appartiennent bien à Marx. Toute la théorie économique est marxiste. En soi cette influence est bien naturelle. Nous avons vu comment, au temps de l'Affaire, Marx et Israël s'étaient liés dans l'esprit de M. Blum. Mais le fatalisme et l'inhumanité du marxisme pur paraissaient peu faits pour séduire le public français. De Lille à Narbonne, pour les aspirants socialistes, la sauce humanitaire, jaurès-siste est nécessaire. Sans les essences « justice et fraternité » l'alcool marxiste descendrait mal dans un gosier français. De ce point de vue la vague et déclamatoire idéologie de Jaurès fournit tout le « bouquet » souhaitable. Jaurès n'était pas homme à se limiter aux constructions impitoyables de Marx. D'un cœur généreux il a même entrepris, ainsi que nous l'apprend M. Blum lui-même, d'incorporer dans le socialisme « *la pensée grecque, le prophétisme juif, l'évangélisme chrétien, la vieille chanson qui a bercé la misère humaine, et aussi le chœur antique où quelque chose de divin traîne encore, le Moyen-Age, la Renaissance, le classicisme — qui est nationaliste, qui par conséquent est ordre, qui par conséquent est l'effort, même inconscient, vers la justice — toutes les grandes batailles, polémiques et investigatrices du* XVIIIe *siècle, les mouvements révolutionnaires, tous les grands mouvements du* XIXe *siècle, le mouvement républicain, le mouvement humanitaire, les premières ébauches du mouvement socialiste et toutes les formes du mouvement scientifique.* » [1].

Il faudrait être vraiment difficile pour ne pas trouver nourriture à sa convenance dans un mélange aussi varié. Mais cet énorme menu a plus d'apparence que de consistance et, pour constituer un « corpus » socialiste, il faut plus de précision. M. Blum ne demande donc à Jaurès que les épices. La viande doit, par nécessité, rester marxiste. Et M. Blum a eu d'autant plus de mérite à se dire marxiste, à penser marxiste, qu'il y a des jours où, dans son privé, il n'approuve plus entièrement Marx. Oh ! pour le messianisme, le devenir, la marche de l'humanité, la dictature du prolétariat, l'accord subsiste,

1. *Jean Jaurès*, par L. Blum, p. 37.

c'est sur les détails de doctrine que la stricte obédience est plus difficile. En 1900 déjà, c'est-à-dire dix ans après avoir reçu la révélation de Lucien Herr, M. Blum confessait dans la *Revue Blanche* : « *Nul n'ignore parmi les socialistes réfléchis que la métaphysique de Marx est médiocre. Nul n'ignore que sa doctrine économique rompt une de ses mailles chaque jour.* » Mais M. Blum ne peut pas révéler aux masses de pareilles incertitudes. Les socialistes réfléchis ne doivent pas imiter l'exemple de Péguy et faire du socialisme individualiste. Les deux mots s'accordent mal. Aussi M. Blum garde-t-il pour lui ses réserves. Cet exotérisme politique ne trompe pas tout le monde — et il se glisse parfois dans *le Populaire*, sous la plume de M. Blum, des affirmations qui font bondir les grands théoriciens marxistes : « Il y a chez lui, constate avec amertume M. J. Duret, pur gardien de la doctrine, une méconnaissance regrettable de l'économie marxiste. » Ces dissentiments de détail n'intéressent que les docteurs : dans l'ensemble, on retrouvera intacte la doctrine marxiste dans « *Pour être socialiste* ».

M. Blum « ferre » d'entrée l'attention de son public populaire en lui montrant ce qu'il y a de proprement scandaleux dans le fait que des enfants de bourgeois, grâce à un « *capital qui se transmet indéfiniment* », puissent pousser très avant leurs études et conquérir de belles situations, tandis que, « *sauf hasard providentiel* » les fils de salariés « demeurent toute leur vie des salariés ». On perçoit ainsi tout de suite que M. Blum, entré dans la lutte, altère la vérité au bénéfice de la cause qu'il a faite sienne. Car, d'une part, le capital ne se transmet pas indéfiniment et, avec l'aide du fisc, « fond » même très vite — et, d'autre part, le hasard providentiel qui tire un homme hors de la classe pauvre se renouvelle si souvent que, s'il fallait adopter les vues de M. Blum, nous habiterions une vraie terre de miracles[1]. Il n'y a pas de cloison étanche entre les perpétuels parias et ceux « *qui font fleurir leur paresse et leur faste sur le surmenage et la misère de la*

1. Un Israélite paraît particulièrement mal venu à défendre une pareille doctrine. C'est en deux ou trois générations, au maximum, que les Juifs de France ont fait leur fortune. Ils sont arrivés chez nous pauvres. On les félicite du reste de cette élévation qui prouve à la fois leur mérite et la non-étanchéité des classes.

multitude [1] » (!) Le paria du lundi peut devenir le propriétaire du samedi — et *vice versa.*

M. Blum sait si bien, d'ailleurs, que nous ne vivons pas dans un pays de castes éternellement séparées que, allant au devant des objections, il prononce : « Si les enfants d'ouvriers et de paysans étaient tous également sobres, économes, laborieux, pourraient-ils tous devenir, en récompense de leurs vertus patrons ou propriétaires ? » Hypothèse qui a un caractère tellement aventureux qu'on se demande comment M. Blum peut la proposer à ses lecteurs.

M. Blum dit encore aux ouvriers qu'il veut gagner à sa cause : « En régime capitaliste jamais votre salaire ne représentera *la valeur entière de votre travail.* Toujours, quoiqu'il arrive, une part de cette valeur sera retenue au profit du capital qu'un autre possédait à sa naissance et que vous ne possédez pas. » Toute la théorie de la plus-value de Marx, théorie que pour son usage personnel M. Blum juge périmée, est incluse dans cette affirmation. D'après Marx une chose a une valeur égale au nombre d'heures de travail qu'elle a coûté. Un ouvrier qui travaille huit heures incorpore huit heures de valeur-travail à l'objet qu'il a façonné. Le patron lui paie, disons, pour fixer les idées, la valeur de quatre heures de travail, car cette valeur suffit à assurer la subsistance de l'ouvrier et il garde pour lui la contre-valeur des quatre autres heures. Ainsi pour Marx et pour les ouvriers qui, grâce à M. Blum, se sont ralliés à ses théories, le patron est proprement un *voleur.* Seulement (il y a un grand seulement) Marx a oublié de rémunérer le labeur du chef d'entreprise et celui de l'inventeur — et *surtout* il a mal posé la question, car ce n'est pas la *valeur-travail* qu'il faut considérer dans une marchandise, mais la *valeur-utilité.* La théorie de Marx, comme le dit M. Aftalion [2], « est incapable de rendre compte de ce fait d'observation très simple que dans chacune des entreprises particulières le profit tend à se proportionner au montant du capital engagé, nullement à l'importance du personnel

1. De plus, si le renouvellement des élites n'était pas, malgré tout, assuré par un nombre suffisant d'ascensions, on aurait beaucoup moins de mal à stimuler cette ventilation qu'à refaire une société sur des données purement théoriques.

2. *Les fondements du socialisme.*

ouvrier, nullement par suite à la somme de sur-travail qu'impliquerait la théorie marxiste. »

En ce qui concerne l'inventeur, dont nous avons évoqué le rôle au passage, M. Blum estime qu'il n'y a pas lieu de lui attribuer une rétribution spéciale, l'inventeur n'étant qu'à demi responsable de son invention. Ce n'est pas un homme qui découvre, c'est une époque tout entière, tous les savants d'une génération, — quatre-vingt-dix-neuf ayant amorcé un raisonnement que le centième a victorieusement conduit à bonne fin. Nous retrouvons ici l'attitude d'hostilité de M. Blum à l'égard du moi, de l'individu, attitude qui explique son comportement et ses théories. Faut-il ajouter que la réalité est assez différente de cette « vue » ? Les inventeurs vraiment grands donnent plus à leur époque qu'ils n'en reçoivent. Les idées de l'humanité sont renouvelées de siècle en siècle par un tout petit nombre d'hommes... M. Blum ne confondrait-il pas les inventions et les perfectionnements d'atelier ?

Pour en revenir à la « valeur entière de votre travail », formule magique qui galvanise les masses en leur faisant espérer un niveau de vie tout différent du leur, on se ferait scrupule de la laisser passer sans en vider le contenu. Que représente le Pactole promis ? Un travail accompli en 1932 sur cent vingt-six Sociétés de toute nature représentant un capital de 5 614 248 500 francs montre qu'une fois portés à la réserve les fonds destinés au renouvellement des machines (réserve que Marx admet), sur 1 000 francs distribués la main-d'œuvre touche 670 francs, le fisc 230, les administrateurs et actionnaires 100. Aujourd'hui la main-d'œuvre touche 700 (ou plus) et le capital 70. Donc le travailleur qui reçoit 30 francs pourrait se dire qu'une fois morts l'infâme patron et l'affreux capitaliste, il toucherait 3 francs de plus. Malheureusement, ces 3 francs, en réalité on ne les lui donnerait pas. Car actuellement le fisc, intervenant à nouveau, les ampute déjà de *un franc* par des impôts divers. D'autre part, c'est sur les 2 francs qui restent que les capitalistes prélèvent aujourd'hui la part nécessaire à la création de nouvelles affaires. Les actions et les obligations qu'ils souscrivent servent à créer des usines électriques, des barrages, des ports. Même en régime communiste, il faut monter de nouvelles entreprises. Où les Soviets

prennent-ils l'argent? Mais où on le prend aujourd'hui, en État capitaliste : sur les bénéfices des entreprises anciennes. Seulement l'État communiste prélève cette part avant de faire la distribution des produits de l'affaire, tandis qu'en État capitaliste, cet argent est demandé aux bénéficiaires *après* distribution [1]. La somme réservée au financement économique du futur représentant approximativement 1 franc, l'ouvrier de « 30 francs » ne gagnerait, à voir disparaître le capital, qu'un franc : soit un trentième de son salaire (33 francs par mois s'il touche aujourd'hui 1 000 francs : la Révolution pour 33 francs).

Ce raisonnement n'a d'ailleurs été poussé que pour montrer la fragilité réelle des propositions avec lesquelles on enflamme les masses. Nous avons admis comme point de départ que l'affaire, en régime socialiste, fonctionnerait tout aussi bien — ce que l'expérience dément absolument. En réalité, l'avènement du socialisme se traduirait pendant de longues années par une diminution réelle du salaire ouvrier.

Étudiant les deux formes que revêt le capital [2], M. Blum nous donne des aperçus instructifs sur ce que sera, matériellement, le régime socialiste. Première catégorie de capitaux : la monnaie, les métaux précieux, les valeurs mobilières. Ces dernières ne font pas question, puisque tous les moyens de production deviennent la propriété de la collectivité, c'est-à-dire pratiquement de l'État. Restent l'or, les billets. « Nous pensons qu'on pourrait retirer du monde, sans l'appauvrir, toute sa fortune d'or et de papier », affirme M. Blum. Ce sont des *valeurs imaginaires*... Évidemment, la monnaie n'est qu'un signe. On ne mange pas l'or, on ne se chauffe pas avec l'or. On peut décréter que l'or ne vaut rien, les billets rien. Quel sera l'effet? Tous ceux qui détiennent de l'or et des billets n'auront plus entre les mains que des métaux inutiles et de vieux papiers. Mais le lendemain il faudra créer d'autres signes d'échange — et, en ce qui concerne le système lui-même, rien n'aura été changé. M. Blum ne prouve pas que les valeurs d'échange sont inutiles, il indique seulement un moyen de

1. C'est ce qu'a expliqué M. Lescure dans cette revue.
2. *Pour être socialiste*, page 12 et sqq.

ruiner ceux qui ont entre les mains un billet de banque. (Les socialistes se posent, par ailleurs, en défenseurs de l'épargne. Comment peut-on défendre l'épargne, dans le même temps qu'on condamne les moyens de la constituer?)

Seconde catégorie de capitaux : la terre, les bâtiments, le sous-sol. « Où sont les titres de leurs propriétaires? » demande M. Blum. « N'avons-nous pas tous la même vocation aux richesses naturelles? » On pouvait jadis défendre la propriété... « le petit champ que le paysan cultive, le marteau du forgeron, le métier du tisserand leur semblaient comme un prolongement de leurs bras. Cet aspect individualiste du travail semblait ainsi justifier la propriété individuelle. » Mais aujourd'hui l'univers « *a pris la figure d'une usine immense* », les « formes collectives de la propriété » sont seules admissibles. Admettons un instant que M. Blum ait raison. Pourquoi son journal, *le Populaire*, a-t-il pendant des années affirmé aux paysans que la petite propriété n'était pas menacée? Si le kolkhoz est seul admissible, pourquoi faire croire aux paysans que la petite propriété est sacrée? Pourquoi deux vérités : une vérité doctrinale et une vérité électorale?

Pourquoi? Nous le savons très bien. Parce que sans l'appui ou la complaisance des paysans la Révolution ne saurait réussir. Il faut les abuser pour les gagner. Jaurès avait cultivé la même équivoque. Au lendemain de la Révolution, l'État devrait, pensait-il, déclarer aux paysans : « Désormais c'est la nation qui est votre maître. Et comme la nation socialiste c'est vous-mêmes, c'est vous qui *par moi* serez vraiment les possesseurs de la terre travaillée par vous [1]. » Il se gardait d'ajouter : vous n'en serez maîtres que dans des conditions très limitées; vous ne la léguerez pas à vos enfants, etc...

Il est vrai que Jaurès, dans l'ardeur de son cœur généreux, rêvait d'une révolution qui satisferait tout le monde. Il disait aux patrons qu'ils ne seraient plus patrons, mais que ce serait là un grand avantage pour eux, car ils seraient ainsi débarrassés des soucis qui aujourd'hui les rongent. Il affirmait aux bourgeois : « La Révolution sociale vous brisera, *mais elle ennoblira votre œuvre* [2]. » Et quand il voyait un pays pauvre,

1. *L'Idée Socialiste.*
2. Pages choisies de Jaurès (Rieder), p. 220.

il se tournait vers les bourgeois de ce pays, et les adjurait de l'enrichir, afin que le peuple, au jour du Grand Soir, eût au moins quelque chose à se partager. Ainsi s'adressait-il par exemple à la bourgeoisie italienne, en la *suppliant d'accomplir*[1] *son œuvre*, de remplir le pays d'usines, et de préparer par leur travail le règne du prolétariat. C'est ce qu'on appelle la méthode du guillotiné par persuasion.

Quand la propriété et les propriétaires auront été supprimés, il faudra réorganiser une société nouvelle. Aux chefs d'entreprises, aux patrons bourgeois succéderont des chefs socialistes qui seront sans nul doute plus méritants, puisque ce n'est pas par un droit d'héritage qu'ils auront acquis leur situation, puisqu'ils ne seront plus les privilégiés du *sort*, mais les plus aptes, mais les plus dignes. Leur autorité ils l'exerceront « *pour le profit commun, non pour leur honneur et leur profit personnel. Notre but n'est pas du tout*, dit M. Blum, *de rémunérer leur mérite qui est l'ouvrage de la nature et de l'effort accumulé de la civilisation, mais de l'utiliser dans l'intérêt de la collectivité tout entière. Ils ne seront pas à proprement parler des chefs, mais des travailleurs comme les autres*[2]... » Ce texte, qui nous transporte au cœur même de la future cité socialiste, est d'une extrême importance, mais il n'est pas d'une extrême clarté. Il semble bien que M. Blum ait voulu dire là que les chefs ne seraient pas rémunérés plus que les manœuvres et demander que tous les travailleurs soient traités avec une égalité absolue. Le contexte confirme cette hypothèse. M. Blum explique en effet plus loin que dans le monde socialiste tous les hommes travailleront par *goût du travail*. Pour lui, ce goût-là est une *donnée naturelle*. (Du moins il le dit là, bien qu'il déclare ailleurs : *Le travail de l'homme n'est pas un idéal humain.)* Les chefs travailleront donc plus et mieux que les autres, sous la seule impulsion de l' « amour de l'art ». Ce serait à désespérer de l'humaine nature, aux yeux de M. Blum, s'il fallait penser que les hommes travaillent pour des raisons intéressées. Est-ce que les plus beaux travaux de l'homme ont été inspirés par le désir

1. *Socialisme et liberté.*
2. *Pour être socialiste*, p. 11.

de gagner de l'argent? « *Est-ce l'appât du gain qui provoque les grands témoignages du travail humain? Est-ce l'appât du gain qui a édifié les temples de l'Acropole ou les cathédrales gothiques?* » Est-il, demanderons-nous à notre tour, raisonnement plus spécieux? Argumenter sur le travail en s'appuyant sur les créations d'artistes, c'est syllogiser sur le néant, car il n'y a aucune commune mesure entre le travail de Phidias et celui d'un chef de port, d'un chef de chantier, d'un chef de gare.

Pour faire tenir le système, il faut attribuer aux moindres contremaîtres le désintéressement des constructeurs de cathédrales. Il faut qu'ils aient une *mystique*. Et, en effet, M. Blum déclare que le « *socialisme est presque une religion* ». Pour lui-même, c'est possible. Mais pour la masse? Ne sommes-nous pas ici, de nouveau, en face d'une hypothèse d'idéologue? Est-ce que pour édifier ses théories, M. Blum ne prête pas à l'humanité des sentiments plus conformes à ses désirs qu'à la réalité ? Est-ce qu'il ne raisonne pas sur les hommes non tels qu'ils sont, mais tels qu'à ses yeux ils devraient être? Est-ce que ce marxisme qui prétend se dégager du fait ne finit pas par tomber du ciel — du ciel des idées? Gœthe n'a-t-il pas dit très justement que, pour agir, l'homme a besoin du stimulant de l'intérêt personnel? On peut trouver cela fâcheux, mais c'est ainsi. Et s'il s'agit de changer l'homme, pourquoi le socialisme réussirait-il mieux que n'a pu le faire le christianisme?

Mais peut-être après tout nous dirait-on que nous avons mal interprété ce texte de M. Blum. Peut-être (car nous sommes en face d'une question essentielle qui vaut des frais de subtilité) pourrait-on prétendre que M. Blum, en déclarant que dans la cité socialiste les chefs ne travailleront pas pour leur profit, songeait au profit dit « capitaliste ». En ce cas il n'y aurait pas d'inconvénient à mieux payer les chefs que les ouvriers. Car salaire n'est pas profit.

Admettons cette hypothèse. Qu'en résulterait-il? Une injustice ou une catastrophe... Car si le chef jouit d'avantages spéciaux, son fils, jeune, y participera (à moins que, suivant l'exemple de Rousseau, on ne l'envoie à l'Assistance Publique).

Mais par la suite quand, adulte, il redeviendra manœuvre (le calcul des probabilités joue en faveur de cette hypothèse), il retombera au niveau commun. Ainsi la plupart des enfants de chefs auront à souffrir ce passage du *plus* au *moins* que M. Blum réserve à l'actuelle bourgeoisie et dont il reconnaît lui-même, bonnement, qu'il sera très pénible. A chaque nouvelle génération, les enfants des meilleurs seront donc, et à jamais, pénalisés. Et voilà l'injustice.

Ou bien les chefs tiendront à conserver leurs avantages à leurs enfants et dans un délai plus ou moins long, un nouveau régime d'inégalité sera reconstitué : voilà la catastrophe.

Catastrophe très humaine. Elle se produit actuellement en Russie où, avec un régime de salaires inégaux, les classes tendent à réapparaître. Il est vrai qu'aux yeux des socialistes les communistes ont caricaturé le socialisme. C'est un point de vue. On serait plutôt porté à croire pourtant qu'en passant de la théorie à la réalité les communistes ont rencontré un élément qui a tout « faussé » : la nature humaine. Et si les socialistes, si les Trotzkystes prenaient le pouvoir, ils seraient eux aussi obligés de céder devant elle. En fin de compte, Tolstoï avait raison. La transformation du moi pourrait seule assurer une durable transformation de la société. Si cette réhabilitation de la conscience individuelle n'est pas accomplie, toutes les révolutions politiques et sociales seront vaines. Après l'intermède sanglant, tous les défauts humains refleuriront sous des formes nouvelles : en somme tout recommencera.

Et d'abord les masses ouvrières éprouveront quelque surprise en constatant qu'elles accomplissent le même travail qu'avant — et dans des conditions, selon toutes vraisemblance, moins avantageuses. M. Blum ne leur a-t-il pas dit : « Supposez que par une sélection judicieuse, tous les individus se trouvent distribués dans les divers quartiers de l'activité sociale ; supposez que chacun sans exception donne à la société, chaque jour, quelques heures de travail utile, *j'entends du travail qu'il aime*... Supposez que tout le travail humain soit organisé comme dans une usine unique... Ne croyez-vous pas que cet effort discipliné suffirait pour assurer à chaque homme

le bien-être, sinon le bonheur?[1] » Qui ne serait prêt à édifier d'agréables rêves sur cet amas d'hypothèses? « Le travail qu'il aime ! » Est-ce qu'on trouvera des amateurs bénévoles pour les égouts, les poudrières, les mines, les usines de céruse? Qui aimera, plus qu'aujourd'hui, poinçonner des billets de métro? Et quel « orienteur » pratiquera cette « sélection judicieuse ? » Qui répartira les hommes selon leurs aptitudes, leurs mérites? Est-ce qu'il existe une méthode qui permette de déceler avec certitude les véritables aptitudes des jeunes gens? Au moins aujourd'hui, l'homme peut-il à son gré changer de métier. Imagine-ton l'état d'asservissement dans lequel tombera l'humanité, lorsqu'elle sera tout entière encasernée dans l' « usine unique » de M. Blum, sous la surveillance d'une armée de fonctionnaires? Le système n'est viable que s'il est impitoyable et s'il écrase la liberté sous prétexte de la faire fleurir. Ce n'est pas non plus par l'effet d'un hasard que la Russie d'aujourd'hui retentit de plaintes contre les fonctionnaires. Ces excellents répartiteurs et surveillants de l'activité humaine sont les premiers gardechiourmes d'une société-bagne. Et ils ont pris à leur charge, en les exagérant, parce qu'ils vivent dans une atmosphère d'impunité, toutes les erreurs des privilégiés des sociétés libérales. Il arrive ainsi, chez nous, dans l'armée, qu'un sergent d'origine « prolétarienne » soit plus dur pour ses hommes que ne l'est, dans son usine, le pire patron. Le travailleur qui lit *le Populaire* s'est convaincu qu'il ne sera vraiment libre qu'après avoir fait la révolution et anéanti le patronat. Eh bien, s'il la fait, — pour reprendre une expression de M. Giraudoux : il verra...

Il verra... et, si par hasard il a de « la lecture » et de la mémoire, peut-être se demandera-t-il si M. Blum n'avait pas vu juste, le jour où contredisant d'avance ses théories, il avait lancé cette phrase : « Sommes-nous sûrs, en modifiant les conditions d'existence d'un être quelconque, de pouvoir mesurer d'avance les conséquences de notre action et de ne pas le précipiter du mal au pis? »

Pour achever de se convaincre de l'agrément que l'on goûtera dans la société organisée par M. Blum, il convient

1. *Pour être socialiste*, p. 26.

d'ajouter qu'il la prévoit parfaitement « standardisée », car il serait coupable de « gaspiller l'activité laborieuse à satisfaire — ou même créer — des besoins factices, des modes d'un jour ». Cette simple phrase laisse présager une production aussi morne qu'en Russie, où le peuple, quand il a la possibilité d'acheter les objets qui lui manquent, défile devant les rayons d'une sorte de magasin d'armée. Enfin, en ce qui concerne les intellectuels et les artistes, le sort qui leur serait réservé ne justifierait en rien les espoirs que quelques-uns d'entre eux fondent actuellement sur le succès total de M. Blum. Les « œuvres d'art n'ayant pas de valeur sociale évaluable », artistes et écrivains n'auront droit à aucune rémunération spéciale. Ils travailleront à l'usine comme tout le monde et composeront leurs chefs-d'œuvre pendant leurs heures de loisir.

Que M. Blum ait édifié un système aussi rigide, nous ne nous en étonnons pas. La foi logicienne et messianiste le soutient et ses vues sur la nature humaine, sur l'individu sont très particulières. Mais que la doctrine ait recruté tant de clients en terre chrétienne et latine, voilà qui peut sembler très étonnant. On serait même fondé de nous dire : à quoi correspondent en réalité les liens que vous croyez démêler entre une certaine forme de l'esprit d'Israël et le marxisme, si une masse d'origine chrétienne peut adhérer avec tant de facilité au marxisme? A cette question on peut faire deux réponses : tout d'abord, comme nous l'avons dit, beaucoup de socialistes et de communistes connaissent très imparfaitement la doctrine de leur parti. Combien parmi les socialistes savent, par exemple, que pour M. Blum la révolution violente reste nécessaire et sera suivie de l'instauration d'un état communiste? Que peuvent-ils comprendre au milieu des déclarations lénifiantes prodiguées en période électorale? Il en est certainement, parmi eux, qui seraient stupéfaits d'apprendre que l'héritage, d'après M. Blum, doit être supprimé et qu'un classement humain total doit être refait à chaque génération.

Enfin et surtout entre les penseurs israélites qui ont forgé *l'essentiel* du socialisme et les masses qui l'ont adopté, il y a

un malentendu essentiel, fondamental : le Juif qui prépare le règne de la Justice avec une inhumaine et implacable logique est véritablement attiré par un idéal — que nous jugeons néfaste — mais qui, dans la grande majorité des cas, est désintéressé.

Le Juif n'a pas de jalousie de classe. S'il n'est pas messianiste, s'il est « assimilé », il n'envie pas un juif riche, mais il se le donne pour modèle — pour lui ou pour ses enfants. Et ainsi il se manifeste semblable à l'Américain qui, jusqu'à ces derniers temps tout au moins, admirait Rockefeller et ne le jalousait pas. Si le Juif est messianiste révolutionnaire, il ne jalouse pas davantage son coreligionnaire opulent, mais il veut lui enlever sa richesse, par ce qu'il estime « cette restitution » juste. Révolutionnaire, un Juif est entraîné par une *idée-force*. D'autre part, sa conception de la société humaine « bloc » lui permet généralement de reporter à une date très imprécise la réalisation de ses desseins. Rien de pareil dans des masses d'origine chrétienne, qui sont engagées, elles, dans le sentiment — ce qui a ses avantages et ses inconvénients. Ici la jalousie sociale est puissante, l'idéologie nulle ou presque. Les *images-revanches* se substituent aux idées-forces. Qu'est-ce que la société future pour ces nouveaux adeptes ? C'est celle qui dépossédera les riches qu'on connaît ou dont on a entendu parler [1]. C'est celle qui pansera de vieilles blessures d'amour-propre. Ainsi la haine d'envie fournit un renfort inestimable et décisif à la haine d'idéologie. Des rancunes de village se mettent au service de haines et de rêves internationaux. Et, par l'effet d'un transfert de valeurs digne d'admiration, tels hommes qui sont avant tout entraînés par leurs ressentiments privés ou aiguillonnés par l'espoir de recueillir des avantages personnels se persuadent qu'ils représentent le désintéressement et l'altruisme. Au plus bas degré de l'échelle on trouve des fainéants ou des coquins qui, lancés contre une bourgeoisie réputée vile, vicieuse, voleuse, se considèrent comme les champions de la vérité, de la vertu, de la justice.

1. Au cours de la campagne électorale de 1936, un agent de propagande communiste fut interrogé par un « bourgeois » avec lequel il était en relations. « Pensez-vous sincèrement que vous serez plus heureux en régime communiste ? » demanda le « bourgeois ». — Non, répondit l'autre (qui possède, du reste, une petite maison, un jardin, etc...), mais vous, vous serez plus malheureux.

*
* *

« Le socialisme est international, a écrit M. Blum, en ce sens que sa réalisation est *impossible* dans le cadre d'une nation unique et isolée. » M. Blum a tout à fait raison. A supposer que la France ait « fait » sa révolution, à supposer que toutes les usines socialisées tournent aussi bien, que tous les champs socialisés soient aussi bien cultivés, à supposer que l'avènement du socialisme intégral ne provoque aucune des catastrophes qu'il doit automatiquement provoquer, la situation de la classe ouvrière ne sera pas sensiblement changée, parce qu'une grande partie des matières premières échappera à la juridiction de notre gouvernement, du fait même qu'elles sont originaires de l'étranger. Cette impossibilité d'organiser utilement un socialisme autarchique, M. Blum n'y a fait aucune allusion dans les nombreux discours qu'il a prononcés pendant la crise, durant les trois ou quatre années qui précédèrent son avènement. Il a dit aux ouvriers : « Vous souffrez, le capitalisme est coupable, il n'y a pas crise de surproduction, il y a crise de sous-consommation. Quand vous serez, quand nous serons les maîtres, c'en sera fini des privations. »[1] Mais il n'a pas ajouté: « Bien entendu quand nous aurons fait la révolution ici, il restera encore, avant d'en recueillir les bénéfices, à la faire ailleurs. » Peut-être, s'il l'avait dit, les auditeurs du Palais de la Mutualité, quel que fût leur enthousiasme de principe, auraient-ils traversé une minute de « flottement ».

En pleine crise M. Blum, s'adressant aux lecteurs du *Populaire* fait entendre à peu près la même complainte qu'aux réfractaires de sa méthode matrimoniale : « Ah ! si vous entriez dans ma maison ! » — « Dire qu'en régime socialiste, tout serait si *simple*, si harmonieux ! Il serait si aisé de régler la production de chaque pays suivant les seules inclinations de son sol ou des races qu'il porte, de cultiver ou de fabriquer dans chaque terrain ce qui y vient le plus abondamment ou

1. Voir *Le socialisme a vu clair ; Notre plate-forme ; Le socialisme devant la crise*, par L. Blum.

d'y manufacturer avec la moindre dépense ! » Si simple ! si aisé ! Ce n'est pas du tout l'avis des économistes. M. Lionel Robbins, professeur à l'Université de Londres, a prouvé au contraire, dans un ouvrage d'une inattaquable solidité, que l'autorité centrale socialiste chargée de régler la production se trouverait en face de difficultés insolubles. Le mécanisme des prix est, comme le dit M. Rueff, un plébiscite permanent. Privé de cette indication, le chef du « planning » socialiste ignorerait les besoins réels des hommes. Cette proposition peut surprendre, parce qu'on songe au nombre de grammes de pain ou de viande dont les hommes ont besoin. Mais quittez le domaine de la farine ou des pommes de terre, le problème devient insoluble. Or, si le socialisme ne peut permettre aux Français, par exemple, que d'éviter la famine, il faut rappeler que c'est déjà fait. Pour le reste, les tenants du système socialiste qui voient les choses d'un peu moins loin que M. Blum reconnaissent généralement que la solution des problèmes d'économie dirigée serait subordonnée à des calculs savants (les plus astucieux recommandent les équations de Pareto) dont M. Robbins avertit charitablement qu'il est impossible de les mener à bien

D'autre part l'idée de créer des zones de monoculture, puis de provoquer des courants d'échange internationaux intenses est d'une application tout aussi malaisée. Là où il n'y a pas de courants d'échange, aucune baguette magique ne permet d'en faire naître subitement. Et ce que le libre échange, avec du temps, pourrait seulement *favoriser*, ne saurait être *obtenu* dans le « planning » que par la force ou la mystique. Si le cultivateur qui fait du coton dans le Turkestan accepte d'envoyer le produit de son travail à l'ouvrier des Batignolles, dont le standing de vie est supérieur au sien, si le Canadien envoie du blé au Touareg qui ne peut rien lui envoyer du tout en contre-partie, ce sera par *altruisme*. Ainsi nous arrivons ici à la même conclusion qu'après avoir considéré la situation des chefs qui n'auraient aucun avantage particulier à être chefs. Pour que le système fonctionne, il faut que tout le monde soit bon et généreux, il faut que la révolution des cœurs ait été faite. Que l'on considère la vie familiale, la vie économique, la vie sociale, la vie intellectuelle, le système de

M. Blum devrait être présenté sous le titre : « Introduction révolutionnaire à la vie mystique. »

Marx, Jaurès, M. Blum, Henry de Man, tous pressés de questions par leurs adversaires ont fini un jour par reconnaître qu'il était très difficile de préciser ce que serait la vie humaine dans le monde socialiste. Comment pourrions-nous raisonner? disent-ils. Comment pourrions-nous tout prévoir? C'est affaire d'expérience, d'ajustements successifs. Nous connaissons la direction générale, cela suffit. On alignerait indéfiniment les déclarations qu'ils ont faites dans ce sens — confessant, en même temps que leur foi, leur incertitude. Mais cette incertitude ils n'en ont pas fait part à leurs troupes; ils se sont bien gardés de leur dire : quand vous aurez fait la révolution, quand le monde entier aura fait la révolution, quand tous les égoïsmes raciaux, nationaux ou personnels auront abdiqué, *alors seulement* (dans vingt ans ou dans mille ans) notre Paradis pourra être institué — à condition que d'ici là aucun obstacle ne surgisse.

*
* *

Lorsque, à la suite du Congrès de Tours que nous avons évoqué, la fusion entre les communistes et les S.F.I.O. se fut avérée impossible, *l'Humanité* resta le journal des communistes et les socialistes passèrent au *Populaire*. Ce journal, appelé d'abord *le Populaire de Paris*, avait été fondé en avril 1918 par Jean Longuet. C'était un journal du soir. Il devint *le Populaire* et... journal du matin le 8 avril 1921. Dès le début, il affirme nettement son hostilité à l'égard de Moscou, en proclamant : « L'hérésie communiste a mis en cause les principes essentiels du socialisme. » Les directeurs sont alors Jean Longuet et Paul Faure; bientôt M. Blum succède à Jean Longuet pour devenir finalement le seul directeur. De 1921 à 1936, il donne à son journal une longue série d'articles. Plus de la moitié d'entre eux est consacrée à la politique étrangère. Nous nous tiendrons d'abord à ceux-ci. Ils se subdivisent en deux catégories, dont aucun signe particulier ne révèle évidemment l'existence aux lecteurs. Ceux où les circonstances ne permettent pas à M. Blum de mêler la poli-

tique générale et les considérations de parti, ceux, au contraire, où il raisonne en partisan. Les premiers sont souvent justes et sages. M. Blum, ignorant l'excitation patriotique, perçoit avec objectivité les divers éléments d'une situation et parfois recommande des solutions justes. M. Blum a été un adversaire du traité de Versailles ; il a démêlé et fort bien expliqué au Congrès de Hambourg que ce traité représentait un instrument hybride, parce que l'idéalisme de Wilson avait tenté de s'y combiner avec la volonté, enracinée chez les Alliés, de détruire les Empires Centraux. M. Blum, interprète des socialistes, aurait souhaité un traité moins dur, l'acquittement des réparations par des prestations en nature, etc... Il trouvait que dans un instrument imposé, il n'était pas juste d'insérer une clause reconnaissant la responsabilité des Empires Centraux. dans les origines de la guerre. Les aveux forcés n'ont pas de valeur. On loue cette sagesse. Les dispositions de M. Blum à l'égard de l'Allemagne au lendemain de la guerre, étaient mieux faites, nous semble-t-il, pour améliorer les rapports France-Allemagne, que celles de nos dirigeants de l'époque. Mais ces idées, il faut bien le dire, quoiqu'elles aient été adoptées alors par les socialistes, n'ont rien de spécifiquement socialistes. Ce sont des réflexions de bon sens que bien des hommes des autres partis ont faites.

Par ailleurs, si M. Blum fit preuve d'une louable modération à l'égard des vaincus, on ne peut dire qu'il ait agi de la même façon à l'égard des vainqueurs. Nous savons déjà que la guerre de 1914 fut pour lui le fruit affreux de l'arbre capitalisme [1]. « Le capitalisme et la guerre, ces deux puissances du mal naissent l'une de l'autre et ne disparaîtront que l'une avec l'autre » répète-t-il volontiers, s'élevant aux maximes générales, devant des auditoires divers. C'est une opinion. Elle manque d'ailleurs de preuves, car nous connaissons aussi les guerres de religions, les guerres sociales et les guerres de races, imposante collection que (nous le savons par la confidence faite à Jules Renard) M. Blum enrichirait volontiers des « guerres idéologiques ». Mais M. Blum ne s'en tient pas là. Pour lui « *la politique de la France a consisté,*

1. « Les responsabilités de la guerre incombent à tout un régime social », écrit M. Blum dans le *Populaire*, le 7 juillet 1922.

pendant quarante ans, à guetter, à préparer, s'il se pouvait, l'occasion opportune qui lui permettrait de mettre à néant le traité de Francfort. » Ce qui revient a attribuer implicitement à la France (non plus en tant qu'État capitaliste, mais en tant que France), une large part de responsabilité dans les origines de la guerre. La thèse de M. Blum, en l'espèce, c'est la thèse de l'Allemagne. Elle est fausse. La guerre de 70, Napoléon III en est responsable : c'est vrai. Jusqu'en 1890 la France a pensé à la revanche, c'est vrai. Après, non. La France souffrait, mais était résignée. Sa hantise ce n'était pas de reconquérir l'Alsace, c'était d'éviter un nouvel envahissement. Telle était, au début de ce siècle, la préoccupation de Delcassé, qui sut préparer l'Entente Cordiale et la neutralité italienne, merveilleusement servi dans ses desseins par Cambon et M. Barrère, Delcassé que M. Blum appelle « un maniaque, jouet de Edouard VII ».

Ennemi de Delcassé, M. Blum a été ennemi de Poincaré, qu'il s'enorgueillit d'avoir affublé de ce surnom odieux « Poincaré-la-Guerre » [1]. Sur quoi se fonde cette trouvaille, une trouvaille de mot, la plus dangereuse qui soit? Sur cette simple assertion : « Si Jaurès avait été à votre place (à vous Poincaré en 1914), il ne se serait pas laissé entraîner. » Quelle preuve M. Blum peut-il en donner ? Hypothèse pour hypothèse, M. Blum est-il bien sûr que Jaurès aurait accepté de livrer à l'Allemagne Toul et Verdun, en garantie de notre neutralité? Mais M. Blum, chef de parti, a pris l'âme d'un partisan. « Un homme de parti, dit-il de lui-même, mais un homme de bonne foi. » Nous voulons le croire, mais un homme si passionné que sa liberté de jugement est compromise. Est-ce d'un homme sans passion de lancer contre Poincaré, en 1923, une série d'articles intitulée « Poincaré contre la Nation »? Est-ce d'un homme sans passion d'attaquer la

1. M. Vichniac, second et récent hagiographe de M. Blum, M. Vichniac à qui nous devons des renseignements quasi-balzaciens sur les divers déménagements de la maison de soieries Blum frères, sur les mariages de M. Blum, etc..., note que jamais M. Blum ne s'est rendu coupable de « la moindre grossièreté » à l'égard de son adversaire. Il est vrai qu'il parle des tournois parlementaires de Poincaré et de M. Blum. Et là, M. Vichniac a raison. A la Chambre, M. Blum rend hommage au « talent », à « l'expérience » du Président du Conseil (Poincaré), etc. Les sobriquets et autres gentillesses ne paraissent qu'à l'instant où M. Blum est seul en face de son papier.

« victoire du franc » de Poincaré, sous prétexte qu'elle a été remportée par de mauvais moyens? (le « bon moyen » c'était le prélèvement sur le capital). Et lorsqu'on peut se tourner vers la moitié — la majorité alors — de la Chambre en lui jetant, dans un grand mouvement de rage et de nerfs : « Je vous hais ! » est-ce fournir un gage de mesure, de sagesse, d'impartialité? La bonne foi de la haine reste rarement de la bonne foi.

A l'égard de la Russie, la politique de M. Blum a subi des variations. En 1922 MM. Herriot et Daladier font un voyage en Russie. M. Blum pense qu'ils ont reçu des offres d'alliance des Soviets. A ce moment M. Blum est ennemi des communistes. Aussi écrit-il : « Pas un seul instant nous ne saurions admettre que la reconnaissance des Soviets prenne le caractère d'une nouvelle alliance franco-russe, directement ou indirectement dirigée contre l'Allemagne. » Mais en février 1936 le vent a tourné. Le front populaire groupe socialistes et communistes. M. Blum est en lutte avec les gouvernements de dictature et les « fascistes » de l'intérieur. Aussi écrit-il : « Le régime des Etats avec lesquels traite la France compte beaucoup à nos yeux. Le pacte franco-soviétique est conclu avec un état prolétarien... » et il l'approuve. — Mais en 1922 la Russie n'était-elle pas déjà un état prolétarien?

Pour l'Allemagne, nous l'avons dit, M. Blum eût souhaité d'abord qu'on la traitât avec indulgence. Il a été opposé à l'occupation de la Ruhr, qu'il ne croyait pas rentable. Il avait probablement raison. Mais avait-il raison de croire que les chefs d'industrie, dans l'espoir de réaliser des bénéfices supplémentaires, avaient exercé sur M. Poincaré une pression efficace? N'est-ce pas là la pointe destinée à frayer passage, dans l'esprit du lecteur, à cette vérité que toutes les complications, toutes les guerres, toutes les mésaventures d'un peuple c'est à la cupidité insatiable des capitalistes qu'il faut les attribuer?

M. Blum a demandé l'évacuation de la Rhénanie par les troupes alliées. C'était dans la logique du système politique

qu'il recommandait à l'égard de Berlin. Tout au plus pourrait-on trouver qu'il s'avançait beaucoup, quand il déclarait que « si l'Allemagne rentrait dans la zone neutralisée, l'Angleterre entrerait aussitôt en lice ». A moins que le mot lice n'évoque les conférences, c'est un pronostic que l'événement n'a pas vérifié. L'apparition de Hitler dans la politique allemande a achevé de compromettre la lucidité de M. Blum. A ses yeux Hitler est un personnage « *tragi-comique* », « *l'absurde baladin du racisme* » — *la forme de nationalisme que nous exécrons le plus* ». Pour apaiser sa haine contre Hitler, M. Blum n'avait en 1932 qu'une seule consolation, la certitude que le baladin ne remporterait jamais de succès politiques décisifs : « *Hitler est assez loin du pouvoir* — écrivait-il alors — *il en est peut-être plus près que M. Franklin-Bouillon, et encore! Mais il en est infiniment plus loin que ne l'étaient le général Boulanger, le soir du 27 janvier 89, ou Paul Déroulède le jour de l'enterrement de Félix Faure.* »

Les passions politiques de M. Blum en arrivent ainsi, petit à petit, à fausser ses jugements. Il ne regarde plus l'Europe comme pourrait le faire un diplomate, mais comme une sorte de croisé. Les gouvernements autoritaires lui sont odieux — s'ils ne sont pas socialistes, voire communistes. — Pour lui Pilsudski a truqué les élections ; il est un danger de guerre pour l'Europe. Mussolini est l'objet de sa haine particulière. Il ne peut supporter « les bravades incroyables... les insolences et les provocations » que ce « rodomont » accumule dans son « pays de ténèbres ». Il faut détruire les dictatures, répète M. Blum. « Tout individu, toute collectivité qui prétendent travailler à l'organisation de la Paix doivent travailler à la destruction des Dictatures. » Où cette attitude pourrait-elle conduire un chef d'État ? Mais naturellement à la guerre, aux guerres saintes, aux guerres « pour l'humanité ». Ce n'est pas d'ailleurs un secret dans les milieux politiques, que, au début d'août 1936, M. Blum, devenu président du Conseil, penchait pour une intervention en faveur de l'Espagne. Sur les représentations de quelques importants personnages, M. Blum, cédant aux conseils de la sagesse, prit décidément le chemin de la neutralité. Sans ces représentations, où en serions-nous aujourd'hui ? Probablement engagés dans une

guerre européenne... et un petit million de croix de bois nouvelles s'aligneraient sur des champs nouveaux.

Pourtant, en principe, M. Blum chérit la paix. Il n'est pas le seul. C'est par l'effet de déductions on ne peut plus aventureuses que les socialistes se posent en défenseurs de la paix, par opposition aux modérés et nationaux représentés comme d'enragés amateurs de massacres. M. Blum a publié un ouvrage, *les Problèmes de la Paix*, où il a recueilli quelques-uns de ses articles du *Populaire* consacrés à la question. M. Blum a pris toute sa confiance dans la S. D. N. et dans les formules « arbitrage, sécurité, désarmement ». La sécurité signifie en l'espèce entente internationale, car la conception militaire de la sécurité doit conduire infailliblement, pense M. Blum, à la course aux armements et à la guerre. « *Ce ne sont pas les risques de guerre*, écrit-il, *qui déterminent et justifient les armements. Ce sont les armements qui déterminent par eux-mêmes un danger de guerre.* » Allant jusqu'au bout de sa logique M. Blum a même déclaré dans une réunion publique, en 1932 : « *Plus il y a de danger dans le monde et plus il faut désarmer.* » Sans doute, concède M. Blum, nos adversaires politiques déclarent qu'eux aussi voudraient désarmer, mais à leurs yeux la situation ne s'y prête pas. Il faut attendre, disent-ils. Attendre, non, affirme M. Blum. Attendre quoi, du reste? La fin de la crise? Elle durera longtemps. Non, « *il faut désarmer d'abord* ». Et M. Blum était si confiant en cette méthode, si confiant dans les garanties de la S. D. N. qu'il disait naguère à un de ses amis : « La ligne Maginot, je vous le demande, à quoi peut-elle bien servir? », question à rapprocher de cette vue optimiste : « Si la France avait totalement désarmé... le prestige qu'elle aurait conquis l'aurait rendue invulnérable. »

Depuis, M. Blum est devenu chef du Gouvernement français. Il n'avait qu'un geste à faire pour se distinguer de ces adversaires qui prétendent vouloir désarmer, mais attendent. Ce geste il n'a pas osé l'accomplir. Jamais notre budget de la Défense Nationale n'a été si lourd — et il a fallu réaliser un énorme emprunt pour pousser plus avant les travaux de réarmement. Pourquoi? Parce qu'une fois de plus, quand les *idées* prennent contact avec la réalité, leur pureté s'altère et leur

application intégrale paraît impossible. Il y a un très, très long chemin du ciel de l'idéologie au monde des hommes.

Il est vrai que lorsqu'on lui reproche de ne pas conformer sa politique de chef du Gouvernement à ses discours antérieurs de chef de parti, M. Blum oppose qu'il ne fait pas une politique purement socialiste, mais une politique de front populaire... Quoi qu'on pense de cette défaite, il faut bien reconnaître qu'en reprenant pour son compte les idées de l'abbé de Saint-Pierre, du tsar Alexandre, de Maxime du Camp, de Tolstoï, de Wilson, du président Herriot, M. Blum n'a pu les faire progresser d'un pas.

***

M. Blum disposait auprès des masses de merveilleux moyens d'action. Il leur promettait de se venger de ceux qui avaient réussi, de punir les plus chanceux et les plus capables : de ruiner les riches. Il leur promettait le bonheur. A ces armes naturelles du socialiste il a su en joindre de nouvelles. La politique étrangère ne passionne pas le Français. Elle évoque des histoires d'ailleurs qui agitent des gens qu'on ne connaît pas. La rapide analyse que nous avons faite des campagnes « extérieures » de M. Blum montre qu'il a su pourtant utiliser au mieux des intérêts de son parti les mouvements du monde. La haine est un des meilleurs ciments humains. M. Blum a réappris à ses lecteurs, à son parti, a haïr les Allemands, les Italiens : les fascistes. Il a utilisé l'appât du désarmement, et laissé espérer ce suprême cadeau : la suppression du service militaire. Pour se dégager de cette servitude-là, beaucoup de Français accepteraient la servitude socialiste. Ce sont les héritiers de Gribouille.

La diffusion de ces articles de foi ne résout pas le problème politique. Le parti socialiste s'est toujours demandé s'il devait ou non participer aux gouvernements bourgeois. C'était, aux temps héroïques, le thème de la querelle entre Jaurès et Guesde. M. Blum n'a jamais été systématiquement hostile *au principe* de la participation ministérielle. Il faut entrer dans les places qu'on veut démolir. Tous les gains

« sociaux » qu'un ministre pourrait valoir au parti représentent, nous l'avons vu, de la préparation révolutionnaire, elles hâtent l'heure de la révolte, du « saltus » comme dit pudiquement M. Blum, lorsqu'il s'adresse à un public bourgeois. Et pourtant, par esprit de discipline, M. Blum a voté à maintes reprises, dans les congrès socialistes, contre la participation. Sur ce point en effet les chefs socialistes se sont montrés le plus souvent intransigeants — et c'est leur rigueur même qui a provoqué en 1933 la scission des « socialistes de France », dits *néos*.

Mais à défaut de collaboration à l'intérieur d'un Ministère, les alliances, la politique de soutien, voire de « soutien à éclipses » restent possibles ou désirables. De ce point de vue, les circonstances ont favorisé les desseins de M. Blum. « Cartel », « front populaire » il a pu à deux reprises étendre ses moyens d'action grâce à l'appui des radicaux. Il y a plus de distance doctrinale pourtant entre un socialiste et un radical qu'entre un radical et un modéré. Mais les radicaux craignent toujours qu'on leur enlève les électeurs de leur aile gauche ; ils sont hostiles au clergé, et pour des raisons de personnes, de circonstances ou de lieux qui touchent à la politique par ses plus petits côtés, ils se posent généralement en adversaires des modérés (lesquels ont été souvent, d'ailleurs, très maladroits à leur égard). Aussi dans le jeu des alliances auxquelles invite le régime parlementaire, les radicaux se sont-ils toujours tournés avec une inquiète tendresse du côté des socialistes.

« Entre le socialisme et le radicalisme, disait M. Maurice Sarraut en 1927 à M. Georges Suarez qui était venu l'interviewer pour la *Revue de Paris*, il y a non pas une incompatibilité, mais *une différence*... Les socialistes prétendent sur les ruines de ce qui fut instaurer ce qui sera pour eux la justice. Le parti radical se rend compte que le progrès ne peut se conquérir que par étapes... Dans le domaine social socialistes et radicaux poursuivent le même but : la suppression du salariat, mais alors que les premiers espèrent y parvenir par la socialisation des moyens de production, les radicaux pensent qu'on peut plus facilement arriver à la suppression du salariat par une série de réformes [participation du tra-

vailleur aux bénéfices ; cogérance de l'industrie par accord avec la représentation ouvrière]. »

M. Suarez, un peu surpris, évoqua devant M. Sarraut « la lutte de classes », noyau de la doctrine socialiste. « — Oui, oui, répondit M. Sarraut, — nous savons ce que parler veut dire... »

Il est impossible d'aller plus loin dans l'esprit de conciliation. Impossible aussi de dénaturer plus complètement sinon les faits, du moins les doctrines. M. Blum remit aussitôt les choses au point avec une exquise urbanité. « Je ne tombe d'accord avec M. Sarraut — écrit-il — sur aucune de ses amicales observations[1]. Je crois que sous ces mêmes formules : *suppression du salariat, disparition du prolétariat,* nous désignons, radicaux et nous, des objets foncièrement différents. Je pense que la croyance à la seule efficacité d'un progrès continu, d'une part, *la croyance à la nécessité d'une transformation révolutionnaire,* de l'autre, représentent, entre les radicaux et nous, autre chose qu'une différence de tempéraments. »

Quant au « nous savons ce que parler veut dire », qui laissait entendre que la lutte des classes était une sorte de bobard inoffensif, M. Blum le repoussait d'une main tranquille et dédaigneuse.

Le salariat ne disparaîtra, concluait M. Blum, que si les instruments de production sont socialisés, que si la propriété privée disparaît. *M. Blum restait donc absolument ferme sur les positions marxistes.*

Pendant la période qui préparera la Révolution, dit ailleurs M. Blum, « nous pouvons appuyer l'effort radical ». Mais la collaboration ne peut se stabiliser sur des bases durables, car nous, socialistes, « *nous sommes résolus à sauter le fossé* », — c'est-à-dire à recourir à la violence pour instaurer la société nouvelle.

Devant des déclarations aussi nettes, la collaboration entre socialistes et radicaux pouvait sembler impossible. Est-ce que deux personnes qui ne vont pas au même endroit peuvent prendre le même chemin? Pourtant, sans nous arrêter aux

1. *Radicalisme et Socialisme,* p. 12. Voir aussi *Les Radicaux et Nous,* par L. Blum.

alliances électorales où l'absence de franchise à l'égard des idées est de règle, en 1932, à l'issue du Congrès Huyghens, M. Herriot fut avisé que, « devant la gravité de la situation extérieure et intérieure », les socialistes ne repousseraient pas les offres de collaboration gouvernementale qui pourraient leur être faites par les radicaux. En dépit de cette aimable invitation, l'accord ne se fit pas. Non pas que la question de la révolution eût été ramenée sur le tapis, mais parce que M. Herriot entendait assurer l'équilibre du budget et pratiquer toutes les formes de l'économie. M. Blum professe des idées différentes. A ses yeux, en temps de crise, « la poursuite de l'équilibre, c'est quelque chose comme l'opération des Danaïdes avec leurs seaux d'eau ». Une faillite n'est pas faite pour effrayer M. Blum. « En dépit de sa faillite, affirme-t-il, l'Allemagne n'a rien perdu de sa richesse vraie. » C'est la conséquence de ses vues si particulières sur la monnaie et le crédit. Mais le comité exécutif du parti radical, ayant l'esprit moins absolu, approuva M. Herriot. Aussi, après un ordre du jour du Congrès socialiste rédigé par Renaudel, les S. F. I. O. déclarèrent-ils que décidément la collaboration était impossible.

Qu'elle eût semblé possible, c'est ce qui, aux yeux de tout homme de bon sens, connaissant les idées socialistes et radicales, eût paru extravagant. Pourtant cette extravagance s'est réalisée, grâce à l'heureuse intervention du mythe fasciste. On se souvient qu'en 1900 déjà, M. Blum, dans une période d'absolue tranquillité, dénonçait le « danger prétorien ». Que n'a-t-il pu dire, au lendemain du 6 février, de cette journée extraordinaire et décisive, qui devrait s'appeler dans notre histoire : *la Seconde Journée des Dupes?* Des journalistes ayant su persuader aux Parisiens que la majorité du Parlement était compromise dans l'affaire Stavisky, une masse de manifestants se réunit dans les conditions que l'on sait. De complot pour changer le régime, pour faire disparaître le Parlement, il n'y en avait pas l'ombre. Si l'on excepte quelques tout petits groupes d'extrême droite tourmentés par l'idée d'une restauration plus qu'improbable, les manifestants ne songeaient qu'à protester contre des collusions politico-financières qui les indignaient. Il arriva ce qu'on

sait : chocs de foules, fusillade, et cinquante morts. Quelques journalistes de droite, faussant complètement le sens de la journée, affirmèrent que la Nation avait voulu balayer le parlementarisme. C'était faire la partie belle à M. Blum, qui voulait voir une gigantesque conjuration là où il n'y avait eu qu'un mouvement spontané d'indignation, justifié ou non, contre l'attitude de certains parlementaires. M. Blum sonna aussitôt le grand rassemblement contre le péril fasciste. Si la passion ne l'avait entraîné il eût pourtant dû savoir qu'on n'aurait pas réussi à remplir le théâtre des Variétés avec des fascistes authentiques. Les Croix de feu, braves gens dirigés par le colonel le mieux intentionné, mais parfois le plus inopportun de France, ne songeaient qu'à défendre l'ordre, au cas où il serait menacé par des attentats communistes ou autres (hypothèse qui n'a rien d'extravagant) et ne se souciaient nullement d'instaurer un régime autoritaire qui les eût privés de leurs vieilles libertés de Français. C'est pourtant en jouant des Croix de feu et du 6 février que M. Blum put réaliser les alliances politiques les plus imprévues et mener son parti à la victoire.

En ces circonstances, l'objectivité de M. Blum semble compromise de plus en plus par sa passion. Le tableau que, dans ses articles, il brosse des événements du jour, transforme le réel d'après les principes de la «morale» marxiste, qui subordonne tout, à commencer par la vérité, aux intérêts du parti. « Hier, — écrit un jour M. Blum, — M. de La Rocque se pavanait en plein cœur de Paris comme un chef d'État, ou plutôt comme un chef d'armée dans une ville conquise et les ligueurs factieux proclamaient ouvertement leur but... » « Les plans d'attaque sont dressés, les exercices de mobilisation et les manœuvres sur le terrain se succèdent. Le pays est excédé de vivre sous ce défi intolérable. C'est l'armée fasciste qu'il faut dissoudre, etc. » Et M. Blum laisse entendre avec art que toute la bourgeoisie s'arme, que la liberté est menacée, etc... Il peint les « patriotes... organisant la panique financière [1] », enfin réussit à représenter tout ce qu'on appelle nationaux et modérés, tous ceux qui ne chantent pas *l'Inter-*

1. « Ils sont démasqués. Ils sont dénoncés. La sanction manque seule. *Elle viendra à son heure.* »

nationale sous un jour si odieux, si répugnant, si scandaleux, qu'on s'émerveille, en lisant ses articles, de la tranquillité qu'ont pu si longtemps conserver ses lecteurs. Comment, convaincus qu'on aiguisait des armes pour les égorger, persuadés que les nationaux cherchaient à provoquer la faillite, à instaurer un régime de tyrannie, comment n'ont-ils pas brûlé des milliers de maisons bourgeoises, étranglé des milliers de leurs ennemis? Sans doute M. Blum ne donne-t-il aucun conseil de meurtre — ces conseils qui mènent leurs auteurs à la Santé [1], — mais tout ce qu'il dit est fait pour déchaîner la plus irrésistible des colères, pour préparer la plus effroyable des émeutes. Ses articles représentent l'école quotidienne de la haine. Pour assurer le royaume de la justice et préparer l'établissement du paradis sur la terre, par quelles étranges voies ne faut-il pas passer?

Les effets de cette littérature se sont fait très vite sentir. Convaincus de la grandeur du péril, les communistes, « ces saboteurs de la Révolution », se sont rapprochés des socialistes. Ces deux partis qui veulent la Révolution et la dictature se sentent attirés l'un vers l'autre par le même désir de défendre l'ordre et la liberté. Et dès le 14 juillet 1934, dans une atmosphère de fête de la Fédération, ils ont décidé l'*unité d'action* [2].

Un an plus tard, le parti à tirer de la merveilleuse journée n'étant pas épuisé (car le 6 février a eu des conséquences pratiques plus tangibles que l'affaire Dreyfus), les socialistes voient se rallier à eux ces radicaux dont une immense épaisseur d'idéologie les sépare. Un financier véreux — qui au reste devait avoir dans son genre du génie — et un colonel patriote et apolitique ont fait ce miracle. M. Frot, M. Daladier, dont la C. G. T. U. réclamait un an plus tôt l'arrestation immédiate, deviennent les alliés de M. Blum [3]. Le Front Populaire entre dans l'histoire.

On marchait tout doucement vers les élections. Chaque

1. Pas tous à vrai dire. Car M. Aragon, étant d'extrême-gauche, a pu écrire : « Feu-Feu. Tirez sur Léon Blum ! » sans être le moins du monde inquiété.

2. Qu'il ne faut pas confondre avec l'*unité organique*, bien que, d'après Me Zévaès, l'une prépare l'autre.

3. Sur les divergences doctrinales qui subsistent à l'intérieur du Front Populaire entre radicaux et socialistes, M. Gaston Martin a publié dans l'*Œuvre* un article révélateur. Pour ce radical, le Front populaire a accompli de véritables *réformes de structure*. Et cela parce que les ouvriers sont aujourd'hui dans une situation matérielle, psycho-

jour M. Blum créait dans les pages du *Populaire* une saisissante atmosphère d'orage. Ailleurs le soleil pouvait briller, mais autour de la prose de M. Blum, c'était chaque matin la nuit du Walpurgis. M. Blum en était arrivé à se demander si les élections étaient bien nécessaires, « alors que des centaines et des centaines de milliers de travailleurs manifestaient contre les fascistes assassins » (même quand on les tue, les prétendus fascistes sont assassins, c'est l'adjectif nécessaire). « *Pourquoi s'en tenir aux élections?* répétait M. Blum. *Pourquoi pas un gouvernement de front populaire antifasciste, c'est-à-dire pourquoi pas, en réalité, un gouvernement d'occupation du pouvoir?* » C'est-à-dire pourquoi pas la Révolution tout de suite? — Oui, oui, « l'occupation du pouvoir », répète-t-il quelques jours plus tard, ajoutant cette fois, par précaution — une précaution qui ne réussit pas à nous rassurer — « *à titre purement défensif et préventif* ». Et dans ces journées étranges, nous voyons jaillir toute la puissance nerveuse que M. Blum a réussi si longtemps, d'après les préceptes stendhaliens, à comprimer. Ce philosophe, ce sage, ce juriste, ce critique si pondéré, peut rester, des mois durant, sur le ton de l'invective délirante. Sous l'idéologue, perce le prophète en transes. Mais, cyclothymique à oscillations rapides, M. Blum peut, dans une même journée, se lancer dans des diatribes effrénées, préparer tranquillement les mouvements de ses troupes ou régler la tactique de ses collaborateurs.

Le « travail » ne manquait pas en ce printemps de 1936 où M. Blum devait braver « les jets de venin du *Temps* et du *Matin* » et démasquer, chaque jour, les nouveaux complots des « patriotes ». Il fallait ameuter contre les prétendus fascistes les masses les plus nombreuses possibles. Sous l'impulsion de son directeur, *le Populaire* se livre à d'étonnants tours de passe-passe. Il se pose en défenseur des petits commerçants « menacés par la politique de déflation », en oubliant que les socialistes doivent supprimer le commerce dans leur

logique et morale différentes vis-à-vis des patrons. Or, « pour que la structure soit nouvelle, il n'est pas du tout nécessaire qu'un des éléments disparaisse. *Il faut et il suffit que leurs rapports soient modifiés* ». C'est la réédition de la thèse de M. Maurice Sarraut. Nul doute que M. Blum n'y soit aussi résolument opposé que jadis. Et du point de vue de la terminologie, M. Blum a raison.

paradis terrestre, pour y substituer des coopératives d'État. Et ne croyez pas que cet appel au petit commerce corresponde à un changement de programme : « *Nous ne renonçons à aucune parcelle de notre doctrine* », déclare *le Populaire*. On bat le rappel aussi du côté des propriétaires ruraux. La petite propriété est l'objet de la sollicitude des S. F. I. O., bien que la doctrine là aussi reste la même : la terre sera collectivisée. M. Blum, qui accusait naguère les communistes de vouloir entraîner des masses inconscientes, trompées, imite leur exemple.

Enfin M. Blum fait l'apologie des nationalisations. La nationalisation est un acte nécessaire durant la période pré-révolutionnaire, celle que représentera le gouvernement de front populaire. Après le « grand soir » tout appartiendra au peuple — et bien entendu le peuple n'accordera aucune indemnité aux anciens propriétaires de champs, d'usines ou d'immeubles. Mais d'ici là il faut nationaliser, c'est-à-dire exproprier les possédants de telles catégories d'affaires, en leur attribuant à titre de compensation des obligations ou des rentes. « Grâce à la nationalisation, la nation aura recouvré la part de souveraineté qui avait été usurpée sur elle... » D'autre part « *la nationalisation offre le moyen de récupérer une fraction importante de la plus-value annuelle* ». Affirmations dignes d'un bon doctrinaire marxiste sur lesquelles, dès le 10 juillet 35, M. Blum avait construit un attrayant programme. En attendant le « saltus », expliquait-il alors, il faut lancer des « trains » successifs de nationalisations. La 1re tranche comprendra le crédit, les mines, les assurances, les chemins de fer ; la 2e les industries chimiques, la grosse métallurgie, les grands magasins ; la 3e s'attaquera aux entreprises moyennes, et ainsi de suite. Les assurances, pour M. Blum, représentaient depuis longtemps la pièce maîtresse du système. Dix fois dans ses discours il a tenté de démontrer que leur nationalisation représenterait un immense bénéfice pour la communauté. Il semble pourtant que si (avant le *saltus*) l'État indemnise justement les actionnaires et exécute les contrats en cours, il ne peut faire aucun bénéfice supplémentaire. Le seul avantage serait (il ne serait pas mince, mais il n'est pas avoué) de mettre la main sur les réserves, qui garantissent la loyale exécution des polices.

Ainsi les promesses succèdent aux invectives et aux rêves. Le pays, ébranlé par la crise, par les décrets-lois, terrorisé par les « fascistes » qui menacent la liberté, ignorant le contenu exact de la doctrine socialiste, cède à ces appels, à ces incantations. Les élections de 36 donnent au front populaire la majorité. M. Blum devient président du Conseil. Les espoirs confus caressés aux temps lointains de la *Revue Blanche* se réalisent. Le pouvoir est enfin dans sa main. Endymion, Disraeli, le troisième Faust, Herder contemplent, dans l'Empyrée, avec un sourire affectueux, l'homme qui va transformer le monde. L'univers s'étonne, croit à l'avènement d'une ère miraculeuse, prête à M. Blum des desseins humains et hardis, exempts de tout esprit de parti. On l'assied déjà à côté de Roosevelt parmi les grands réformateurs du siècle — car l'ignorance universelle est infinie et la seule valeur d'échange vraiment internationale ce sont les malentendus. M. Blum charmé, contemplant avec ravissement son « royaume » qu'il va transformer en champ d'expérience, lance cette apostrophe toute parfumée des souvenirs du Vieux Testament : « *La France est inquiète, mais elle est inquiète comme une jeune mariée.* » Et le dandy, auquel on n'accordait pas jadis dans les salons une considération conforme à son mérite, le moderne nabi d'Israël monte dans la couche de celle qui fut jadis « la fille aînée de l'Église ». C'est le dernier chapitre du *Mariage*. On peut penser, cette fois, que M. Blum a atteint sa période monogamique. Mais la France ?

*
* *

Comme les modérés lui avaient fait la partie belle ! Il peut tout de suite accomplir des réformes que les hommes de la droite la plus extrême, avec plus de jugement et d'humanité, auraient dû faire depuis longtemps. Il accorde des vacances payées. Il relève les salaires, qui, dans certaines professions étaient dérisoires. Il fait plus et se lance dans les aventures. La loi de quarante heures, peut-être excellente en soi, mais actuellement inopportune porte un coup mortel à notre économie. Que ne ferait-il pas dès le premier jour ? Un mouvement de grèves s'étend sur la France ; des agents troubles

travaillent partout à envenimer les conflits. En juin, la France est à la veille d'une révolution. M. Blum s'en afflige peut-être. Tout cela est un peu trop rapide. Mais comment contenir des masses qu'il a portées lui-même à leur plus haute température et qui ne savourent pas complètement en sa personne l'orgueil de détenir le pouvoir?

M. Blum, par un de ces changements de potentiel nerveux qui le caractérisent a atteint une sorte de sérénité provisoire. Il se laisse détourner d'une aventure espagnole qui l'avait d'abord tenté. Il voudrait détruire la société bourgeoise par une série de mesures savantes et appropriées. Pourquoi tout gâcher par une hâte fébrile? « Nous ne sommes pas des aventuriers égarés au gouvernement. » — « Nous devons gouverner sous l'espèce de la durée. » Le but que doit se fixer son gouvernement, il le voit très clairement : il faut « assurer un passage paisible » entre la société dite bourgeoise et « *la société dont la réalisation demeure notre but* ». Reportons-nous aux tables de l'action socialiste telles qu'il les a fixées. Les mesures prises par le gouvernement de front populaire doivent préparer le *saltus*, la Révolution. Elles appartiennent déjà par elles-mêmes à la Révolution. Elles en forment le premier acte. Et ce premier acte seul peut rester "paisible".

Le programme se déroule d'après le mouvement prescrit. Les syndicats prennent une importance chaque jour plus grande et se déclarent prêts déjà à soutenir le gouvernement le jour du « saltus »[1]. La C.G.T. dans les chantiers exerce une sorte de dictature. La liberté de travail n'existe plus. Déjà un premier train de nationalisations a été lancé sur les usines de guerre. Beaucoup d'entre elles ont été du reste désorganisées du coup — et l'État socialiste n'a pas encore touché sa part de « plus-value » capitaliste. Les classes moyennes sont profondément touchées. Autant de recrues possibles pour le jour du « saltus ». La situation financière est plus que menaçante. On accumule les dépenses en s'enorgueillissant de trouver des prêteurs pour couvrir les emprunts. Il va manquer vingt milliards en 37, cinquante en 38. M. Blum avait pris le pouvoir

1. Le 6 juin, M. Jouhaux déclare à Clermont-Ferrand : « Si demain des événements parlementaires faisaient choir le gouvernement, la C. G. T. ne l'accepterait pas. *L'ère de la politique est finie.* »

après avoir lancé ce slogan : « Ni déflation, ni dévaluation ». Il a dévalué le franc dont l'état reste inquiétant. Pourtant on continue à instituer de nouveaux chapitres de dépenses. On vit sur les réserves accumulées par la bourgeoisie. Aujourd'hui on engage une partie de l'or de la Banque de France ; demain on mettra la main sur une fraction des réserves des sociétés. La dévaluation n'a même pas exercé sur notre production un effet stimulant. On dure financièrement par des artifices : le bilan de la Caisse des Dépôts et Consignations est interrogé avec inquiétude par les spécialistes. Mais après tout, si la monnaie devenait tout à fait malade, du point de vue de l'orthodoxie socialiste, ce ne serait pas un si grand mal. L'Allemagne n'était-elle pas « aussi riche » après avoir fait faillite ?

Dans le domaine international M. Blum a remporté des apparences de succès. Nous savons ce qu'il pense, entraîné par ses haines de parti, de l'Allemagne et de l'Italie. Il s'est trouvé, par nécessité, rejeté vers l'Angleterre — et il s'est trouvé que cette partialité était, pour la France, la sagesse. D'autre part, pour ne pas provoquer de catastrophes dont évidemment ses idées auraient peu profité, M. Blum a renoncé à ce désarmement qu'il recommandait, « quel que fût l'état de l'Europe. »

M. Blum est adroit, il ne veut pas brûler les étapes. Il veut réaliser le rêve de Marx, en conservant la dignité de Disraeli. Il veut préparer la révolution avec élégance « en gants gris perle ». Et quand les députés étonnés de sa marche, qui leur paraît ondoyante, l'accusent de s'infliger à lui-même de fréquents démentis, il laisse tomber sur l'Assemblée sidérée cette phrase dédaigneuse de grand dandy : « Le destin des hommes publics est de se répéter ou de se contredire. »

En tout cas il ne renonce à aucun des buts qu'il s'est fixés. Quels que soient les périls qui menacent la France, il n'y a presque aucune chance pour que M. Blum devienne un Mac Donald, chef d'un gouvernement d'union nationale. Il restera l'homme de cette doctrine, à laquelle des prédispositions psychologiques et religieuses l'ont soudé au temps de l'Affaire Dreyfus. On interprète très mal « la pause ». M. Blum ne veut pas que l'attaque contre la société libérale et bourgeoise soit menée trop vite. On risquerait de provoquer des troubles.

Pourquoi se lancer dans les aventures : « *La Révolution est déjà commencée* » a-t-il répété à Saint-Léonard en mai 37. Il faut grignoter les assises de la vieille société. Quand l'édifice sera miné, quand de nouveaux « trains » de lois sociales et autres auront vidé le grand corps de toutes ses forces de résistance, quand la force syndicale aura atteint son apogée, alors on verra... Le matador ne porte pas le coup d'épée au taureau, avant de l'avoir épuisé par une série de passes adroites.

Les amis de M. Blum demandent déjà qu'un esprit « républicain » (pour reprendre le mot de M. Sarraut, on sait ce que cela veut dire) soit exigé des magistrats, des professeurs. Il est déjà certains grands corps de l'État où un régime assez analogue à celui des fiches est instauré. La liberté de la presse est menacée. Le Sénat (devant qui le Gouvernement « ne devrait pas être responsable ») en est réduit à la résistance passive, la Chambre est obéissante. Mille indices révèlent qu'en tout lieu la liberté est menacée. Une vague de haine déferle sur la France. Les enfants tuent les enfants. On se fusille à la porte des cinémas. L'ambiance est favorable. L'ombre de la dictature qui s'étendait sur les pages de la *Réforme gouvernementale* s'allonge maintenant sur le pays. L'expérience peut continuer. L'esprit politique de Disraeli assurera la victoire de Marx. A moins que la jeune mariée se fâche — et que, comme dans beaucoup de ménages, il se révèle, quelque jour, qu'une erreur a été commise, sur la personne.

*
* *

Qui est M. Blum ? En lisant ses œuvres nous nous sommes à maintes reprises posé la question. Et chaque fois une réponse nouvelle surgissait dans notre esprit. Nous avons trouvé d'abord un dandy. Puis sur le visage de M. Blum nous avons aperçu le reflet de Barrès. Nous avons vu ensuite M. Blum modeler sur lui-même des répliques de Disraeli, de Stendhal, de Lucien Herr, de Bernard Lazare, de Marx, de Jaurès. Qui est donc M. Blum ? Un passage des Princes de l'esprit ; une galerie des glaces. Sans cesse il est autrui, nous n'avons jamais pu le saisir lui-même. Jamais entre son lecteur et lui ne passe cette étincelle, ne se fait cet échange profond,

qui est l'essence même des rapports humains. Jamais une idée qui fût vraiment à lui n'est passée en nous, du moins une idée que nous ayons pu faire nôtre, dont nous ayons pu enrichir notre propre univers. Ni une idée, ni une de ces confidences où s'insinue la plainte, l'espoir d'un cœur. On dirait que la sensibilité même de M. Blum s'est formée d'après des modèles. Sa volonté aussi c'est un illustre maître qui l'a façonnée. C'est le plus merveilleux travail de bernard lermitisme universel qui ait jamais été accompli.

Il y a pourtant dans les livres de M. Blum des idées qui nous ont frappé. Mais ces idées-là n'étaient point de celles qui puissent s'amalgamer à nous. Elles étaient bizarres, étranges, éloignées de toute réalité, elles représentaient le produit du plus inhumain — peut-être du plus puéril — de tous les exercices intellectuels : celui qui consiste à appliquer au domaine du cœur des principes de logique pure, d'algèbre ou de calcul.

Alors nous avons senti qu'avec l'écrivain Blum, avec l'être humain Blum nous ne pourrions jamais, fût-ce pendant une seconde, faire alliance, qu'il ne pouvait être, pour ses lecteurs, un ami, qu'il était seulement un cas. Un des cas les plus curieux qu'on puisse imaginer : une force intellectuelle logée dans un moi creux, dans un moi à créer, un moi qui demande aux autres hommes, à tous les livres, à tous les signes de le former.

Par une rencontre à ses yeux salutaire M. Blum a trouvé, un jour, dans la plus spécieuse des philosophies, le marxisme, dans cette doctrine qui nie tout ce qui fait la grandeur de l'homme, c'est-à-dire la force individuelle, non seulement un aliment, mais une réhabilitation — et il est devenu, dans l'action, le champion le plus efficace de ce terrible système monté contre la civilisation. Cette dernière incarnation n'altère en rien son personnage. L'inadaptation au réel et l'imitation d'un modèle restent les seuls principes de continuité que l'on puisse trouver en lui. Car du dandy à l'animateur du marxisme, jamais les transformations de l'homme n'ont été marquées par une crise intérieure. Ses crises ce sont ses changements de modèles. Son signe la perfection dans l'imitation et la sincérité dans le mimétisme. Car M. Blum peut trouver

des accents presque émouvants pour signifier à autrui qu'il n'est pas lui-même. Quelquefois, pourtant, il arrive qu'entre lui et ses personnages un « blanc » apparaisse. A de légers indices les moins avertis pourraient deviner alors qu'il travaille un pastiche. Sous le « modèle » aux lignes paisibles et bien ordonnées apparaît un homme qui peut brûler de haine. Mais très vite l'ordre est rétabli et la voix elle-même se fait calme, doucement détachée, retrouve ses flexions caressantes, pavillon d'indifférence et d'impartialité qui couvre un esprit de destruction et de violence.

Un homme aussi conscient, aussi construit, est par essence un civilisé. Comme tel, il apprécie les formes de ce monde « bourgeois » qu'il veut anéantir. Il aime les beaux livres, les pensées rares, la compagnie des gens cultivés, il vit dans un très bel appartement une existence raffinée. Chacun le sait, chacun a admiré sur des photographies M. Blum dans sa vaste bibliothèque. On ne songe pas à le lui reprocher. Mais on ressent une sorte de malaise. Car, enfin, M. Blum est le héros de la lutte contre l'inégalité. Pourquoi vit-il comme ceux ou mieux que ceux qu'il a entrepris de supprimer? Sans doute à ces avantages du luxe nous sommes certain qu'il est prêt à renoncer quand la révolution sera faite. Il se dépouillera en même temps que tout le monde. Mais la situation de chef n'impose-t-elle pas des devoirs particuliers? Si l'on veut dénuder autrui, ne devrait-on pas donner soi-même un peu l'exemple? C'est une objection très banale : nous savons comme M. Blum peut y répondre, par des phrases bien balancées sur l'inutilité du sacrifice personnel, sur la justice qui n'est pas la charité. Une objection très banale, mais quand elle est venue à l'esprit, on demeure perplexe. Pour se sentir le droit d'arracher des millions d'hommes à leurs maisons, à leurs habitudes, à tout ce qui est leur vie, est-ce que vraiment il ne faudrait pas avoir témoigné soi-même un peu de l'abnégation de l'apôtre? Est-ce qu'on ne doit pas se griller au moins le bout des doigts avant de pousser les autres dans le feu ? Peut-on à la fois dire que le socialisme est presque une religion — et l'administrer comme une entreprise?

Ce malaise nous l'avons ressenti aussi, en voyant comment la foi idéologique de M. Blum s'était formée. Par adaptations

successives. Est-ce que les vraies missions ne se reconnaissent pas à la spontanéité? Ce malaise nous l'avons ressenti encore en songeant que le système de M. Blum est, si l'on ne joue pas sur les mots, fondé sur la bonté, et que la bonté nous ne l'avons jamais sentie dans les écrits de M. Blum. Tandis que la haine, elle, nous l'avons rencontrée et souvent. Comme M. Blum devra changer, lui aussi, quand l'univers entier sera entré dans sa maison! De ce malaise enfin nous ne pouvions nous dégager, ni quand après avoir vu M. Blum consacrer la moitié de sa vie à parler des artistes nous apprenions qu'il ne leur réservait dans sa société que des places de mécaniciens, ni surtout quand nous avons lu *le Mariage* ou *Eckermann*. On a beaucoup plaisanté ces livres, riches en contre-vérités. Mais ce n'est pas ce qu'ils sont en eux-mêmes qui importe. C'est ce qu'ils révèlent de M. Blum. Comment le même homme qui parle si étrangement de la famille, de l'amour, de la patrie, pourrait-il édifier un système humain raisonnable, puisque toute la vie de l'homme est engagée dans la famille, l'amour, la patrie? Et comment peut-on croire que tel qui raisonne mal de l'essentiel, puisse bien juger de l'accessoire?

Le monde nouveau que M. Blum prépare est en réalité le plus extravagant qu'on puisse imaginer. Sa réalisation ne serait possible que si les hommes étaient strictement différents de ce qu'ils sont. Mais ici nous passons de la comédie de M. Blum au drame de notre pays. Cela seul au reste nous intéresse et, si nous nous sommes penché sur les écrits de M. Blum, c'était uniquement pour tâcher de comprendre qui était notre maître, comment étaient faits son cœur et son cerveau.

Or que le monde socialiste soit absurde et inhumain, tous les Français sont loin, très loin de le savoir. Et l'avènement du front populaire, qui semble à certains un moindre mal, pourrait être le pire danger. Car la plupart des mesures que M. Blum a prises jusqu'à ce jour ne sont pas en soi purement socialistes, elles sont sociales. Relever les salaires, donner des vacances, accorder des retraites, les « bourgeois » auraient pu, auraient dû le faire. Le socialisme ne commence que le jour où l'on supprime la propriété, où l'on distribue les gens dans les professions impérativement, où l'on fait d'un pays

une grande usine, une grande caserne. Est-ce qu'alléchés par des mesures qu'ils croient à tort « socialistes » les Français, ignorant ce qu'est réellement la doctrine, n'exprimeront pas, lors d'une nouvelle consultation électorale, le désir de goûter du régime sous sa forme totalitaire ? La question — qu'il y ait d'ici là faillite financière ou non — n'est pas du tout résolue. Il faut bien penser aussi que si M. Blum est chef de gouvernement, il est également chef de parti — d'un parti qui déclare ne pas devoir reculer devant l'illégalité le jour où il voudra s'emparer complètement du pouvoir. Et cela, sous la pression des circonstances, peut faire naître chez M. Blum d'étranges « cas de conscience » et d'étranges effets dans notre vie. Mais, quelle que soit la forme sous laquelle le « saltus » puisse être accompli, si le socialisme pur de M. Blum est instauré, on verra se dérouler une double série de drames et de tueries. D'abord il faudra éliminer par la violence les derniers défenseurs de la République, et ensuite... Ensuite, c'est plus grave encore : quand les Français, mis en présence des faits, comprendront enfin ce qu'est la grande expérience d'asservissement qu'on leur réserve, alors leur révolte sera furieuse, ils se crisperont, ils lutteront comme un corps vivant qu'a touché l'acide. Car ils ne sauraient admettre qu'on les soumette, eux *hommes de chair* à cette expérience de recomposition que M. Blum, pour des raisons qui lui sont spéciales, a paru réussir sur lui-même. Et, ce jour-là, s'il lui est donné de le voir, M. Blum, monarque des idéologues, au milieu des ruines accumulées, regardera sans comprendre et peut-être entendra-t-il chanter dans son esprit la phrase, la petite phrase mystérieuse, saisissante, la phrase de Tolstoï qui a déjà tinté à ses oreilles comme un glas : « Tout était si étrange, si différent de ce qu'il avait espéré. »

MARCEL THIÉBAUT

LA CHINE A L'ORANGERIE

L'Orangerie abrite à nouveau des objets d'art en provenance de la Chine. En 1934, l'exposition de bronzes archaïques faite par M. G. Salles, en ce même local, avait laissé une vive impression et cette fois-ci encore le public français peut prendre contact avec des séries de pièces qui lui sont montrées pour la première fois.

L'exposition de l'Orangerie n'a pas l'importance numérative de celle de Londres, qui connut un tel succès en 1935 et 1936 ; cependant elle lui est comparable par les deux sections les plus intéressantes : celle des jades et celle de la céramique. Il faut reconnaître, du reste, que c'est grâce à la complaisance des collectionneurs anglais qu'une présentation si complète a pu être obtenue.

Sans doute, les amateurs français préfèrent-ils s'intéresser aux nombreux trésors de leur propre patrimoine : mais il est bon d'attirer leur attention sur un aspect aussi magnifique de la civilisation mondiale.

Bien qu'il y ait peu de pièces de matière plus belle ou plus artistement ciselées que les jades, leur aspect ne laisse pas que de dérouter l'esprit. L'Occidental, quand il voit un objet, aime savoir « à quoi il sert ». Il s'irrite de ne pas avoir de réponse ou de n'avoir qu'une réponse très vague. En l'espèce, on lui dit bien : pendentifs, amulettes, emblèmes, objets de cérémonie ou de culte, mais, hélas ! aucun document jusqu'à ce jour n'a pu déterminer de façon précise l'usage de ces objets ni expliquer la présence de tous les petits trous qui les

percent. On se rend compte qu'on devait y passer des cordelettes pour les suspendre, mais à quoi? On les trouve côte à côte sur de minuscules pendentifs et de larges plaques de plus de cinquante centimètres de long. Le mystère est d'autant plus curieux que la vogue des jades a dû être grande, car la différence dans leur style indique qu'ils ont dû être en usage depuis le xve siècle avant J.-C. jusqu'au ve siècle de notre ère[1]. Très proches d'eux, et également taillés à merveille, les os montrent des décors artistement fouillés. Leur particularité est d'être d'un style archaïque très limité, qui les situe dans un espace relativement court de quelque cinq cents ans centrés sur l'an mille avant J.-C. Quelques-uns portent des traces d'incrustation d'améthyste et de turquoise, ornementation qui, on le croit maintenant, a été fort employée aux périodes reculées. Est-il besoin d'ajouter que l'usage de ces os pose également une question qu'on ne peut encore résoudre?

La céramique forme sans aucun doute la partie la plus captivante de toute l'exposition. Dans une première salle, on voit de primitives poteries dites néolithiques; dans le fond de la dernière, une pyramide se dresse portant une centaine de fastueuses porcelaines qui, évadées des salles obscures du Louvre, font éclater leur contentement d'être à la lumière. Le contraste est saisissant; plus étonnante encore est la succession des pièces intermédiaires qui les relient sur une période de quatre mille ans.

En ce long espace de temps, la technique de la céramique s'est perfectionnée, mais l'âme du potier chinois est restée la même. Même quand il fait de la vaisselle d'usage courant, il n'a pas le sentiment de débiter une marchandise : il fait travailler son imagination; son âme chante dans ses mains, qui façonnent la terre glaise sur le tour. Il a une imagination débordante et méprise ce moindre effort que représenterait la fabrication d'une série de pièces rigoureusement identiques les unes aux autres. Panthéiste, passionné de la nature, il cherche à exprimer les frémissements de la vie, et, conscient du grand rythme de l'univers, il conçoit cependant que les éléments les plus disparates peuvent faire un tout harmonieux. L'équilibre

1. Nous ne parlons ici que des jades de bon style. Les productions ultérieures sont certes nombreuses, mais n'ont pas grande valeur artistique.

d'allure géométrique lui déplaît souverainement et, quand il tombera dans le mauvais goût à la fin du XVIIIe siècle, c'est parce que la forme et les lignes générales du décor disparaîtront sous trop de couleurs différentes, trop de motifs compliqués.

Rien n'illustre mieux ce tempérament particulier du potier chinois que l'examen des pièces de céramique T'ang (621-907). On sait que sous l'influence du bouddhisme, l'art grec, introduit aux Indes par Alexandre le Grand, pénétra en Chine et y exerça une influence temporaire. La céramique ne put y échapper ; la forme alors perd sa liberté ; le décor se fige en une symétrie parfaite ; des médaillons conventionnels, inspirés par une stylisation florale, sont plaqués un peu partout, aussi bien sur les vases que sur les harnachements des chevaux : bref, la gaîté de conception fait place à la convention et à la banalité. Et cependant les pièces T'ang émeuvent, mais elles émeuvent par l'effort du potier chinois qui cherche à se soustraire à cette influence étrangère. Ce décor, si contraire à son tempérament, l'agace prodigieusement et il parvient à le noyer sous des émaux de couleur éclatante. Le décor ne disparaît pas exactement, mais il cesse de compter en tant que décor : il semble n'être là que pour soutenir et retenir des masses de couleurs différentes. Bien que la technique des émaux de couleur soit à son premier stade sous les T'ang et qu'il soit probable qu'au début, tout au moins, les potiers n'aient pas été capables de limiter le champ de leurs émaux aux contours du décor, bien des pièces donnent l'impression qu'ils ont même volontairement dédaigné ces sortes de cloisonnements, se contentant d'égayer leur travail par des tons joyeusement débordants et entremêlés. Dès qu'ils se seront débarrassés de ce décor platement conventionnel, ils abandonneront le dispositif des couleurs amalgamées et passeront tout naturellement à la monochromie des Song.

Pour mieux comprendre jusqu'à quel point la production de céramique peut refléter l'âme chinoise, on s'arrêtera avec profit devant le magnifique vase T'ang qui porte le n° 359 du catalogue.

Paré d'émaux d'une très grande finesse, débarrassé de toute décoration conventionnelle, ce vase se situe nettement à la fin de la période T'ang (IXe ou Xe siècle). Sa forme très sim-

ple est encore lourde : des émaux de couleur chamois crème, orange clair, vert épinard foncé et clair le revêtent de larges éclaboussures et coulures. L'objet est plaisant : il est instructif.

Un Occidental ayant la maîtrise de ces mêmes émaux n'aurait pas manqué de les disposer selon un certain plan : vraisemblablement un décor léger ou profond en aurait facilité l'ordonnance, l'aurait partagé en zones différentes. Rien de tel n'a germé dans l'esprit du Chinois. Imbu du spectacle de la nature, frappé de tout ce que la vie contient de spontané, de fugitif, indécis sur la mort de ses ancêtres, sur sa propre vie, il respire sur terre constamment entraîné dans un rêve sans limites. Il a l'impression du gris, il n'a pas la notion du blanc et du noir. Écoutant avec une ferveur passionnée le grand orchestre de l'univers, il ne s'intéresse nullement aux détails techniques de l'exécution.

Ainsi se trouve expliquée la composition de ce vase, où des tons différents se fondent harmonieusement sans plan préconçu. En bon Occidental, nous avons indiqué sa hauteur, noté ses couleurs. Pour les Chinois qui l'ont contemplé, il a pu évoquer un jardin potager, le printemps, un torrent tapageur avec ses gouffres calmes ! Cette liberté absolue dans l'imagination artistique n'a pas été sans me préoccuper quand j'ai préparé la présentation des pièces de céramique Song.

Beaucoup d'entre elles sont groupées dans un espace relativement petit. Je les ai disposées du mieux que j'ai pu. A vrai dire, cet ensemble si chatoyant ne me donne guère satisfaction, car il éloigne trop la pensée chinoise d'objets qui étaient fabriqués par elle, faits pour elle.

Il aurait fallu n'exposer qu'une, deux, peut-être trois pièces dans ce même espace. Pour les Chinois, une pièce Song se présente comme un tableau, comme un poème. Il se peut que l'objet serve à verser une liqueur ou du thé, à contenir des pinceaux ou des fleurs, il doit avant tout, par sa forme et sa couleur, permettre à celui qui le contemple d'oublier la matière, de perdre sa pensée en rêveries sans fin. A-t-on jamais pu rêver dans la densité d'une foule ?

J'ai signalé les différences fondamentales qui existent entre la civilisation chinoise et la nôtre, toute pénétrée du souvenir de l'antiquité grecque. Il semble que nous devrions éprouver

de l'embarras à percevoir la beauté de ces créations exotiques. Il n'en est rien et cette constatation assez troublante peut s'expliquer facilement.

Au temps de ma jeunesse, l'art grec apparaissait comme la création spontanée d'un peuple au goût très sûr ; maintenant on reconnaît qu'il dérive des conceptions de peuples asiatiques de civilisations plus anciennes : ces civilisations primitives avaient toutes extériorisé et magnifié la toute-puissance de la Divinité. L'homme n'était pour elles que le jouet de forces obscures, terribles et cruelles personnifiées par un dieu que le roi représentait sur la terre. L'art de ces peuples est imprégné de cette conception ; le grandiose et le supraterrestre est chez eux spontané, car leur esprit est constamment tourné vers un être surnaturel, au pouvoir illimité. Le miracle grec a été de ramener à l'échelle de l'homme des styles conçus pour satisfaire les dieux.

Qu'il ne provienne que de lui-même ou qu'il ait des ancêtres encore inconnus, l'art chinois a ceci de commun avec l'art grec, qu'il découle de conceptions anthropocentristes. Les premiers habitants de la Chine ont sans doute été terrifiés par la mort, les bêtes de la forêt, les inondations, la sécheresse ; ils ont créé tout un monde d'esprits, mais ils l'ont fait légèrement sans trop y croire, sans perdre de vue que leurs conceptions n'étaient pas des réalités. Comme les Grecs, ils ont bâti des temples aux dimensions raisonnables, ils n'ont pas cherché à rejoindre le ciel par des tours de Babel. Ainsi, suivant aux deux bouts de l'Asie des vues parallèles, la raison grecque et la fantaisie chinoise ont su et senti qu'en dépit des fléaux, le printemps succède toujours à l'hiver et que le rythme de l'univers dirige les hommes et les dieux.

Pendant longtemps, j'ai été moi-même détourné de l'art chinois par des couleurs hurlantes de laideur, des décors enchevêtrés et entrechoqués, des figures aux poses hideuses et contorsionnées. Tout cela n'appartient, en réalité, qu'à l'art chinois de la décadence. Je ne saurais trop conseiller à ceux qui ont la même prévention d'aller visiter l'Orangerie. Ils en rapporteront le souvenir de cette beauté sereine et souriante que reflètent sur leur visage les sculptures accueillantes de la première grande salle.

MICHEL CALMANN

RÉCEPTION

DE M. JOSEPH DE PESQUIDOUX

Il faisait beau. Ce n'était pas l'air des champs, mais l'air de l'été déjà, avec un soleil un peu lourd qui rayonnait sur les quais et dorait la coupole de l'Institut. Au banc des académiciens, MM. Abel Bonnard, Claude Farrère, François Mauriac, Louis Gillet et le duc de Broglie représentaient (en habit vert) l'Académie française. Au bureau, M. André Bellessort s'était assis, trapu et bonhomme, à côté du général Weygand, pour accueillir le nouvel immortel. Celui-ci se tenait à la place habituelle du récipiendaire entre ses deux parrains, le maréchal Pétain et M. Marcel Prévost. A peu près derrière lui, aux pieds de Bossuet, on apercevait la toque pourpre de Monseigneur Baudrillart ; mais on ne voyait pas devant M. de Pesquidoux l'appareil qui eût répandu sa voix dans le monde. La séance, pour la première fois depuis longtemps, n'était pas « diffusée ». Qu'avait-on craint ? Qu'on y tînt des propos séditieux ? Qu'on y célébrât Jacques Bainville avec des excès de langage qui eussent compromis la sérénité de cette séance ? C'était mal connaître M. de Pesquidoux, qui a le sens de la finesse, et M. André Bellessort, dont les convictions affirmées se nuancent toujours d'une parfaite courtoisie. Bref, il ne fut rien dit, durant cette réception, qui pût passionner les convictions. C'est qu'à la vérité Jacques Bainville lui-même n'était point fanatique. Grandi dans un groupe auquel il devait beaucoup de ses idées et beaucoup de sa

renommée, il ne cessa jamais de lui demeurer fidèle ; mais il avait en lui quelque chose qui le gardait des excès, qui le plaçait à la lisière de ce groupe, au point où il rencontrait les gens qui ne pensaient plus comme lui, auxquels il savait se mêler sans se dédire, ni rien abdiquer de sa pensée. *L'Action Française* a nourri la doctrine de Jacques Bainville, mais Jacques Bainville, non moins certainement, a servi *l'Action Française* par sa clarté et sa courtoisie d'esprit. Il en était une des intelligences ouvertes sur un espace plus aéré que celui où ce collège a respiré ordinairement. Sa doctrine était d'une fermeté et d'une logique indubitables ; et pourtant, à regarder son visage, on pouvait apercevoir ces moments d'ironie qui sont comme le répit des convictions trop tendues. Ce croyant avait lu Voltaire et il l'avait beaucoup aimé...

Classique à n'en pas douter, Bainville a commencé sa carrière d'écrivain par une admiration romantique. Sur la route où il suivait Barrès, il avait rencontré Louis II de Bavière, comme M. Guy de Pourtalès le devait rencontrer de nos jours. Qu'il en ait apprécié le tourment, l'âme artiste et maladive, c'est certain : sinon il n'aurait pas choisi d'en parler. Mais il y a vu également un moment d'histoire : l'acheminement des Allemagnes vers l'unité. Cette remarque est de M. de Pesquidoux. Elle est pénétrante et elle a certifié, dès le début de son propos, qu'il avait porté un examen compréhensif sur l'œuvre de son prédécesseur. Il en a bien apprécié la lucidité, la clarté parfois ironique ; mais il n'a pas nommé Voltaire, auquel Jacques Bainville pourtant a consacré au moins une étude pour ne pas dire davantage. Ce fut à M. André Bellessort à qui il revint d'établir cette filiation et il devait le faire avec pertinence : « Son style limpide et rapide répandait sur tout ce qu'il traitait, politique, finances, histoire, nouvelles et contes, une lumière blanche, douce aux yeux, bienfaisante à l'esprit. Par là il appartenait plutôt au XVIIIe siècle et on ne pouvait s'empêcher de penser à Voltaire, dont il a édité les romans et dont il considérait *Candide* comme un des hauts signes de civilisation... »

Mais si M. de Pesquidoux n'a pas défini cette influence voltairienne (laquelle fut heureuse sur la clarté d'esprit et le style de Jacques Bainville, mais le fut moins en tant qu'elle

lui inspira le ton un peu factice de certains contes), il a bien éclairé la formation de la doctrine chez l'historien Bainville. Il est évident que M. Charles Maurras fut à l'origine de cette adhésion : « Sauf la vie, je lui dois tout » disait l'auteur de *l'Histoire de France*, en ne marchandant pas sa gratitude. Jacques Bainville dut assurément à M. Maurras ses directions d'esprit et une doctrine à la lumière de laquelle il jugea tout événement du présent et du passé. Une telle constance, une affirmation si sûre de soi donnent beaucoup d'autorité. Les forces d'opposition peuvent s'appuyer sereinement sur des dogmes idéalement exposés : elles ne redoutent pas la déception de l'épreuve. On pourrait répliquer à cette doctrine panacée que si la royauté était une fin en soi, si elle était un régime parfait, elle ne serait jamais achevée. Cependant, il est certain que M. Bainville a su, après M. Charles Maurras, en montrer la grandeur et les féconds principes. Et M. de Pesquidoux a peint habilement cette filiation de croyances et de talents : « En codifiant les principes de la monarchie française, ce maître apportait à Bainville les directives politiques et sociales qu'il cherchait. Il vantait les bienfaits d'un gouvernement unique, aux mains d'un chef de dynastie autochtone, incarnant les traditions et les aspirations du pays ; dirigeant les affaires intérieures en vue de la prospérité générale à laquelle il est le premier intéressé, les affaires extérieures avec le sens que donne l'expérience de tractations héréditaires ; assez indiscuté et haut placé pour rendre justice à tous et contre tous ; attachant enfin sa propre sécurité et sa propre gloire à celle de la nation avec laquelle il est tout et sans laquelle il n'est rien aux yeux de l'univers... Au-dessous de lui et l'étayant, une aristocratie, c'est-à-dire une élite de sang, de talent, d'argent même, mais d'abord au service du pays, recrutée partout et jusqu'au fond de la masse populaire, réservoir naturel, et parce que l'esprit souffle où il veut... Au-dessous encore, cette masse, organisée en groupements corporatifs, ayant droit de consultation et de conseil, sachant la voie ouverte au légitime effort. Innombrable hiérarchie sociale, stabilisée par le sommet, où la première place échappe à l'ambition comme à la surenchère. Là se tient le roi, chef responsable et permanent, que la mort seule abat... »

A ce tableau applaudi, M. de Pesquidoux allait, par naturel, ajouter les nuances qui lui sont le plus familières : ces nuances rurales qui composent les couleurs mêmes de son talent. Il était à peine besoin d'une transition : la tradition royale défendue par Bainville reproduisant par sa continuité la tradition terrienne. Les rois ont administré la France comme les grands paysans administraient leurs terres. Et ce point de vue fournit à M. de Pesquidoux une brillante période : « Sensée, équilibrée, laborieuse, la population rurale se retrouvait dans cette famille souveraine qui aimait et savait son métier, possédait le don de s'instruire par l'expérience, chez laquelle les soucis, le but, la conduite et la réussite étaient semblables aux siens... Une phrase, messieurs, m'a suggéré ces rapprochements. Celle-ci : « Pourquoi juger la vie d'un peuple » par d'autres règles que celles d'une famille ? » Elle est de Jacques Bainville dans son *Histoire de France*, ouvrage capital. Je n'en montre que cet aspect. Il explique et justifie l'incarnation d'une patrie dans une race, dans un homme, suivant le mot symbolique : « L'État, c'est moi ! » Il ne m'étonne pas. J'ai entendu l'été dernier un petit possédant s'identifiant de même avec sa terre, avec sa vigne défendue et sauvée par une température dangereusement humide, me dire : « Tout » de même, je n'ai pas perdu une feuille, je suis chargé de » raisins. »

Le discours eut ce ton de simplicité, cette absence de fausse éloquence dont il paraît bien que M. de Pesquidoux ne puisse se départir. Il a l'abord le plus simple, avec un visage coloré, de fines moustaches gasconnes et de petits yeux, dont les paupières battent très vite en recouvrant des lueurs malicieuses. De *l'Histoire de France* à *Napoléon*, de *Napoléon* à *l'Histoire de la IIIe République*, M. de Pesquidoux a analysé l'œuvre de Bainville avec une clairvoyante loyauté. Peut-être eût-on pu apercevoir chez Bainville une certaine inquiétude, un doute même qui passaient furtivement dans ses silences et ne sont pas inscrits dans son œuvre. Du moins accomplit-il tout pour que cette part plus secrète de sa pensée n'émergeât pas ; comme il ne laissa pas voir la souffrance physique et morale dont le le mal qui l'a tué devait le combler. Cette extrémité d'une vie fut d'un parfait courage et M. de Pesquidoux a bien su

lui rendre hommage. Le silence de Bainville devant la mort approchante a rappelé à l'homme de la campagne ces agonies fières et muettes auxquelles Vigny a dédié son inspiration... C'est par là que se termina ce discours loyal.

En réponse à ce remerciement, M. André Bellessort, de la voix bien timbrée qu'on lui connaît, avec cette conviction du visage et du geste qui donne tant de réalité à ce qu'il prononce, M. André Bellessort lut un morceau tout à fait brillant. Après avoir loué Jacques Bainville avec une franchise fraternelle, il en arriva bientôt à M. de Pesquidoux et nous le montra, lui et son œuvre, dans la chaleur même de la vie. Sans excessive familiarité, ni sans aucune de ces pointes auxquelles s'exerce parfois l'escrime académique. Non point : la familiarité de M. André Bellessort ne fut ici que le réalisme de la sympathie. Ce gentilhomme campagnard qui a grandi sur la terre, qui l'a défendue quand l'heure en fut venue, qui y a fait souche et qui l'a prise pour sujet de ses pensées et de ses récits, ce type d'homme est bien celui auquel M. André Bellessort pouvait vouer l'amitié intellectuelle la plus compréhensive. Il suffit de citer cette réponse pour qu'on aperçoive M. de Pesquidoux dans le naturel de l'existence, et M. André Bellessort dans le naturel de la cordialité : « On ne peut se défendre de vous envier, a-t-il dit. Après l'enfance la plus heureuse, la plus salutaire, après un service militaire qui vous a été léger, et qui vous a laissé de forts souvenirs, après des mois et des mois de vie héroïque, vous retrouvez votre manoir, ce beau, ce long rez-de-chaussée blanc et rouge, où vous attendaient la compagne de votre vie, votre inspiratrice, votre collaboratrice, et vos enfants, deux fils et deux filles. Vous retrouvez votre parc, si accueillant à vos amis, qui invite même les passants à entrer. Vous retrouvez votre cabinet de travail à l'angle de la maison, qui donne de plain-pied sur la cour, et cette cour qui, lorsque vous étiez enfant, fut votre empire. Vous retrouvez vos tableaux, le Philippe de Champaigne, que vous avez ajouté au Géricault, au Deveria, au Flandrin, de la collection paternelle ; et le médaillon en bronze de votre père, qui faisait de la critique artistique, vous regardera, comme naguère, écrire sous ses yeux. Vous retrouvez enfin vos vignes, vos champs, vos prés, vos bois... »

Est-il besoin d'ajouter que ce portrait devait toucher particulièrement un public pour qui toutes ces choses de la province sont familières? L'Académie est dans Paris une assemblée provinciale, d'une province pour laquelle Paris n'est peut-être qu'un lieu de passage et de gloire. Pour la plupart de ces immortels, pour la plupart de ces assistants, de tels souvenirs étaient proches de leurs souvenirs. Les perspectives de cette vie que M. de Pesquidoux a dessinées, de main de maître, dans *les Livres de raison* sont les perspectives mêmes dont on aurait pu voir les reflets dans les yeux ou dans les mémoires des académiciens et de leurs invités. Et la salle devint encore plus complice, si l'on peut dire, de M. André Bellessort lorsqu'il se prit à décrire le nouvel élu comme un gourmet. De vastes cuisines s'ouvrirent sous la coupole, des odeurs de sarment passèrent dans l'air ensoleillé et l'on vit les visages tendus vers le bureau de l'Académie, comme si M. Bellessort, soudain transformé en maître-queux, y eût préparé des mets exceptionnels pour cette réception familiale. M. de Pesquidoux, du coup, renouait une grande tradition à la suite de la *Physiologie du goût :* « Il faut dire, assurait M. Bellessort, que vous êtes aussi bon connaisseur en cuisine qu'en économie agricole, digne ami de vos paysans qui sont nés gourmands. Vous donnez des recettes aux maîtresses de maison, qui ne redoutent pas le feu des fourneaux, avec la même compétence qu'à vos métayers des préceptes sur les cultures, les instruments aratoires et l'élevage des bêtes. Vous savez comment on fait du foie gras et des confits d'oie. Vous ne détestez pas qu'on vous serve le premier foie gras de la saison, « fumant, rebondi, comme un cœur aux « ventricules énormes, légèrement roussi et croustillant, dans « un jus onctueux exsudé de la chair même, reposant sur un lit « de raisins saupoudré de chapelure ». Vous nous vantez un certain pâté d'Armagnac massif, fait à la graisse d'oie, garni des prunes du pays... et, ce qui est d'un maître tentateur, vous ajoutez qu'il est « merveilleusement digestif ». Vous n'ignorez pas que l'eau-de-vie, celle qui mérite son nom et garde un parfum sauvage, exige du bon tonnelier qu'il choisisse « un fût de chêne noir pour son odeur de glèbe humide, « de bête maraudeuse, une sorte de relent fauve ». La lecture

de votre *Noce gasconne* et de votre *Menu gascon* est déjà un péché de gourmandise, tant vos pages luxuriantes nous remplissent de saveurs, d'odeurs, de visions délectables. »

Un tel passage restera comme un certain genre de virtuosité académique. Mais M. André Bellessort ne devait pas s'en tenir, on le pense, à cet aspect d'un homme et d'un talent, il allait pénétrer plus profondément la personnalité du gentilhomme qu'il recevait parmi ses pairs. Il le fit avec le même entrain, la même ardeur nourrie de sèves campagnardes. Point de rupture de ton dans ce discours, point de trous. L'homme y est apparu tout entier, dans sa personne, dans sa fonction, dans son cadre. Il semblait que, placé devant un type de Français très pur, mais qui va diminuant, M. André Bellessort eût voulu en fixer les traits pour le jour où ils seront devenus tout à fait rares; et rendant hommage à M. de Pesquidoux, il rendait ainsi hommage à une race. Cette étendue de sentiments ne se voyait pas tout de suite ; mais elle apparut bientôt dans chaque ligne du discours. Nous remontions du particulier au général et rejoignions ainsi la communauté française. M. André Bellessort nous y avait conduits par des rendez-vous agrestes, où des odeurs de terre mouillée se mêlaient à des fumets de repas ; mais cette partie de campagne au bord de la Seine formait finalement un fort et charmant discours.

GÉRARD BAUËR

LES BALLETS DE MONTE-CARLO

Déclarons-le en toute franchise : les réminiscences, les retours attendris sur le passé, n'entrent pour rien dans le plaisir très vif que nous ont procuré au Théâtre des Champs-Élysées, à la veille de l'Exposition Internationale, les spectacles récents des Ballets de Monte-Carlo.

Cette appellation, sans plus, est bien celle qui sied le mieux à l'ensemble harmonieux et brillant que M. René Blum a su former là-bas avec le concours d'un artiste si justement célèbre, M. Michel Fokine. N'allons surtout pas dire, comme on l'a fait trop souvent, « les Ballets *russes* de Monte-Carlo ». Ce serait rendre à la jeune compagnie un fort mauvais service que de suggérer des rapprochements intempestifs et des comparaisons dangereuses, alors que les présences réelles ont déjà tant de peine à lutter avec des fantômes illustres et délicieux. Même si les Ballets de Monte-Carlo n'employaient qu'un personnel exclusivement russe, et nous n'en savons rien, on peut croire que ces Septentrionaux en exil ne conserveraient pas longtemps leurs caractères ethniques au bord de la Méditerranée, dans cette principauté de soleil et d'azur qui sert aujourd'hui de refuge au cosmopolitisme finissant. Ainsi, trêve de souvenirs et de regrets ! Le ballet russe, tel que les Parisiens le connurent avant la guerre, était une merveille fragile. Aucune de ses conditions d'existence ne se trouvant réalisée à notre époque, ni l'ingéniosité, ni l'abnégation persévérante, ni le talent, ni l'enthousiasme ne sont parvenus

à lui rendre le souffle, ainsi qu'en témoigne une longue succession d'échecs. Le ballet russe a péri dans la tourmente qui a emporté toute une société avec son esthétique. Certaines fêtes ne sauraient plus avoir de lendemains. De même que les spectateurs, beaucoup d'artistes ont disparu. Madame Tamar Karsavina, en pleine jeunesse, a quitté le théâtre. Les fastueux galas de madame Ida Rubinstein se font de plus en plus rares. C'est parmi les ombres qu'Anna Pavlova et Léon Bakst ont pu renouer leurs entretiens. Seul, le malheureux Nijinsky languit toujours, à égale distance des vivants et des morts, dans une région pleine de ténèbres. En vérité, les ballets russes sont finis, bien finis, et nous n'avons aucune chance de les revoir.

Puisque l'incompréhensible nature vient de détruire, en cinq lustres, tant de figures adorables et légères, M. René Blum ne pouvait se borner à recueillir l'héritage de Diaghilew. Il lui fallait encore, tout en maintenant une certaine tradition de poésie légendaire et exotique, enrichir son répertoire. Il fallait, si l'on ose parler ici comme Origène, renouveler la nouveauté même. Programme fort redoutable. Mais dès à présent, il semble que les Ballets de Monte-Carlo, sans renoncer au pittoresque de *Petrouchka* ni aux magnificences de *Sheherazade*, s'orientent vers un art plus sobre, plus concentré, en harmonie avec notre goût et nos ressources d'aujourd'hui.

Quand on a formé une troupe de danseurs, où trouver la musique propre à les faire valoir ? Ce problème est de beaucoup le plus difficile. On le sait par les tribulations des ballets russes, toujours en quête de compositeurs. Diaghilew n'eut pas la main heureuse à cet égard ; il s'entichait parfois de musiciens subalternes, quitte à leur donner congé dès la première mésaventure. « Assez de musiquette ! » s'écriait-il alors. En somme, ses réussites musicales se comptent. Si, dans le temps de ses premières victoires, MM. Igor Strawinsky et Maurice Ravel ne lui avaient donné, celui-ci *l'Oiseau de feu* et *Petrouchka*, celui-là *Daphnis et Chloé* ; s'il n'avait eu ensuite le *Pas d'acier* et le *Fils prodigue*, de M. Serge Prokofiew, on pourrait dire qu'il n'a guère suscité de partitions originales. A propos de *Jeux*, il fondait de grands espoirs sur la collaboration de Claude Debussy avec Nijinsky ; mais celle-ci fut par trop intermit-

tente, et finalement Diaghilew n'éprouva que des mécomptes. En réalité, les ballets russes ont dû leurs plus beaux succès à des scénarios que des chorégraphes pleins de ressources, tels que M. Fokine, plaquaient sur des musiques déjà fameuses. Personne ne se chargera de justifier cette méthode en théorie, car elle représente un pis-aller. Mais le *Carnaval*, d'après Schumann, mais les *Sylphides*, d'après Chopin, mais *le Spectre de la rose*, d'après Weber; mais *Sheherazade*, d'après Rimsky-Korsakow, sont toujours là pour nous rappeler qu'elle n'est pas sans valeur dans la pratique.

*
* *

Les Elfes. — Est-ce en hommage à ces souvenirs glorieux que les Ballets de Monte-Carlo ont voulu commencer leurs spectacles par *les Elfes*, divertissement « réglé » sur des textes fort célèbres de Mendelssohn? Peut-être... De toute manière, les Elfes sont les derniers venus parmi les petits dieux ou génies du Panthéon romantique. Originaires des pays scandinaves, ils vécurent longtemps au fond de leurs grottes boréales, ignorés et tranquilles, jusqu'au jour où la France les découvrit, grâce à madame de Staël. Celle-ci les avait importés d'Allemagne en contrebande, sous les plis de son turban, avec toute une poésie nouvelle, des légendes, des ballades et des systèmes philosophiques. Les contes d'Andersen leur attirèrent là-dessus des amitiés fidèles. On s'éprit de ces êtres ondoyants et immatériels comme les zéphyrs. Les poètes leur accordèrent la préséance sur les autres habitants du monde fantastique, gnomes, farfadets, korrigans ou lutins, qui avaient déjà beaucoup servi. Il n'y eut d'hésitation que pour les Sylphes. Ceux-ci étaient apparus en France vers le milieu du XVIIe siècle. En dépit d'une carrière littéraire déjà longue, ils conservaient des partisans. Chateaubriand en raffolait, et Béranger de même. Berlioz composait en leur honneur son *Ballet des Sylphes*, tandis que madame Taglioni se faisait acclamer à travers les capitales de l'Europe en Sylphide. Mais les Sylphes étaient suspects aux âmes pieuses. Tout comme leurs sœurs les Salamandres, ces fils et ces filles du Feu s'étaient fourvoyés autrefois dans la compagnie des alchi-

mistes, des cabalistes, des spagiristes ou même des nécromants. On leur en tenait rigueur. Les Elfes, par contre, jouissaient d'une réputation sans tache. Enfants de l'Air, ils étaient vierges commes les neiges de l'Islande, purs comme le vent glacé du pôle. On leur fit de grands succès. *Elfe*, cette bluette pour le piano que Robert Schumann leur dédiait en 1835, était d'une grâce incomparable. Leconte de Lisle, en personne, se complut également à les chanter, et son hommage, d'un tour romantique bien singulier chez ce maître impassible du Parnasse, est devenu célèbre. Voilà beau temps qu'il figure dans toutes les anthologies. Et bien des spectateurs, l'autre soir, au Théâtre des Champs-Élysées, échangeaient des sourires en murmurant le refrain :

Couronnés de thym et de marjolaine,
Les Elfes joyeux dansent dans la plaine.

On fut d'autant plus ébahi au lever du rideau. Ah! ce n'était pas ainsi qu'on se représentait les Elfes. Que voyions-nous donc?... Un essaim de jeunes gens des deux sexes, mollement couchés et endormis les uns contre les autres. Leurs attitudes semblaient calculées avec art, de manière à faire ressortir leurs agréments physiques. M. Fokine les avait si bien mis en valeur que rien ne s'en perdait. Ce tableau, calme et vaporeux comme l'*Endymion endormi*, eût arraché à Girodet lui-même des cris d'admiration. Une lumière plus subtile que le clair de lune en augmentait le charme; elle se jouait ici sur des fonds d'une tonalité uniforme, suave, de ce bleu même pour lequel Chateaubriand avait cru devoir inventer son épithète de *céruléen*, non ratifiée par l'usage. Mais, ô surprise! chacun de ces Elfes, homme ou femme, réalisait à sa manière le type de l'athlète complet. Il en avait la taille, l'encolure, le développement musculaire et la prestance. Sans doute, on leur voyait bien aux épaules de petites ailes de gaze transparente. N'importe! devant ces corps bien nourris, vivaces, charnus, d'une beauté presque animale, dont les corselets étroits et les maillots aux teintes claires moulaient exactement les formes, on se demandait s'ils pouvaient bien être des créatures aériennes. Les Elfes ont-ils vraiment de ces carrures? Nos poètes s'en étaient fait une image plus éthérée...

Les surprises, d'ailleurs, succédaient aux surprises. A l'annonce que le ballet des *Elfes* empruntait à Mendelssohn la musique du *Songe d'une nuit d'été*, chacun avait pensé d'abord aux féeries de l'*Ouverture*, au *Nocturne* extatique et si tendre, et puis surtout au merveilleux *Scherzo* dont le tournoiement coloré est par lui-même une danse. Eh bien ! les chorégraphes en ont décidé autrement. L'*Ouverture* se joue ici comme au concert, à titre de symphonie, devant le rideau baissé. Après quoi, pour des raisons impénétrables, l'orchestre passe brusquement au *Concerto pour violon* du même Mendelssohn. Ainsi, quand les Elfes se réveillent et se lèvent, c'est sur l'andante et le finale de ce dernier ouvrage qu'ils exécutent leurs brillantes arabesques. Du *Songe d'une nuit d'été*, plus rien ne subsiste, pas même un simple rappel. Pourquoi cela ? Nul ne le sait. Il y a, dans cette substitution énigmatique, un parti pris bizarre et arbitraire dont les musiciens se montrent peu satisfaits.

*
* *

Don Juan. — Comme pour leur offrir une juste compensation, les organisateurs ont voulu reprendre un ballet fort oublié du XVIIIe siècle : *Don Juan*. Gluck l'écrivit en 1761 sur un scénario de Gasparo Angiolini. Ce fut un succès mémorable pour l'époque, puisque, après avoir triomphé à Vienne, au Théâtre de la Porte de Carinthie, *Don Juan* ne recueillit pas moins de suffrages à Paris, à Turin, à Milan, à Parme et à Naples, ce qui représentait, semblait-il, la consécration définitive.

Si néanmoins *Don Juan* n'a pu se maintenir au répertoire, la faute en est à Gluck lui-même. La révolution qu'il avait provoquée au théâtre par ses *tragédies mises en musique*, leur retentissement à travers l'Europe, ne laissèrent plus à ses autres productions la possibilité de survivre. Opéras, opéras-comiques et ballets de sa période initiale furent ensevelis dans la même poussière. Et les amateurs, pour des raisons identiques, accueillirent sans conviction ses *lieder* sur des poèmes de Klopstock ou ses compositions religieuses telles que le *De profundis*. Ne leur en faisons pas

grief. L'excellence de ce génie fulgurant, mais inégal, se trouve sans doute ailleurs : dans ses grands drames lyriques.

Le *Don Juan* de Gluck, comme toutes les adaptations musicales du *Festin de Pierre*, imitées de Molière ou de Tirso de Molina, — et Dieu sait qu'elles abondèrent au XVIIIe siècle ! — fut d'ailleurs éclipsé en 1787 par la révélation de *Don Giovanni*. Mozart lui avait porté le coup de grâce. Connaissait-il personnellement le ballet chevaleresque et fantastique de Gluck ? On ne serait pas éloigné de l'admettre, puisqu'il en avait adopté certaine mélodie andalouse pour le fandango de ses *Noces de Figaro* [1]. Cette réminiscence, petit hommage aux rythmes de l'Espagne, vient grossir la liste déjà longue des emprunts que Mozart fit à Gluck, à cet aîné dont la gloire lui inspirait, croit-on, plus de respect et de considération que de sympathie foncière.

Sans examiner quelles retouches MM. Éric Allatini et Michel Fokine ont pu faire subir au livret original d'Angiolini, commençons par avouer que le premier acte est excellent. Son intensité dramatique ne fait point doute. Puisque Angiolini souhaitait pour son « ballet-pantomime dans le goût des anciens » une interprétation simple et noble [2], qu'il dorme en paix ! Les ballets de Monte-Carlo se conforment scrupuleusement à son vœu. Il leur arrive par endroits, en souvenir de Diaghilew, de sacrifier outre mesure au pittoresque et au paradoxe ; mais *Don Juan* est justement celui de leurs spectacles qui s'apparente le mieux à l'ancien ballet russe. Prédominance de la pantomime sur la danse, faste, générosité, recherche de l'anecdote savoureuse, opposition féconde des éléments tragiques et bouffons : quel plaisir de retrouver ces traits caractéristiques, après tant d'années !

Le public a suivi les tableaux et les personnages du premier acte avec un intérêt croissant. La petite place madrilène où quatre musiciens aux instruments baroques offrent une sérénade à la nièce du Commandeur ; la duègne accoutrée de gris qui prétend les chasser, mais qu'on a vite fait d'apaiser au

1. Cf. Hermann Abert, *W.-A. Mozart*, Breitkopf et Haertel, Leipzig, 1921, tome p. 347, et « Noten-Beilagen », pp. 16-18.

2. *Ibid.*, p. 446.

moyen d'une bourse fort raisonnable; le manteau couleur de muraille sous lequel un noble cavalier se glisse en tapinois chez sa belle; puis, après leur tête-à-tête passionné, l'arrivée du Commandeur et ce duel funeste où le vieillard trouvera la mort : il est impossible de concevoir une action plus rapide, plus pathétique.

Mais la suite répond mal à ce début. On y relève bien des longueurs. Certes, c'est une invention abominable, mais suggestive, de nous montrer, au lendemain presque du duel, la nièce du Commandeur elle-même, en grand deuil, assise, avec force compagnons d'orgie, à la table du meurtrier dont elle est désormais la maîtresse. Sa présence à ce festin donne la mesure de sa dégradation morale. L'amour l'a rendue esclave... Mais en revanche, quand le Commandeur survient au milieu de la fête pour sommer Don Juan de lui rendre visite, on se sent bien moins ému. Le théâtre n'admet guère de ces apparitions. Les fréquents retours ne portent pas bonheur aux revenants. Ils doivent mesurer avarement leurs paroles. Le spectre du père d'Hamlet ne dit rien que de nécessaire. L'ombre de Banquo demeure silencieuse. Mozart, convenons-en, fut mieux servi par Lorenzo Da Ponte en pareille occurence. Avec un tact très fin, ce librettiste sut réserver le surnaturel pour la majesté et l'horreur du dénouement fatal [1].

A compter de là, Gasparo Angiolini multiplie les maladresses. Son troisième acte se réduit à un colloque muet, et d'autant plus extraordinaire, entre le Commandeur et Don Juan. Sur l'invitation de la statue, en effet, Don Juan, qui n'est pas effrayé pour si peu, s'est rendu au mausolée du Commandeur. Il y arrive... Mais citons plutôt le naïf *programme*, tel qu'il existe à la Bibliothèque du Conservatoire de Paris [2] :

« A l'aspect de ce lieu, terrible par l'horreur du silence qui y règne, Don Juan chancelle sur le parti qu'il doit prendre ; la peur paraît s'emparer de ses sens. La statue du Com-

1. Peut-être le poète Bertati lui en avait-il donné l'exemple, quelques mois auparavant, dans ce *Convitato di pietra* qu'il écrivit pour le musicien Gazzaniga.

2. Seul exemplaire connu. Il se trouve en tête de la réduction pour piano : « *Don Juan, Ballett in Musik gesetzt von Ritter Gluck. Vollständiger Klavierauszug von Friedrich Wollank, Berlin, Trautvein* (s. d.).

mandeur paraît ; à sa vue, Don Juan rappelle son courage, et la vanité le fait triompher de sa terreur.

» La statue du Commandeur, qui semble lire dans l'âme de Don Juan qu'il n'agit que par les mouvements d'une fausse et vaine gloire, lui montre le ciel, et, le serrant tendrement entre ses bras, lui met à diverses reprises la main sur son cœur, qu'elle cherche à toucher par ses remontrances. Don Juan les méprise. La statue fait de vains efforts pour soustraire Don Juan à sa perte, que son obstination semble rendre inévitable. Tout cela est inutile, Don Juan répond en haussant les épaules et regarde la statue d'un air moqueur. Elle lui fait entendre les gémissements des âmes qui subissent la peine due à leur impiété. Don Juan n'en est point touché, ni même ému. Le Commandeur entre en fureur ; il saisit Don Juan par le bras et frappe violemment du pied, en lui montrant la terre prête à s'ouvrir pour l'engloutir dans l'abyme *(sic)* qui va se creuser sous ses pieds jusqu'aux enfers. Don Juan est toujours le même. Enfin la statue du Commandeur, voyant la mesure de l'impiété de Don Juan comblée, le livre à son mauvais destin en le précipitant dans le goufre *(sic)* qui s'entr'ouvre *(sic)* sous ses pieds. »

La statue espérait-elle vraiment convertir le débauché ? Cette tentative n'ayant pas réussi, les démons tourmenteurs vont se saisir de Don Juan.

Tel est le sujet du quatrième et dernier acte. Les âmes sensibles doivent s'armer ici de courage et de patience, car les peines de l'enfer leur seront exposées en détail, et il ne leur sera fait grâce d'aucune torture. Ces épouvantements annoncent déjà le *Pandœmonium* de Berlioz. Ils procèdent d'une imagination plus réaliste encore, et sans doute plus grossière, comme si la damnation de Don Juan s'efforçait de l'emporter en horreur sur la future *Damnation de Faust*. On est ici à une distance infinie de la beauté pure. Mais quoi ! des monstres grimaçants et haillonneux, pressés autour de leur proie comme des chiens à la curée, ne formeront jamais un tableau agréable du point de vue de l'art.

Le plus étonnant est que ces peintures appartiennent à un ballet rococo, dansé en présence de l'impératrice Marie-Thérèse. Pareilles outrances sembleraient mieux à leur place

dans quelque fantasmagorie romantique, après le triomphe de *Robert le Diable*. Elles rappellent notamment cette conclusion extravagante que l'Opéra de Paris ajoutait sous Louis-Philippe au chef-d'œuvre de Mozart. M. Adolphe Boschot en a reproduit le canevas dans une étude pleine d'intérêt [1]. Là aussi, le bon public assistait à l'expiation finale. Des « morts-squelettes » s'avançaient par les chemins, une torche au poing ou bien un livre cabalistique sous le bras. Ils psalmodiaient aux oreilles du réprouvé le *Dies Iræ* du *Requiem* de Mozart. Et pour finir, Don Juan s'écroulait à la renverse dans une fosse creusée par les damnés !...

Si ces diableries n'ont pas mieux inspiré le grand artiste qui devait peindre à quelque temps de là, avec une émotion pénétrante, le Séjour des Ombres heureuses, faut-il lui en vouloir? *Don Juan*, ne l'oublions pas, date de 1761, et c'est l'année suivante que Gluck a fait représenter à Vienne le premier de ses chefs-d'œuvre, *Orfeo ed Euridice*, version italienne de cet *Orphée* qu'il donnera aux Parisiens, en langue française, le 2 août 1774. Ainsi deux partitions toutes différentes, sinon opposées, se trouvent étroitement rapprochées dans le temps. Gluck avait d'ailleurs une mémoire indéfectible. Alors qu'il remaniait l'ancien *Orfeo ed Euridice* en vue d'un *Orphée* plus accompli, le finale de son *Don Juan* lui revint à l'esprit. Aussitôt il en tira un *Air des Furies* qui figure dans la version française [2]. Cette composition de jadis trouvait-elle grâce à ses yeux en raison du crescendo énergique et rapide qui le menait des batteries en doubles croches du quatuor aux appels syncopés des cors et des hautbois? Il ne la jugea pas indigne de sa manière définitive. Mais, à cette unique exception près, le dramaturge-musicien, alors dans la plénitude de son génie, se désintéressa d'un ballet déjà lointain, qu'il tenait pour un travail précipité et sommaire.

Certains de ses admirateurs se lamentent sur les insuffisances que l'on peut reprocher à *Don Juan*. Passe encore, disent-ils, pour la monotonie et la sécheresse. Mais on ne se console pas d'apercevoir chez un maître vénéré des pauvretés du langage, des formules vides et conventionnelles, des pompes

1. Cf. Adolphe Boschot, *Mozart*, Librairie Plon, Paris (1935), p. 212.

2. Cf. Lionel de la Laurencie, l'*Orphée de Gluck*, Mellottée, Paris (1934), p. 279.

vaines et tant de lieux communs. Quelques accents vigoureux annoncent bien un auteur familiarisé avec l'opéra italien et français, autant qu'avec l'oratorio de Haendel. Mais la déception n'en reste pas moins vive. L'orchestre de *Don Juan* se cantonne par trop dans un rôle d'accompagnement, sans souci de sa fonction expressive. La trame instrumentale manque de fermeté non moins que de finesse, et ces défaillances ne font que s'aggraver à la lecture. Plusieurs morceaux découragent par leur insignifiance absolue. D'autres nous attachent, non par la mélodie, mais par leurs qualités rythmiques ou dynamiques. Telle forlane évoque le souvenir de l'*Aria avec trente variations* de Jean-Sébastien Bach. On accueille avec joie une gavotte pleine d'entrain, deux petites pièces dont le parfum espagnol ne s'est pas encore éventé. Pourtant, l'homme de théâtre ne manifeste nulle part sa supériorité. Chose à peine croyable, c'est surtout le souffle dramatique qui fait défaut à *Don Juan*. Par exemple, dans la scène du festin interrompu, il y a un moment où le pathétique est à son comble. Tous les convives ayant pris la fuite, on entend la statue du Commandeur heurter la porte à grands coups et Don Juan, resté seul, s'en va lui ouvrir résolument. L'imagination de Gluck aurait dû prendre feu à cet endroit. Eh bien, non ! sa traduction musicale est de la plus désolante platitude.

A quoi bon insister ? Gluck n'a contribué que pour une part très faible au succès de *Don Juan*. Cet accueil si chaleureux, son ballet en est redevable à la présentation exceptionnelle dont il a bénéficié. On n'a plus affaire ici à un essai de restitution. Les Ballets de Monte-Carlo ont entrepris et réalisé une création de toutes pièces, et leur exploit est pour les yeux une fête perpétuelle. Quoi de plus savoureux que les décors de M. Mariano Andreu ? Le style Louis XIII se prolonge en Espagne par le style Philippe IV, et Vélasquez s'accommode à merveille du voisinage de Jacques Callot. Les masques ont été souvent applaudis, et surtout les pleureuses, voilées de longs crêpes funèbres, qui viennent tirer après la mort du Commandeur un rideau fort étrange, un rideau garni de ferrures ornementales comme certains coffres de la Renaissance. En somme, grâce à l'harmonie des costumes et des

décors, de l'interprétation et de la mise en scène, le *Don Juan* d'Angiolini et Gluck, rajeuni par MM. Allatini et Fokine, est un des plus beaux spectacles que l'on puisse voir.

*
* *

L'Epreuve d'amour, ou Chun-Yang et le mandarin cupide. — Le bruit s'étant répandu en 1928 que l'on venait de découvrir à Gratz une partition inédite de Mozart, les érudits n'accueillirent pas cette nouvelle sans quelque scepticisme. Mozart est en effet, entre tous les compositeurs, celui dont on a fait le plus de contrefaçons. Les faussaires se mirent au travail dès le lendemain de sa mort, et leur activité fut si grande que, dans la première moitié du XIXe siècle, les éditeurs à qui l'on proposait de ses ouvrages étaient obligés de consulter sa veuve, sa sœur, ses fils ou ses élèves sur l'authenticité de ces papiers.

Quoi qu'il en soit, la partition découverte à Gratz se trouvait être, paraît-il, un ballet. Un certain mystère continue à environner cet ouvrage, car il ne semble pas que Mozart ait daigné s'en occuper lui-même. Il aurait passé la main, dit-on, à l'un quelconque de ses élèves, peut-être à Süssmayer. Il s'agissait de réunir en partition un choix des innombrables contredanses, menuets, « laendlers », allemandes ou valses qu'il avait écrits au cours de sa vie pour des bals, des redoutes, des sérénades, pour ses amis les plus chers ou pour son propre plaisir. Cette commande aurait été faite à Mozart en 1791. On sait que, dans cette année suprême, ses forces l'abandonnaient et qu'il était aux prises avec la misère. Peut-être, dans ces conditions, Mozart a-t-il consenti à ce qu'on lui demandait. Schikaneder, l'écrivain de *la Flûte enchantée*, aurait offert pour cette partition un scénario chinois de sa façon. Et l'on nous affirme que *l'Épreuve d'amour*, représentée au Théâtre des Champs-Élysées par les Ballets de Monte-Carlo, est venue au monde de cette façon, ou peu s'en faut...

C'est, en tout cas, une partition pleine d'agrément. Il faut souhaiter qu'elle soit de Mozart lui-même. Sans cela, il existerait en ce moment, par le monde, un faussaire plus habile que tous ses pareils. Certains morceaux semblent vrai-

ment porter la marque de l'auteur, et il ne reste plus qu'à les identifier, un à un, parmi ses danses.

Comme on se trouve ici en pleine fantaisie, les lecteurs nous dispenseront d'analyser avec autant de soin les aventures d'une jeune et charmante Chinoise, mademoiselle Chung, fille d'un mandarin fort avare. Elle a le cœur trop bien placé pour sacrifier ses amours à l'ambassadeur d'Extrême-Occident, gentilhomme à perruque poudrée et justaucorps de velours, que son père voudrait à toute force lui faire épouser. C'est que mademoiselle Chung n'a point, comme son père, le respect superstitieux des richesses. Il lui suffit d'être heureuse. Ainsi donc elle finira par épouser le jeune homme pauvre qu'elle adore, et l'ambassadeur européen rentrera dans son pays avec sa suite et ses trésors, après s'être rendu fort ridicule. Gageons qu'il ne gardera pas fort bon souvenir de son voyage en Chine.

Il n'en va pas de même pour les spectateurs qui ont eu la chance de visiter le Céleste Empire, bercés par des mélodies que Mozart n'eût sans doute pas désavouées. Ils avaient pour guide M. André Derain, et celui-ci a composé pour cette Chine de paravent et d'estampe les plus jolis décors du monde. Ses quatre singes gris, ses pagodes, son dragon horrifique, ses bandits de vaudeville et son mandarin jaune et rouge, en proie à un rêve cupide, eussent fait les délices de Mozart qui avait l'âme d'un enfant.

On voudrait exprimer ici, au terme de cette chronique, une admiration particulière pour la virtuosité de mademoiselle Maria Ruanova et de M. Panaïew. Mais, à la réflexion, il semblerait peu équitable de ne citer que ces artistes, de même qu'on n'oserait insister sur le talent avec lequel le violon solo, M. Marcel Raynal, a exécuté, parmi l'orchestre, le *Concerto* de Mendelssohn. Ce sont les éléments d'une vaste symphonie musicale, chorégraphique, picturale et dramatique, où tout est ordre et beauté : gardons-nous de les dissocier.

CONSTANTIN PHOTIADÈS

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

A la première mesure du livre de M. de Pourtalès[1] il faut écrire le thème de Genève. Et Genève, ici, ce sont quelques vieilles familles de la rue des Granges. Et de ces familles, celle qui représente les autres est la famille Galland.

Voici deux circonstances où nous entendons le thème résonner. C'est d'abord le déjeuner du jour de l'an. L'associé, M. Bardin, prononce, au moment des santés, l'éloge rituel de la famille Galland. « Il en parlait comme s'il s'agissait des Habsbourg. Toute l'Europe semblait reposer sur Genève, sa rue des Granges et la Banque Galland-Bardin. L'humilité ironique qu'il affectait envers nos grands voisins de l'est et de l'ouest, trahissait l'orgueil qu'on avait de ne pas leur appartenir. On était fier que Genève fût restée, depuis quatre cents ans, la Rome protestante, l'une des capitales de l'esprit, de la décence, de l'honnêteté, de la science, des affaires sérieuses. Et si tout cela subsistait, c'était grâce aux traditions des vieilles familles comme celles de Galland, des Nadal, des Tronchin, des Necker, des Saussure, des Candolle, des Budé, des Sarasin, des Favre... »

Voici maintenant une circonstance plus secrète. M. Victor Galland, le chef de la famille, s'est aperçu qu'en un mois son fils Henri avait découché deux fois, laissant sa chambre dans un feint désordre. Mais ici, il faut peindre Victor Galland, exactement Victor-Jérémie Galland de Jussy. Il n'a

1. Guy de Pourtalès. *La Pêche miraculeuse.* N. R. F.

gardé de sa jeunesse que des souvenirs avouables. « Comme tous les fils de famille de la ville haute, il avait fait ses études en partie à Genève, en partie à l'étranger, mais son père ne lui avait jamais permis de débuter dans la banque chez ses correspondants de Paris : à l'étranger, la banque est entre les mains des Juifs et des parvenus ; à Genève elle appartient aux nobles et aux patriciens, comme jadis à Gênes et à Venise. Entré de bonne heure dans les unions chrétiennes, diacre de Saint-Pierre à vingt-sept ans, marié à trente, fondé de pouvoirs de la maison de banque Galland frères, puis associé et chef de Galland-Bardin et Cie, vice-président du Consistoire, administrateur de nombreuses et grosses affaires, le président Galland de Jussy... croyait en Dieu, au bulletin politique du *Journal de Genève*, à la noblesse de sa famille qui valait en ancienneté, selon lui, toutes celles du Gotha. »

En apprenant que son fils découchait, il pria Dieu longuement, et sa femme fit comme lui. Elle lui proposa de veiller avec lui, mais il préféra attendre seul le retour du coupable. Il ouvrit son grand bureau à cylindre, sortit le fichier généalogique qu'il complétait depuis dix ans, étudia l'alliance Calandrini qui lui donnait une parenté avec le pape Nicolas V, médita, et enfin à six heures cinquante du matin, entendant la porte s'ouvrir, il rajusta son lorgnon et sentit qu'il devait accomplir le devoir de justice. Comme Henri rentrait à pas de loup : « J'ai à te parler » lui dit-il d'une voix qui claqua. L'algarade dura jusqu'à huit heures. Enfin M. Galland sortit de son cabinet, grave et le nez pincé, et le thé du matin, pris en famille, commença précédé d'une lecture de la Bible et d'une méditation. La lecture fut faite par la fille de M. Galland, Antoinette. C'était le psaume XXXII. « Heureux celui-ci à qui la transgression est remise... » Les mots sonnaient comme une ironie... et le frère du coupable, Max, se tordait la bouche pour ne pas rire. Mais la lecture se poursuivait : « Heureux l'homme... dans l'esprit duquel il n'y a point de fraude... » Le banquier, tombant à genoux, improvisa une prière fervente : « O Seigneur notre Dieu, disait-il, fais que la lumière de ta grâce descende dans le cœur du malheureux enfant qui vient de transgresser si indignement tes saints

commandements. » Puis il but deux tasses de thé et rentra chez lui sans adresser la parole à personne.

Telle est la famille dans laquelle M. de Pourtalès a eu l'idée de faire naître un artiste. Non pas précisément dans la lignée de M. Galland. C'est son neveu, Pont de Villars, qui reçoit le don redoutable. Il est lui aussi le descendant d'une famille de la rue des Granges, mais d'un type un peu différent, la famille Nadal. Le docteur Nadal a été un savant illustre, un physicien, et cette passion d'arracher à la nature ses secrets ne laisse pas de scandaliser les gens vraiment bien pensants. La fille du docteur, Florence, a épousé Armand de Villars. L'aîné, Léopold, est un forestier qui vit dans les forêts du Jura. Le second, Ferdinand, a servi au Congo belge, est revenu capitaine et s'applique à commenter l'*Apocalypse*. Le troisième, Armand, est un être assez mystérieux, bon musicien, passionné de navigation et de pêche. Florence meurt la première en mettant au monde un enfant qui ne vit pas. Le docteur Nadal meurt pendant un voyage d'études en Égypte. Armand de Villars meurt d'une embolie sur son bateau. On s'aperçoit alors que la famille est ruinée. Il reste deux fils d'Armand et de Florence ; l'aîné, Edmond, apprend la science financière en Amérique ; le second Paul a été touché du génie de la musique. C'est lui qui est le héros du livre.

Nous connaissons les troubles de son enfance, sa première aventure sentimentale lorsqu'il est encore étudiant à Neufchâtel. Et cette aventure va marquer singulièrement sa vie. Il habite chez un pasteur qui reçoit quelques pensionnaires. Parmi ces pensionnaires se trouve une jeune doctoresse allemande, Lotte Müller. Et Lotte a une amie, Louise Landrizon. Cette Louise est la fille d'un médecin missionnaire, qui est un fort brave homme. Mais il y a un drame dans la famille. Le missionnaire a un frère notaire, qui a eu des malheurs et qui a fait dix ans de prison. Il a été recueilli par le docteur Nadal, qui l'employait dans son laboratoire, au dernier étage de sa maison. Il s'y glissait à deux heures et s'éclipsait à six, sans que personne l'eût vu. On nous dit seulement qu'il a l'air d'un bouc, et il regarde étrangement les filles dans la campagne. Il est présent dans le livre, comme caché à l'envers des pages et pareil à une ombre malfaisante. Il avait déjà

pris sur le docteur Nadal et sur Armand de Villars un étrange empire. Maintenant, sans qu'on le voie jamais, on le trouve partout dans la liquidation de leur fortune. Pendant ce temps, Paul s'éprend de la nièce de cet homme mal famé. On en vient à se prêter la *Nouvelle Héloïse*. On se donne une fois un baiser passionné. Et Louise épouse un autre homme, de petite naissance, un avocat politicien d'idées démocratiques, fat et vulgaire, mais riche, Robert Perrin.

Désespéré, Paul fait un long séjour en Allemagne, chez les Müller. Il est l'amant, plus amical que passionné, de Lotte Müller, la doctoresse. Il achève d'apprendre son art. Il fait jouer un concerto en *sol mineur*. Mais cette amitié amoureuse s'use aussi. L'Allemagne militaire et orgueilleuse de Guillaume II répugne au musicien. Il revient à Genève et Lotte sent bien que leur aventure est finie. L'auteur, qui ramène Paul vers le lac, y ramène aussi Louise. Dès la première entrevue, nous savons que les jeunes gens s'aiment toujours. Ils commencent à se voir en secret, pendant que le mari est absent. C'est le moment béni pour le romancier, la période délicieuse et douloureuse, où une femme résiste en cédant déjà. Louise est enceinte de sa brute de mari.

— Paul, — dit-elle, — je suis perdue pour vous, perdue.

— Perdue — répond-il en la berçant dans ses bras. — Allons donc, bien au contraire.

Et il baise cette bouche sèche. Quels projets ne fait-il pas? Il enlèvera Louise, elle divorcera, ils vivront à l'étranger. Mais quand, pour mettre sa conscience en paix, il va se confier à son oncle le capitaine, commentateur de l'*Apocalypse*, il est foudroyé, anathématisé et chassé.

Voici pire encore. La rébellion est dans la maison même de Victor Galland. La fille du banquier, Antoinette, qui a toujours été sauvage et difficile, a un amant, un certain Georges Thélusson, un employé de la ville basse, un bellâtre, et d'ailleurs un assez vilain animal. Antoinette le quitte, et sa vanité offensée cherche une vengeance. Il soupçonne un projet de mariage entre Antoinette et Paul. Il insulte celui qu'il pense son rival et ces deux garçons se battent comme des bergers. Seulement Thélusson, par une perfidie atroce, essaie de briser le poignet du musicien. C'est Antoinette qui lui fait

lâcher prise en lui mordant la main. Quelques jours après Paul part pour Paris.

Quoiqu'il advienne, Paul est pris maintenant entre ce qu'il faut bien appeler deux amours, où il ne reçoit pas grand chose, et qui sont plus ou moins ombrageux, inavoués, refoulés et déjà trahis. Il y a là une forte partie du roman, incertaine comme un temps d'orage, mais directement prise de la vie. Louise ne s'est pas donnée à Paul ; mais elle s'est presque promise à lui, en lui demandant d'écrire une symphonie qu'elle paiera d'une discrétion ; et elle se fait avorter pour ne pas porter plus longtemps un enfant de son mari. Quand Paul revient quelques jours en Suisse, elle le rejoint dans un hôtel de Lausanne ; mais elle ne devient pas non plus sa maîtresse ; c'est lui qui a pitié d'elle en voyant combien elle est toute spirituelle et désincarnée. — Antoinette au contraire est une forte fille, qui est bien de ce monde. Le sentiment ne l'étouffe pas. Dans une romantique promenade en barque, elle accepte avec un vif entrain les baisers de son cousin, et, je pense, quelque chose de plus, si j'en crois un rappel qui se trouve beaucoup plus loin : « Souvent il lui arrivait de songer au corps d'Antoinette. Certains soirs, il aurait donné tout ce qu'il possédait pour tenir dans ses bras cette chair fraternelle et obstinée, aussi implacable que la sienne dans la recherche d'un absolu dont ils connaissaient tous d'eux l'éphémère douceur. » Elle a horreur de sa famille de philistins. « On devient mauvais à côté d'eux, dit-elle. On se met à haïr la religion, la moralité... » Son amour pour Paul est dans une certaine mesure un appel au secours. Il le comprend ainsi. « Aie confiance » dit-il. « En qui ? En toi ? » Il répond par des paroles sybillines, promet d'être maître de son avenir au printemps. Au fond que pense-t-il ? Il est facilement distant, ironique et méchant, facilement repris. Il y a beaucoup d'inexprimé dans toute cette histoire. « Écoute, dit-elle, et elle mit ses mains sur les épaules de Paul. Mais elle ne put rien articuler. Les mots ne s'arrangeaient pas dans sa tête ; il lui était impossible d'exprimer par des phrases ce qu'elle ressentait, ce qu'il savait qu'elle ressentait et depuis des temps infinis. »

Là-dessus la guerre éclate et pendant une cinquantaine de pages, nous ne voyons plus qu'elle. Comme Paul, engagé,

est interprète auprès de l'armée anglaise, ce sont des tableaux des champs de bataille des Flandres ; puis, comme il reçoit une balle à la hanche, ce sont des scènes d'hôpital, singulièrement vives et dramatiques. Enfin après une année d'hôpitaux et de sanatorium, Paul se retrouve en Suisse, au milieu des siens. Il revoit Antoinette, et nous apprenons que Louise, à demi folle, est soignée dans une clinique. En même temps nous avons un aperçu extrêmement intéressant de Genève pendant la guerre. Une page d'histoire locale se glisse dans la description de l'histoire générale, et s'achève par la ruine de Victor Galland, qui a spéculé sur la victoire allemande. Ce n'est pas le seul malheur qui tombe sur la maison. Le second fils, Max, meurt empoisonné de cocaïne, avec une Russe bolcheviste. Paul qui a fini la guerre avec l'armée française, écrit des lettres très savoureuses sur l'entrée des troupes en Alsace et en Lorraine. Enfin il revient à Genève, et il retrouve définitivement Antoinette, tandis que la pauvre Louise, victime de tous, meurt noyée comme Ophélie. Un épilogue nous montre le 14 novembre 1920, l'ouverture de la Société des Nations.

Le livre est très riche, trop riche peut-être. Il semble qu'on ouvre un portefeuille bourré de livres et de documents. Tantôt c'est un paysage qui passe entre vos mains, tantôt une page de musique, tantôt une scène de mœurs locales, tantôt un tableau de la guerre. Tout cela est excellent, et toujours savoureux. Mais c'est bien du divertissement et l'allure se ralentit dans cette foule. On voit bien que le dessein de M. de Pourtalès a été de donner le sentiment même de la vie, en ces années où sa répercussion, même en pays neutres, était terrible. Mais c'est une tâche presque surhumaine de brasser cet ensemble pour en faire un tout. Il n'y a pas un épisode de son livre qui ne se lise avec plaisir, avec émotion. Mais il nous a placés sur un observatoire où les personnages apparaissent un peu petits, et où le sens du mouvement est presque perdu. L'énergie du drame s'en ressent. Évidemment, on voit bien à la fin que la libre vie triomphe, et qu'elle est représentée par le couple de Paul et d'Antoinette. On voit bien aussi que la mort de Louise a un caractère symbolique. « Victime de l'escroc Marc Landrizon, victime de cet époux imbécile, victime des

circonstances, de son hérédité, de ces petites villes rancunières où rien ne s'oublie..., victime de son amour. » — On sent bien aussi l'espoir que ce monde atroce fera place à un monde meilleur. C'est là je crois, le sens du titre. C'est un souvenir du retable de Conrad Witz, et où l'on voit le Christ marcher sur le Léman. M. de Pourtalès espère-t-il que le Christ y marchera encore ?

*
* *

Il est délicat d'engager une lectrice dont l'oreille veut être respectée, à écouter les propos que tiennent, sans songer à elle, les poilus de M. Poulaille [1]. Mais les hommes qui se battaient en 1917, ouvriers et paysans, parlaient en toute ingénuité ce langage si fortement physiologique. Je ne connais pas d'auteur qui rende sensible, avec la même fidélité que M. Poulaille, la vie du peuple de Paris. On croit descendre de chez soi et entrer à Grenelle, dans la rue du Commerce, où son héros, qui était alors le petit Magneux, a été garçon chez un potard au début de la guerre. Presque tous les tableaux qu'on nous fait du Paris de 1914 sont gâtés par la boursouflure. On cherche des effets pittoresques, on essaie d'indigner le lecteur. Mais en réalité le spectacle et l'état d'esprit de ces journées mémorables ont été fort simples. A part quelques points tumultueux et quelques moments dramatiques, départs des soldats, assassinat de Jaurès, la capitale a été déserte et morne. On pensait aux hommes au front, aux métiers interrompus, à la pénurie d'argent. Quand les Allemands sont arrivés à petite distance, les visages sont devenus soucieux, avec une expression tragique et tendue que ceux qui l'ont vue ne sauraient oublier. Dans ces premières semaines, ceux qui ne partaient pas ont dû se débrouiller pour continuer à vivre, tâche particulièrement difficile pour les gens de métier, quels qu'ils fussent, dans un Paris qui s'était mis aussitôt en veilleuse. C'est ce que s'efforce de faire la pharmacie de la rue du Commerce : on voit alors apparaître les vieillards qui reprennent de l'ouvrage, les indésirables qui en retrouvent, les enfants dont l'apprentissage est hâtif, le tout sous le

1. H. Poulaille. *Le Pain de Soldat* (Grasset).

gouvernement des femmes. Le petit commerce est composé de cellules de fortune, fragiles et précaires. C'est la première partie du livre.

La seconde commence au moment où Magneux, malgré une mauvaise vue et mauvaise jambe, est déclaré bon pour le service armé. Il fait son instruction militaire à Lons-le-Saunier, ce qui nous vaut des tableaux qui ne seraient pas très différents en temps de paix. Enfin, Magneux part pour le front de l'Aisne, en mai 1917. C'est la partie la plus intéressante du livre et précisément par la fidélité évidente du témoignage. Les hommes qu'on mène au feu ne montrent ni enthousiasme, ni résistance. Il n'y a pas plus chez eux de rhétorique du patriotisme ou de la gloire que de rhétorique du pacifisme ou de la souffrance. C'est probablement le moyen d'expression qui leur manque. Ils font ce sale boulot comme ils en feraient un autre. Ils ont peur, mais ils s'habituent à la peur. Ils meurent sans phrases. La grande affaire est la vie de tous les jours, avec des corvées qui sont meurtrières, des tranchées qu'on ne leur voit pas améliorer beaucoup, des événements qui sont les arrivées de torpilles et les marmitages, toute une vie dangereuse à laquelle ils finissent par s'adapter en grognant. On retrouve cette impression, qu'on a déjà en lisant les mémoires des soldats de l'Empire, que la bataille proprement dite, l'attaque, est un épisode sanglant, mais exceptionnel. Le livre s'achève sur le premier assaut auquel Magneux prend part, et où il est blessé au poignet. Cet anarchiste est singulièrement transformé. Il hésite à quitter ses camarades pour se faire panser ; et peut être resterait-il sur la ligne si eux-mêmes n'étaient ramenés à leurs tranchées de départ.

*
* *

Skias onar anthropos, a dit Pindare. De cette formule mélancolique, M. André Suarès a fait *Rêves de l'Ombre* [1]. Ce sont des rêves en effet, des apparences qui se défont, un univers translucide, fragile et incertain. Mais ces images qui s'évanouissent ont un sens profond et ces figures avant de se dissoudre apportent un message.

1. Grasset.

Naturellement elles sont à des degrés très divers de consolidation. Il en est dont la ténuité est telle qu'elles disparaissent aux yeux de l'auteur lui-même. « Comme je lui ouvrais les bras, ou lui offrais la source et le souffle de l'extrême amour, elle a disparu... telle qu'elle était venue, dans le gouffre brusque de la brume et du silence. » Mais d'autres figures, au lieu de s'évanouir, semblent arriver au contraire à cet état de condensation plus parfaite, qui est celui des êtres de raison et des allégories. Tels sont Psyché et l'Amour, qui échangent en vers impalpables les plus subtils et les plus mélancoliques discours. « O mon amour, dit Psyché, ô mon bien aimé, je t'ai surpris, je t'ai connu, je t'ai nommé : je t'ai fixé, je l'ai cru. Et depuis, tu n'es plus là. Tu ne me réponds plus. Je tiens ton ombre chaude entre mes bras ; mais toi, tu te retires. » Et l'Amour répond :

Psyché, tu me connais ou tu crois me connaître.
Ainsi tu m'as perdu : tu ne me rêves plus.

« O misère d'aimer ! » dit Psyché. C'est qu'en effet la douleur est née de son geste même, étant la fille du cœur et de la connaissance. Et sa main s'est posée entre les lèvres des amants pour desceller le délice de l'univers.

M. Suarès aime ces formes fluides, qu'il appelle Psyché, ou Mary Amy, ou la Pia. Celle-ci, dont l'ombre endolorie flotte encore sur la Maremme, a retrouvé une voix pour parler à son cœur. « O mon cœur, dit-elle, je suis ta vie. » Elle commence une sorte de chant, d'une finesse et d'une pureté merveilleuse, une espèce de dialogue mystérieux et murmuré. « Tu es né de moi, dit-elle encore, et tu n'as battu que pour moi, tu t'es dépris de tout pour n'être qu'à moi seule... L'heure est venue de tomber dans la nuit, mon cœur, parce que je te laisse. » On croirait lire les vers d'un de ces prédécesseurs de Dante, Rustico di Filippo ou quelqu'autre qui ont tant de douceur et de raffinement. La Pia et son cœur sont devenus comme deux personnages, elle étant l'innocente et lui le criminel. Mais elle fleurit de tous ses crimes. « O mon cœur, je suis le rosier de tes fautes. »

Toutes ces rêveries ont un fond commun. Elles sont, si je puis dire, désindividualisées. Elles sont des méditations et des thèmes sur la condition de l'âme humaine. On ne s'étonnera

point que l'une d'elles ait pour sujet un des cas les plus singuliers que cette condition ait jamais soufferts, celui de Tirésias, qui était alternativement homme et femme. « Quand je suis le plus beau des hommes, il me semble que j'ai le regret de ne plus être femme ; et quand je suis jeune femme, je pleure de n'être plus homme. » M. Suarès nous dit d'abord la raison de ces métamorphoses. Il les décrit elles-mêmes, dans le plus pur style d'Ovide. Et il raconte comment elles ont pris fin. On ne saurait broder avec plus de grâce sur une aimable trame.

Le livre est enchâssé entre deux récits. Voici le premier. Dieu ayant créé l'homme, ordonna aux anges de l'adorer. Tous obéirent, sauf un seul, le premier et le plus beau, Satan. On ne peut pas dire que Satan avait tort. « Tu es l'Unique, dit-il à Dieu, je ne veux pas qu'un autre entre dans ton unité et l'altère. »

« Ce simulacre, ce pantin, ce soupir du néant
« Cet homme enfin n'est rien pour moi. »

Dieu ne demande pas à Satan de raisonner, mais d'obéir. Satan s'obstine. Dieu, agacé, le précipite :

— Tombe à jamais dans les ténèbres. — Toi qui ne veux pas adorer la boue qui palpite d'une âme entre mes mains, — adore le néant.

— O Seigneur, répond Satan, qu'as-tu fait? Voici Adam qui s'éveille. — Et j'ai pris, désormais, logis vivant en lui. »

Telle est la première histoire. Et voici la dernière. Shir, le maître des ascètes, étant avec eux dans le désert, leur commande d'écarter les pierres sur lesquelles ils dormaient. Dix serpents jaillirent et parmi eux un énorme naga. « O naga, dit Shir, je dirai pour toi ce que tu ne peux dire. Jamais serpent ne broierait l'homme dans ses nœuds, si l'homme l'aimait assez. » Et le serpent siffle doucement : « O toi, mon sauveur et mon maître. » — Le livre est ainsi enfermé entre le principe du mal et sa suppression par l'amour. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on s'aperçoit que M. Suarès est un écrivain du moyen âge, un docteur de Tolède. Son livre est la fleur tardive d'une grande époque. Il est plein de roses, avec une légère odeur de soufre.

HENRY BIDOU

PREMIERS TABLEAUX DE L'EXPOSITION

Depuis un an, le Parisien « cause » de son Exposition.

Il y apporte ce mélange de parti-pris, de sincérité, d'ironie, ces colères et ce je m'enfichisme dont il donne et a toujours donné tant de preuves. Cependant, sa rage d'assister à la lenteur *organisée* avec laquelle les travaux n'avançaient pas était réelle. L'irritation des habitants de l'ouest, devant leur quartier transformé en chantiers, d'où rien de définitif ne semblait devoir jamais sortir, grandissait chaque jour. L'omnipotence des ouvriers, qui installaient entre les palissades leurs quartiers-généraux, leurs exigences, leurs abandons, leur nonchalance faisaient redouter des catastrophes. Elles ne se sont pas toujours produites, mais se sont en partie réalisées, avec le retard apporté à l'inauguration et, celle-ci enfin réalisée le 24 mai, l'inachèvement outrageant des travaux.

Je me souviens des quolibets, des protestations des mêmes Parisiens devant la Porte « monumentale », qui, dès la place de la Concorde, servait d'entrée à l'Exposition de 1900. Elle ne pouvait réellement porter de *monumental* que le nom. Mais l'architecte avait eu l'idée de la surmonter d'une image, celle d'une femme : *la Parisienne.*

Vous penserez peut-être — aujourd'hui — que cette pensée n'offrait rien qui pût choquer.

Les Parisiens furent piqués.

Ils trouveraient, sans doute, cet hommage naturel en 1937.

En 1900, ils eussent préféré encore l'image de l'Abondance, celle de la Paix. Les bras de l'Industrie, les mamelles de l'Agriculture, leur eussent semblé préférables au manteau léger, au chapeau de cette femme qui n'était que la Parisienne.

Jean Lorrain l'avait aussitôt affublée du sobriquet de la *Chamothrace*. — Enfin, ce fut un accord de protestations violentes, acharnées : ma jeunesse n'a pas gardé le souvenir qu'un seul défenseur se fût élevé pour combattre en sa faveur.

J'aimerais savoir en quel lieu la *Chamothrace* fut recueillie après l'Exposition. Il eût été amusant, curieux en tous cas, de présenter en quelque coin du nouveau palais des Beaux-Arts ce chef-d'œuvre manqué, qui fit couler plus d'encre à son apparition que l'admirable groupe de *la Danse*, de Carpeaux, sur la façade de l'Opéra.

Mais qu'auraient pensé les Parisiens de 1900, que n'eussent-ils pas écrit sur l'entrée *Monumentale* de l'Exposition de 1937, place de la Concorde?

Cette contrefaçon de quatre insignes romains, qui pourraient servir de perchoir à de gigantesques perroquets, cette parodie grandie au centième, ces cercles argentés, au sommet de mâts recouverts d'aluminium et qui reluisent tantôt à l'est des rayons du levant, tantôt sur l'autre face, de ceux du couchant, ont l'air de vieux accessoires du *Bal des Quatz'Arts*.

L'architecte qui eut l'idée de cette décoration a pris soin de l'avancer outre mesure à l'entrée du Cours la Reine, en ne respectant point le dessin de la plus vaste et de la mieux proportionnée des places de Paris.

Il fallait, au moins, dresser ces quatre mâts de biais, dans l'axe du Cours la Reine, ils eussent formé un pan coupé sur cette partie sud-ouest de la Place.

Mais, dans une exposition qui, au lieu de *servir* Paris et de *s'en servir*, ne paraît bien avoir souhaité que d'en détruire obstinément l'harmonie, de couper les perspectives, saccager les rives de la Seine, — que demander à l'architecte, au décorateur à qui revient l'honneur de figurer sur la place de la Concorde et de créer une porte, à l'Exposition?

Imaginez-vous les Anglais donnant Hyde Park pour une

exposition ou les Vénitiens la place Saint-Marc. Qu'on n'aille point prétendre que j'exagère : regardons ce qu'on a osé faire de l'Esplanade des Invalides. Placer les *attractions*, les nains, le boum-boum, le gueuletonnage le plus vulgaire et, pour tout dire, le *scenic-railway*, devant le dôme de Mansard et le Tombeau de l'empereur Napoléon! Nous verrions un peuple voisin se livrer à pareil vandalisme, que ne dirions-nous pas?

*
* *

La chance de ces « artistes », des « messieurs » qui osent pareilles entreprises, c'est que leur nom ne figure pour ainsi dire jamais sur rien de ce qu'ils édifient et que personne ne songe même plus à s'en soucier.

Que connaît le public, dans le nombre considérable de collaborations qui nous livrent cette création hybride, ces bâtisses sans proportions, sans mesures, qu'on ne peut ni décorer, ni rendre de quelque manière nobles ou humaines, ces hangars à dirigeables ou à veaux, ou ces superpositions de cubes qui suppriment le dessin des toits, aucune corniche ne le soulignant sur le ciel de son ombre protectrice, et qui font ressembler ces caricatures de palais à des visages sans saillies, dont les yeux seraient privés de leurs arcades sourcilières?

Encadrements des fenêtres, reliefs et encastrements des portes, avancements des toits, découpures des balustres ou des ornements qui *détaillaient* l'atmosphère au-dessus d'un édifice, ces éléments de l'architecture conquis par l'homme — et qui ont embelli les ouvrages qu'il construisit pour s'abriter, jouir de la vie et mourir — ont disparu.

Rien ne saurait plus distinguer une demeure d'une prison, un palais d'une usine.

Mais, sur une toile, puis-je, hélas! davantage bien fréquemment, aujourd'hui, reconnaître dans l'œuvre d'un peintre, un visage humain d'une page de géométrie ou d'un concombre?

L'Exposition, telle que nous la voyons, par son manque d'ensemble, son inachèvement, la rapidité avec laquelle elle

fut édifiée, ne donne point l'impression — affirmons-le, rabâchons-le, à satiété, — de la paix, du progrès de la pensée, des idées, — de la sagesse. L'homme est tributaire de la matière, comme les gouvernements sont soumis aux masses des ouvriers.

Toute hiérarchie, toute armature durable, disparaissent. Peut-être trouverons-nous, çà et là, — vers le mois de juillet, — quelques preuves d'un progrès qui ne soit pas que matériel ?

Aujourd'hui, nous ne saurions nous préoccuper que de ce qui nous est offert : des passerelles interminables, qui rendent impossible une visite de plus de deux heures, par le nombre de marches ou de rampes qu'il faut gravir. Le temps passé ainsi, sans que rien s'offre à notre vue, à notre curiosité, fatigue deux fois plus.

Ces passerelles multipliées sont encore impraticables, d'ailleurs. Elles font penser qu'en temps de révolution active, non larvée, comme celle dans laquelle nous vivons depuis plus d'un an, elles serviraient de barricades, de forts, à ceux qui, les premiers, s'en empareraient. Cette perspective nous reviendra souvent à l'esprit pendant que nous errerons sur d'immenses espaces sans ombre, pendant nos visites à l'Exposition.

*
* *

Un trait caractéristique de l'effet du retard des travaux sur les Français moyens... et autres, c'est la non-ouverture des restaurants[1]. L'absence de salles fraîches et fleuries, de maîtres d'hôtels, de saumon froid à la sauce verte, de vins blancs *de pays*, de terrasses où aller prendre quelque tasse de thé ou de café à la viennoise, une lourde orangeade, aux accords d'un orchestre qui fait entendre à nouveau *Funiculi funicula*, *Valencia* ou la *Veuve Joyeuse*, manque aux Parisiens plus que la rétrospective de peinture avancée organisée par M. Escholier au Petit-Palais.

1. Nous avons pu nous en apercevoir à l'ardeur avec laquelle, dès le 5 juin, ils se sont précipités vers les restaurants des pavillons italien et allemand.

*
* *

Le 24 mai, l'inauguration de l'Exposition s'est jouée, dans une sorte de fugitif et morne simulacre officiel, devant un millier de policiers en veston et un nombre plus considérable de ces braves et sympathiques gardes mobiles, casqués et de noir vêtus et qui sont tenus sur le *pied de guerre* depuis plusieurs années.

Il semblait que le Gouvernement, vaguement rassemblé autour du chef de l'État, se fût efforcé de prouver sa non-existence plus que d'affirmer une éclatante victoire de l'effort français.

Quelle pompe eût, d'ailleurs, été nécessaire, quelles troupes, quels uniformes, quels étendards, quelles fanfares, pour remplir l'immense étendue qui s'offre aux visiteurs, du haut du terre-plein du Trocadéro!

L'absence de toute figuration humaine décorative se fait bien vivement sentir en pareille circonstance, dans un cadre si vaste d'où surgissent, sans ordre, des constructions, — des cubes, — si démesurés, aux lignes qui émanent plus, semble-t-il, de l'architecture néo-guerrière, du fort bétonné, que du souriant épanouissement des peuples prospères, heureux, en progrès sur leurs devanciers.

La taille de l'homme n'a pas grandi, elle ne s'est point modifiée, que nous sachions, depuis vingt siècles. D'où viennent cette urgence, cette implacable nécessité de provoquer la nue, de détruire l'harmonie qu'une cité doit offrir avant tout, par des superpositions de blocs, sur lesquels l'homme cherche, vainement, d'autres manifestations de son génie, de dresser, sur des kilomètres de longueur et à des hauteurs inutiles, des armatures de métal, qu'il vient renforcer de béton?

De l'accotoir de la plate-forme sur laquelle s'élevait, naguère, le pavillon central et les deux tours de ce Trocadéro que la pioche des démolisseurs eut tant de peine à faire disparaître, nous contemplons un monde nouveau. Une logique et persévérante culture avait placé l'homme dans un cadre à sa mesure. Il va devoir errer désormais entre d'immenses cou-

loirs aux parois abruptes, se traîner au pied de bâtisses babyloniennes, dans lesquelles il ne saurait goûter l'harmonie et trouver le repos.

Sous un dur soleil, M. Albert Lebrun est passé, environné d'un nuage noir de gens falots. Leur visage ne nous évoquait pas un nom. Devant les palais du Trocadéro, des palissades empêchaient d'apercevoir les bases inachevées et le désordre des constructions. On ne permit pas au Président de se retourner, parvenu au pont d'Iéna, et d'apercevoir (entre ce vaste palais coupé en deux, ce qui ne s'est jamais vu évidemment, nulle part) le mirliton de carton-pâte, le sucre de pomme vert et découpé, qui forme le centre de la place du Trocadéro. Le Président aurait aperçu, au delà du sucre de pomme, les immeubles peu décoratifs sur lesquels la publicité s'est empressée de placer d'immenses lettres lumineuses, qui vantent un savon bien connu et une liqueur.

*
* *

Le groupe qui surmonte les cubes du Palais des Soviets, l'homme et la femme brandissant la faucille et le marteau, hors de toutes proportions, occupe pour ainsi dire le centre de l'hémicycle le plus officiel de l'Exposition. Il remplit l'air de sa masse argentée. Les Français éprouvent une désagréable impression que partagent, devant cette main-mise audacieuse, les visiteurs étrangers.

Le but de propagande recherché ne se trouvera pas atteint. Jamais en France les mauvaises manières, l'excès d'orgueil et les vaines prétentions n'ont réussi. Le peuple réagit sous la main du parvenu qui veut lui en imposer ou l'étreindre.

La rapide promenade officielle en bateau, cette remontée de la Seine tant annoncée, vers le pont de la Concorde, n'aura pas montré au Président beaucoup d'activité sur les chantiers, ni de réels achèvements, à travers les toiles tendues et les drapeaux parcimonieusement disposés.

A l'intérieur du Grand-Palais, pendant la morne séance d'inauguration, ce qui apparut le plus, ce fut le laisser-aller, l'absence de toute préparation. Il semble invraisemblable que le Front populaire ne se soit point préoccupé, puisque l'occa-

sion lui en était fournie, de grouper les grandes institutions de la France et les Corps constitués. C'est un aveu de la fragilité de son établissement que de n'avoir pu offrir une réunion permettant d'espérer un règne des masses moins précaire que celui auquel elles sont arrivées, après un an, règne limité à la classe ouvrière, dans laquelle on compte d'ailleurs bien des dissidents.

Ce qui me parut aussi bien frappant, c'est que les dames invitées se mirent à fumer, sans vergogne. Un nuage bleuâtre bientôt flotta au-dessus d'elles. Les hommes ne tardèrent pas à les imiter. Ce trait valait d'être noté. En somme, c'est là tout le souvenir que l'on peut avoir gardé de cette morne parodie d'inauguration, qui s'achevait comme une réunion parlementaire.

*
* *

Second jour. Inaugurations simultanées du Danemark, des Soviets, de la Belgique, de l'Italie...

Il ne nous est pas possible encore de ne point passer par la plate-forme du Trocadéro, tant la vue de ce qui s'offre aux yeux est plus surprenante là que partout ailleurs, et véritablement monstrueuse de désordre. Plus on la contemple, plus son anarchie nous confond. Jamais en France, — jamais à Paris — nous n'avions été à même de considérer pareil renoncement à ces plans d'ensemble, sans lesquels de pareilles entreprises ne peuvent présenter d'harmonie. Le public saurait-il goûter plaisir et satisfaction et retirer quelque enseignement de ce qui lui est si capricieusement offert, dans un tel chaos?

Accoudé à la balustrade de cette première terrasse, il me semble assister aux ravages causés par le passage d'un géant (aux proportions de cette tour de trois cents mètres qui ne nous est jamais apparue si parfaitement présentée, de bas en haut) — d'un géant qui aurait, en quelque sorte, vomi en enjambant Passy, la Seine et le Champ-de-Mars, — vomi ces constructions, après s'être nourri de fer et de béton. Ce que nous avons devant les yeux, ce sont les restes d'une indigestion.

Je revoyais récemment quelques documents des Expositions de 1889 et de 1900. Sans admirer, certes, et non sans apporter bien des réserves, j'étais frappé par le désir d'homogénéité, d'équilibre que montrait le plan initial dans la présentation des différentes parties de ces cités éphémères. Les organisateurs, alors, n'ignoraient point que le public prend d'autant plus d'intérêt à pénétrer dans ces palais que ceux-ci savent lui dissimuler la brièveté de leur destin.

Les nations qui, aux précédentes Expositions, avaient répondu à l'appel de la France, ne songeaient à rivaliser entre elles que par la qualité de ce qu'elles offraient et non point par d'ostentatoires simulacres de propagande pour des idées révolutionnaires ou conservatrices. Les peuples ont le droit d'imposer chez eux la forme de gouvernement qui leur plaît, lorsqu'elle y rencontre une incontestable majorité. Mais ils auraient mauvaise grâce de choisir le terrain d'une Exposition universelle pour tenter de la propager chez ceux qui, par leur caractère et leurs mœurs, la repoussent.

Une Exposition universelle, c'est une Société des Nations sur le plan des réalisations artistiques, industrielles et commerciales. Chacun pense apporter ce qu'il peut offrir de meilleur dans sa production, mais sans y mêler d'arrière-pensées politiques.

Du haut des degrés qui mènent à la Seine, vers le pont d'Iéna considérablement élargi, nous ressentons, aujourd'hui comme hier, la même impression qu'il nous semble impossible de ne pas éprouver, du désordre le plus facile à éviter et d'un manque de conception générale qui blesse profondément dans ses sentiments de fierté nationale tout Français qui s'arrête un instant et promène ses yeux sur le spectacle qui lui est offert.

*
* *

Face ou presque au pavillon de la Russie rouge, à notre gauche, celui de l'Allemagne à la croix gammée est surmonté d'un aigle doré, qui n'éploie pas les ailes, mais semble se ramasser sur lui-même et attendre.

L'architecture choisie par le gouvernement hitlérien ne

saurait se comparer à celle des Soviets. Certes, ce sont encore des lignes verticales et cette rigidité qui est le propre de toute construction actuelle, en tous pays, et que les rapides moyens d'édifier, les armatures de fer, le ciment imposent aujourd'hui. L'architecture, en effet, qui est le premier de tous les arts, puisque, sans lui, les autres demeurent sans emploi, n'est plus d'un pays, sinon à quelques variations près, mais de tous à la fois.

Au devant de quelles charmantes surprises, d'étonnement de toute heure, volaient jadis ceux qui parcouraient le monde! Désormais, sauf pour ce que nous conservons encore de vestiges du passé, toutes provinces, tous pays édifieront des bâtiments d'un dessin similaire et d'une matière analogue ou identique. Nous pourrons prendre l'avion, traverser l'Europe, nous atterrirons sur des champs uniformément installés, aux constructions d'un décor si pareil à celles entre lesquelles nous nous serons envolés, qu'il nous semblera inutile d'avoir quitté nos habitudes.

Le voyage détruit chaque jour davantage le plaisir de voyager. Tout est plus rapide sans doute, plus confortable. Mais on ne voit plus les pays venir à soi, se former, éléments par éléments, surgir des crépuscules du matin et du soir des villes nouvelles. Notre oreille n'est plus saisie, au ronflement des moteurs et aux tintamarres des trains, par des accents nouveaux naissant dans un air qui se rafraîchit ou s'embrase.

Dans cette Exposition *universelle*, ce qui frappe le plus, c'est évidemment combien l'univers, devenu petit, se complaît dans une servilité aveugle, aux exigences d'une matière unique, comme le pétrole, le charbon, l'électricité, pour l'éclairage, la force, la vitesse.

Les frontières n'existeront-elles plus bientôt dans le sens vertical (frontières que marquent les chaînes de montagnes ou les océans), mais seulement dans le sens horizontal? N'y aura-t-il plus que des couches d'individus? Allons-nous revenir à un nouveau moyen âge?

L'inauguration s'est effectuée avec *vingt-quatre jours de retard* et n'a eu lieu qu'*à travers des chantiers camouflés*, ne l'oublions pas.

N'oublions pas non plus les sommes considérables englouties

pour réaliser ce plan trop vaste, hybride, et qui a nécessité la construction d'un nombre imposant de passerelles, rivalisant avec le métro qui suit les boulevards extérieurs.

Vers les premiers jours de juillet, ceux qui voudront voir quelque chose dans ces pavillons édifiés entre de bruyantes et brutales alternatives de chômage et de travail au ralenti, pourront se risquer à passer les barrières, aux guichets de l'Exposition.

Les étrangers, fort nombreux à Paris, au début de juin, seront sans doute repartis ; certains gagnent déjà le midi de la France, et font les habituels circuits des châteaux de Touraine ou d'autres trajets du même ordre. Mais l'Exposition ne pourra jamais récupérer deux mois si fructueux de recettes perdues.

*
* *

Le pavillon de la Belgique fut prêt pour le jour fixé de son inauguration. Les dallages de marbre et les rideaux de tulle y tenaient leur emploi. Les regards trouvaient où se poser, se reposer, se réjouir.

L'idée du jardin fermé, qui flanque cette construction et pourrait être comme une sorte de cloître, élégant et clos, à l'abri des intempéries et fleuri avec luxe, qui dissimule la nature environnante derrière ses doubles et transparentes draperies blanches et jaunes, cause une surprise. La quiétude ensoleillée de ce hall fleuri ne saurait servir qu'à l'illusion et entretenir la rêverie, ce qui l'oppose heureusement à tant de créations destinées à vanter seulement l'effort technique, la mécanique et l'utilitarisme, et nous devons, pour cela, beaucoup de remerciements à la Belgique.

Son pavillon est celui de la Paix.

D'autres seront peut-être à son image, mais il a le mérite, en tous cas, d'être le seul aujourd'hui dans lequel nous ne puissions rien attendre de plus et où nous semblions attendus depuis longtemps.

Les vitrines renferment de belles reliures, maints beaux objets de verre ou de cristal. Les rayons du soleil et les reflets de la Seine, qui coule au pied de cette habitation, traversent

le tulle des vitrages et viennent évoquer par leurs lueurs adoucies le souvenir des *Vies encloses* et tout ce qu'un Rodenbach a laissé de nuances et de mystère autour des choses, en dehors des clameurs des phonos et de la T.S.F. et bien avant elles.

*
* *

L'Italie reste attachée à la coutume heureuse, à laquelle de longtemps les peuples demeurèrent jalousement fidèles, d'honorer leurs prédécesseurs qui ont assuré la force et l'éclat du pays.

Des photographies agrandies, pareilles à celles qui déjà décoraient le pavillon de nos amis latins, en 1934, à l'Exposition de Bruxelles, fixent l'activité surprenante d'une grande nation, en plein essor. Mais une fresque, sans doute trop patinée, nous montre encore les silhouettes familières de Giotto, de Bramante, de Raphaël, Michel-Ange, Vinci, etc.

Des corbeilles de vannerie légère, pleines d'oranges, de pommes et de citrons, acclimatent dans les esprits la conviction d'un pays florissant, fertile, d'un séjour — et rien n'est plus exact — où l'on peut goûter encore aux impressions des temps de paix.

L'Italie, plus encore que l'Allemagne, s'entend à l'art de répandre une propagande colorée, imagée, souriante.

Nous ne l'imitons point. Je ne voyais rien, l'hiver ni le printemps dernier, à Londres, qui pût engager qui que ce fût à venir visiter notre Exposition. Il en est de même à Venise, où une active propagande est menée pour l'Allemagne, l'Autriche et la Yougoslavie.

Affiches suaves ou violentes, évocations de jeunes femmes neigeuses ou de navires puissants et confortables, l'Europe centrale et orientale dépense en Italie ses efforts les plus soutenus.

La France, à ma connaissance, ne fait *rien*. J'ai vainement couru les agences de Venise afin d'y trouver une image qui pût suggérer le désir de se rendre en France...

Ce n'est pas un des moindres scandales, une des plus douloureuses et irrémédiables faiblesses de la France présente, que

de s'effacer comme volontairement de la carte mondiale du rayonnement artistique, intellectuel et moral. Les Français, me direz-vous, ne s'en soucient point. S'ils voyageaient davantage, ils comprendraient, je pense un peu plus, le danger contre lequel ils ne réagissent plus.

*
* *

Et, cependant, en dépit de la mauvaise volonté des uns, de la stupidité, du sectarisme des autres, en dépit des partis acharnés à se détruire et à ruiner le pays, beaucoup de visiteurs viendront. Non pas, sans doute, comme naguère pour s'émerveiller de nous et se divertir, mais pour nous prendre ce que le dernier effort dont nous serons capables, je le crains, de longtemps, leur offrira — nous voulons l'espérer — de surprenant, d'inédit. Et je n'ajoute de *gracieux* et de *spécifiquement français*, qu'en hésitant, car je me demande si ces qualités paraissent encore à cette Exposition, *inaugurée*, mais non *ouverte*, et que personne ne saurait encore avoir vue ni dans son entier, ni réellement terminée, accomplie. Quelque jour, comme au théâtre, pour une répétition générale plusieurs fois ajournée, tout se trouvera merveilleusement prêt cependant. Les rives de la Seine seront féeriques le soir et le Palais de la Découverte miraculeux.

ALBERT FLAMENT

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu du Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes la la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Nous nous excusons de répondre un peu tard à la lettre de M. Jacques Bardoux publiée dans votre numéro du 1er Avril. Les responsables du Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes, qui consacrent à cette organisation un travail entièrement gratuit, ajouté à leurs tâches professionnelles, sont parfois trop surchargés pour agir immédiatement dans les cas où ils sont eux-mêmes en cause.

Nous avions donné à M. Bardoux l'occasion de rectifier une assertion inexacte. Il préfère répondre :

Qu'il n'assiste point aux distributions périodiques faites à Paris dans une rue et un local qu'il connaît, par le trésorier-payeur du Komintern, dont le nom est également connu de lui ; et qu'il ne peut donc apporter de listes d'émargement. »

Ceux de vos lecteurs qui appartiennent à notre Comité sont instruits de son indépendance, qu'atteste toute son action, évidemment ignorée de M. Bardoux. D'autres parmi vos lecteurs peuvent êtres trompés. Pour dissiper dans leur esprit toute équivoque, nous indiquerons donc que le Bureau du C. V. I. A. est actuellement composé des membres suivants :

Pour Paris : Alain, écrivain ; M. Alexandre, agrégé de philosophie ; R. Belin, secrétaire général adjoint de la C. G. T. ; P. Biquard, docteur ès-sciences ; H. Bouché, directeur d'éditions techniques ; Casati, agrégé d'histoire ; F. Delaisi, économiste ; A. Delmas, instituteur ; François, agrégé d'histoire ; Gerin, agrégé des lettres ; Grandjouan, ingénieur ; J. Guehenno, écrivain ; Jules Isaac, historien ; M. Lacroix, helléniste ; G. Lapierre, instituteur ; Magdeleine Paz, écrivain ; Dr Paul Rivet, professeur au Muséum ; Vidalenc, professeur d'E. P. S. ; Vattier, agrégé des lettres ; M. Weber, agrégé de mathématiques.

Pour la province : Emery, R. Modiano, Mlle Vayssac, Mlle Audry, Cuenat, Savin, Labbé, Marie, Laubier professeurs et Bataillon, maître de Conférences à la Faculté d'Alger.

Et que parmi les adhérents au Comité, figurent des hommes comme les professeurs Jean et Francis Perrin, Paul Langevin, G. Roussy, Irène et Frédéric Joliot-Curie, Vermeil, Cazamian, Paul Mantoux, Victor Basch et MM. André Gide, Roger Martin du Gard, Jean Giono, Jean Rostand, Honegger, Simon Bussy, Georges Michon, pour citer quelques noms d'une liste qui excéderait de beaucoup les limites de la réponse à laquelle nous avons droit.

Une organisation ainsi composée ne peut ni recevoir des ressources suspectes, ni obéir à des influences inavouées pour accomplir une besogne souterraine. Nous regrettons que l'insistance de M. Bardoux nous ait obligés à revenir sur ses allégations. Nous ne voyons pas ce qui pourrait leur donner valeur ou crédit.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de nos sentiments très distingués.

Pour la Commission Exécutive
du Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes.

H. BOUCHÉ
CASATI

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

Le mois de juin a mal débuté à la Bourse. La faute incombe principalement à deux événements extérieurs d'importance. L'un, survenu en Espagne, a causé de vives alarmes dans l'opinion publique mondiale : l'attaque, par des avions gouvernementaux, du cuirassé Deutschland *et la riposte de l'Allemagne faisant bombarder Alméria a pu faire redouter, pendant deux ou trois jours, les plus graves conséquences internationales. L'autre resulte des controverses se développant, aux États-Unis et en Angleterre, au sujet de la « question de l'or ». Notre marché, qui n'est pas encore remis de ses épreuves des deux mois précédents, s'est mis en boule.*

La caractéristique actuelle de la Bourse de Paris est, en effet, l'inactivité des transactions. Celles-ci ne proviennent guère, pour l'instant, que de petits opérateurs professionnels qui, au gré de leur opinion ou des rumeurs plus ou moins fantaisistes qu'ils recueillent, jouent la tendance au jour le jour. Celle-ci a constamment évolué, non seulement pour les motifs ci-dessus indiqués, mais aussi en raison des incertitudes motivées par la solution que le Gouvernement devra se décider à donner, prochainement, au problème de la Trésorerie. A maintes reprises, le ministre des Finances a démenti, en bloc, toutes les intentions, passées et à venir, qu'on lui a attribuées. L'emprunt, de même qu'une nouvelle dévaluation, ayant été, cependant, formellement écartés et une aggravation éventuelle de la fiscalité ne pouvant fournir des disponibilités instantanées, il semble bien qu'il n'y ait que deux solutions entre lesquelles opter : soit tirer sur le solde du compte d'avances à la Banque de France, soit obtenir des Chambres le relèvement d'une dizaine de milliards du plafond des avances ; cette seconde solution serait celle qui assurerait le mieux la quiétude du Trésor durant la période des vacances, en ne le contraignant plus de vivre à la petite semaine à l'aide de toutes sortes de menues opérations. Mais ne serait-ce pas rouvrir l'ère des dangers que l'on qualifie du nom d'inflation ?

La question se complique d'ailleurs, pour nous, de ce problème de l'or dont nous ne pouvons désormais suivre le déroulement qu'en spectateurs, bien que nous devions un jour subir, comme les autres, les conséquences de la solution qui interviendra. Pour l'instant, les deux grands acteurs, Londres et New-York, semblent conduire un jeu très serré empreint d'une forte dose de bluff et il ne serait point autrement surprenant qu'un jour prochain tout le bruit fait dans la presse anglo-saxonne autour de cette retentissante question s'éteignît tout à coup. En tout cas, puisque, de toute façon, il importe que nous suivions attentivement l'évolution de cet important débat et que nous nous tenions prêts à prendre promptement les décisions qu'il pourrait entraîner. C'est ce que je recommande, depuis le début de la controverse, à mes correspondants, en suivant au jour le jour le déroulement des événements, de manière à pouvoir renseigner rapidement et opportunément ceux que la question intéresse.

En attendant il est probable que le marché de Paris restera encore languissant. On note bien de bons achats, lors de chaque réaction, sur quelques grandes catégories de titres tels que les caoutchoucs, les valeurs de pétroles, les actions de producteurs de matières premières. Mais ces demandes ne proviennent guère du grand public, elles émanent à peu près exclusivement des « renseignés ». Quand ils auront fait leur plein, la foule interviendra, pour à son tour, faire la hausse.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

N. B. — Une information confidentielle me parvient de Johannesburg concernant le Marché de l'or.

Je me ferai un plaisir de la communiquer à ceux de mes lecteurs intéressés au compartiment des Mines d'or et qui m'en feront la demande.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée directement à son Rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).

TABLE DU TROISIÈME VOLUME

Mai-Juin

LIVRAISON DU 1er MAI 1937

		Pages
PAUL REYNAUD	Après les Expériences manquées	5
GEORGE SAND	Lettres à Émile Regnault	18
R. DE ROUSSY DE SALES	M. Roosevelt et les États-Unis	51
ABEL HERMANT	La Dernière Incarnation de M. de Courpière. — III	73
TOM KROMER	Vagabond de la faim	104
MAURICE MARTIN DU GARD	La Chronique de Gérard Bauër	132
J. TOUTAIN	Fouilles en France	142
LUCIEN PLANTEFOL	La Nutrition végétale	165
L. BLUM	Le projet d'École unique	178
PAUL ALFASSA	L'Art catalan	197
A. ALBERT-PETIT	L'Histoire	207
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris	221

LIVRAISON DU 15 MAI 1937

PAUL REYNAUD	Redresser la France	241
JEAN GIRAUDOUX	Électre (Acte premier)	256
JOSEPH PEYRÉ	Visage	300
MARCEL THIÉBAUT	En lisant M. Léon Blum. — I	310
JEAN MISTLER	La Tragédie de Hugo Wolf	359
M. DANLOUX DUMESNILS	La Ville des Diamants	369
ABEL HERMANT	La Dernière Incarnation de M. de Courpière. — IV	386
ALEXANDRE SEGRÉTAIN	Rome en 1864-1866	413
J. ALBERT-WEIL	L'Hygiène sociale dirigée	425
ROBERT BRASILLACH	La Cité universitaire	442
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	455
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris	465

LIVRAISON DU 1er JUIN 1937

		Pages.
JEAN GIRAUDOUX	Électre. — II.	481
ANDRÉ THÉRIVE	L'Office de la Langue française	526
ED. GISCARD D'ESTAING	Moyens de Trésorerie	538
MARCEL ÉMERIT	L'Égérie de Napoléon III. — I	550
ABEL HERMANT	La Dernière Incarnation de M. de Courpière. — Fin	576
GASTON BOUTHOUL	La Situation en Afrique du Nord	616
MARCEL THIÉBAUT	En lisant M. Léon Blum. — II	630
GEORGES POUPET	Printemps italien	664
FRANÇOIS LEUWEN	Un An de Front populaire	679
WALTER HILL	L'Industrie anglaise du Tabac	688
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	693
JEAN DE PANGE	Le Sacre du Roi d'Angleterre	705

LIVRAISON DU 15 JUIN 1937

★★★	Que vaut l'Axe Rome-Berlin?	721
ROGER VERCEL	Rebelles	734
M.-H. SZÉKELY-LULOFS	Coolie. — I	770
MARCEL ÉMERIT	L'Égérie de Napoléon III. — II	794
DENIS DE ROUGEMONT	Paysans de l'Ouest	826
DAISY FELLOWES	La Princesse Élisabeth	852
MARCEL THIÉBAUT	En lisant M. Léon Blum. — Fin	860
MICHEL CALMANN	La Chine à l'Orangerie	909
GÉRARD BAUER	M. de Pesquidoux à l'Académie	914
CONSTANTIN PHOTIADÈS	Ballets de Monte-Carlo	921
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	933
ALBERT FLAMENT	Tableaux de l'Exposition	943

LIBRAIRIE STOCK

DELAMAIN et BOUTELLEAU, ÉDITEURS, PARIS

JACQUES CHARDONNE

Nouveautés :

L'AMOUR

C'EST BEAUCOUP PLUS QUE L'AMOUR

(PENSÉES D'UN ROMANCIER)

Un volume avec un portrait de l'auteur et une préface .. .. **15 fr.**

SELMA LAGERLÖF

MORBACKA

Images d'enfance et de jeunesse de la grande romancière-poète.

18 fr.

ERICH KÄSTNER

TROIS HOMMES DANS LA NEIGE

Un roman délicieux et gai par l'auteur de "FABIEN" et "d'ÉMILE ET LES DÉTECTIVES"

16 fr. 50

PEARL BUCK

L'EXILÉE

Roman **17 fr. 50**

L'ANGE COMBATTANT

Roman **17 fr. 50**

Par l'auteur de "LA MÈRE" et de "VENT D'EST, VENT D'OUEST".

VIRGINIA WOOLF

LES VAGUES

Roman

traduit par Marguerite YOURCENAR

Un volume du Cabinet Cosmopolite, à tirage limité .. .. **27 fr.**

Les Livres de Nature :

L'EMPIRE DES SERPENTS

Par CARNOCHAN et ADAMSON **15 fr.**

EN CAMPANT SUR L'ALPE

Par Maria JALEK **15 fr.**

SEQUANA

pour 150 fr. par an (étranger 180 fr.)

VOUS RECEVREZ EN ÉDITION DE LUXE, FRANCO CHEZ VOUS, A RAISON D'UN VOLUME AU DÉBUT DE CHAQUE MOIS, ET LE JOUR MÊME QUE PARAIT EN LIBRAIRIE L'ÉDITION ORDINAIRE

les douze meilleures nouveautés littéraires

inédites qui paraîtront dans l'année, chez tous les éditeurs.

LE LIVRE DU MOIS **SEQUANA** EST SOIGNEUSEMENT IMPRIMÉ SUR LE BEAU ET FORT VELIN BLANC DE CORVOL-L'ORGUEILLEUX AU FILIGRANE DE SEQUANA. — UNE ÉDITION DE BIBLIOPHILE. — COUVERTURE FORTE EN DEUX COULEURS. — NOTICE SUR L'AUTEUR ET SUR L'OUVRAGE.

Vous recevrez en outre, gratuitement, la revue mensuelle illustrée de bibliographie, d'informations et de critique des activités littéraires et artistiques contemporaines :

LE CAHIER

LE COMITÉ SEQUANA

MM. Henry BORDEAUX, Joseph BEDIER, Paul VALERY, André CHAUMEIX, Pierre BENOIT, François MAURIAC, Abel BONNARD, Léon BERARD, Georges DUHAMEL, Edmond JALOUX, Membres de l'Académie Française, Pol NEVEUX, de l'Académie Goncourt, Fortunat STROWSKI, de l'Institut, Tristan DEREME, Pierre LYAUTEY, Henri MASSIS, André MAUROIS, Jean-Louis VAUDOYER.

Étranger à toute question commerciale d'édition, le Comité SEQUANA entend uniquement servir avec impartialité le bon renom des Lettres et le rayonnement intellectuel de la France.

QUELQUES TITRES DES VOLUMES PARUS

J. Green : Léviathan. Le Visionnaire. — J. de Lacretelle : Amour nuptial. — J.-J. Tharaud : Fez ou les Bourgeois de l'Islam. — J. Bainville : Napoléon (épuisé) La Troisième République. — F. Mauriac : Ce qui était perdu. Le Nœud de Vipères (épuisé). — Colette : La Chatte (épuisé). — A. Maurois : Lyautey. Edouard VII et son temps (épuisé). — G. Duhamel : La Chronique des Pasquier (5 vol.. 1932-1937) (épuisés, sauf La Nuit de la Saint-Jean). — A. Bailly : Richelieu (épuisé). Mazarin. — G. Bernanos : Journal d'un curé de campagne (épuisé). Un Crime. — Paul Morand : La Route des Indes. — M. Van der Meersch : L'Empreinte de Dieu (épuisé). — Roger Vercel : Capitaine Conan (épuisé). Léna. — Pierre Benoit : Erromango. Monsieur de La Ferté (épuisé). Saint-Jean d'Acre. — Roland Dorgelès : Quand j'étais Montmartrois. — René Laporte : Les Chasses de Novembre. — Jacques Chardonne : Romanesques. — Edouard Peisson : Le Pilote. — C.-F. Ramuz : Le Garçon savoyard.

les choix du passé, sûrs garants de ceux de

l'avenir

Le choix est composé de telle sorte que les douze livres d'une année constituent une synthèse éclectique et impartiale, aussi représentative que possible des différentes tendances du mouvement littéraire contemporain.

Découpez et adressez, aujourd'hui même, l'un des ordres ci-dessous à SEQUANA, 33, rue de Naples, Paris (VIIIe).

Veuillez m'envoyer, à titre d'essai, le livre du mois SEQUANA et le numéro du **Cahier** — pour le prix de 15 francs — Étranger, 17 fr. 50 c. (contre remboursement, 16 fr. 50. Étranger, 21 francs).

Veuillez noter ma souscription aux douze volumes de la Sélection SEQUANA brochée à paraître dans l'année et au **Cahier**, pour le prix de 150 francs — Étranger, 180 francs — (contre remboursement du premier envoi, 153 francs, Étranger, 185 francs).

Je verse la somme de _____ à votre compte postal Paris 1618-37.

Ci-joint un chèque de _____

Je paierai à réception de l'envoi contre remboursement de _____

Nom _____

Adresse _____

_____ le _____ 193

(Signature)

Mettre une croix devant les propositions choisies.

nrf

GUY DE POURTALÈS

LA PÊCHE MIRACULEUSE

un grand roman d'histoire contemporaine

UN FORT VOLUME IN-8° SOLEIL, DE 450 PAGES..... 25 fr.
35 exemplaires numérotés sur vélin pur fil Lafuma Navarre ..... 60 fr.
150 exemplaires numérotés sur alfa supérieur ..... 80 fr.
90 exemplaires sur alfa supérieur réservés aux *Selections Strasbourgeoises.*

Les tirages sur pur fil et sur alfa comportent en frontispice la reproduction en héliogravure de la « Pêche miraculeuse » de Conrad Wity (1440) fragment du retable qui se trouve au Musée d'Art et d'Histoire de Genève.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Les annonces sont reçues chez MM. PERDRIX ET BURIN
34, rue Richer, Paris 9e. -:- Téléph. PROV. 88-54.

Vente au Palais, Paris, 17 Juin 1937, à 14 heures

IMMEUBLE D'ANGLE A PARIS

48, Rue Charlot,
12 *bis* et 14, Rue de Bretagne.
Mise à prix : **1.000.000** de francs.
S'adresser à Me **Musnier,** Avoué à Paris,
92, Boulevard Hausmann,
Mes **Fernand Bertin** et **Haquin,** Avoués à Paris.

L'ARGUS de la PRESSE

"VOIT TOUT"

Fondé en 1879

LES PLUS ANCIENS BUREAUX D'ARTICLES DE JOURNAUX

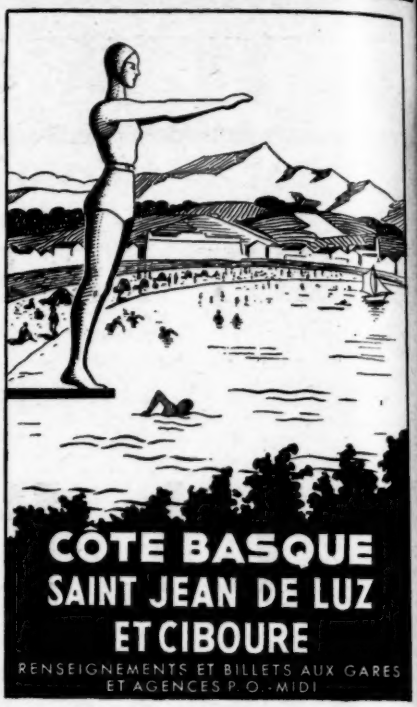
37, Rue Bergère, PARIS (IXe)

Lit et dépouille par jour
20.000 *Journaux ou Revues du Monde entier*

Collectionne : LES ARCHIVES DE LA PRESSE

Edite : **L'Argus de l'Officiel**
contenant tous les votes des Hommes politiques

L'Argus recherche articles et tous documents passés, présents, futur



Partez...

BILLETS ET CARTES
A PRIX RÉDUITS

RENSEIGNEZ-VOUS DANS LES GARES ET LES AGENCES DE VOYAGES

ÉDITIONS "JE SERS" PARIS

Deux livres de choix :

RAINER MARIA RILKE

AU FIL DE LA VIE

Récits et nouvelles, traduits de l'Allemand par
HÉLÈNE ZYLBERBERG et L. DESPORTES

Tous les thèmes poétiques de l'œuvre de Rilke sont en germe dans ces récits et nouvelles, précieux témoins des années d'apprentissage du poète.

Un volume... ... ... **16 fr. 50**

MARTIN LUTHER

TRAITÉ DU SERF ARBITRE

(De Servo Arbitrio)

Réponse au " LIBRE ARBITRE " d'Erasme

Texte traduit du latin, présenté par
D. DE ROUGEMONT
Préface de M. le Professeur A. JUNDT

I volume de la collection " Textes de la Réforme "

(Édition de bibliothèque : broché sur papier alfa)
(Édition de travail : relié toile, sur bouffant)

Au choix... ... ... **22 fr. 50**

Le Temps

PARIS — 5, Rue des Italiens, 5 — PARIS

Registre du Commerce Paris n° 70,722

6 ou 8 PAGES GRAND FORMAT

TÉLÉPHONE (CINQ LIGNES)

Taitbout : 76.60 - 76.61 - 76.62 - 76-63 - 76.64

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : TEMPS-PARIS

Directeurs : Jacques CHASTENET et Emile MIREAUX

Le plus grand journal d'information.
Rend compte de toute l'activité
politique, intellectuelle, artistique
et économique du monde entier

Services Télégraphiques et Téléphoniques

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET FINANCIERS PARTICULIERS

DE TOUTES LES CAPITALES

ET DE TOUS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS

PRIX DE L'ABONNEMENT :

		Trois mois	Six mois	Un an
PARIS, DÉPARTEMENTS et COLONIES FRANÇAISES	.. ..	35 fr.	68 fr.	130 fr.
ÉTRANGER	Pays accordant une réduction de 50 0/0 sur les tarifs postaux .	57 fr.	112 fr.	220 fr.
	Autres pays	80 fr.	157 fr.	310 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Par abonnement le numéro ne coûte pas même 28 centimes

Pour la Publicité, le Temps s'impose par sa diffusion, sa présentation et la qualité de ses lecteurs

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
« LES BELLES LETTRES »
95, Boulevard Raspail -:- PARIS VIe
Téléphone LITTRÉ 70-55 R. C. Seine 170.53

pour paraître le 25 juin

COLLECTION DES UNIVERSITÉS DE FRANCE

HOMÈRE

ILIADE

TEXTE ÉTABLI ET TRADUIT
PAR
PAUL MAZON
MEMBRE DE L'INSTITUT
PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS
avec la collaboration de P. CHANTRAINE, P. COLLART et R. LANGUMIER

TOME I (CHANTS I-VI) ..... 40 fr.
TOME II (CHANTS VII-XII) ..... 40 fr.
Exemplaire numéroté sur pur fil Lafuma, chacun.... 80 fr.

Les tomes III et IV et l'Introduction paraîtront fin 1937.

CHEZ PLON

HENRY BORDEAUX
de l'Académie française

LE PARRAIN

Roman. .. .. 15 fr.

HENRI TROYAT

LA CLEF DE VOÛTE

In-16 .. .. 15 fr.

GEORGES BERNANOS

NOUVELLE HISTOIRE DE MOUCHETTE

Edition ordinaire.. .. .. 12 fr.

Edition "La Palatine" sur alfa.. .. .. 25 fr.

MAURICE PALÉOLOGUE
de l'Académie française
Ambassadeur de France

ALEXANDRE 1er

"Un sphinx non deviné, jusque dans la tombe".

POUCHKINE.

In-8° carré avec 9 gravures hors-texte et une carte .. 36 fr.

PROBLÈMES DE LA SEXUALITÉ

PAR

JACQUES DE LACRETELLE, R. P. LAVAUD, O. P. MAURICE ZUNDEL, DOCTEUR RENÉ BIOT, PIERRE-HENRI SIMON, ANDRÉ BERGE, PETER WUST

4e cahier de la COLLECTION "PRÉSENCES" .. .. 18 fr.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Cie Gle TRANSATLANTIQUE

6, rue Auber, PARIS

●

PROGRAMME GÉNÉRAL DES CROISIÈRES ET CIRCUITS

en Été :

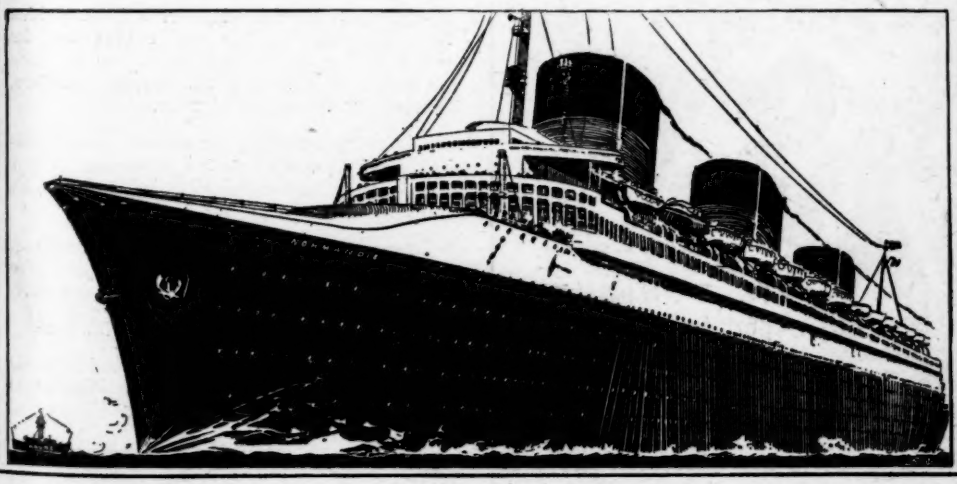
LE SPITZBERG, par "Lafayette" (24 juillet-14 août) .. .. à partir de 1.950 francs
ÉTATS-UNIS et CANADA (4 août-9 septembre) .. .. à partir de $ 461.
LA NORVÈGE ET LE SPITZBERG, par "Cuba" (1er-17 août) . .. . à partir de 1.700 francs
LE TOUR DE LA BALTIQUE, par "Colombie" (7-27 août) . .. . à partir de 2.250 francs
LES « LOCHS » D'ÉCOSSE, par "Ile-de-France" (14-17 août) .. .. à partir de 500 francs
LA MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE, par "Président-Dal-Piaz" (14-24 août). à partir de 750 francs

en toutes Saisons :

CIRCUITS AUX ÉTATS-UNIS ET CANADA.. .. .. à partir de $ 180.

S'ADRESSER : 6, RUE AUBER, PARIS, AUX AGENCES DE LA COMPAGNIE ET AUX AGENCES DE VOYAGES

(Brochures illustrées sur demande.)



EXPOSITION INTERNATIONALE 1937

MAI-NOVEMBRE . 1937

NOMBREUSES MANIFESTATIONS ARTISTIQUES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET SPORTIVES

Demander la carte de Voyage et renseignements à : Cies de Chemins de Fer, Aériennes, de Navigation, Agences de Voyages.

Maison FRÈRE
19, Rue Jacob, 19 — PARIS
et toutes les bonnes pharmacies

CRÉDIT LYONNAIS

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Le **Crédit Lyonnais** met à la disposition du public des Coffres-forts entiers ou des compartiments de Coffres-forts, pour la garde des **Valeurs, Papiers, Bijoux, Argenterie, Dentelles, Objets d'Art**, etc.

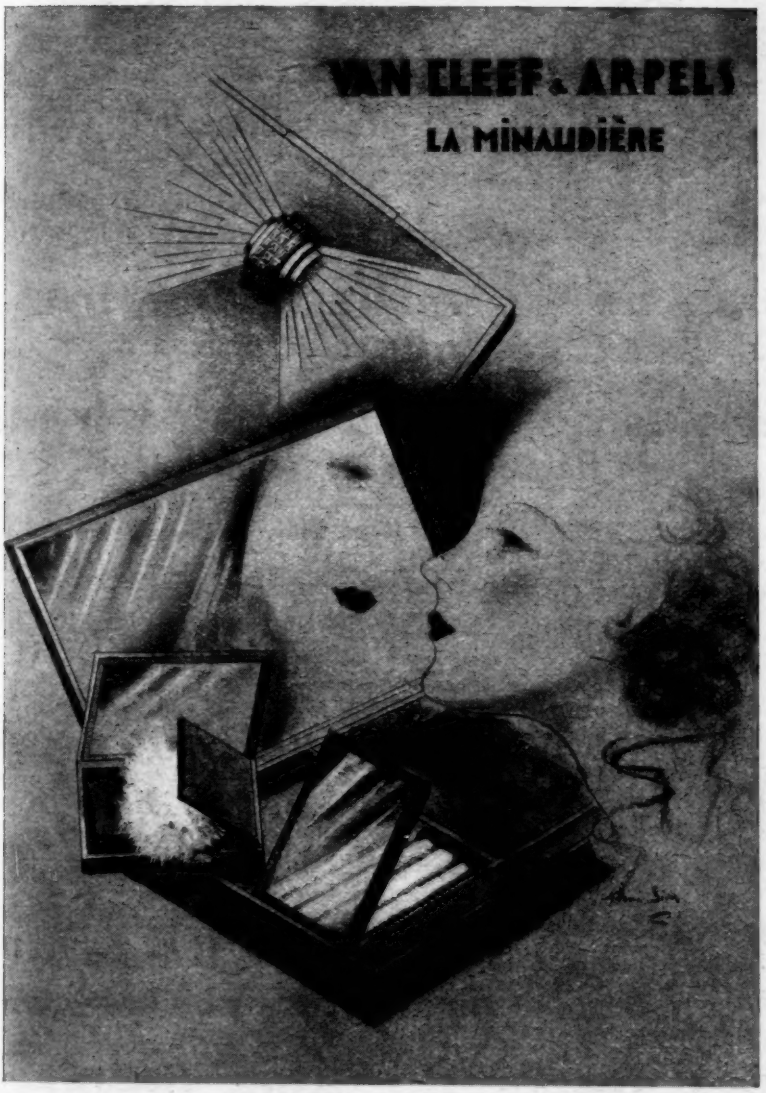
Ces Coffres-forts sont situés dans les sous-sols du Crédit Lyonnais ; leur construction et leur installation présentent les plus complètes garanties contre les risques d'incendie et de vol.

Chaque locataire reçoit une **Clé spéciale**, dont il n'existe pas de double, et il peut faire varier les combinaisons de la serrure à son gré.

Il peut seul ouvrir le coffre-fort qu'il a loué.

Le **Crédit Lyonnais** accepte aussi en garde **Coffrets, Cassettes, Caisses, Malles** et autres objets.

S'adresser : **SIÈGE CENTRAL**
19, boul. des Italiens ou dans les BUREAUX DE QUARTIER


VAN CLEEF & ARPELS
LA MINAUDIÈRE

LA NATIONAL

Compagnie anonyme d'Assurances sur la Vie

Entreprise privée, régie par la loi du 17 Mars 1905

ANCIENNEMENT COMPAGNIE ROYALE D'ASSURANCES SUR LA VIE
FONDÉE EN 1830 – CAPITAL SOCIAL 75 MILLIONS

SIÈGE SOCIAL : 2, Rue Pillet-Will, PARIS

Depuis son origine jusqu'au 1er Janvier 1937, ses opérations ont porté

plus de 12 milliards de francs
de Capitaux assurés

et plus de 180 millions de francs
de Rentes Viagères constituées

ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS – MIXTES
ASSURANCES MIXTES COMPLETES
AVEC PARTICIPATION DANS LES BÉNÉFICES
ET COUVERTURE DU RISQUE D'INVALIDITÉ

ASSURANCES COLLECTIVES POUR LE PERSONNEL
ASSUJETTI OU NON AUX ASSURANCES SOCIALES

Rentes Viagères

Pour les personnes parvenues à l'âge de la retraite, la Re
Viagère est le remède le plus efficace à la cherté de la vie
constitue le plus sûr des placements.

Les garanties les plus importante
Les tarifs les plus avantageu

Renseignements confidentiels et prospectus gratuits au Siège Social, à Pa
ou chez les Agents Généraux en Province.

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, PARIS-IXe

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT

TOM KROMER

LES VAGABONDS DE LA FAIM

traduit de l'anglais par R. DE ROUSSY DE SALES

La confession directe d'un crève-la-faim

Le document le plus pathétique et aussi le plus pittoresque sur la terrible crise du chômage aux États-Unis et cet enfer des bas-fonds américains dont l'Europe n'a eu qu'une faible idée.

Un volume in-16... ... ... **15** fr.

VIENT DE PARAITRE

PIERRE MILLE

LES AVENTURIERS

Roman

Les profiteurs de la Révolution Russe

Un volume in-16 ... ... **15** fr.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

—:—

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3 RUE AUBER

(Les abonnements sont également reçus 114, avenue des Champs-Élysées.)

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE		120 »	61 »	31 50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES		126 »	64 »	33 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	150 »	76 »	39 »
	Plein tarif	180 »	91 »	46 50

LA LIVRAISON — 240 pages — 7 fr. 50

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 *franc et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont complètement interdites, dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Tables décennales : (1894-1903) ; (1904-1913). — *Chaque livraison* . . . . . 10 fr.
Tables (1914-1933) . . . . . 20 »

IMPRIMERIE CHAIX, 20, rue Bergère, Paris.